

RROÛ

PREMIÈRE PARTIE

LE CREUX DE SACS

Les étaient, dans le creux de sacs, peut-être quatre, peut-être cinq chatons d'un tas, encore moites de leur mise au monde. La mère, une mince chatte bigarrée, s'allongeait à travers eux, tout le corps détendu, les flancs plats, une lueur fiévreuse dormant dans ses prunelles.

Elle se courba d'un mouvement lent et las, flaira les petites têtes aveugles et commença de les lécher : tantôt l'une, tantôt l'autre, une noire, une blanche, et de menus crânes invisibles qui cédaient doucement sous sa langue. Ils miaulaient déjà pèle-mêle, ou plutôt vagissaient à grèles plaintes acides en bougeant sous le ventre tiède.

C'était, autour de la nichée, la pénombre sèche d'un grenier, son silence sonore où craquait par instants le bois d'un chevron en travail, où filait sur une raie de plancher le trot d'une souris maraudeuse. La mère chatte semblait ne point l'entendre : elle continuait de lécher ses petits du même mouvement de cou monotone.

Eux, déjà, poussaient leur tête sous la caresse : une noire, une blanche, ces deux-ci plus hardies, plus avides de chaleur et de vie. Et tout à coup, plongeant dans l'épaisseur du poil,

tâtonnant des pattes, du museau, ils trouvaient les tétines et goulûment se gorgeaient de lait.

Il n'y avait que cette tiédeur, ce poids flexible et doux qui continuait de se courber sur eux, et, dans leur amas vagissant, ces tâtonnements sans cesse répétés vers les mamelles nourricières. La nuit venait, une transparente nuit d'été qui s'assombrissait très lentement à la vitre carrée du châssis, et peu à peu, tandis que le grenier se comblait de ténèbres, redevenait plus claire contre la vitre, la traversait d'une blancheur bleue de lune.

Et le jour revenait avec le frais de l'aube, la flèche dansante d'un premier rayon, et le torpide éclat, sous les ardoises surchauffées, d'un soleil de plein été. Il arrivait, de loin en loin, qu'un pas lourd fit trembler les lames du plancher : une grande ombre passait le long des sacs alignés, soulevait l'un deux et s'éloignait, grandie encore de son fardeau. Et d'autres fois, vers le milieu du jour, cette ombre s'arrêtait tout près de la portée blottie, puis une autre et encore une autre, aussi hautes, aussi opaques, dresées contre la lumière. Et ces ombres se penchaient jusqu'à toucher le creux de sacs, et d'étranges bêtes agiles et douces s'insinuaient parmi les chatons, caressaient la nuque de la mère qui ronronnait sous leur frôlement.

Elles s'écartaient enfin, dans le relux doré du soleil. Il y avait alors, posée sur la pile de sacs, une assiette pleine de patée : la mère mangeait, le col tendu et les oreilles un peu couchées.

Les ombres revenaient de plus en plus souvent. Et lorsqu'elles étaient là, une rumeur les environnait, non point de cris de menace ou d'appel, mais de voix rauques et rudes qui faisaient frissonner les échines. Et le toucher des agiles bêtes nues recommençait de couler dans le nid : on se sentait brusquement saisi, emporté, éperdu de détresse et de vertige. Les pattes écartelées, la queue raide, on piaulait désespérément ; on entr'ouvrirait des paupières blessées par le jour aveuglant sur des prunelles d'un bleu laiteux, aussitôt dérobées qu'entrevues.

Les hommes, l'un après l'autre, soulevaient les chatons, les haussaient jusqu'à leurs visages. Les voix montaient plus brutales encore, avec des sonorités profondes dont le frisson, maintenant, traversait toute la chair.

— Celui-ci?... Oh! non, laisse-le : comme il est drôle avec

sa tache sur l'œil! Et ce petit, noiraud comme un grillon! Et ce blanc, est-il blanc, l'amour!..... Alors lequel? Je ne sais plus.

On était pris, déposé, repris. On se sentait en proie à une force terrible, à une menace sans recours. La mère, attentive et muette, ne quittait pas des yeux le mouvement des mains où pendait les petits corps. Sa tête tournait au gré des puissants gestes des hommes, et vraiment elle avait un visage, hanté d'une angoisse implorante où demeurait, quand même, on ne savait quelle foi obscure.

Deux chatons seulement, un noir, un blanc, se blottissaient contre elle. Des vides froids, un moment, avaient comme élargi le nid. Mais le creux s'était tôt refermé sur la mère et les deux petits, aussi tiède, aussi enveloppant. Et l'assiette était là tous les jours; et les chatons jumeaux étaient à longues lampées qui soulageaient les mamelles gonflées.

Ce fut le noir qui vit clair le premier. Il soutenait déjà, sans cligner, la lumière du plein jour, que le blanc gémissait encore et plissait douloureusement le front quand son éclat le surprenait. Un malin, tous deux cherchèrent en vain la chaleur du corps maternel. Le chaton noir, debout au bord du creux de sacs, tendit le cou, flaira, l'échine un peu tremblante. L'autre geignait à son accoutumée et de détresse tenait ses yeux ouverts. Le noir, sans un regard vers lui, s'avance davantage à l'extrême bord du nid abandonné. La toile lâche s'évapait, coulait dangereusement sous ses pattes : il les riait, crispa ses petites griffes juste au moment où elle cédait. Tête en avant il bascula, dégringola, se retint, reprit sa glissade cramponnée, et se trouva piété sur l'immensité du plancher.

La queue droite, il partit devant lui.

LE MAGASIN

Ce qu'on appelait « le magasin » était une enfilade de hangars, de quais et d'entrepôts, de garages et d'anciennes écuries qui tournaient autour d'une cour. C'était un monde de pierres et de charpentes, encombré de caisses et de sacs, bourdonnant de moteurs, de voix, résonnant du frappement des batteuses qui heurtaient la panse des futailles, du brinqueballement des bidons de fer-blanc.

Le chaton noir se coulait au pied des murs, cherchant l'ombre des coins perdus, la paix des magasins vides. Son nez grenu, un peu mouillé, se fronçait aux odeurs de la cour. Il cheminait dans l'enchevêtrement des stocks, parmi les pyramides de sacs, les échafaudages de caisses vides. Chaque fois qu'un bruit plus violent sursautait à travers la rumeur, il se rasait contre le pavé, le cœur soulevé d'une brusque flamme. Mais bientôt son cœur s'apaisait; il reprenait sa quête, les pattes feutrées et les narines bougeantes.

Les longues journées d'été n'étaient plus assez longues pour tant de passionnantes voyages. Il avait découvert l'escalier, ses marches innombrables dont chacune proposait un exploit. Il s'habitue, dévalait d'une étape au lieu de s'arrêter, après chaque saut, pour reprendre ses esprits. Il traversait le quai, gagnait la cour, et se coulait le long des murs au cœur de la terrible et grisante rumeur.

On revoyait toujours les mêmes choses, les deux haquets dressés près de la porte, la femme qui rinçait des bouteilles, le portail nu au bord duquel on s'platissait tout à coup.

Le portail étalait sa largeur redoutable. Il fallait se ramasser sur soi-même, tendre ses muscles en profondeur et balancer doucement l'échine, de droite à gauche et de gauche à droite. La force montait, gonflait les fibres, possédait tout le corps d'un élanc intérieur qui le soulevait, déjà irrésistible, sans qu'on en pût rien voir que ce lent balancement sur place. Et la hardiesse montait avec la force, et s'unissait à elle pour déclencher ce saut, ce bond, pour vous lancer avant toute pensée de l'autre côté du portail. C'était ainsi : on était de l'autre côté; on n'avait que trois pas à faire pour entrer dans l'ancienne écurie.

Depuis longtemps, il n'y avait plus de chevaux. Mais l'odeur des puissantes bêtes restait enclose entre les murs salpêtrés. On griffait les bat-flanc des boxes, on grimait dans les mangeoires. Des brins de foin pendaient encore à leurs barreaux, chatouilleurs et fantasques, avec lesquels on jouait interminablement, oubliieux de la cour, du grenier, de la mère disparue et du frère blanc abandonné.

Tout est possible, grâce à ces barreaux robustes : se coucher, se renverser, basculer sur le dos et sombrer exprès dans le vide. On se rattrape toujours, des deux pattes, d'une seule

patte, d'une torsion du col ou des reins. Et toujours ces longues pailles qui vous frôlent le poil, vous agacent les oreilles, vous provoquent, se prêtent à tous les caprices du jeu.

Dehors la rumeur de la cour a fini par s'apaiser. Hier déjà, c'a été la même chose. Comme aujourd'hui le soleil tombait d'aplomb entre les murs, tous les hommes s'en étaient allés. Tous, sauf Madeleine, là-bas, à la porte de sa cuisine.

Des odeurs capiteuses émanaient de Madeleine, de ses bras rouges, de l'écuelle qu'elle tenait dans ses mains. La mère filait d'un trait jusqu'au tablier de Madeleine ; et lui, derrière sa mère, filait comme elle, traversait toute la cour.

Il avait traversé la cour. Cela aussi était arrivé : il n'y avait rien de plus simple, de plus facile. Madeleine était une gamine maigre, aux cheveux roux, nullement intimidante à dévisager de près. Elle posait l'écuelle par terre, et la chatte, aussitôt, y plongeait toute la tête. Elle grognait, quand la menue tête ténèbreuse se poussait contre ses babines, mais laissait le petit goûter l'onctueuse pâlée du bout rose et plat de sa langue. Cela brûlait un peu, étouffait un peu au passage ; mais c'était bon, gras, substantiel. On lapait, on avalait à gorgées précipitées. Ce n'était plus la mère qui grognait, c'était le chaton noir qui boutait de la tête, élargissait sa place avec un grondement de menace.

Madeleine, les deux mains sur ses hanches, s'ébaubissait de sa hargneuse effronterie. Elle disait : « Quel petit voyou ! » et riait, penchée vers lui, en lui agaçant le menton. Son rire, sa voix aiguë étaient désagréables. Elle ne savait pas se faire. Elle répétait, son nez ponctué d'acné trop près des dédaigneuses prunelles : « Comment tu t'appelles, dis, voyou ? » Et lui, se reculant à mesure que la fille approchait, grognait encore et soulevait le dos.

— Rrou ! Rrou ! se moquait Madeleine. Tu t'appelles Rrou, petit noir...

LA COUR

Il s'appelait Rrou, par la grâce de Madeleine. Elle avait dit le nom à tous les hommes de la cour, montrant comment le « numéro » disputait sa mère à la soupe, « bossait » du dos et faisait toutes ses « magnes ». Elle riait encore, elle ne savait

que rire, entourée de tous les hommes. Elle prétendait imiter le chat noir, et se livrait en vérité à une comédie ridicule.

Rrou ne s'en souciait guère, pourvu que la soupe fût servie. Il reconnaissait l'heure au silence soudain de la cour. Alors il trottait droit vers la porte de la cuisine, et, si la porte était fermée, il sautait au treillis tendu contre les mouches et montrait sa tête sombre à la vitre. Il s'arrangait toujours pour arriver là bon premier : avant sa mère, avant Frère blanc, qui se risquait enfin dehors, surtout avant le chien de chasse, un épagneul breton d'une turbulence stupide et d'une écueillante gloutonnerie.

Cette grande bête, malgré ses bonds et ses abois, malgré ses rouges babines retroussées sur des crocs énormes, il ne la craignait pas du tout. La première fois, peut-être, lorsque celle trombe velue avait déferlé sur lui, lorsque cette voix terrible avait éclaté sur sa tête... oui, peut-être, il avait eu peur. Mais lorsque Rrou a peur, après un bref saut en arrière il se piète, hérisse l'échine et montre ses griffes en crachant. Et surtout il regarde, il fixe sur l'ennemi ses yeux verts, leur flamme immobile et glacée : « Approche, grand chien. Voici comment ma patte se détend, juste sur ton nez sensible. Et ton nez saigne, égralonné de fines estafilades, une pour chaque griffe, exactement. »

Maintenant l'épagneul peut sauter, aboyer, appuyer l'avant-train sur ses pattes de devant en dressant une croupe frémisante, Rrou n'a plus peur de lui, n'aura plus jamais peur. Seul ou non, il obtiendra sa place, il mangera tout son saoul dans l'écuelle.

Il est gavé, la soupe ne passe plus. Que les autres s'arrangent des restes. Il s'écarte sans hâte, le ventre rond comme une pelote, s'assied à quelques pas, se pourlèche, et du bout de sa patte bichonne son museau noir.

Maintenant la porte de la cuisine est fermée. La cour sombre, déserte et silencieuse. Et pourtant Rrou couche une oreille, l'oreille gauche, celle qui guette du côté du portail. Un pas a résonné dehors, le loquet joue et claque dans sa gâche. L'autre heure est arrivée, l'heure où la cour recommence son vacarme.

On a le temps encore, mais la sagesse commande une prudente retraite. Ce n'est pas que rien vous menace : on a com-

pris, après déjà tant d'autres choses, que la violence du bruit, l'agitation des hommes n'étaient pas réellement des menaces : ni la course écrasante des grosses roues, ni la chute des caisses anguleuses ou le roulement des énormes fuitailles. Les hommes s'agitent sans se soucier d'un chaton dans la cour. C'est assez de veiller à leurs dangereux et vains trémoussements, de s'en écarter pas à pas, comme ceci, un pas après l'autre : vers la sellerie, par exemple, ou vers le grenier natal.

Ils arrivent en fumant des pipes, en jassant, en riant trop fort comme la rousse Madeline. On les connaît désormais presque tous : les hommes gris qui continuent les fardeaux, les hommes bleus par qui grondent les voitures, les hommes noirs qui frappent sur les tonneaux. Ni les uns ni les autres ne sont intéressants. Plus la cour est bruyante, d'ailleurs, et moins elle offre de surprises : on s'en va, on aime mieux s'en aller.

Enfin le vacarme s'apaise, des pas résonnent, sous le portail, qui s'éloignent jusqu'à perte d'ouïe. C'est le silence du soir, plus profond que celui de midi; et bientôt la longue nuit, où l'on sommeille, où l'on rêve, fatigué de rôder parmi des choses trop familières.

Un étrange murmure, un gazouillis très doux et presque imperceptible s'effile sous l'avant-toit, de l'autre côté du mur. Rrou l'écoute des heures, la tête droite et les yeux brillants : c'est là, c'est exactement là, de l'autre côté du mur. C'est duveteux, c'est tiède par delà l'épaisseur des pierres. Le jour, les hirondelles volaient dans l'air bleu, bien plus haut que les cimes des toits. Il les revoit en écoutant, les nuits d'été, le mystérieux susurrement des nids.

Ils sont collés sous les voliges, à l'opposé de la cour insipide. Il se souvient maintenant des vols qui fauchaient la lumière au bout du portail en tunnel. Comment aller là-bas, dans ce monde inconnu où l'on entend, chaque soir, s'éloigner les pas des hommes? Rrou, toujours immobile et presque hiératique, ses yeux verts phosphorant dans l'ombre, poursuit le rêve qui le tourmente et qui l'enivre. Il se sent las jusqu'à l'accablement des explorations quotidiennes dont il a, il le sent, épuisé les fades découvertes. Ce qu'il connaît le déçoit et l'écoeure dans l'instant où il le connaît. Il faut, il faut aller plus loin, échapper à l'étreinte des hauts murs, à la pâtee

ponctuellement servie par la criaillante Madeleine, à la promiscuité autour de l'écuelle fumante, près du plomb de l'évier qui dégorge ses eaux souillées.

Plus violemment qu'hier le courage et la peur le hantent : il frissonne tout entier, son cœur cogne dans sa poitrine. Et tendant longuement ses pattes, il enfonce toutes ses griffes dans la toile grenue des sacs, il la cardé, la déchiquette, tandis que lui monte à la gorge ce roucoulement doux et sauvage où son angoisse s'ensièvre tout ensemble et trouve un poignant apaisement.

LA RUE

Il a convié Frère blanc à le suivre : nez contre nez d'abord, et peu à peu tirant vers le portail. Frère blanc a commencé par suivre, en effet, jusqu'aux pavés du caniveau. Mais là un coup de vent est venu de la rue, qui a fait tinter la sonnette. Alors Frère blanc a sauté en arrière et s'est enfui dare-dare vers la cour.

Brou le regarde détailler, plein de mépris et de dégoût. Sa bravoure se nourrit du souvenir honteux de Frère blanc. Rien de plus excitant pour aider à franchir le passage, le caniveau d'abord, et d'un même élan la poterne. Ici, sur le trottoir, ce n'est pas un réflexe de crainte qui brusquement bloque le chaton noir, qui le fait se raser sur lui-même, prêt à bondir des quatre pattes. C'est la surprise qui fond sur lui, à découvrir d'un seul coup tant d'espace, et le suffoque d'un trop violent plaisir.

Devant lui la chaussée en pente dévale à perte de vue. Il tend le nez et dévale avec elle. Un pépiement, au-dessus de sa tête, lui horripile délicieusement le poil. Son cou s'allonge ; ses prunelles glauques, étrangement pâles à la grande clarté du dehors, dardent jusqu'à l'auvent un fixe regard sans pupilles : oui, les nids sont là-haut, juste à la place qu'il avait pressentie. Son museau pique, ses narines flairent à terre les fientes blanches tombées des nids. Et cependant la longue pente l'attire, il éprouve le vertige de sa fuite sans limites, bordée jusque là-bas de maisons, de jardins, d'autres maisons encore et d'arbres pleins d'oiseaux.

Les hirondelles sont blanches dans l'air bleu. Les ailes des

martinets, lorsqu'ils descendant entre les toits, font un vif sifflement de faux. Des toits, des toits, des cheminées qui fument, des coups de vent qui passent et font frémir longuement les feuillages. Très haut des cloches sonnent à travers le ciel libre; leurs vibrations ondulent à l'infini, sans trêve réveillées par les chocs des battants de bronze. Broù les sent vibrer sur ses reins avec une force bouleversante. Elles sont très loin, elles sont tout près, à l'image du monde infini.

Toujours rasé sur le bord du trottoir, traversé de visions, de bruits vivants et d'odeurs voyageuses, il pantèle presque, au seuil de la panique, suspendu à la crête d'un abîme où il se sent déjà rouler. De petits hommes approchent, trottant vif sur la chaussée. Il n'a jamais vu d'enfants : la vitesse de ceux-ci, leurs cris aigres, les soubresauts des sacoches de cuir qui dansent au rythme de leur course, tout cela fond sur lui en rafale, le plaque à terre en un tel désarroi qu'il en est paralysé. Il lui faut vraiment du courage pour s'arracher à cet anéantissement, pour rappeler à soi la force d'une foudroyante évasion.

Enfin ! Il est sous le portail, il est sauf. Chaque pavé du caniveau le lui dit, et l'ombre humide du porche, et la rumeur familière de la cour. Son poil râche s'assagit peu à peu, retrouve ses ondes luisantes où flambent au fond des reflets roux. Avec un détachement, une aisance un peu forcés, il se lèche, il se lustre, songeant que les choses trop connues se révèlent parfois tutélaires, et qu'en somme il est sage de ne pas les renier tout à fait.

Cinq minutes plus tard il est sur le trottoir, dans la rue. Ce besoin d'inconnu est plus fort que toute sagesse. Il ne s'agit même pas d'être déraisonnable ou sage : un démon volontaire hante la cervelle et le corps de Broù, bande ou détend ses muscles et gouverne ses nerfs. Cette faim de découverte, cet anxieux désir d'aventure, c'est Broù qui s'avance dans la rue et qui tourne le dos à la cour.

Ainsi, pendant des jours, il revient à cette place précise où le bord du trottoir se creuse comme une margelle usée. Il observe, il s'annexe la rue. Le profil des toits sur le ciel, il le connaît exactement, tel qu'on le voit de son observatoire, et le glissement des ombres sur le sol, et la couleur des instants dans la nue. Il s'habitue, cette fois sans satiété. La persistance

des tentations, leur flot sans cesse renouvelé l'avertissent que le monde est plus grand que la cour, plus grand que tout ce qu'on peut voir. Il ne saute plus sous la poterne quand un attelage aux roues fracassantes dévale la pente de la chaussée, quand les gamins reviennent de l'école. Il sait qu'ici comme dans la cour l'agitation des êtres ne menace point directement sa vie, qu'il suffit de rester en alerte, d'esquiver avec une souplesse mesurée l'automobile qui roule droit devant elle, ou le matin errant qui fouille dans le fumier d'en face.

Mais il sait bien aussi que l'inconnu est toujours proche, que son appel coule dans le vent qui passe, qu'il retrouvera toujours, au prix d'un peu d'audace et de quelques pas en avant, la voluptueuse terreur qu'il aime : celle même qui l'a bouleversé ce matin quand le petit cheval velu, aux longues oreilles, dont il ne prenait point souci, a soudain goulé ses naseaux, ouvert sa gueule sur de longues dents jaunes, et lancé aux échos de la rue un braiment épouvantable.

LA MAISON D'EN FACE

Oser, oser avec prudence, aller un peu plus loin quand l'heure propice est arrivée, c'est bon. Sans doute est-ce louable et magnifique, mais d'abord et surtout, c'est bon.

Est-il plus méritoire, à présent qu'on est agile et fort, de traverser la rue allègrement que de descendre, balourd encore et les yeux troubles, du creux de sacs où l'on est né ? En vérité, c'est plus facile, et la récompense est trop belle.

Ainsi, tout près du magasin, il y avait la maison d'en face, son calme ensoleillé, ses deux grands arbres côté à côté, son bourdonnant silence où l'on se plonge avec délices comme un frelon noir dans une rose. Ceci est mon libre royaume, et j'y règne sans conteste au cœur d'une paix enchantée. Lorsque j'y arrive le matin, — dépêche-toi, paresseuse Madeleine, de servir l'écuelle de pâtée ! — le sable est déjà tiède contre la marche de la cave. Je m'y allonge, quiet, des quatre pattes et du ventre, et je m'endors, les yeux entrefermés.

Non, ce n'est pas dormir que de m'abandonner ainsi à la caresse de l'air bougeur, à sa clarté changeante où les feuilles font un bruit d'eau qui coule. C'est savourer lentement la jouissance de vivre, mon engourdissement consenti, ma molle

nonchalance que brûle peu à peu le soleil montant sur les toits. Il est midi, il fait trop chaud. Alors je vais près de la pompe, au bord de l'ombre qui commence à ramper le long de la buanderie, mais au soleil encore, puisque de la dalle du puits la bonne fraîcheur de l'eau s'exhale, me baigne et me caresse encore. Sans cette fraîcheur de source dont l'air est imprégné, j'aurais soif. J'ai presque soif, mais tout mon corps se désaltère. C'est bon encore, de sentir à la fois la force cuisante du soleil, la lisière rectiligne de l'ombre et l'haleine mouillée du puits.

Tout est bon, dans ce royaume élu. Des murs au faite de tuiles rouges ceignent le petit jardin sans hommes. Rien ne roule, rien ne cogne, ne rit grossièrement ou n'aboie. Chaque pas que je fais, chaque saul, c'est qu'il m'a plu, à moi seul, de les faire. Pas de voisinage offensant, aucune contrainte qui blesse ma fantaisie. Jouer? Si je veux; avec cette pomme de pin dont les écailles cliquettent, cette touffe d'agrostis bien plus vivante que les pailles de l'écurie, ou ce carabe vert aux pattes rouges qui traverse en biais l'allée. Ne plus jouer? Le carabe semble mort; un coup de griffes un peu trop rude a décollé l'une de ses ailes, une gouttelette d'ambre perle à son corslet. Je suis repu de ces enfantillages. Jouer encore, oui, mais le vrai jeu, le seul : aller où je ne fus jamais.

Il est parti, le long de la buanderie. Duveteux encore, un peu pataud, il semble en ces instants que le devance dans la durée le petit fauve qu'il deviendra. Toute sa grâce inquiétante, sa souplesse muette et dangereusement armée, elles sont déjà dans ses allonges exactes, dans la coulée flexible de ses lignes. Il va, les pattes feutrées, le col horizontal. Une lente ondulation parcourt son corps du garrot à l'échine, se prolonge et s'inscrit dans l'espice à l'extrême pointe de sa queue noire.

Ainsi glisse-t-il, inféchissant le flanc, au chambranle de la porte entr'ouverte. La buanderie, avec ses murs chaulés, son sol dallé de ciment net, est un territoire sans âme, un passage indigne qu'on s'y attarde. Mais il y a au fond une autre porte, entaillée d'une chatière à son pied.

De l'autre côté, on plonge dans des jardins un peu sauvages, où l'on entend parfois, par-dessus les touffes des fraisiers, flinter des pioches sur les cailloux. On sera bien, l'après-midi, à laisser descendre le soir sur la paix des jardins sauvages.

Les murs, alors, rayonnent une douce lumière dorée. La terre est déjà froide, que leurs vieilles pierres encore caressent le flanc qui s'y appuie d'une bonne chaleur rugueuse et sèche. L'air sent la pêche. Le ciel vert est un lac limpide où des ramures balancent leurs palmes, où nagent les martinets dans un lointain vertigineux.

Brou à s'attarde, oublieux du temps dans la transparente paix du soir. Et tout à coup il bâille de faim, se dresse sur ses pattes et pousse un miaulement quémandeur. Où est Madeleine? Vite l'écuelle entre ses mains rouges, le raclement que fait l'argile grenue lorsqu'elle touche la marche du seuil... C'est agaçant, l'écuelle est loin, dans la vieille cour. L'itinéraire se recompose : la chatière; il est dessous. La buanderie; il est dedans... Quel scandale! La porte est fermée.

Il a flairé, gratté à l'huis, miaulé et grondé tour à tour. Mais la porte est demeurée close. Alors il s'est calmé. Il a compris à sa détresse même que le jeu devenait sérieux, qu'il fallait s'y vouer tout entier. Et dès qu'il a senti sa résolution se durcir, toute sa détresse a disparu.

Une fois de plus, voici la récompense : non seulement il a découvert l'autre chemin qu'il devait suivre, mais ce chemin s'est révélé très vite plus bellement divers, plus capiteux que la plate route habituelle. Il est revenu dans les jardins, il a sauté, — on appuie en plein bond ses pattes de devant au crépi, — sur les tuiles faitières d'un mur bas. Il a longé, suivant ces tuiles, une étroite corniche qui contourne la buanderie, et de nouveau un mur faité de tuiles. En regardant à gauche, ce n'était pas très haut; mais à droite, du côté du royaume, et de la rue, et de la soupe, c'était trop haut pour qu'on pût sauter. Il a continué de marcher, jusqu'au toit mitoyen qui s'abaisse par delà le mur : et il a jugé d'un coup d'œil que, là encore, le saut était dangereux.

A ce moment, la détresse a failli revenir. Il a miaulé tout bas, imploré un secours, songeant au temps bien proche encore où sa mère l'enlevait dans sa gueule. Mais tout à coup, regardant l'abîme et mesurant sa profondeur, il a vu l'arbre, le vieux poirier qui tord ses branches dans la cour de l'accueillante maison. Une branche, une fourche, une autre branche, le tronc noueux qu'on descend tête en bas, et déjà le terreau élastique. Voyons, voyons... sans aucun doute, je suis dans le

royaume; je touche la marche de la cave, la dalle de fonte qui couvre le puits, je trotte le long de la buanderie. Quel dommage que la porte soit close! Je ne peux pas recommencer ce soir.

Mais le matin suivant la porte était ouverte. Et la chatière étincelait de soleil. Un saut sur le mur bas, comme hier, et déjà la corniche propice guidait les pas vers le grand mur. Les tuiles, sur sa crête, offrent leur ampleur commode. Elles sont rugueuses, moussues, veloutées sous les pattes. A gauche, à bonne distance de saut, la terre des jardins sauvages soulève jusqu'aux tuiles un flot de broussailles bouillonnantes. Les fusains, les lilas et les genêts d'Espagne vous frôlent le flanc au passage. Des pointes de branchettes grattent, contre lesquelles on s'appuie longuement; à moins qu'on ne s'arrête, les yeux mi-clos de contentement, pour y frotter ses babines moustachues.

A droite, décidément, c'est très haut. Mais les tuiles sont assez larges pour qu'on n'ait presque rien à craindre; et dans l'angle du mur, au bout du dallage rose et brun, le vieux poirier tend sa ramure. Qu'est ceci? D'autres chats ont passé où je passe. Je peux flairer leur trace au ras des petites talles de mousse, aux bourgeons des branchettes pointues; ici encore, dans le vieux poirier: l'écorce, en fines estafilades, porte la marque de leurs ongles. Et moi aussi j'écarte mes doigts, j'égratigne en coulant jusqu'à terre le tronc moins dur que mes jeunes griffes. J'ai fait complètement le tour, je veux recommencer encore.

Deux fois, trois fois il recommence. Il est anxieux, il est ravi, grisé d'orgueilleuse solitude. Mais à ce dernier voyage, comme il suivait l'avenue de tuiles, une grosse tête blanche et jaune a surgi tout au bout, à l'arête du toit mitoyen. Miséricorde! Quel puissant matou! Il vient de sauter sur les tuiles, d'un bond léger, tranquille et sûr de soi. Il approche, le collier touffu, allongeant des foulées régulières. Ses yeux, froids et distants, paraissent ne point voir le chaton rasé sur les tuiles; leur regard, par-dessus Rroù, fixe un point mystérieux et lointain, peut-être le soleil dans le ciel.

A gauche! A gauche! Heureusement qu'on a pu sauter, débarrasser l'étroit passage. Est-ce qu'on pouvait rester là-haut, même en se faisant plus petit? Il n'y avait qu'une place sur la route aérienne, une seule place pour ce seigneur, pour sa

démarche hautaine et royale. Rrouù, blotti sous les fusains, écoute son cœur qui bat et peu à peu s'apaise, comblé déjà, heureux du souvenir qu'y laisse la terrible aventure.

Sa tête se risque hors du couvert, il lève les yeux vers la crête du mur. Le matou n'y est plus, il a dû poursuivre sa route, très loin, vers l'éclatant soleil. Il ne reviendra pas pour un chalon qu'il n'a même pas vu. Je retourne? Je p'ux retourner? En tout cas, me voici là-haut, à la place où passait le matou. Je passe, je vais, je viens, seul sur le chemin de tuiles, la tête haute et les yeux dédaigneux. Qui passe ici? Le chemin m'appartient. Je ne vais pas plus vite, je ne saute pas sous les fusains. Je m'arrête, je m'assieds. Et voyez: je fais ma toilette à la crête élevée du mur, assis sur la tuile même où nous aurions dû nous croiser, moi, Rrouù, et le matou qui est parti.

LE MARRONNIER ROSE

Maintenant qu'il sait grimper aux arbres, il explore le cèdre et le marronnier rose. Ce sont les deux seuls arbres qui croissent dans l'étroit jardin : car le poirier n'est pas un arbre, c'est une échelle sur le chemin des chats. Mais les deux arbres sont très beaux, et leur ample ramure couvre d'ombre tout l'enclos.

Le cèdre est un peu froid, un peu trop grave et solennel. Ses branches s'étalement majestueusement, un étage après un étage, très haut, par-dessus la maison. Le marronnier est plus bonhomme, plus libre et familier dans sa manière de vivre. Presque tout de suite, Rrouù l'a préféré au cèdre. Parmi les aiguilles bleuâtres, on a froid comme dans un désert. A peine que quelques toiles d'araignées tremblent-elles dans le clair des branches; les mouches qui dansent dans les trous de soleil ont tout le champ qu'il faut pour éviter leurs grossières embûches; les araignées elles-mêmes s'ennuient au centre de leur toile.

Mais dans le marronnier rose, c'est un laisser-aller bourdonnant, un déordre où la vie palpite. L'ombre et le soleil s'y mêlent, des taches bleues, des taches dorées qui ne cessent de frémir comme frémissent les feuilles innombrables. Les mouches d'automne furent en étincelles; elles dansent du

soleil à l'ombre et leur fredon vibre comme la lumière. On ne bouge pas : les yeux seuls dardent leurs regards glauques, et les narines frémissent continuellement. Parmi les mouches bleues et vertes, de grandes tipules montent et descendant, transparentes, leurs longues pattes trainant dans leur vol ; des éphémères blonds dérivent comme des flocons. Ils passent parfois si près que malgré soi on se sent tressaillir ; mais on ne les connaît qu'en pensée, on demeure immobile dans une fourche de branches, au milieu de leur danse verticale.

Tout cela bouge, bruit et brille autour de Rroù toujours immobile. Moins il remue, et mieux il perçoit de toutes parts la vie touffue du marronnier. Non loin, à l'aisselle de deux branches, se creuse le nid abandonné ; un nid de chardonnerets, doucement arrondi, au cœur duveteux et serré que les orages n'ont point déchiré. Il sait que demeurent au fond, olivâtres et tachetés de roux, les fragiles débris des coquilles qu'ont crevées les oisillons. Que de fois, les yeux sur le nid, il a poussé à voix retenue un chant très lentement modulé, qui, dans le bourdonnant silence où il se prolongeait sans trêve, lui semblait à la fin ne plus éclore dans sa poitrine, mais venir de l'arbre et des feuilles et bercer son muet bonheur !

Il chante tout bas, ensorcelé de béatitude. Le soir d'automne baigne la ramée d'une égale clarté jaune et rose. L'ombre monte du pied de l'arbre et sa crue gagne de branche en branche. Elle surprend Rroù, souffle doucement dans son pelage. Il frissonne tout à coup et s'étire, du bout des pattes à la cime de ses reins. Encore une fois il bâille. En même temps qu'la fraîcheur mouillée du soir, il sent le vide de ses entrailles. Ah ! pourquoi faut-il s'en aller, rentrer encore dans la cour de Madeleine, et disputer aux bêtes de la cour sa part de pitance quotidienne ? Tous les soirs, alors ? C'est odieux.

Une tristesse maussade l'envahit. Il s'étire de nouveau, sans pouvoir se résoudre à descendre. Volontaire et chagrin, il espère, il exige une impossible intercession. Et c'est alors que survient le miracle. En bas, dans le royaume même, une voix inconnue retentit, bien plus tendre que la voix de Madeleine :

— Mimine ! Mimine ! appelle cette voix.

Il se réserve encore, il écoute. La voix monte, caressante, dans la paix du jardin ; un bruit de lèvres fait l'appel plus calin.

— Mimine ! Mimine !

Et maintenant il ne peut plus douter : le fond d'un bol racle la pierre, une odeur de soupe chaude lui parvient dans le vent.

Devant la cuisine de Clémence, il a montré son museau noir. Il ne s'est qu'à peine arrêté quand il a vu la femme inconnue : juste le temps, la tête levée, de mêler son regard à celui de Clémence, de lui répondre avec ses yeux, familier dans l'instant et supérieur un peu :

— Eh ! bien quoi, bonne femme, me voici.

CLÉMENCE

Quand on l'a choisie librement, il est bon d'accepter l'amitié d'un humain, ses prévenances, sa sollicitude. Rien n'oblige d'ailleurs à les subir continuellement : on les sait, on a la certitude qu'on les trouvera fidèles sans défaillance, toutes les fois qu'on daignera en accueillir l'hommage extasié.

Rrou, dans les yeux clairs de Clémence, a distingué dès le premier instant la ferveur de l'amour et du don de soi-même. Et depuis, tous les jours et cent fois chaque jour, il a reçu les témoignages d'une ingénue et tremblante tendresse.

Clémence est grande et maigre, déjà vieille. Elle porte sur ses cheveux lisses un bonnet blanc immaculé ; un tablier de toile bleue ceint ses hanches plates et sa jupe noire. Ce que Rrou aime en elle, ce sont d'abord ses mains, ses mains aux doigts gercés qui dispensent les friandises, les lambeaux de viande crue ou les têtes de poisson, et la couenne du jambon où elle n'oublie jamais de laisser une lisière de chair rose.

Rrou aime encore sa voix, plus criarde souvent que la voix même de Madeleine, mais qui toujours s'adoucit et caresse lorsqu'elle lui parle et lui dit son amour. Alors, Rrou aime aussi ses yeux.

Les yeux de Clémence sont gris, pleins d'une clarté unie et transparente qui se laisse traverser jusqu'au fond. Les autres hommes ont des yeux durs ou troubles, Clémence seule regarde dans la lumière, sans rien cacher de son âme ingénue.

Et c'est pourquoi on la domine avec une aisance désinvolte, sans avoir jamais à ruser, à se garder contre une surprise méchante. Le pacte est clair comme les yeux de Clémence :

une fois pour toutes et pour toujours, elle est serve. Rroù dispose d'elle à son caprice, lui donne ses ordres d'un miaulement bref, d'un simple geste ou par sa seule présence.

Souvent même il n'a pas besoin d'intervenir personnellement. Ainsi les tintements des cloches qui sonnent l'angélus de midi avertissent Clémence de tenir prêt le déjeuner. Depuis le cœur du marronnier ou sur le faite du mur aux chats, Rroù l'entend qui verse le lait, prend et reprend le bol, parfait pour son régal une velouteuse et nouvelle mitonnée. Il lutte exprès contre son désir, écoute le grésillement du beurre qui pétille dans la poêle, hume à fond d'estomac les odeurs de la cuisine. Et quand la salive noie sa langue, que vraiment il n'y peut plus tenir, il saute en bas et se jette sur le bol.

Quelle cuisinière, cette Clémence! Et comme on a plaisir à lui octroyer compliment! Sans pour cela perdre une lampée : de la queue seulement, balancée en molles inflexions, et du ronronnement d'aise qui monte vers le visage penché. Car elle reste debout sur la porte aussi longtemps que Rroù déjeune. Lorsque, le bol nettoyé à plate langue, il relève enfin la tête, il est sûr de revoir Clémence courbée sur lui de tout son buste, et ses yeux heureux qui sourient. Leurs regards se rencontrent, et celui de Clémence s'illumine davantage. Elle s'accroupit, promène sa main à travers le pelage ténèbreux. Et elle questionne, elle s'inquiète humblement :

— C'était bon? Tu n'as plus faim, mon petit Rroù?

Il n'a plus faim, mais il accepte encore une gorgée de lait crémeux, l'avant-dernière, puis la presque dernière. Aussi longtemps qu'il voudrait laper, Clémence laisserait couler la source blanche qui sort de la casserole. C'est lui qui cesse le premier, et qui s'éloigne un peu pour montrer qu'il en a assez, que c'est fini. A présent il est doux de s'étendre sur le sable, et d'allonger son corps pour mieux l'offrir à la main de Clémence.

Elle le parcourt tout entier de la paume, elle n'en oublie pas une parcelle. Sa paume est râche, calleuse; elle gratterait comme une planche bourrue, si sa courbe n'était si tiède. Quand le flanc gauche est bien caressé, Rroù se retourne d'un léger coup de reins et présente le flanc droit à Clémence. Et Clémence cependant pousse des exclamations mignardes, projette des sourires à menues secousses de menton, et parle en zéyant comme on fait aux petits des hommes.

Cette manie qu'elle révèle de parler quand c'est inutile, voilà un défaut de Clémence. Elle n'en a pas beaucoup, mais enfin, elle en a : et, par exemple encore, elle est un peu trop bonne ; elle l'est trop constamment, à l'égard de n'importe qui.

Est-ce que Frère blanc, depuis quelques jours, n'a pas l'outrecuidance de se montrer dans le royaume ? Il a étonnamment grandi ; mais il demeure si sot, si franchement négligeable que son apparition n'aurait point d'importance sans l'avènement de Clémence. Comment ne reconnaît-elle pas l'insignifiance de Frère blanc ? Elle feint de le chasser, agite mollement quelque torchon. Mais quand Frère blanc revient sous les menaces, avec son éternelle et rampante obstination, Clémence cède à son vil manège, lâche le torchon et verse une goutte de lait. Moins qu'à Rrou, certes, mais encore trop.

Riou, assis à quelques pas, affecte une indifférence absolue. À quoi bon même avertir Clémence, lui reprocher de ne pas voir combien sont ridicules les trémoussements nerveux du chat blanc, les battements raides de sa queue ? Puisqu'elle ne le voit pas d'elle-même, c'est inutile de le lui dire... Ah ! ça, est-ce que cette comédie va durer ? Est-ce qu'il va falloir, à la fin, griffer Frère blanc et le chasser ?

Rrou médite, de plus en plus faussement distrait. Un projet audacieux germe dans sa cervelle, et dans l'instant le soulève tout entier d'une impulsion irrésistible. Il passe devant Frère blanc, il passe devant Clémence, se frôle câlinement à ses jupes. Et tout à coup, avec une souplesse résolue, il saute le seuil de la maison.

Voilà, Frère blanc ! Et voilà, Clémence ! Je suis celui qui va droit devant soi, qui ne tortille pas la crête, qui accepte parfois, mais ne mendie jamais. Je suis celui qui ose et qui commande, aux êtres comme à la maison.

Pour Frère blanc demeuré dehors, Rrou n'a même plus une pensée. Pour Clémence, un regard suffit. Elle est rentrée dans sa cuisine, et Rrou comprend immédiatement qu'elle est heureuse de l'y voir avec elle, qu'elle souhaitait timidement cette présence dans la maison. Mais pourquoi, si elle la désirait, n'a-t-elle jamais osé témoigner clairement son désir ? C'est que Clémence est pusillanime. C'est que toute initiative sérieuse appartient à Rrou, non à elle. Ce, à ce point même, peut-être,

que si Clémence avait invité Rroù à pénétrer dans la cuisine, il aurait refusé pour la rappeler au respect du pacte.

Ne cherchons pas plus loin. Nous sommes de fait dans la cuisine. Nous regardons déjà, au fond, la porte qui s'ouvrira bientôt sur le mystère de la maison. Et Clémence n'a rien dit, naturellement; naturellement aussi, elle est contente. Tout s'est très bien passé. La vie est belle.

LE MAITRE

Savez-vous ce que c'est qu'une maison? Frère Blanc, le chien, la mère ne savent pas ce que c'est qu'une maison. Même les hommes de la cour ne peuvent pas le savoir. Personne ne le sait, que les seuls Rroù et Clémence.

Une maison, il n'en existe qu'une, et c'est la mienne. Nulle part ailleurs il ne peut y avoir, bien caché entre des murs épais, un tel amas de magnificences. La cuisine seule, déjà... Ses placards aux vantaux lisses et lourds, malheureusement inaccessibles, son évier qu'un seul bond me livre, où il y a toujours quelque friand morceau à glaner, sa table épaisse qui sent l'ail et la chair, et la magique boîte à ouvrage où brillent les ciseaux de Clémence, où se pelotonnent inexplicablement des pelotons de fil assez longs pour ceindre le monde; et puis les chaises et l'escabeau, le tapis-brosse où l'on se fait les griffes, à moins qu'on ne préfère la paille serrée du balai qui dans les mains débonnaires de Clémence ne sert jamais qu'à balayer; et les fourneaux enfin, surtout la monumentale cuisinière qui chauffe presque tout le jour, à présent que le temps devient aigre.

Un chat noir qui se glisse par l'entrebailement d'une porte, cela ne s'entend pas dans la grande paix du logis. Et d'ailleurs, il n'y a personne; le vestibule est vide, et la cage d'escalier, sonore et nue, s'envole l'haut vers les étages.

Pourtant quelque chose trouble Rroù, de vagues souvenirs jamais approfondis, mais qui toujours s'éveillent dès qu'il pénètre au cœur de la maison. Plusieurs fois, depuis la cour ou la cuisine, il a perçu dans le mystère des murs un bourdonnement de voix assourdies. Clémence parlait dans une chambre lointaine. Elle ne pouvait parler à Rroù, du moment qu'ils n'étaient pas ensemble; ni toute seule, si bavarde qu'elle

soit : on ne parle pas seul à voix haute. Alors, à qui parloit Clémence ?

D'autres fois, il en est sûr, un pas lourd résonnait quelque part, bien plus lourd et plus dur que celui de Clémence. Qui marche ainsi dans la maison ? Personne, il a rêvé, le vestibule est vide : et de même l'escalier qu'il grimpe avec circonspection.

En haut, sur le palier, Rrouù s'arrête. Il y a des portes partout, des portes hermétiquement closes. Le silence devient étrange, d'une densité qui semble suspendue, prête à crouler avec les murs. Rrouù écoute, et s'effraie de ne rien entendre. La peur coule sous les portes fermées. Il descendrait à toute vitesse, s'il n'était en proie soudainement à cette paralysie brève dont l'annihile d'abord, lorsqu'elle le surprend, la peur.

Et c'est à la seconde où il est ainsi garrotté qu'une des portes s'ouvre avec violence, et que l'homme surgit devant lui. La voix de l'homme résonne, tombe sur sa tête sans lui laisser le temps d'échapper à son désarroi.

— Qu'est-ce que c'est que ce diable ? dit l'homme.

Il se penche, il étend sa main. Et tout à coup Rrouù n'a plus peur, s'ébahit d'une caresse plus souple et plus savante que celle même des mains de Clémence. Il cède, un peu anxieux encore, inquiet maintenant de sentir cette main d'homme robuste et dure sous sa douceur voulue. La voix de l'homme aussi est forte, dominatrice malgré son accent familier :

— Là, dit l'homme. Tu es un beau chat.

Mais inopinément sa main se soulève et s'écarte. Il est debout, et sans même un regard vers Rrouù descend posément l'escalier. Est-ce qu'une telle chose est explicable ? Cette gentillesse enveloppante, et tout à coup ce froid dédain ? L'homme est déjà en bas, sans s'être une seule fois retourné. Il ouvre d'autres portes et donne des ordres à Clémence. Il va, il vient, traverse en tous sens la maison, et toujours du même pas égal, parlant parfois de la même voix tranquille. Rrouù l'entend juste qui répète, devant Clémence, les mêmes mots qu'il a dits tout à l'heure :

— Qu'est-ce que c'est que ce chalon noir ?

L'angoisse revient et serre le cœur. Toutes les choses dans la maison cèdent évidemment à la volonté de l'homme. Comment s'enfuir seulement sans qu'il entende et voie ? Où est-il,

à présent ? Il est partout, il n'y a plus moyen de ne pas le rencontrer. Ah ! sa voix, sa voix toujours tranquille et grave... Elle se tait ? Oui, elle se tait... Se fait encore ? Oui, on n'entend plus rien. Et la maison respire, et la poitrine de Rroù s'élargit librement, et la voix de Clémence monte dans la cage de l'escalier :

— Viens, mon petit. Descends vite.

Ils sont tous deux dans la cuisine. Les bonnes mains de Clémence tremblent encore un peu. Ensemble, par intervalles, ils épient vers la cour le bruit d'un pas qui pourrait revenir.

— Il faut rester là, dit Clémence. Il ne faut plus entrer dans la maison. Tu entends, Rroù, tu as bien compris ?

Et Rroù comprend au timbre de la voix, à l'expression triste des yeux, qu'il y va cette fois de choses graves, peut-être même, qui sait, de son bonheur tout neuf.

LES VIEILLES FILLES

Chaque samedi, jour de « grand nettoyage », Gertrude vient aider Clémence. Qui est Gertrude ? C'est une autre vieille fille, non moins docile et prévenante que Clémence. Lorsqu'elle vient à la maison, Rroù a deux esclaves au lieu d'une.

Gertrude est aussi boulotte que Clémence est grande et sèche. Ce qu'elle a de plus remarquable, c'est son nez, un nez grenu et poudré de tabac qui porte une touffe de poils sur l'aile : c'est bien dommage qu'il soit trop haut perché pour que l'on puisse jouer avec. Au lieu d'un bonnet blanc, Gertrude serre ses cheveux sous un fichu de laine noire. Après sa silhouette et son nez, c'est la seule particularité qui la distingue de Clémence. Toutes deux s'affairent, évoluent de concert, frottent en chœur les carrelages ou les vitres. Quand l'une quitte son tablier bleu, l'autre est en train de dénoncer le sien ; elles ceignent ensemble le tablier de serpillière, l'une rinçant, l'autre essorant, l'une étendant le linge sur les cordes pendant que l'autre file les épingle.

Elles parlent aussi ensemble, très rarement l'une après l'autre. Quand Clémence exhale son « heulla », Gertrude soupire. Et quand le rire de Gertrude chevrote, c'est que Clémence est d'humeur gaie. Rroù évolue entre leurs jambes, se frotte à leurs jupes rapprochées et partage entre elles ses ronrons.

Clémence est à peine jalouse, parce qu'elle songe aux six autres jours où le chaton appartient à elle seule. Cette gracieuse présence entre elles les unit et allège leur labeur. Elles craignent toujours de bousculer Broù, de marcher sur lui par mégarde :

— Fais attention, sapré empêtrœau ! Pour un peu nous allions t'écraser....

Voilà comment parlent deux bonnes vieilles filles, aux jambes trainardes, aux gestes interminables. Et voilà ce qu'elles disent à Rroù, qui bondirait au saut du marronnier avant qu'elles aient soulevé un pied ! Laissons-les dire, elles sont contentes.

Le samedi, aux heures où Gertrude est là, le maître est toujours absent. Peu importe où il est, du moment qu'il est ailleurs. Si la grille de fer se met à grincer sur ses gonds, il n'y a pas à s'inquiéter : c'est Céline qui vient en visite.

Elle vient tous les samedis, escortée de Coquet, son chien fox. Après que la grille a grincé, il s'écoule une bonne minute avant que Céline apparaisse : c'est qu'elle attache Coquet à la porte. Ainsi l'a exigé Clémence, dès la première rencontre entre le chat noir et le fox. Une sale bête, ce fox, bien plus odieuse que l'épagneul breton. Il aboyait à s'étrangler, tout secoué de fureur sur ses pattes nerveuses, les yeux sanglants, les crocs à l'air. Et l'échine de Rroù montait haut par-dessus sa tête, et sa queue par-dessus son échine ; et il crachait terriblement.

Cela a bien failli provoquer une folie générale. Clémence avait pris le balai, et, sans peur pour une fois, tapait sur les reins de Coquet. Céline criait : « Vous battez mon chien ! » Gertrude, tout éperdue, criait aussi du haut de sa tête. Jamais les arbres du jardin n'avaient vu pareil scandale. Le marronnier secouait ses branches, et les chardonnerets, les pinsons s'envolaient à tire-d'aile vers la paix des autres jardins.

Mais comment les vieilles filles auraient-elles vraiment se fâcher ? Tout a fini par s'arranger. Puisque Céline, quand elle vient en visite, ne veut pas abandonner son chien (elle a raison, Clémence et Gertrude la comprennent), qu'elle l'attache du moins à la porte pour éviter quelque affreux carnage. Ainsi tout le monde est satisfait, sauf le gémissant Coquet. Tant pis pour lui ! Rroù ne le redoute pas, mais il aime autant qu'on l'attache.

Pendant que le captif tire sur sa laisse en pleurnichant, les trois vieilles si les tiennent conseil dans la cuisine de Clémence. Rrou est au milieu d'elles, assis par terre bien sage-ment, la queue repliée sur sa cuisse. Il les regarde à tour de rôle, comme s'il avait conscience qu'il est question de lui et que le débat est sérieux.

— Ce qu'il faut, dit Gertrude, c'est d'abord en parler à Madeline, et la mettre avec nous à fond. Ça ne sera guère dif-ficile : on lui puiera un sac de bonbons, ou un peigne avec des diamants, un affutau pour sa toilette. Ces jeunesse, c'est glorieux de son corps.

— Qu'a dit monsieur ? demande Céline.

— Mon Dieu, soupire Clémence, il a dit encore la même chose : « Vous attirez toujours cette bête, et réellement je ne peux pas l'admettre. Ce petit chat, Clémence, ne nous appartient pas. Si nos voisins savaient votre manège, ils pourraient se formaliser.... » Voilà ce qu'il m'a répétré pas plus tard que ce matin ; et j'ai grand peur, mes bonnes, que nous n'ayons bien des arias.

— Mais il n'a pas dit non ? reprend Céline. Du moment qu'il n'a pas dit non.... Et voyez-vous, Clémence, je suis sûre que le mignon lui plait. N'est-ce pas, Rrou ? Qui est-ce qui ne t'aimerait pas, mon pauvre petit bonhomme ? Dis à Clémence que j'ai raison, que monsieur voudra bien le garder....

Gertrude hoche le menton et suit rigide-ment son idée :

— Ce qu'il faut, répète-t-elle, c'est faire venir Madeleine ici. Et tout de suite, vous m'entendez bien ! Causer en l'air n'avance à rien : faut empêcher d'avance que monsieur puisse dire non.

Elle se lève incontinent et se dirige vers la porte.

— Où allez-vous ? demande Clémence.

— Bon, fait Gertrude, vous le verrez bien.

Ainsi Madeline a été mandée par le conseil des trois vieilles filles. Elle a comparu devant lui, ramenée par l'autoritaire Gertrude. Elle était toujours la même, tavelée de faches de son, la voix criarde, sa tignasse rouge ébouriffée. Elle riait niaise-ment comme d'habitude, et ses yeux s'allumaient aux promesses qu'on lui faisait. Elle disait : « Pour un bout d'chat, j'm'en fiche pas mal. J' leu' zy dirai, aux singes, comme vous voudrez : qu'il est voleur, qu'il fait partout, qu'il a la rage... Vous en

faites pas, Clémence, c'est déjà comme si vous l'aviez. Mais laissez-moi quatre ou cinq jours. »

Et, les cinq jours une fois écoulés, — Seigneur, est-ce que jamais on en touchera le bout? — Clémence, le cœur battant, a osé parler au maître. Elle lui a expliqué « que Madeleine était venue, venue d'elle-même à la maison; et que, d'elle-même encore, elle avait juré ses grands dieux que, si monsieur y consentait, les maîtres d'à côté ne verraient pas d'inconvénient à ce que Rrou changeât de famille; que déjà ils avaient deux chats, qu'un troisième les embarrasserait plus qu'il ne leur rendrait service, et que... »

Le maître a écouté en souriant le très long plaidoyer de Clémence.

— C'est bon, a-t-il conclu, je verrai les voisins tantôt.

Et dès le soir, en rentrant chez lui, il s'est baissé pour caresser Rrou, d'une telle façon qu'il n'a eu besoin de rien dire, ni à Rrou, ni à Clémence.

FRÈRE BLANC

Désormais, c'est une chose entendue, irrévocable : Rrou est le chat de la maison. Le seul. Entre tous ceux qu'elle aurait pu avoir, Clémence a élu celui-là. Elle a d'abord dit : « notre chat »; et bientôt elle a dit : « mon chat ». Toutes les fois qu'elle appelle Rrou, elle charge cette syllabe d'un accent prestigieux, où il y a ensemble du triomphe, du défi, et surtout une délectation toujours neuve. « Rrou », sur les lèvres de Clémence, cela veut dire : « Il est à moi, je l'ai gagné et je le garde. Demain, l'année prochaine, j'appellerai Rrou comme je le fais maintenant. Et personne ne peut rien là-contre. C'est *mon chat*. »

Elle le dit à Gertrude, à Céline. Et si elle consent encore à le partager avec elles, c'est pour mieux savourer le sentiment d'être la première, de se prêter bénévolement à une apparence de partage. Car elle sait bien, Clémence, que le temps est son allié, cette longue suite des heures de chaque jour où un chaton a besoin de manger, de dormir, de folâtrer, de retrouver pour son repos un coin douillet, un îlot de chaleur. Et elle est toujours là, elle seule; elle ne quitte jamais la maison.

C'est justement à cause de cette solitude qu'elle est à présent

si heureuse. Celles qui ont un foyer bien remuant où l'homme, rentrant du champ, de l'usine, apporte sa tendresse et sa force, où des enfants drus font leur train, et plus tard, quand on a vieilli, de doux petits enfants jaseurs, celles-là ne peuvent pas bien sentir. Tout le monde n'a pas le cœur assez abandonné, assez désireux de se prendre, pour regarder seulement une petite bête un peu sauvage; encore bien moins pour l'accompagner dans sa vie, pour s'apercevoir peu à peu qu'un monde de passions, de sentiments et de pensées aussi traverse sa cervelle obscure, tour à tour l'illumine ou l'attriste, et que cela, qui n'est que Rroù, peut souffrir, peut être heureux, reconnaître qui le blesse ou le choie, et finir par aimer à sa façon sauvage une vieille fille trop souvent seule. Tout le monde, non plus, n'a pas le grand bonheur de pouvoir choisir à son gré.

Maintenant qu'elle a trouvé ce petit compagnon, Clémence perçoit mieux, derrière soi, le désert de sa solitude. Elle en sent le froid sur sa nuque, elle s'en effraie rétrospectivement. C'est alors qu'elle aime contempler Rroù, s'enchanter de sa grâce calme, et répondre avec des mots humains aux regards glauques où elle lit tant de choses.

Le maître, presque toujours, est parti par les routes du canton. Il est médecin, il ne s'est jamais marié. Et certes, tant d'années qu'ils ont vécues sous le même toit ont fait grandir entre Clémence et lui une affection paisible et forte. Mais pour elle il reste le maître, un homme qui aime les longs silences, et qui souvent demeure très loin au moment même où il semble écouter.

Rroù ne quitte presque pas la maison. Quand il ne ronfonne pas sur le tablier de Clémence, elle l'entend remuer dans sa caisse, sous le fourneau. Et quand il file vers le jardin, elle sait qu'il n'ira pas plus loin que les branches du marronnier rose ou que les tuiles du mur aux chats. Dehors, il commence à faire froid. D'aigres averses traînent sous le ciel gris. Ce froid, cette pluie ramènent Rroù vers la chaleur du feu, vers le tablier de Clémence. Elle le possède à son vouloir, et confie à Gertrude qu'« elle profite de sa société ».

Qu'a-t-elle besoin dorénavant d'accorder une aumône, un regard, aux autres bêtes qui mendient sur le seuil? Le chien errant, qui hier encore trouvait toujours dans la poubelle

un os laissé exprès pour lui, elle le chasse rudement vers la rue.

Et Frère blanc, ce malin, a pu comprendre une fois pour toutes que le domaine lui était interdit. Il restait pourtant à sa place, aujourd'hui comme naguère la seconde. Il attendit, assis à quelques pas, que Rroù eût achevé son déjeuner, qu'il lui abandonnât seulement, comme naguère, le fond du bol. Mais lorsque Rroù s'est éloigné, et que Frère blanc s'est approché du bol, Clémence a couru vers la porte, tapant des mains, faisant claquer sur la pierre d'attente les semeilles de ses chaussons.

— Va-t'en ! va-t'en ! criait Clémence. Je suis soule de te voir ici !

Frère blanc, stupide, s'est écarté un peu pour laisser passer l'orage. Mais au lieu de glisser, l'orage s'est épaisси encore. Clémence a couru droit sur lui en répétant avec plus de violence :

— Va-t'en, voleur ! Retourne à ta maison !

Frère blanc a dû se réfugier au plus touffu du massif de fusains. Entre les feuilles il regardait le bol fumant, le fond de bol onctueux que Rroù avait laissé pour lui. N'était-ce point sa part et son dû ? N'avait-il pas observé tous les rites ? Quelle folie avait pris Clémence ?

Elle était enfin rentrée. Le calme accoutumé réflétait entre les hauts murs. Alors Frère blanc a risqué un pas, puis un autre, et s'est approché du bol. Il l'atteignait, rasséréné déjà, quand la porte de la cuisine, ouverte d'une main furibonde, a lâché en ouragan une Clémence méconnaissable, le bonnet de travers, l'invective à la bouche et le manche à balai en mains.

A peine si Frère blanc a eu le temps de sauter sans dommage, entre les barreaux de défense, le petit mur d'appui sur la rue. Le manche du balai lancé raide a fait sonner le fer des barreaux. Et Frère blanc, traversant la rue au galop, a pu entendre la voix de Clémence qui s'acharnait à le poursuivre, et qui lui criait : « Sale chat ! »

L'hiver, depuis des mois, enveloppe la maison. Mais plus le froid est rigoureux dehors, plus la maison est chaude et délectable. Un homme en bleu est venu un malin, pareil aux chauff-

feurs des camions, qui a dressé dans le vestibule une lourde machine cylindrique d'où s'élèvent, jusqu'aux combles, des tuyaux noirs qui percent les plafonds. C'est dans cette chose que naît la chaleur. Auprès d'elle la mosaïque même, glaciale au plus fort de l'été, devient tiède sous le flanc qui s'y couche. Clémence nourrit ce génie bienveillant de cailloux noirs qu'elle verse dans sa gueule. Ils s'y engouffrent à grand fracas ; mais ce fracas, loin de l'effrayer, réjouit le cœur d'un chat raisonnable.

Le poêle rumine en murmurant. Des chocs légers, des froissements intérieurs révèlent sa vie secrète et débonnaire. Dans la pénombre du vestibule, un rougeoiement allume son ventre. Le chat noir s'en approche avec vénération : grave, hiératique, il l'adore et lui rend grâces, arrondissant le dos, et faisant à petite distance le simulacre de s'y frôler. Plus près, encore un peu plus près... La pointe de la queue grésille, les poils de la moustache rissolent en offrande au génie noir et rouge.

A cause de lui, le vestibule est le meilleur endroit de la maison. La porte de la cuisine est ici, que Clémence laisse exprès entrouverte, à l'opposé la porte de la rue, calfeutrée à son pied d'un gros bourrelet plein de sablon. Il y a encore d'autres portes, dont la seule qui nous intéresse est celle de la salle à manger.

Le maître, quand il déjeune ou dine, nous admet en sa compagnie. Lui aussi, nous l'avons conquis. Si nous tardons quelque peu au rendez-vous, nous l'entendons qui demande à Clémence :

— Qu'avez-vous fait de Rroù, ce matin ?

Rroù ne le laisse pas trop attendre. Il pousse un peu la porte du museau, et la porte cède aussitôt, comme toutes celles de la maison. S'il marque un léger temps d'arrêt au seuil, c'est seulement parce qu'il est un chat et que nul chat, jamais, n'a franchi le seuil d'une porte sans balancer un peu au passage. C'est aussi pour saluer le maître, pour lui faire en arrivant un petit signe propitiatatoire.

Car le maître est un puissant sorcier, et c'est un des mystères dont le monde est embelli. Cet être parfois si dérisoire, que Clémence même contraint souvent à obéir, il est certain qu'il est le seigneur des choses bonnes, qu'il pourrait, si c'était son

caprice, tarir le lait dans la casserole ou tuer le feu qui rougit le poêle. Par quelles voies, en vertu de quelle force, la justement est le mystère. Mais sur l'existence du mystère, Rrou n'a aucune espèce de doute.

Il l'accepte d'autant meilleure grâce que son intérêt s'en trouve mieux. Ce n'est pas une affaire que d'admettre quelques manies, si cette condescendance vous attire à coup sûr les faveurs d'un être puissant. Il suffit de songer à ne pas écarter ses griffes lorsqu'on tape de la patte le drap du pantalon, de réfréner l'élan qui vous jette vers une friandise, de la cueillir délicatement entre les doigts qui la présentent, de remercier en retombant avec souplesse, d'une demi-cabriole qui enchante les yeux du maître.

LE DIABLE

L'hiver s'écoule ainsi dans un bonheur parfait, duveté de chaleur et nourri de chère délicate. Il fait si tiède dans la maison entière que la plupart du temps les portes intérieures sont ouvertes. Quand l'instant est venu de changer de service, le maître, au lieu de la sonner, appelle Clémence depuis sa place sans seulement éléver la voix. Elle apparaît, les mains chargées d'un plat nouveau. Dès l'entrée elle regarde Rrou, elle lui fait signe par-dessus les épaules du maître, lui montre sur le seuil le plat qu'elle remporte avec elle, se livre enfin, jusqu'au moment de disparaître, à toute une pantomime furtive et tentatrice.

Quelquefois même, elle ose davantage : invisible dans sa cuisine, elle fait des lèvres un bruit d'appel, ou bien imite à fond de gorge le roucoulement même de Rrou. Lui, alors, dresse une oreille, hérisse le poil imperceptiblement. Et Clément aussitôt récidive, songeant pour s'apaiser que si monsieur se fâche et lui reproche d'exagérer, elle répondra que c'était machinal.

— Ma pauvre fille, sourit le maître, ce phénomène nous rend idiots.

Rrou pourrait leur répondre qu'il ne le leur envoie pas dire, que depuis belle lurette il s'en est avisé pour son compte. Incontestablement, il règne. Pour reprendre le mot de Clémence, ce ne sont pas les hommes qui « profitent de sa société »,

c'est Rroù qui profite de la leur. A sa seule guise. Et toutes les apparences n'y sauraient rien changer.

Pace qu'il avait choisi, pour y dormir auprès du poèle, le bac en zinc du porte-parapluies, Clémence a étalé au fond un rectangle de molleton rouge. Alors Clémence, qui ne voit rien, ne s'est pas aperçu que Rroù avait grandi ? Et que cette intempestive garniture étrécissait encore le bac déjà un peu trop juste ? Rroù a retiré le molleton, et continué de dormir sur le zinc.

Il a fallu que Clémence l'y remît, — que son zèle est donc maladroit ! Accroché du bout d'un ongle, le molleton a sauté encore. Et cette fois, même nu, le bac était décidément trop court. Rroù a dormi sur le molleton, mais hors du bac, en retirant le capiton de laine dès que Clémence l'y étalait, surpris un peu et scandalisé à la longue d'une obstination si aveugle.

En même temps qu'il grandit, sa force bout, son sang fermenté. La patte de lapin que le maître a liée à une ficelle, il la poursuit à travers l'escalier, franchissant la volée d'un seul bond, sautant sur l'appui des fenêtres, virant, déboulant, déferlant. Et sans cesse lui monte à la gorge, de plus en plus rauque et sauvage, ce cri ardent et bas qui est de chasse guerrière et déjà de chasse amoureuse.

Sa forme noire, galopant du jardin aux chambres, est partout présente à la fois. Elle apparaît, elle disparaît, traverse les regards des hommes de traits aillés, de fugitives ombres soyeuses. Elle est pour la maison comme un libre démon familier. Rroù, hormis le maître et Clémence, n'admet personne à le toucher. Les hommes qui l'approchent, il les fixe de ses prunelles froides, rasé bien à plat devant eux. Et quand leur main s'avance, il saute légèrement en arrière, et de nouveau se rase en les regardant droit aux yeux.

Gertrude, samedi, a voulu lui donner une caresse. Elle l'a surpris, sa main l'a effleuré. Mais aussitôt, en lui crachant au nez, il a dardé sa patte et grillé la main de Gertrude. Alors Clémence a triomphé :

— Je vous l'ai assez dit, ma bonne ! Même pas vous, c'est bien fini... Il n'y a plus que moi pour le prendre, pour en faire ce que je veux.

— Hum ! a grogné Gertrude en suçant l'estafilade.

Clémence, cependant, caressait le ventre de Rrou. Couché par terre sous sa paume, le chat noir se roulait en exhalant un ronronnement rapide, un peu nerveux.

— Comme ça, comme ça ! exultait Clémence. Ce que je veux, Gertrude, vous voyez.

Elle le maniait, le pétrissait, le faisait pivoter sous sa main. Et tout à coup elle a cédé à un transport de joie orgueilleuse, empoigné Rrou par sa queue noire pour le soulever dans ses bras. Gertrude, qui regardait, a vu le chat faire une volte en l'air, d'un tour de reins prodigieusement rapide. Un chuintement bref, un coup de patte : et Rrou, debout devant Clémence, la regardait avec défi. La main de Clémence saignait. Elle murmurait, pâle de saisissement :

— C'est de ma faute, je ne l'ai pas volé.

Rrou est parti sans hâte, les jambes allègres et la queue verticale. Gertrude l'a suivi des yeux jusqu'à l'angle de la buanderie, et elle a dit en se signant :

— C'est le diable.

MAURICE GENEVOIX.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LE PRINCE DE BULOW ET SES MÉMOIRES

Lorsque je fus nommé ambassadeur à Berlin, le prince de Bulow était Chancelier de l'Empire. Nous nous connaissions depuis longtemps. Environ l'année 1882, nous nous étions rencontrés à Paris : il était alors premier secrétaire à l'Ambassade d'Allemagne. J'ai rarement vu un homme dont l'esprit fut plus cultivé, les idées d'apparence plus libérales, la conversation plus variée. Il se piquait de connaître à fond notre littérature, et, comme il aimait à le montrer, il ne nous faisait jamais grâce d'un vers de Baudelaire ou de Verlaine. Naturellement, il était, comme il devait, passionnément Allemand, et plus Prussien encore qu'Allemand ; mais il avait un goût marqué pour la culture latine. Jamais Allemand n'eut tant de mesure dans la parole ni tant d'ordre dans l'esprit. Il y avait en lui quelque chose de la grâce italienne : il aimait Rome, et, plus tard, son mariage avec la fille de Dona Laura Minghetti, ne fit que développer ces tendances qui donnaient beaucoup d'agrément aux relations avec lui.

Peut-être cherchait-il trop à plaire. Il nous présentait ainsi un personnage qui n'était pas tout à fait ce qu'il était en réalité, car il semblait parfois prendre quelque liberté avec la vérité. Au reste nos collègues du corps diplomatique à Berlin, quand ils sortaient de son cabinet, emportaient toujours de leur entretien une impression d'incertitude, et je sais tel ambassadeur qui avait soin, après chacune de ses audiences, de résumer les propos échangés, de les lui soumettre par écrit, et de lui demander s'il était bien d'accord avec lui.

On vient de publier ses *Mémoires*. Du caractère dont il était, on peut croire qu'ils ont plus de dessous qu'il ne semble au premier abord. Il est en tout cas intéressant de les comparer aux *Pensées et Souvenirs* du prince de Bismarck. On mesure ainsi la distance qui sépare le talent, si grand qu'il soit, du génie.

Les deux chancelliers avaient la même capacité de travail, mais les souvenirs du chancelier de fer portent la marque d'une âme impérieuse, qui domine les événements et quelquefois les conduit. Ils ne sentent pas le plaidoyer comme ceux de Bulow. Le grand révolutionnaire, qui avait été en 1848 le témoin méprisant du Parlement de Francfort, forma le dessein de réaliser l'éternel rêve germanique. Malgré l'opposition acharnée de ceux-là même dont il servait les passions, il poursuivit son œuvre par un effort continu et, au terme des trois guerres de 1864, 1866 et 1870, — qui forment les trois actes d'un même drame, et dont le dénouement se joua en 1871 dans la galerie des glaces à Versailles, — il avait détruit tout ce que notre Révolution avait laissé subsister de la vieille Europe, telle que l'avaient constituée les traités de Westphalie. Il avait reconstruit l'Empire allemand avec les débris qu'avaient laissés derrière elles les armées de Napoléon.

Un jour, je causais avec le prince de Bulow des origines de l'unité allemande; il me disait qu'elle avait deux auteurs à ses yeux : Napoléon et Bismarck.

— Sans doute, lui dis-je, Napoléon a éveillé chez vous le patriotisme et suscité le mouvement de 1813.

— Oui, reprit-il, mais ce n'est pas cela que je veux dire. En 1802, par les sécularisations et les médiatisations, en détrônant les petits princes qui encombraient le sol de l'Allemagne, le Premier Consul nous a montré la voie à suivre. Il nous a appris que l'obstacle à l'unité allemande n'était pas à l'étranger, mais chez nous-mêmes. Bismarck a suivi son exemple, et quand il a fait nommer les membres du Reichstag par le suffrage universel, il a voulu opposer le peuple allemand à la tradition particulariste des couronnes confédérées.

Les *Mémoires* du prince de Bulow, malgré l'immense talent de leur auteur, n'ont pas la hauteur de pensée des *souvenirs* de Bismarck. On y sent trop l'amertume d'une âme

rancunière et orgueilleuse. Il semble que l'auteur n'ait qu'un souci : se décharger de toute responsabilité dans la catastrophe où a sombré l'Empire ; faire retomber le poids des péchés de l'Allemagne sur M. de Bethmann-Holweg et sur l'Empereur. Ainsi il a écrit le document le plus grave qui ait jamais été publié contre l'Allemagne elle-même.

M. de Bulow, il est vrai, a soin de séparer le peuple allemand de son Gouvernement. C'est un sophisme assez répandu aujourd'hui, de présenter les démocraties comme toujours innocentes des actes des Gouvernements, et il est curieux de voir l'aristocrate qu'était M. de Bulow l'adopter résolument. C'est une façon commode pour un peuple de décliner toute responsabilité. J'imagine que si M. de Bulow avait été à Berlin dans les jours qui ont précédé la guerre, s'il avait vu la foule cribler de pierres la façade de l'ambassade d'Angleterre, et poursuivre mes domestiques dans les rues, il serait moins affirmatif dans son jugement sur l'innocence du peuple allemand.

* * *

Quoi qu'il en soit, il semble que M. de Bulow ait suivi une politique au jour le jour, sans autre préoccupation que d'écartier de son chemin les difficultés qui, d'après lui, venaient presque toutes de l'indiscrétion de l'Empereur. Il faut noter qu'il subissait l'influence d'un personnage singulier. M. de Bulow avait conservé des relations intimes avec M. de Holstein que tout le monde croyait en disgrâce et qui travaillait secrètement à la chancellerie. Ce M. de Holstein, qui avait été infidèle à M. de Bismarck, jouait auprès du prince le rôle d'une Éminence grise. C'était un homme qui aimait à dissimuler son action. D'esprit étroit et passionné, détestant le monde, aimant le mystère, il donnait à tout ce qu'il faisait une allure d'intrigue. Il était assez dédaigneux des Français et ne les aimait pas. L'amiral Tirpitz a raconté que, le 31 octobre 1904, pendant la guerre russo-japonaise, un Conseil se tint chez M. de Bulow. M. de Holstein, qui y assistait, proposa que l'Allemagne s'unit à la Russie contre le Japon, ce qui, d'après lui, amènerait nécessairement la France à vouloir s'unir à ces deux Puissances. M. de Tirpitz et M. de Rictofen, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, firent échouer ce projet baroque, mais qu'il ait pu être présenté, cela révèle chez M. de Holstein un sin-

gulier état d'esprit. De là vient peut-être que M. de Bulow parle peu de la France dans ses *Mémoires*. Le Chancelier se piquait d'aimer notre littérature; il loue notre patriotisme, mais en même temps il nous présente comme cruels jusqu'au sadisme. Il ne comprenait pas qu'un peuple, fier de son grand passé, ne put se résigner à déchoir. Il ne comprenait pas l'âme française. Il faut voir là l'origine de plusieurs des fautes qu'a commises le chancelier.

En réalité, M. de Bulow n'était préoccupé que de l'Angleterre. Il s'était associé à M. de Tirpitz qui voulait doter l'Allemagne d'une flotte capable de disputer à l'Angleterre l'empire de la mer. Il raconte qu'en quittant le pouvoir, il recommanda à son successeur d'être prudent dans la question navale et de moderer M. de Tirpitz; mais celui-ci, de son côté, a déclaré que jusqu'à la chute de M. de Bulow, la marine n'eut jamais à se plaindre de n'avoir pas de crédits suffisants.

L'Angleterre a cherché plusieurs fois à s'entendre avec l'Allemagne sur la question navale : M. Chamberlain a caressé cette idée, et, plus tard, lord Haldane fut envoyé à Berlin pour tâter le terrain. Jamais ces tentatives de rapprochement n'ont réussi. M. de Bulow partageait peut-être une façon de penser assez fréquente chez les Allemands qui croient volontiers que c'est les attaquer que de se préparer à se défendre contre eux.

D'ailleurs, par une sorte d'aveuglement particulier, on se trompe aisément à Berlin sur l'Angleterre. En 1911, au moment de l'incident d'Agadir, on y fut surpris de la voir prendre parti pour la France et, en juillet 1914, M. de Jagow eut un sourire d'incrédulité quand je lui dis qu'en cas de guerre l'Angleterre se rangerait probablement de notre côté. « Mes renseignements ne sont pas conformes aux vôtres », me répondit le secrétaire d'État d'un air entendu. Et je ne pus que lui dire que ses renseignements le trompaient.

* * *

M. de Bulow, comme M. de Holstein, ne se rendait pas compte de la force morale de la France, et de la communauté de vues et d'intérêts qui la rattachait à l'Angleterre. Cette erreur l'a conduit à pratiquer à notre égard une politique qui parfois prenait un air de provocation. On l'a bien vu dans les affaires du Maroc.

M. de Bulow cherchait contre nous un succès sur ce terrain africain où il croyait avoir les mains libres, et cela est surprenant chez un homme qui se disait le disciple fidèle du prince de Bismarck. Celui-ci avait toujours vu avec faveur la France occuper son activité hors d'Europe. Il nous y encourageait même, car des satisfactions qui flattaienr notre orgueil lui paraissaient de nature à assoupir nos regrets, toujours vivaces, depuis le traité de Francfort. Le prince de Bulow suivit une politique exactement contraire. Tandis qu'autrefois en Tunisie, les agents allemands comme Nachtigal ou von Eckardt nous prêtaient une sorte de concours moral, aujourd'hui il n'était pas de jour où ils ne nous créassent des difficultés au Maroc.

Jamais on n'a vu les susceptibilités de la Chancellerie de Berlin justifier davantage le sens que nous donnons à l'expression « querelle d'Allemagne ». La France avait en 1904 signé des accords avec les deux Puissances, l'Angleterre et l'Espagne, qui, comme elle, étaient directement intéressées à la solution des affaires marocaines. L'Allemagne nous reprocha, longtemps après, de ne pas lui en avoir fait la notification officielle. Pourquoi ne fit-elle pas le même reproche à l'Angleterre et à l'Espagne ? D'ailleurs, le reproche tombait à faux, car M. Delcassé avait, quinze jours avant la signature, donné connaissance à l'ambassadeur de l'Empire, le prince de Radolin, des dispositions principales de l'arrangement anglo-français, et M. Bihourd, notre représentant à Berlin, avait remis le texte de l'accord espagnol à M. de Richtofen. Il faut ajouter que le prince de Bulow lui-même déclara à la tribune du Reichstag que le Gouvernement allemand n'avait rien à objecter à ces arrangements.

M. de Bulow se fait honneur d'avoir poussé l'empereur Guillaume à débarquer à Tanger. L'Empereur, tout amoureux qu'il fut de la parade, se montra d'abord plus prudent que lui. Il hésita, recula, puis enfin céda à la pression dont il était l'objet, mais il le fit à contre-cœur. Il ne se rendit pas à la Casbah où le Maghzen lui avait préparé une grande réception. M. Delcassé, quels que fussent ses sentiments intimes sur l'opportunité de cette manifestation germanique, eut soin que de notre côté nous fussions preuve de la plus grande courtoisie. Nous envoyâmes en rade de Tanger le *Du Chayla* pour saluer l'Empereur ; l'officier qui commandait ce bâtiment alla

rendre visite à Guillaume II avant qu'il débarquât, et comme celui-ci, hésitant encore, s'inquiétait auprès de lui de l'état de la mer, il lui donna l'assurance qu'il pouvait descendre à terre sans danger. Bien plus, sur l'initiative de notre ministre des Affaires étrangères, des ordres avaient été donnés à Ouëssant et à Brest pour faciliter à l'Empereur l'usage de la T. S. F.

Comme ambassadeur, j'ai été un des collaborateurs de M. Delcassé. C'était un homme remarquable, prudent et secret. Il était inquiet des dangers auxquels les succès de prestige qu'on poursuivait à Berlin, exposaient notre pays, et cherchait à y parer. On en a fait une sorte de bouc émissaire; on l'a traité d'incendiaire, et le prince de Bulow considère dans ses *Mémoires* comme un triomphe personnel de l'avoir amené à donner sa démission.

Voici à quelle occasion. M. de Bulow avait proposé de réunir une conférence pour régler les difficultés que soulevait entre les Puissances la question du Maroc. L'Angleterre et l'Italie ne voyaient pas quel intérêt politique l'Allemagne avait dans ce pays et n'étaient pas disposées à accepter cette proposition. M. Delcassé partageait leur manière de voir. M. Rouvier, alors président du Conseil, voyant les choses prendre mauvaise tournure et estimant que la corde trop tendue pouvait rompre, n'était pas du même avis. Le Conseil des ministres partagea son sentiment et M. Delcassé se retira.

La France s'émut de sentir la main de l'Allemagne dans ses affaires intérieures : elle ressentit l'affront. Une semaine ne s'était pas écoulée depuis la démission de M. Delcassé et le prince de Radolin venait déclarer à M. Rouvier que derrière le Maroc, il y avait l'Allemagne et toutes ses forces. M. Rouvier était ému du caractère menaçant de cette démarche et se demandait où tant d'orgueil conduirait l'Europe. C'est par des coups de ce genre que M. de Bulow, qui se lave les mains de toute responsabilité dans les événements qui suivirent sa chute, creusait le fossé où la paix du monde devait sombrer.

La conférence imaginée par l'Allemagne, et demandée par le Sultan, se réunit à Algésiras. Elle trompa les espérances qu'on avait nourries à Berlin; l'Allemagne fut isolée, et tout le monde reconnut que nous avions au Maroc des intérêts particuliers. M. de Bulow fit bonne mine à mauvais jeu et se félicita à la tribune du Reichstag des résultats de la conférence.

D'autres incidents survinrent, notamment celui des déserteurs de Casablanca. Bulow en parle peu; cependant il nous conte qu'il fut obligé d'écrire au Kronprinz que l'Allemagne n'avait pas raison, et il passe sans insister sur l'accord du 9 février 1909 entre la France et l'Allemagne dans lequel celle-ci reconnaissait notre primauté politique dans le nord de l'Afrique. Dans un article paru dans les *Berliner Monatshefte* du 9 février dernier, un publiciste allemand, M. Paul Herre, écrit : « M. de Bulow ne fait aucune mention de l'accord franco-allemand sur le Maroc du 9 février 1909, pour la raison bien simple que cet accord marquait un recul sur celui d'Algésiras et que l'on n'aime pas, dans un monument élevé à sa propre gloire, rappeler de semblables faits. » Je dois noter que M. Paul Herre termine en disant : « Du point de vue sérieux et scientifique, les *Mémoires* de M. de Bulow ne peuvent être considérés comme une source de renseignements historiques. »

* * *

Après la chute du prince de Bulow, le Gouvernement de Berlin poursuivit sa politique au Maroc, mais avec plus de brutalité: on le vit bien lors de l'envoi du *Panther* à Agadir. L'Allemagne jouait avec le feu, mais au Maroc elle croyait n'avoir affaire qu'à la France. Il n'en était pas de même lors de l'annexion par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine. M. de Bulow se pique d'avoir alors remporté un grand succès. Ce fut un succès d'un jour, et, ce jour-là, à mon sens, il commet la plus grande erreur de sa vie politique.

On se souvient qu'au Congrès de Berlin, l'Autriche désireuse de relever son prestige dans les Balkans, où la création de la Bulgarie semblait promettre à la Russie un accroissement d'influence, obtint que le gouvernement de la Bosnie et de l'Herzégovine lui fût remis. Ces deux provinces demeuraient sous la suzeraineté du Sultan. C'était un bon billet que l'on donnait ainsi à la Turquie : en fait, elle était dépossédée de ces deux provinces. Or, en 1908, l'Autriche et la Russie possédaient l'une et l'autre des ministres des Affaires étrangères qui subissaient trop aisément les suggestions de leur amour-propre, M. d'Erenthal et M. Isvolsky. Celui-ci désirait avoir, devant son pays, l'honneur de régler enfin la question des Dardanelles qu'il voulait ouvrir à la marine russe; il fit des

démarches à cet effet près des divers cabinets européens, et il eut l'imprudence de laisser entre les mains de M. d'Ærenthal une note par laquelle il disait que, s'il obtenait aux Dardanelles l'assentiment de l'Autriche, il ne verrait pas d'inconvénient à ce que cette Puissance transformât l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine en une annexion. Peu de jours après, le 5 octobre 1908, à sa grande surprise, l'empereur François-Joseph proclamait l'annexion de ces deux provinces. Ce fut un grand émoi dans les chancelleries. Le procédé paraissait osé, car on ignorait l'imprudence de M. Isvolsky. L'empereur Guillaume II voulait demander à l'empereur d'Autriche de rapporter sa proclamation. M. de Bulow raconte qu'il le rappela à des vues plus sages et qu'il lui promit de chercher une solution de nature à augmenter le prestige allemand.

M. de Kiderlen remplaçait à ce moment le secrétaire d'État, M. de Schœn, à la Wilhelmstrasse; nous étions assez liés. Il avait une grande liberté de langage, et je me souviens des jugements sévères qu'il porta crûment pendant plusieurs jours sur M. d'Ærenthal. Un matin, je le trouvai tout changé; comme je lui parlais de la question bosniaque, il me répondit :

— N'oubliez pas que nous sommes les alliés de l'Autriche.

Je ne pus pas m'empêcher de rire, mais je sentis que M. de Bulow avait trouvé le procédé diplomatique qu'il avait fait espérer à l'Empereur.

A la vérité, personne ne pensait que cette affaire ne se résoudrait pas pacifiquement; mais il y avait là une question de forme, et il y a dans le respect des formes une garantie contre les fantaisies des hommes d'État. Du temps de M. de Bismarck, c'était le Congrès de Berlin, c'est-à-dire l'Europe, qui avait réglé la situation de la Bosnie-Herzégovine. On estimait que, du temps de M. de Bulow, toute l'Europe devait être également appelée à régler la situation nouvelle qu'avaient créée l'âpreté sénile de l'empereur François-Joseph et la vanité de M. d'Ærenthal. Il était donc naturel de remettre ce soin à un congrès ou à une conférence internationale qui aurait, purement et simplement, entériné l'action de l'Autriche; mais M. de Bulow se résolut à épargner à celle-ci ce qu'il appelait une humiliation. Je me souviens combien souvent mon collègue d'Angleterre et moi-même, nous présentâmes les raisons qui militaient en faveur de la réunion d'une conférence; mais

M. de Bulow tint bon : il voulait que l'acquiescement des Puissances eût un caractère individuel et non collectif.

L'affaire traîna longtemps ; enfin, en mars 1909, l'ambassadeur d'Allemagne, le comte de Pourtalès, remit à Pétersbourg une sorte d'ultimatum demandant à la Russie de reconnaître l'annexion des Provinces turques par l'Autriche, en ajoutant qu'en cas de refus, si l'Autriche prenait les armes, l'Allemagne serait derrière elle. La Russie s'inclina. Les Puissances n'avaient pas à se montrer plus susceptibles qu'elle, mais la brutalité des procédés de l'Allemagne envers la Russie indisposa tout ce qui, en Europe, avait le sentiment du droit et des traités. On fut scandalisé à Londres et inquiet à Paris. M. de Bulow, dans ses *Mémoires*, ne parle pas de cette démarche de M. de Pourtalès ; il se contente de se féliciter de son succès.

En vérité, les conséquences de ce succès ont été abominables. On peut dire en effet que cette affaire de la Bosnie-Herzégovine a été la répétition générale et le prologue des événements de 1914. Alors, le Gouvernement de Berlin a été persuadé qu'il ferait toujours reculer l'Europe ; à Vienne, on s'est cru assuré, si on était appuyé par l'Allemagne, de pouvoir traiter la Serbie à sa fantaisie.

On ne s'est rendu compte ni à Berlin, ni à Vienne, qu'une goutte de sang finirait par faire déborder le vase ; qu'en 1908, la Russie pouvait être assez indifférente à une question de souveraineté qui n'intéressait que la Turquie, mais qu'il n'en était pas de même lorsqu'il s'agissait de l'indépendance des petits frères slaves des Balkans ; qu'à Londres et qu'à Paris, on sentirait que la liberté de l'Europe était en jeu. En réalité, il n'y avait que de l'orgueil dans la conduite de l'Allemagne et de l'Autriche, et je ne suis pas loin de penser que le premier mouvement de Guillaume II, voulant donner un avertissement à l'Autriche, au lieu de l'appuyer dans sa politique d'annexion, eût apporté à l'Allemagne un autre prestige que le succès dont se vanta M. de Bulow. L'Autriche eût été plus prudente en 1914 et n'eût pas déchaîné, avec une sorte d'aveuglement, la guerre universelle.

* * *

Cependant, la chute du prince de Bulow était proche. C'est le fameux incident du *Daily Telegraph* qui en a été la

cause. On se souvient de cette affaire. Le 27 octobre 1908, ce journal publia un résumé des conversations de l'Empereur avec un de ses amis anglais. L'Empereur y parlait des idées folles que les Anglais avaient sur son compte et sur l'Allemagne, et il ajoutait que dans ces conditions il était difficile de rester leur ami. Il oubliait qu'il était l'auteur de la fameuse dépêche à Kruger, et prétendait leur avoir toujours rendu service, hors de la guerre des Boers; il se vantait d'avoir empêché la Russie et la France qui voulaient entraîner l'Allemagne avec elle, de chercher à imposer la paix à l'Angleterre; il disait avoir envoyé à la reine Victoria le plan que lord Roberts avait appliqué pour triompher dans l'Afrique du Sud. Enfin il ajoutait que l'accroissement de la flotte allemande n'était pas dirigé contre l'Angleterre mais contre le Japon. On conçoit l'effet de ces confidences impériales en Angleterre, il ne fut pas moins profond en Allemagne. Pour la première fois, l'opinion se tourna contre l'Empereur. Au Bundesrath même, les représentants des princes confédérés parlaient entre eux de la nécessité de l'abdication de Guillaume II.

Cependant, avant la publication de l'article dans le *Daily Telegraph*, l'Empereur en avait envoyé le texte à M. de Bulow en lui demandant de le corriger et de lui donner son avis. Or, le chancelier ne l'avait pas lu. Il l'avait envoyé à M. de Schoen, alors secrétaire d'État, qui avait imité son chef. Son sous-secrétaire d'État, M. Stemrich, fit de même, et c'est le conseiller Klehmet, convaincu que l'Empereur désirait la publication de l'article, qui fit un rapport dont la conclusion était que la publication ne présentait pas d'inconvénients. C'est ainsi que ce fâcheux papier fut renvoyé à l'Empereur.

Toute cette cascade de négligences jette un jour bien singulier sur la façon dont les affaires étaient traitées à la Wilhelmstrasse. Je n'ai jamais, quant à moi, eu l'impression que l'on y fût aussi léger; j'ai connu M. Stemrich et j'ai toujours trouvé en lui un homme conscientieux; mais, quoi qu'il en soit, en faisant retomber la faute sur ses subordonnés, M. de Bulow se lavait les mains d'une mésaventure dans laquelle il avait la plus grande part de responsabilité. M. de Schoen ni aucun des fonctionnaires sous ses ordres ne jugeaient l'Empereur aussi sévèrement que le chancelier. Celui-ci, au cours de ses *Mémoires*, ne cesse de noter les

indiscrétions, les propos fantaisistes, et ce qu'il appelle les hablées de l'Empereur; et quand l'Empereur le consulte personnellement sur un article qui doit paraître en Angleterre, il laisse à d'autres le soin de lire ce document. La légèreté est si forte de la part d'un homme si réfléchi, qu'elle paraît invraisemblable, tellement invraisemblable que je me suis parfois demandé si, tout en prenant ses précautions pour n'être responsable de rien, le Chancelier n'avait pas pensé que cette publication scandaleuse pourrait avoir un effet utile, confirmer les observations qu'il prodiguait à l'Empereur et forcer celui-ci à se contrôler davantage. Le prince de Bulow admirait beaucoup Machiavel.

J'avais eu, peu de temps avant cet incident, une longue conversation avec lui sur la constitution allemande et les pouvoirs du chancelier, tels que M. de Bismarck les avait constitués; il m'avait alors avoué que l'idéal de Bismarck n'était pas le sien : il admirait l'Angleterre, surtout celle du milieu du xix^e siècle. Il aurait souhaité d'être, disait-il, sous le sceptre d'un prince qui ne voudrait pas gouverner, un de ces hommes d'État qui de 1815 à 1860 conduisirent glorieusement les affaires de l'Angleterre, prenant le pouvoir avec leur parti et s'appuyant sur le Parlement pour réaliser librement leur programme. Il regrettait cette Angleterre aristocratique et parlementaire où un Canning, un Peel, un Palmerston pouvaient donner son plein essor à leur personnalité politique.

En l'écoutant, je pensais que c'était là l'opinion d'un des rares Allemands qui avaient un talent de parole et qui ne redoutaient pas la tribune. Je me suis parfois demandé s'il ne fallait pas chercher dans cet ordre d'idées, l'explication de son attitude dans l'affaire du *Daily Telegraph* quand elle fut portée au Reichstag. Peut-être, espérait-il réduire l'Empereur à merci.

Les *Mémoires* racontent la fameuse séance. Ils raillent le loyalisme du duc de Trachenberg et ils ne craignent pas d'insinuer que ce parfait gentilhomme n'avait pas perdu tout espoir de prendre la place du Chancelier. Quant à Bulow, dans son discours, il découvrit la couronne. Il espérait que cet incident ramènerait Sa Majesté à plus de réserve : s'il en était autrement, il ne pourrait pas prendre la responsabilité de la politique; il ajoutait enfin que *personne* ne devait oublier l'avertissement que ces journées venaient de donner à *tous*. Il

accentua particulièrement les mots « personne » et « tous » qui ne s'adressaient pas aux membres du Reichstag. Des applaudissements nourris accueillirent ce discours. Il eut le sentiment d'avoir gagné la partie. Il avait raison, mais il s'était aliéné à jamais l'Empereur.

Celui-ci ne lui gardait pas rancune de la légèreté avec laquelle il avait laissé publier son fâcheux interview, mais il ne lui pardonna pas de ne l'avoir pas défendu et couvert devant le Reichstag. « Depuis César Borgia, disait-il, il n'y a pas eu d'homme plus hypocrite ni plus rusé. » C'est ainsi que quelques mois après, à Kiel, il se séparait pour toujours de celui qu'il avait longtemps appelé son cher Bérnard.

Ces deux hommes ont fini par se hater. Pendant qu'il était au pouvoir, le prince de Bulow, tout bon courtisan qu'il était, a été constamment obligé de réparer les fautes de conduite et les imprudences de langage de l'Empereur. Tous ceux qui ont approché Guillaume II savent qu'il apportait de l'ostentation en tout, et qu'il fallait en rabattre de ses déclarations. Il faut avouer qu'il était parfois bien indiscret. On sait que le chef de l'état-major général, le général Schlieffen, faisait reposer tout son plan de campagne sur l'envahissement de la Belgique. En 1903, au cours d'une visite à Berlin du roi Léopold II, l'Empereur lui offrit simplement l'Artois et les Ardennes, et comme le Roi ne voulait pas comprendre ces fanfaronnades, l'Empereur le menaça, en lui déclarant que s'il ne se rangeait pas de son côté en cas de guerre, l'armée allemande envahirait la Belgique. C'est la même conversation qu'il eut en 1913 avec le roi Albert, et que j'ai rapportée dans son temps. Elle explique pourquoi le roi Léopold avait la hantise de fortifier militairement la Belgique. Mais que penser de Bulow, qui, pour nuire à Guillaume II, nous révèle de pareils propos?

Cependant l'Empereur avait quelquefois, dans la promptitude de ses jugements, des éclairs de bon sens. Et, avec son sang-froid réfléchi, le prince de Bulow a vu moins juste que l'Empereur quand celui-ci hésitait à débarquer à Tanger et quand il condamnait la conduite du Cabinet de Vienne lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Il avait eu beaucoup de confiance en M. de Bulow : il lui avait donné tout ce qu'il pouvait donner : il l'avait fait comte, prince, aigle noir. Il disait de lui qu'il serait son Bismarck : enfin ils avaient

travaillé onze ans de suite ensemble. A cette longue amitié, le prince de Bulow a répondu en écrivant : « Le renvoi du prince de Bismarck au début du règne, et la suite à la fin, c'est trop pour Guillaume II, et c'est plus que l'histoire ne peut pardonner. »

Ce jugement sévère, tout le monde en Europe, tout le monde en Allemagne peut le porter, mais pour M. de Bulow, j'aurais préféré qu'il n'écrivit pas ces lignes accusatrices. Je l'aurais trouvé plus galant homme s'il n'avait pas fait de ses *Mémoires* un réquisitoire contre le souverain qu'il avait servi.

* * *

Il ne faut pas s'étonner que le prince de Bulow, après avoir parlé de Guillaume II comme il l'a fait, n'ait gardé aucun ménagement pour son successeur, M. de Bethmann-Holweg, ni pour le secrétaire d'État, M. de Jagow. Le troisième volume des *Mémoires* est consacré à ces deux personnages. Comme l'objet que poursuit M. de Bulow est d'établir que, s'il avait été chancelier en 1914, la guerre n'aurait pas éclaté, il charge son successeur de toutes les fautes qui l'ont amenée. M. de Bulow rappelle les succès qu'il a obtenus lui-même lors de la démission de M. Delcassé, du débarquement de l'Empereur à Tanger, et enfin, lors de l'annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine, et les compare à tout ce qu'a amené l'impétitie de M. de Bethmann-Holweg... Comme on dit, il nous la baille belle. Ces succès dont il se vante, étaient des succès de prestige. Au lieu d'apaiser, ils blessaient; ils exaspéraient l'Europe et l'amenaient à cet état de nervosité qui faisait de chaque incident un danger de conflit. M. de Bulow avait accumulé des tonneaux de poudre dans le sous-sol politique de l'Europe: il l'oublie et il se prétend innocent de l'explosion qu'un maladroit a fait éclater.

En fait, M. de Bethmann-Holweg, dans l'affaire de Sarajevo, a vu l'Autriche bravant toute l'Europe comme elle l'avait fait au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et il a eu exactement la même conduite que M. de Bulow en 1908. Celui-ci lui reproche de n'avoir pas fait appel à une conférence pour régler le conflit austro-serbe : il oublie qu'en 1908, lui-même avait rejeté bien loin l'idée d'une conférence internationale.

En 1914, Sir Edw. Grey proposait une réunion des repré-

sentants des Puissances pour éviter un conflit sanglant, et mon collègue d'Angleterre et moi-même, ne cessions de faire au secrétaire d'État représentations sur représentations, pour que la chancellerie allemande se joignit aux efforts des Puissances occidentales. M. de Jagow nous répondait par des fins de non-recevoir ; il prétendait qu'il fallait respecter la dignité de l'allié autrichienne ; il soutenait que la question ne regardait que le cabinet de Vienne. On perdait son temps dans des lanterneries. C'était la répétition de tout ce que j'avais entendu et vu en 1909 ; M. de Jagow y ajoutait cependant : il soutenait qu'il n'avait pas connu l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, et nous obligeait à croire, ou qu'il ne nous disait pas la vérité, ou qu'il était le plus nul et le plus dangereux des secrétaires d'État qu'on eût jamais vu. M. de Bulow va, à propos de l'échec de sa propre mission à Rome, jusqu'à accuser de déloyauté le Gouvernement de Berlin, et il accumule contre son successeur les expressions de mépris. Il va vraiment trop loin.

M. de Bethmann-Holweg n'était pas un diplomate : c'était un fonctionnaire soucieux de servir les volontés impériales. Il avait l'aspect et la tournure d'esprit d'un professeur. Il ne citait pas Verlaine comme son prédecesseur, il citait Kant. Il aimait la philosophie et la musique. Il était de ceux qui ne regardent jamais par la fenêtre, et qui croient que tout s'apprend dans les livres. Bulow en cite un amusant exemple. Dans une discussion qu'il eut avec lui sur la possibilité de l'établissement du service obligatoire en Angleterre, Bethmann, qui n'y croyait pas, répondit à ses arguments de fait en lui demandant s'il avait lu Lappenberg et Macaulay, et les ouvrages fondamentaux de Gneist.

Quoi qu'il en soit, il avait plus de générosité que Bulow. Il l'a montré dans la question de Pologne. Il avait le sentiment qu'il y avait là une injustice à réparer. Bulow le lui reproche cruellement, car Bulow, comme Bismarck, avait pour les Polonois de la haine et du mépris, et la politique d'expropriation qu'il a poursuivie contre eux a été pour beaucoup dans l'exasération de ces populations infortunées.

Bulow reproche surtout à Bethmann-Holweg d'avoir dit à Sir Edward Goschen que l'Angleterre voulant défendre la neutralité belge, faisait la guerre pour un chiffon de papier, et

le 4 août, au Reichstag d'avoir déclaré que l'invasion de la Belgique était une injustice, mais que nécessité n'a pas de loi. Ces paroles pèseront sur l'Allemagne et sur la mémoire de Bethmann, tant qu'il y aura dans le monde des hommes ayant le respect de la foi jurée; mais si elles ne font pas honneur au sang-froid politique de celui qui les a prononcées, elles sont, à mes yeux, le signe de l'émotion qu'il ressentait et l'aveu même du trouble de sa conscience. Ce sont là des sentiments que peut-être M. de Bulow ne connaissait pas: il n'aurait jamais prononcé ces paroles et s'il les avait dites, comme M. de Bethmann-Holweg les a dites, voici ce qu'il aurait fait; il écrit: « Point n'est besoin d'être un Machiavel pour comprendre que si Bethmann-Holweg, dans une minute d'effondrement moral, avait prononcé ces paroles malheureuses, la raison d'État et l'intérêt suprême de la Nation lui imposaient de les démentir. » Pour moi, je sais gré à M. de Bethmann de ne l'avoir pas fait. Cela lui fait honneur.

Tels sont les *Mémoires* de M. de Bulow. Il y a déposé le fiel de son âme, mais en nous faisant comprendre toute la faiblesse des hommes dont il avait à se plaindre, il s'est dévoilé lui-même. Par le soin qu'il a mis à se louer, il nous a montré combien il était infatigé et, comme son Empereur, combien il se souciait de l'apparence. Il est surprenant qu'un homme d'une si grande valeur intellectuelle n'ait pas senti le tort qu'il faisait à son pays et à lui-même en se montrant si dur pour les autres, si injuste pour les faibles, si jaloux des nations qui cherchaient à exercer, à côté de la nation allemande, leur activité dans la paix. Sa grande intelligence n'était pas généreuse.

Un jour, causant avec M. de Kiderlen Waechter de Herbert de Bismarck, que j'avais connu et qui m'avait frappé par la ténacité avec laquelle il parlait de son père, je comparais sa violence parfois brutale, à l'agrément du commerce de M. de Bulow.

— Oui, me répondit M. de Kiderlen, mais Herbert de Bismarck avait une qualité qui manquait à Bulow.

— Et laquelle? demandai-je.

— Du cœur.

JULES CAMBON.

LE TRAGIQUE DESTIN DE MON PÈRE

VIE DE FAMILLE

Lorsque je vins au monde, mes parents vivaient à la campagne dans notre propriété proche de Kovno. Même au moment du couronnement de l'empereur Nicolas II, maman ne s'était pas décidée à aller à Moscou et à quitter ses trois enfants, dont le dernier venait de naître. Pourtant Dieu sait si elle avait été tentée de retrouver en pleine fête la vieille capitale des Tsars où s'était écoulée sa jeunesse! Elle ne vit donc pas le jeune souverain Nicolas II ceindre le diadème, elle n'entendit pas les innombrables cloches de Moscou tinter et bourdonner en ce grand jour.

A la campagne, où notre existence se déroulait tranquille et sans nuages, nous étions habitués à voir notre père, maréchal de la noblesse à Kovno, toujours occupé, sans bien savoir quelle tâche pesait sur ses épaules. Mon père s'était mis en tête d'amener à s'unir, en particulier sur le terrain économique, tous les éléments disparates de la province : Russes, Polonais, Lithuaniais, Israélites. Afin de réaliser cette union, il invitait chaque été chez lui de nombreux propriétaires fonciers en majorité polonais.

Par ces calmes soirs d'été, nous pouvions voir à la dérobée, dans le grand salon au décor ancien éclairé par quelques lampes à pétrole, ces nombreux invités jouant aux cartes et causant, et, mon père au milieu d'eux, encore tout jeune, mince, parlant d'une voix basse et pénétrante sur des sujets qui nous semblaient incompréhensibles. Plus d'une fois il dut réussir à convaincre ces seigneurs polonais, qui gardaient pourtant

une rancune séculaire contre la Russie, puisque jusqu'à son dernier jour, ils témoignèrent de l'affection à ce grand seigneur campagnard, qui, comme eux, écoutait la voix de la terre et était sensible à ses appels. Comme il leur semblait différent des fonctionnaires uniquement bureaucratiques qu'on envoyait d'ordinaire des chancelleries de Pétersbourg, afin d'administrer les confins polono-russes ! Nous, les enfants, savions vaguement que mon père avait créé à Kovno la première Société économique agraire, où tous les propriétaires de la province, quelles que fussent leurs origines, lui apportaient leur concours.

Nous aimions les grands jours de réception qui rompaient la monotonie de l'existence quotidienne. Ces jours-là, on nous confinait dans nos chambres, mais nous trouvions moyen de goûter aux mets des dîners d'apparat et, cachés derrière une porte, nous regardions passer les invités; surtout la grande et belle princesse O..., qui possédait un château somptueux, où, comme au temps jadis, elle entretenait un orchestre de cour, une troupe de comédiens, et pour qui, comme au temps jadis aussi, tant de jeunes et beaux seigneurs perdirent la paix du cœur.

Sans doute l'Empereur et ses ministres apprirent-ils quelle œuvre utile mon père accomplissait dans la province de Kovno, car plusieurs fois, il fut appelé à Pétersbourg et invité à prendre part à différentes conférences. Ma mère était alors bien agitée. Nous l'entendions dire que le jeune souverain, soucieux comme son illustre aïeul du problème agraire, cherchait des collaborateurs jeunes et énergiques.

Notre séjour dans la province de Kovno fut l'époque la plus heureuse de l'existence de nos parents, qu'altrista pourtant la mort de mon grand-père Stolypine. Il terminait sa vie, entourée d'éclat et de gloire, dans le palais impérial du Kremlin à Moscou, en qualité de grand chambellan de la Cour et de gouverneur du Kremlin. Quelque peu original, il ne permit à aucun médecin de l'approcher et mourut assis, après avoir ordonné d'allumer tous les lustres du palais. Mon grand-père avait été très beau dans sa jeunesse et l'uniforme militaire le rendait encore plus séduisant. A l'époque où remontent mes souvenirs, il était déjà un vieillard. Il avait de longs favoris blancs, un nez aquilin et un regard d'aigle.

Dans sa jeunesse, sous l'empereur Nicolas I^r, il avait eu une réputation de frondeur. Après le siège de Sébastopol, où, adolescent, il s'était distingué par son courage, il refusa la croix militaire, en priant l'Empereur de la remplacer par une autre décoration qui ferait meilleur effet sur le frac. On ne sut jamais la raison de cette singulière fantaisie, mais le Tsar, loin de s'en fâcher, s'en amusa beaucoup.

Pendant la guerre de Turquie de 1877, mon grand-père commanda avec une haute distinction un corps d'armée. Il s'enorgueillissait autant de sa carrière militaire que de ses succès féminins et il était fier d'avoir une maîtresse dans chaque ville de Russie. Ses talents étaient au reste variés : poète et musicien, il s'adonnait également à la sculpture sans arriver à tromper l'ennui qui, en temps de paix, le dévorait. Un jour, il inventa un modèle nouveau de lampe à pétrole, installa une fabrique dans sa propriété et perdit dans cette entreprise une grande partie de sa fortune. Cet échec ne découragea pas le vieux général qui continua à dissiper en fantaisies des sommes énormes.

En 1903, mon père fut soudainement nommé gouverneur de la province de Grodno. Ses talents avaient été remarqués en haut lieu, son heure était venue. Nous ne passâmes à Grodno qu'un hiver : il fut délicieux. Nous nous installâmes dans le palais du gouverneur, ancienne résidence des rois de Pologne. Située entre cour et jardin, cette vieille et longue bâtisse avait trente-deux fenêtres de façade et seulement deux chambres à l'étage supérieur ; elle attirait le regard par son aspect à la fois plaisant et majestueux. Les deux chambres d'en haut étaient, je crois, les plus jolies du palais : l'une d'elles, de forme ovale, avait les murs recouverts de panneaux en chêne clair sculpté, alternant avec des pans de tissu de lin couleur brique, semés de fleurs de lys ; cette chambre servait de cabinet de travail à mon père. Les murs de l'autre chambre, beaucoup plus spacieuse, étaient recouverts de panneaux de chêne foncé et luisant. On voyait au rez-de-chaussée, dans la magnifique salle de bal à colonnes qui en occupait toute la longueur, un auroch à longs poils empaillé, espèce de taureau sauvage très féroce, tué dans la forêt de Bielovége par l'empereur Nicolas II. L'enfilade des pièces était si longue, que des deux extrémités il était impossible de reconnaître la personne qui se trouvait à l'autre

bout. Je n'ai jamais su combien de chambres renfermait le palais, mais il était si vaste que le bruit des fêtes et concerts donnés par mes parents ne venait jamais troubler notre sommeil enfantin.

Pendant les longues soirées de printemps, on goûtait là une profonde quiétude et l'on pouvait s'imaginer être à la campagne ; le climat de Grodno était au reste doux et égal, comme il l'est en général dans toute la Lithuanie.

La société de Grodno, très agréable, se composait de notables fonctionnaires et de propriétaires polonais, pour la plupart spirituels et gais. On appelle les Polonais les « Français du Nord » et je me souviens du plaisir que ma mère trouvait à leur conversation, surtout à celle d'un élégant et aimable vieillard, à perruque de forme ancienne, qu'on appelait familièrement le prince Tatacha.

Lorsque nous quittâmes la paisible et charmante ville de Grodno, pour aller à Saratoff dont mon père venait d'être nommé gouverneur, la société tout entière se réunit dans les salles du club pour nous faire ses adieux. Maman, très émue, nous racontait en rentrant que mon père et elle étaient profondément touchés par ces témoignages de sympathie, ces souhaits chaleureux.

DANS L'ILE APTEKARSKY

En juillet 1906, après la désastreuse guerre avec le Japon et alors que la Russie était en proie à la révolution, mon père fut nommé ministre de l'Intérieur et président du Conseil des ministres. Nous allâmes à Saint-Pétersbourg et nous installâmes dans une villa de l'île Aptekarsky.

Les îles qui avoisinent Pétersbourg sont assez différentes d'aspect et de caractère. Séparées par des canaux et des affluents de la Néva, elles sont reliées entre elles par des ponts de bois. Les soirs d'été, quand la grande chaleur chassait les habitants de la capitale, ces ponts tremblaient sous les pas des promeneurs. Des étudiants et des jeunes filles passaient en canot et se dirigeaient en chantant vers le golfe de la Baltique que l'on apercevait au loin. Au bord des îles s'élevaient de nombreuses villas, jolies pour la plupart, et qui n'étaient habitées qu'en automne et en été. Plusieurs étaient occupées par des ministres

qui pouvaient, par suite de la proximité de la capitale, continuer, pendant la belle saison, d'exercer leurs fonctions, tout en vivant avec leurs familles dans un calme champêtre.

La villa que nous habitions, construite en bois, comportait deux étages et sa longue façade donnait sur le quai désert d'un canal. Elle avait un assez grand jardin où nous jouions des journées entières en cet été accablant de chaleur.

Ma mère était très absorbée par le souci que lui donnait l'éducation de ses quatre enfants. L'ainée, Nathalie, très délicate et capricieuse, pleurait nuit et jour : on eût dit qu'elle ne se consolait pas d'être venue au monde. A cinq ans elle avait déjà l'air dégoûté de la vie : aux questions de maman elle répondait uniformément qu'elle s'ennuyait. C'était une enfant grêle, aux grands yeux gris, au teint rose et charmant. Dès ses premières années elle ressemblait comme caractère à son grand père Stolypine ; elle était comme lui très douée et fantasque.

Ma sœur Olga, mon ainée d'un an, ressemblait en tout à mon père. Elle me défendait de pleurer, disant que cela était honteux. Ses mouvements étaient trop brusques et ses traits trop accentués pour une jeune fille. Très appliquée et sérieuse, elle avait l'esprit clair et net d'un homme. Nous aimions jouer avec elle à des jeux guerriers. Son rêve aurait été de devenir plus tard un grand conquérant ou un savant.

Nous adorions tous notre petit frère Arcady beaucoup plus jeune que nous. Très gâté, on lui passait ses quatre volontés : s'il arrivait qu'on ne lui obéît pas sur-le-champ, il appelait maman à son secours. Très fier de ses boucles châtain, il aimait à se regarder longuement dans un miroir comme une petite fille. Doué d'une mémoire prodigieuse, à l'âge de cinq ans, il récitat déjà par cœur des passages entiers de Pouchkine. Mon père fondait sur lui de grandes espérances : « Voilà mon successeur », disait-il souvent en posant sa main sur la tête de l'enfant. élevé par des femmes, Arcady n'avait de goût ni pour les sports ni pour les jeux de garçons. On le mit cependant à cheval pour la première fois à l'âge de six ans, comme c'était l'habitude dans notre famille. Mon frère s'attacha tout de suite à son cheval. Les guides flottantes, il le laissait trotter à son gré dans la forêt ; après quoi il revenait au galop et en arrivant devant le perron faisait à tout le monde

le salut militaire. En mettant pied à terre il demandait souvent si, à cheval, il ressemblait à l'Empereur.

Mon père travaillait toute la journée. Le soir, il se promenait avec ma mère et quelques invités le long du canal. Alors qu'il y avait partout des troubles, aucune mesure n'était prise pour sa sûreté! Son cabinet de travail et les bureaux de ses collaborateurs immédiats se trouvaient au rez-de-chaussée; l'entrée était surplombée par le balcon du salon de ma mère, qui, ainsi que toutes les pièces de caractère intime, se trouvait au premier. Dans les salles d'attente et de réception, ainsi que dans les bureaux, régnait un va-et-vient perpétuel. Je connaissais tous les collaborateurs de mon père, notamment Knoll, un Polonais sérieux et aimable que mon père avait amené de Saratoff. Nous avions vite lié amitié avec le général Zamiatine, qui était nouveau dans l'entourage de mon père. Il était encore très jeune et gai; lui et ses collègues passaient souvent au travail une partie de leur nuit.

LE PREMIER ATTENTAT

Par une chaude journée d'août, nous étions assises, mes sœurs et moi, à prendre le thé dans le salon de ma mère, au premier étage de la villa. Il était trois heures de l'après-midi. Je ne tenais pas en place, car c'était samedi, jour où mon père donnait ses audiences, et je jetais à tout moment des regards par la fenêtre pour apercevoir les personnages qui s'engouffraient dans le vestibule de notre villa. Je vis entrer un gouverneur de province, en uniforme blanc d'été, un autre en uniforme de cour chamarré d'or, une grande dame, tout en noir, et bien d'autres personnes. Ma sœur Nathalie et mon petit frère jouaient sur le balcon qui dominait l'entrée.

Ayant fini de goûter, je m'accoudai à la fenêtre. Le spectacle que j'eus alors de ce qui se passait dans la rue piqua vivement ma curiosité. Un grand landau venait de s'arrêter devant notre villa. Il en sortit quatre officiers de gendarmerie, dont un colonel. Ce dernier portait sous le bras un grand portefeuille. Notre huissier et le général Zamiatine, qui s'étaient approchés, remarquèrent sans doute que la tenue militaire des arrivants n'était pas tout à fait réglementaire. Barrant l'entrée du hall, ils demandèrent aux inconnus quel

était le motif de leur visite. Ceux-ci, tout en donnant à haute voix je ne sais quelle réponse, s'obstinaient à vouloir pénétrer de force dans la villa. A ce moment, notre mère nous appela dans le salon. Je quittai la fenêtre et m'empressai de me rendre à son appel.

A peine étais-je entrée, je vis tout à coup l'énorme armoire, placée près de la porte, s'abattre avec fracas, en me frôlant presque. J'en étais à me demander comment un si gros meuble avait pu se renverser sans qu'on l'eût poussé, lorsque, soudain, tous les meubles de la pièce se mirent à danser. J'étais plutôt étonnée qu'effrayée, car je n'avais entendu aucun bruit. Ma mère accourut vers nous. Mais alors montèrent de l'étage inférieur des cris et des gémissements, bientôt couverts par le bruit d'un écroulement.

Ma sœur Olga, quittant le balcon où étaient restés Nathalie et mon petit frère, s'était rapprochée de moi en tremblant. A ce moment, elle entendit une voix tonnante qui criait : « Vive la révolution russe. » Puis le balcon, qui supportait Nathalie, mon frère et sa bonne, disparut, s'affaissa. Nous nous avançâmes avec Olga en nous tenant au chambranle disloqué de la fenêtre et nous regardâmes dans le gouffre. En bas, parmi les décombres, Nathalie tournait vers nous sa tête pâle. Un effroyable désordre régnait autour d'elle; des corps gisaient, les gendarmes couraient affolés. La maison s'écroulait lentement. Se penchant, Olga cria de toutes ses forces à Nathalie :

— Es-tu blessée ?

— Non; seulement, je ne puis pas bouger.

Ma mère s'était précipitée vers l'escalier. Celui-ci était déjà à moitié effondré; elle descendit en se cramponnant aux débris, puis elle sauta dans le vide. Nous l'entendîmes tomber lourdement. Elle appela à haute voix mon père qui lui répondit avec calme et demanda :

— Les enfants sont-ils tous vivants ?

— Oui, répondit ma mère.

Les pompiers arrivaient à ce moment à toute vitesse, suivis d'un détachement militaire.

On nous fit descendre à l'aide de cordes et nous nous trouvâmes sur la pelouse. Je vis sur le sentier une fillette inconnue qui agonisait. Elle avait les deux jambes arrachées et ses yeux déjà ternes s'étaient désespérément tournés vers le ciel. Un

jeune officier se penchait vers elle pour lui porter secours. De la main gauche, ce jeune homme protégeait sa tête, masquant un grand trou noir et béant qu'il portait au crâne. Il fit quelques pas, s'assit sur l'herbe, puis, pris d'un tremblement, il s'étendit de tout son long. Je l'entendis qui disait : « Il faut les pendre. » Mon cœur se serrait terriblement et je me mis à pleurer.

— Je raconterai que tu as pleuré et tout le monde va te taquiner, me dit alors ma sœur Olga.

Je rougis et retins mes larmes. Sur la pelouse, on alignait les cadavres que les soldats tiraient de dessous les décombres. L'un rassemblait dans un sac des têtes, des bras et des jambes qui gisaient épars sur le sol. On emportait les blessés et les mourants. Un gendarme passa, transportant Nathalie maintenant sans connaissance ; ses deux jambes pendaient raides et comme mortes. Du jardin, venait vers nous notre jeune gouvernante, un grand bouquet de fleurs à la main, car c'est elle qui avait le soin de fleurir la maison. Elle était pâle comme la mort. Au moment de l'explosion, elle s'était cachée dans le fond du jardin. Elle se heurta au corps du général Zamialine et poussa un cri. Le général avait péri l'un des premiers. Barrant avec l'huissier le passage aux révolutionnaires, — des Juifs déguisés, — il avait saisi par le bras le prétendu colonel au moment où celui-ci jetait son portefeuille qui contenait une bombe puissante : il avait ainsi fait dévier l'engin : c'est ce geste qui préserva le cabinet de travail de mon père. Le courageux général était maintenant parmi les cadavres des victimes de la journée au nombre de trente-six.

Un officier s'approcha de nous :

— Un bateau à vapeur est prêt. On va vous conduire immédiatement, par ordre de l'Empereur, au Palais d'Hiver. Celui-là, on ne le fera pas sauter en l'air, ajouta l'officier avec un bon sourire.

Nous montâmes docilement dans le bateau à vapeur qui portait à sa proue le pavillon de Saint-André. Nous n'avions pu rejoindre ni notre mère, ni notre père, que nous entendions de loin donner des ordres.

— Votre sœur est blessée à mort, disait un militaire. On redoute même de la transporter à la clinique, et votre frère a le crâne enfoncé ; le ministre cherchant ce petit corps parmi les décombres a presque marché dessus.

Nous partîmes. Des décombres gisaient, projetés loin du lieu de la catastrophe. En face, de l'autre côté du fleuve, toutes les vitres étaient cassées, tant l'explosion avait été violente. Assises sagement à droite et à gauche de la gouvernante, Olga et moi contemplions tous ces ravages. En passant sous un pont, nous aperçumes des tramways remplis de jeunes gens. Quand ils aperçurent notre vapeur et le pavillon de Saint-André, ils se mirent à crier des menaces à notre adresse, et à agiter des torchons rouges. Un crépuscule de pourpre éclairait la rive lorsque nous mouillâmes près du Palais d'Hiver. Nous vîmes une majestueuse façade, une rangée de statues de bronze sur le toit, dominant la ville.

Nous passâmes près des sentinelles et entrâmes dans le Palais. Fatiguée et bouleversée par cette journée, je traversai les salles et les galeries, plongées dans un silence majestueux. Un domestique en bas de soie et grande livrée nous précédait respectueusement et nous introduisit dans nos appartements. On nous servit à souper dans un service aux armes impériales. Malgré les émotions du jour, je ne voulais pas dormir dans cette vaste chambre inconnue.

Tard dans la soirée, nous apprimes, Olga et moi, que nos gouvernantes avaient donné leur démission : elles avaient hâte, non seulement de nous quitter, mais de fuir la Russie. La bonne que nous aimions tant avait été tuée sur place. Nos parents étaient loin de nous, là où gémissaient les blessés et râlaient les mourants. Un grand silence régnait autour de nous, dans ce Palais, dont nous étions désormais les hôtes.

SOUVENIRS TRAGIQUES DU PALAIS D'HIVER

Le Palais était la résidence d'hiver des Empereurs de Russie. Depuis le meurtre d'Alexandre II, les souverains n'habitaient que rarement cette énorme demeure, mais le palais, prêt à recevoir son maître à chaque heure, continuait de vivre de sa vie auguste d'autrefois. Les majordomes et valets circulaient sans bruit, l'air grave et respectueux ; les sentinelles en grand uniforme se relevaient près des portes des appartements impériaux.

On nous logea dans l'aile du palais qui touchait au musée de l'Ermitage. C'était la partie construite au XVIII^e siècle et

épargnée par l'incendie qui avait ravagé le palais sous Nicolas I^r. C'est là qu'on transporta plus tard Nathalie et mon frère, qui commençaient à se remettre. On ne nous permettait de faire que de courtes visites à Nathalie. Elle était couchée, les deux jambes bandées, toute petite et pâle, dans un grand lit à baldaquin, au milieu d'une pièce somptueuse, qui avait été jadis la chambre à coucher de Catherine II. Là, deux siècles auparavant, par un jour d'hiver, avait agonisé la Grande Impératrice. De l'autre côté de la chambre se trouvaient la salle de bain et le cabinet de toilette où la souveraine s'était sentie subitement mal. Plus loin, dans une grande salle carrée où, d'après la légende, l'empereur Paul I^r lut et brûla, la nuit de la mort de sa mère, certains documents mystérieux, était logé maintenant mon petit frère. Près des fenêtres se trouvaient ses jouets familiers. Son petit lit, tout blanc et frais, semblait se réfugier dans un des coins de la salle. Plus loin les appartements de mes parents aboutissaient à une large galerie et au jardin d'hiver, situé au niveau du premier étage.

Ma sœur Olga et moi étions logées dans une autre partie du Palais. Le malin, pour aller saluer nos parents, nous trottons en robe de chambre à travers les salles interminables, nous efforçant de ne pas nous tromper d'itinéraire. Les sentinelles immobiles nous souriaient. Une fois, ma sœur Olga, qui allait dans sa petite robe de chambre prendre son bain, vit de loin, dans l'une des salles, une silhouette majestueuse en grand uniforme, qui s'avancait à sa rencontre. C'était le grand-duke Nicolas. Olga fut glacée d'effroi. Une sentinelle, un gaillard taillé en hercule, était au garde à vous à quelques pas d'elle. Olga, sans plus réfléchir, vint se réfugier derrière le soldat, en se faisant la plus petite possible dans sa robe de chambre rouge. Elle respira avec soulagement quand le Grand-Duc, qui ne l'avait pas aperçue, se fut éloigné.

Pendant son voyage en Crimée, nouvellement conquise, en compagnie de l'empereur Joseph II d'Autriche et du roi Stanislas de Pologne, Catherine la Grande écrivait à Pétersbourg : « Ici, tout est en fleurs, mais on dit que l'hiver de Pétersbourg a été très rude, et je crains que mes oiseaux de l'Ermitage ne soient gelés. » Notre mère nous racontait cela un jour. Non, les oiseaux n'étaient pas gelés et les salles de l'Er-

mitage étaient toujours pleines de leurs chants ; car, dans notre esprit, c'étaient toujours les mêmes oiseaux que ceux du temps de l'Impératrice, que nous venions admirer et caresser. Toute une salle du Palais était remplie de cages que nous ouvrions de temps en temps, provoquant l'effroi des domestiques qui s'efforçaient de rattraper les oiseaux. Nous nous enfuyions alors par les escaliers de marbre blanc.

On ne nous laissait pas beaucoup sortir, mais il nous était permis de jouer et de courir dans le Palais. Quand notre petit frère fut rétabli, nous nous amusions à l'asseoir sur le trône des Tsars, dans la grande salle où l'Empereur avait prononcé, peu de temps auparavant, son discours aux membres de la Douma qu'on venait de créer. Nous nous arrêtons au seuil des appartements des Tsars où nous n'osions entrer. Ceux d'Alexandre II, assassiné par les révolutionnaires, nous inspiraient une particulière terreur.

Nous entendions toujours parler de ces redoutables révolutionnaires surtout par un vieux domestique du Palais, Ilya, qui était devenu notre ami, et qui nous entretenait à voix basse en nous montrant les appartements et les portraits des Empereurs et Impératrices d'autrefois. Il nous faisait voir, dans les appartements d'Alexandre II, la cigarette que le souverain avait laissée inachevée, Dans ceux de Nicolas I^r, le portrait de sa belle épouse, l'impératrice Alexandra, dont la tête restait agitée d'un tremblement nerveux depuis les événements de la révolte de décembre.

Ilya était très vieux avec des favoris blancs et soyeux. Il dirigeait vingt-cinq domestiques attachés à notre service. Il était sévère avec les jeunes et regrettait les temps d'autrefois.

« Pendant le siège de Sébastopol, nous racontait-il, mon père, qui était soldat, accomplit plusieurs exploits héroïques. Il tomba grièvement blessé en défendant un drapeau et fut parmi ceux auquels l'empereur Nicolas I^r remit lui-même, à l'ambulance, la Croix de Saint-Georges. Déjà agonisant, il ne quittait pas des yeux le souverain :

— Que puis-je faire pour toi ? dit l'Empereur en se penchant vers lui.

— Le bonheur de voir Votre Majesté est si grand, répondit mon père, que je voudrais le même bonheur pour mon fils.

— Ton vœu sera exaucé, répondit l'Empereur. Je prendrai ton fils à mon service particulier.

« Quelques jours plus tard, mon père mourut.

« Dans notre campagne lointaine, deux nouvelles arrivèrent presque simultanément. L'une, écrite sur une feuille grossière, nous annonçait la mort de mon père dont les décorations nous parvinrent. La seconde nous fut annoncée sur un beau papier aux armes impériales. C'était une invitation à me rendre sur-le-champ à Pétersbourg, pour entrer en qualité de valet de pied au service particulier de l'Empereur.

« Ma mère, mes frères et sœurs pleuraient et s'agitaient autour de moi. Je partis, emportant dans un petit paquet tout ce que j'avais de plus précieux.

« En bas de soie blancs, culotte de satin noir, livrée à bande jaune, ornée d'aigles impériales, je me présentai devant le majordome. La tête raide, je n'osais faire un mouvement de crainte de déplacer ma perruque.

« J'ai vu se succéder quatre Empereurs, passer devant moi quatre règnes glorieux. La nuit qui précéda le 19 février, l'empereur Alexandre II ne dormit guère. Il arpentaît sa chambre à grands pas. J'attendais des ordres, mais l'Empereur nous dit à tous de nous retirer. Le lendemain était le grand jour de l'affranchissement des serfs. Le peuple donna à Alexandre II le nom de Tsar « Libérateur ». Mais les terroristes n'en restaient pas moins résolus à le tuer.

« A cette époque nous n'étions jamais tranquilles. Mais dans le Palais d'Hiver, le Tsar était en sécurité. Regardez ces murs épais comme ceux d'une citadelle. Un jour je vous montrerai une porte secrète dont peu de gens connaissent l'existence. Dans le Palais qu'habitait l'empereur Paul, il y avait aussi une porte secrète. On dit que l'empereur Paul I^e, sentant qu'on tramait contre lui un complot, voulut profiter de cette porte pour se sauver. Mais il était trop tard. Dans la nuit même les officiers de la garde pénétrèrent dans la chambre du Tsar et l'étranglèrent avec leurs écharpes. Mon père, alors tout jeune grenadier, fut de garde dans la chapelle ardente. L'Empereur était couché dans un cercueil avec le visage tout fardé. On avait pu cacher ainsi les horribles traces du meurtre. Autour du cou était nouée une large cravate. Le peuple venait en foule saluer la dépouille auguste.

« Lorsque mon père nous racontait dans notre village ces événements, je ne croyais pas que j'aurais, moi aussi, à être le témoin de l'assassinat d'un souverain. Dieu semblait garder Alexandre II, qui échappa à plusieurs attentats. Il ne prenait d'ailleurs aucun soin de sa sécurité, se promenant souvent seul dans les rues de Pétersbourg.

« Chaque printemps, quand la Néva, libre de glace, large et étincelante comme une mer, devenait praticable, le gouverneur de la forteresse, pour indiquer que la navigation était autorisée, traversait le fleuve dans un petit canot. L'Empereur, entouré de toute sa suite, allait à sa rencontre sur les marches de granit du quai, en face du palais. Tandis que tonnaient les canons de la forteresse, le gouverneur descendait du canot, s'approchait du souverain et lui présentait une coupe remplie d'eau transparente et bleue, prise au milieu du fleuve pendant la traversée. L'Empereur buvait l'eau, faisait remplir la coupe, jusqu'au bord, de pièces d'or et la rendait au gouverneur.

« Un jour, je vis l'Empereur assis dans le fauteuil que je vous ai montré dans ses appartements. Il était pâle et fatigué, la tête appuyée sur sa main.

— Je suis traqué comme un fauve, dit-il à son frère.

« Le 4^e mars 1881, Alexandre II travailla toute la matinée. À onze heures, il partit pour passer la revue des troupes, puis il déjeuna au palais Michel. Au retour, il longeait le canal Catherine. Soudain retentit une explosion. Les chevaux partirent à toute allure, mais le cocher parvint à les calmer.

« L'Empereur fut arrêté et sortit de sa voiture. À ce moment-là se produisit une seconde et terrible explosion. L'Empereur gisait maintenant dans une mare de sang. Les jambes broyées, blessé à mort, le Tsar libérateur mourut sur ce grand lit, continuait Ilya, en nous faisant entrer sur les pointes des pieds dans la chambre à couche silencieuse et sombre.

« La famille impériale pleurait; tout le monde avait perdu la tête. La foule, amassée sur la place, attendait dans l'angoisse et personne n'avait la force de lui annoncer la terrible nouvelle. Enfin le vieux général S... parut sur le balcon. Il était tellement ému qu'il ne se rendait plus compte de ce qu'il disait: « L'Empereur est mort », dit-il, en français, à la foule. Personne ne le comprit et l'angoisse ne fit qu'augmenter. Mais

soudain l'étendard impérial, jaune aux aigles noires à deux têtes, commença à descendre lentement. Alors la foule silencieuse se mit à genoux.

« Les assassins, tous intellectuels militants, furent arrêtés et condamnés à être pendus.

« Pour les conduire au lieu du supplice on leur fit traverser lentement la ville en chariot. Chacun d'eux avait un écriteau sur la poitrine. Il y était écrit en grandes lettres le mot « réicide ». Je n'ai pas eu la force d'aller les voir, mais on m'a dit qu'il y avait parmi eux une jeune femme.

« Depuis ce jour tragique, toute vie a cessé dans le Palais. « Alexandre III n'y demeurait que rarement. Ce souverain ne ressemblait pas à son père. Il avait l'aspect lourd et bourru et souriait rarement. Quand il en trait, tout le monde avait peur... Non, il ne ressemblait pas à son père. Quand celui-là apparaissait et vous souriait, on se sentait tout de suite l'âme joyeuse. Vous le voyez, mesdemoiselles, j'ai connu dans ma vie de bien terribles jours. L'Empereur actuel, — que Dieu conserve ses jours! — je l'ai porté dans mes bras plusieurs fois quand il était enfant. Seulement il a bien changé depuis, surtout en ces dernières années. »

Un jour nous apprîmes que le shah de Perse devait arriver. Ilya nous montra les appartements qui lui étaient destinés. A ce moment sa suite était en train de déjeuner dans l'une des salles; nous pénétrâmes secrètement dans les appartements et cherchâmes des yeux quelle plaisanterie nous pourrions faire. Des turbans, des casquettes militaires et des armes gisaient sur les chaises. En un clin d'œil, nous rassemblâmes ces objets divers et formâmes avec eux une pyramide au milieu de la pièce. Puis, nous partîmes en courant sans être aperçus. Nous étions fiers de ne pas avoir été découverts; mais, quelques jours plus tard, Ilya nous dit sévèrement :

— C'est un péché, mesdemoiselles, de faire des farces aux invités de l'Empereur.

Nous promîmes de ne pas recommencer. Cependant un jour nous montâmes sur la galerie destinée à l'orchestre qui dominait une salle, et lancâmes de là une grêle de bâches sur une vieille dame d'honneur qui passait avec un des membres du corps diplomatique. Cette fois, on se plaignit et nous fûmes

sévèrement punis. Nous jurâmes alors de nous venger. Un jour nous rencontrâmes un prêtre qui devait ce jour-là officier dans la chapelle du Palais; il s'était égaré dans les salles. Son bœuf s'approcha de nous et nous demanda poliment le chemin.

— Nous vous montrerons le chemin le plus court, mon père, répondis-je en m'avancant.

Les ecclésiastiques me suivirent d'un pas rapide. Après dix minutes de marche, j'ouvris une porte. C'était celle du théâtre. Je laissai passer les prêtres et refermai sur eux précipitamment la porte à double tour. Puis nous partîmes en riant et allâmes rejoindre notre mère, qui était déjà à l'église. Le parterre du théâtre n'avait pas d'autre issue.

L'heure s'avancait : il fallut qu'un autre prêtre récitatif les vêpres. Le soir nous priâmes le fils d'Ilya d'aller libérer les prisonniers. Nous commençions à redouter les suites de notre farce. Mais personne n'apprit cette histoire, car le vieux prêtre, une fois libéré, était parti sans rien dire à personne.

On dut nous donner une troisième gouvernante, car personne au palais n'avait la paix.

NICOLAS II A BORD DU « STANDARD »

Au printemps de 1907, nous allâmes faire un voyage sur un petit yacht impérial qu'on nommait *Néra*. Nous longeâmes les côtes de la Finlande en nous arrêtant dans leurs golfes aux bords rocheux et arides. Là les jours sont longs en été, les nuits presque aussi claires que le jour, mélancoliques et énervantes. L'Empereur aimait ces golfes, paisibles comme des lacs, la mélancolie de ces rives. Il ramait dans un petit canot, en compagnie de son fils.

J'avais dix ans. C'est alors que je vis pour la première fois l'Empereur. Notre yacht mouillait dans une baie paisible. Le matin nous courions en maillot à travers le navire, aidant les matelots à laver le pont et nous baignant ensuite dans l'eau fraîche du golfe. Nous aimions grimper le plus haut possible sur le mât et marquer notre nom à l'endroit que nous avions pu atteindre.

Un matin je vis mon père monter dans un canot à vapeur. Je lui demandai d'aller avec lui et sautai dans le canot sans attendre sa réponse; mais il me fit descendre en me disant :

— L'Empereur est sur son yacht dans les environs. Je me hâte de le rejoindre. Va demander une jumelle. Le temps est beau et tu verras là à droite la silhouette du *Standard*, le yacht de l'Empereur.

Onze heures sonnaient quand j'entendis les officiers affaires donner l'ordre d'aligner tout l'équipage sur le pont. Un instant après retentit la salve de cent un coups de canon. Glissant sur l'eau calme, le yacht du souverain venait à nous. Bientôt nous distinguâmes le pavillon de Sa Majesté, ce qui signifiait que Nicolas II était à bord.

Sur le pont, assis dans des fauteuils de paille, l'Empereur et mon père causaient. Le souverain avait l'air dispos et tranquille. Il était en uniforme blanc de marine.

Petit de taille, il avait néanmoins l'allure auguste et imposante. Très amical et avenant, mais toujours réservé, il ne fut jamais intime qu'avec sa plus proche famille. Même quand j'étais enfant, ses yeux m'ont frappé, ses yeux bleus qui semblaient vous donner toute leur attention. Plus tard je vis souvent ces yeux, qui restèrent toujours impénétrables sous leur aspect de douce indifférence.

Immobile, nous restions à regarder le yacht, qui passa tout près de nous. Mon frère, âgé de cinq ans, avait grimpé aussi haut qu'il pouvait, et, au garde à vous, rendit les honneurs avec son fusil de bébé. En le voyant, l'Empereur lui fit un geste amical de la main et dit quelques mots à mon père, qui sourit.

Nous n'eûmes pas le temps de voir ni les enfants impériaux, ni les matelots du *Standard* qui bientôt disparut comme une vision. Nous attendîmes avec impatience le retour de mon père, pour savoir ce que l'Empereur avait dit en nous regardant. Mais mon père avait l'air préoccupé et nous dit qu'il ne s'en souvenait pas.

AU PALAIS ELAGUINE

Après une courte randonnée, nous reprîmes la route de Cronstadt, pour aller nous fixer au Palais de l'île Elaguine, près de Pétersbourg, qui nous était désigné dorénavant pour résidence d'été.

Parmi toutes les îles voisines de Saint-Pétersbourg, dont j'ai déjà parlé, l'île Elaguine est la plus belle. Un riche particulier,

Elaguine, en avait fait don jadis à l'empereur Alexandre I^r, après la victoire de ce souverain sur Napoléon. Quand on traverse le pont qui y mène, on voit, à droite, la façade blanche du Palais avec sa rangée élégante de colonnes, pur spécimen du style empire russe, créé au début du xix^e siècle. L'accès du grand jardin aux chênes énormes et centenaires, au parterre splendide, est interdit aux profanes. Cette demeure a été créée pour le repos et le plaisir des souverains et elle a toujours rempli fidèlement son rôle. Ce ne fut qu'à nous, enfants, qu'elle ne sut pas plaire.

On avait fait tous les préparatifs nécessaires pour nous recevoir. Le parc était entouré d'une haie très haute, bordée de fil de fer barbelé. A l'entrée principale, avaient été installées trois grilles successives, gardées par la police à pied et à cheval, renforcée par des mitrailleuses. On changeait chaque jour le mot de passe : faute de le connaître, on ne pouvait pénétrer dans le domaine impérial d'Elaguine. Des fils de fer barbelés longeaient la rivière où circulaient sans cesse des vedettes montées par des policiers ; tout cela rendait impossible l'accès de ce côté.

Une fois entré dans le parc, on respirait plus librement. Une large avenue aboutissait à la terrasse du château, flanquée de lions en marbre.

A l'intérieur, avaient été faits d'importants aménagements. Dans l'aile gauche s'étendait la longue salle à manger, où jadis les souverains prenaient leurs repas, avec leur famille; on y avait disposé une vaste table recouverte d'un tapis vert. C'est là que, sous la présidence de mon père, devait siéger le Conseil des ministres. Dans la pièce voisine fut installé le cabinet de travail de mon père. C'était le « salon rose », le salon de l'impératrice Alexandra, femme de Nicolas I^r, celle qui, bouleversée par la révolte de décembre, avait gardé toute sa vie un hochement nerveux de la tête. Des bronzes magnifiques décorent cette pièce; nous les contemplions par la fenêtre, car l'accès de cette partie du Palais nous était rarement permis. Dans l'autre aile, le grand salon bleu et le petit salon pompeien nous étaient bien connus. Sur les murs de marbre du salon pompéien, des nymphes dansantes nous contemplaient en souriant. Au centre du palais se trouvait la grande salle ovale, à double rangée de fenêtres. C'était la salle de danse du Palais. Mais

depuis la mort tragique d'Alexandre II, on y dansait peu.

Alexandre III était un homme à la poigne de fer, au visage sérieux et imposant, qu tout le monde respectait et craignait. Un jour qu'il était à la chasse, on vint lui dire qu'un ambassadeur sollicitait une audience extraordinaire ; il répondit : « Quand l'Empereur de Russie est à la chasse, l'Europe peut attendre », et il continua sa chasse.

Alexandre III ne donna que rarement au palais Elaguine de ces grands bals que son père avait tant aimés. C'était, sous son aspect bourru, un excellent mari et père et, dans le fond, un homme très timide. Mon père, alors très jeune, se trouvait une fois en qualité de chambellan auprès de lui. C'était à une grande cérémonie et le Tsar s'apprêtait à prononcer un discours ; or il vit avec surprise que la main de l'Empereur, qui tenait le feuillet du discours, tremblait de nervosité. L'impératrice Marie, son épouse, jeune et gaie, était aimée de la société de Pétersbourg et se plaisait à danser en petit comité dans la grande salle ovale du Palais Elaguine. L'Empereur contemplait avec une bonté souriante ces fêtes intimes, auxquelles il reprochait seulement de se terminer trop tard. A un certain moment, il ordonnait à l'orchestre de s'arrêter et faisait éteindre les lumières.

Notre famille prenait ses repas à une table ovale, toujours ornée de fleurs cueillies dans les serres du palais qui, de tout temps, furent considérées comme les plus belles de la Russie.

Nos chambres se trouvaient au premier étage. Elles étaient assez basses de plafond et profondes, selon l'usage du temps auquel elles remontaient. Dans le petit salon vert de maman, un portrait équestre d'Alexandre I^e faisant son entrée à Paris était suspendu au-dessus du canapé. Des portraits de jeunes et jolies femmes par Isabey, attiraient notre curiosité. C'étaient des dames de la Cour qui avaient, sans doute, accompagné les souverains aux Congrès de Vienne et de Vérone, qui avaient connu Alexandre I^e, le souverain aux cheveux dorés, au sourire énigmatique. Lui-même séjourna plus d'une fois dans ces pièces et s'y reposa du bruit des fêtes, des discours et des sourires de command... .

Les claires nuits de printemps, aux environs de Pétersbourg, sont si embaumées, qu'on a de la peine à dormir. On est

pénétré d'une confuse mélancolie. Nous-mêmes, enfants, étions souvent en proie à d'obscurs malaises. Nous dormions mal dans ce palais si beau, mais qui nous faisait l'effet d'une prison.

On tâchait de nous amuser le plus possible, mais les ressources étaient limitées. Plusieurs canots à vapeur étaient à notre disposition pour des promenades dans le golfe, et le gros capitaine attaché à ce service variait nos excursions. En face du palais se trouvaient les écuries et le manège, long édifice à colonnes orné de statues de héros antiques. Nous aimions monter à cheval, mais on nous laissait rarement quitter le parc. Le reste de l'île, avec ses villas élégantes, son public bruyant, nous semblait un paradis défendu. Il y avait une vieille maison à colonnes qui semblait hantée : ses volets étaient toujours fermés, son jardin était devenu d'une sauvagerie indescriptible. Le silence de cette habitation frappait notre imagination ; là tout dormait d'un sommeil séculaire ; chez nous, au palais Elaguine, régnait une vie fiévreuse. Les hauts fonctionnaires venaient faire leurs rapports et, l'air soucieux, disparaissaient par la porte, à nous interdite, du salon rose. Le Conseil des ministres siégeait souvent et prenait de graves décisions.

A BORD DE L'« ALMAZE »

Pendant l'été de 1909, mon père put obtenir un long congé. On mit à notre disposition le yacht impérial *Almazé*, et nous partimes pour une longue croisière. *Almazé* veut dire en russe *diamant*. En effet, ce navire spacieux, luxueux et élégant ressemblait à une grande pierre précieuse. Pendant la guerre russo-japonaise, il avait été envoyé en Extrême-Orient avec tous les autres navires de la Baltique, en état de supporter quelques pièces de canon. Il échappa au sort tragique de notre flotte.

Nous longeâmes les côtes suédoises et norvégiennes ; à toutes les escales, des personnages officiels et un grand nombre de visiteurs venaient à bord. Un jour, nous apprimés que l'empereur d'Allemagne, qui naviguait alors dans la Baltique, cherchait à rencontrer mon père. Plongé dans les problèmes de politique intérieure, celui-ci évitait de se mêler officiellement aux questions diplomatiques. Nous tâchâmes donc de nous dérober à cette entrevue, et le kaiser dut se mettre à notre

poursuite. A chaque escale, nous apprenions que Guillaume II venait d'y passer ou bien qu'il y était prochainement attendu.

L'été était chaud et calme. L'*Almaze* glissait le long des côtes norvégiennes. Il fallait pourtant revenir. Nous ne devions plus revoir notre beau navire qui, pendant la guerre, fut transféré dans la mer Noire. A son bord, pendant la révolution, devaient être assassinés les officiers de la marine russe. On les recherchait la nuit sur la côte, et on les amenait en canot à vapeur sur l'*Almaze*. Vers le matin, les cadavres en uniforme blanc étaient précipités dans l'eau, avec un poids attaché aux pieds.

Quand les troupes anticomunistes occupèrent Odessa, on fit descendre dans ces parages un scaphandrier. Arrivé au fond de la mer, il aperçut tout un peuple en uniformes blancs. Les officiers debout, en foule compacte, des poids attachés aux pieds, s'avançaient en se balançant vers lui et le fixaient de leurs yeux éteints. Quand le malheureux revint à la surface, il était devenu fou. Ainsi, depuis des années, dans la mer Noire comme dans la Baltique, se tiennent, roides et au garde à vous, des spectres en uniformes blancs, et parmi eux peut-être ceux qui naviguaient jadis à bord du *Diamant* impérial.

A l'automne de 1909, mon père, revenu à Elaguine après l'entrevue dans la Baltique de notre Empereur avec les souverains anglais, nous montra beaucoup de photographies curieuses. Sur l'une d'elles, on voyait notre père causant avec le roi Édouard. Le premier ministre et le souverain surent se charmer mutuellement. Mon père avait été frappé de l'atmosphère de cordialité qui régnait entre les membres de notre maison impériale et la famille royale d'Angleterre; les uns et les autres étaient heureux de se revoir et de causer ensemble. Politique et étiquette étaient oubliées.

RASPOUTINE

« J'ai accordé audience ce matin à un paysan de Sibérie, Grégoire Rasputine, écrivait un jour l'Empereur à mon père; j'avais l'intention de causer avec lui dix minutes et je l'ai gardé plus de deux heures. Je crois qu'il a une grande force magnétique bienfaisante. Si vous lui accordez audience et lui permettez d'approcher votre fille Nathalie, peut-être Rasputine

serait-il en état de rendre définitive la convalescence de la pauvre petite. »

Ce fut la seule fois que Raspoutine se présenta chez nous au Palais d'Hiver.

Il avait, en effet, des yeux extraordinaires, une intensité de regard capable certainement d'exercer de l'influence sur les gens nerveux. Il agaça ma sœur Nathalie lorsqu'il murmura près de son lit une prière et lui dit quelques phrases au sens obscur, comme il aimait à le faire.

Raspoutine ne revint jamais chez nous, car il avait déplu à mon père. Mais il sut gagner la confiance de l'Impératrice, qui prétendait que sa présence faisait du bien au Tsarévitch malade. Raspoutine n'avait, à cette époque, aucune influence sur les affaires d'État, mais la présence fréquente de ce paysan auprès de la famille impériale faisait jaser. Mon père en parla plusieurs fois au Tsar, qui répondait invariablement que la présence de Raspoutine était une affaire personnelle, privée, de la famille impériale. Néanmoins, tant que mon père fut vivant, Raspoutine ne séjourna que peu dans la capitale, et fut contraint de demeurer la plupart du temps dans sa province éloignée de Tobolsk en Sibérie.

LES PRESSENTIMENTS DE NICOLAS II

En 1910, on inaugura à Pétersbourg un monument élevé à la mémoire de l'empereur Alexandre III, au « Tsar pacificateur » comme on l'appelait. Nous assistâmes à la cérémonie.

La place, au bout de la Perspective Nevsky, avenue principale de Pétersbourg, était couverte de monde. Nous étions placés non loin de la loge impériale. Le moment vint où l'étoffe blanche qui recouvrait le monument, glissa lentement et le découvrit aux yeux de tous. Nous vimes apparaître la silhouette énorme et lourde de l'Empereur de bronze, assis sur un cheval colossal. D'une main, il tenait les rênes et semblait dompter l'animal, l'autre était appuyée sur la hanche. Le regard concentré du monarque montrait sa résolution inébranlable d'aboutir à son but et de vaincre.

Le défilé des troupes commença. Les régiments étincelants de la Garde passaient devant l'Empereur vivant et l'Empereur de bronze. Quant vint le tour des vieux grenadiers aux grands

bonnets de fourrure, l'Empereur tira son épée et, se mettant à leur tête, commanda lui-même la manœuvre. L'empereur Nicolas II avait une voix au timbre argenté, dont le charme fascinait les cœurs. On dit qu'Alexandre I^e eut jadis une voix semblable.

Les désordres de 1905, qui avaient eu leur répercussion dans l'armée, n'avaient pas diminué l'amour de l'Empereur pour ses troupes. Il avait conscience d'être le premier soldat, le premier gentilhomme de son Empire. Et ce jour-là, comme toujours lorsqu'il était en contact avec ses soldats, le visage du souverain, ce visage aux yeux ordinairement tristes de l'homme qui sait qu'il porte une croix et qu'un calvaire l'attend, était éclairé d'un sourire particulier.

Un jour que l'Empereur causait avec mon père de l'avenir de la Russie, il ne put lui dissimuler la tristesse qui l'envahissait chaque fois qu'il pensait au sombre avenir de son pays et au sien propre. Mon père protesta :

— Regardez dans le calendrier quel jour je suis né, dit alors l'Empereur.

Lorsque mon père trouva la feuille voulue, il vit que l'Empereur était né le jour de l'infortuné Job, de Job qui, couché sur son grabat de souffrances, avait vu la ruine de sa maison et de ses biens, et la mort de ses proches et de sa famille. Le souverain apercevait-il déjà dans les brumes de l'avenir la cave sombre d'une maison perdue dans les neiges de la Sibérie, la cave qui, dix ans plus tard, par une lugubre nuit, devait s'inonder du sang de sa famille et du sien ?

LE DRAME DE KIEV

Non seulement mon père avait réussi à apaiser les troubles révolutionnaires, mais il poursuivait, malgré les difficultés que lui créaient, à la Douma, à la fois l'extrême-droite et la gauche, sa politique de réforme, surtout de réforme agraire, qui devait permettre à un nombre très important de paysans d'accéder à la propriété.

L'année 1911 arriva. L'été fut très chaud. A la fin d'août, mon père partit pour Kiev, capitale de l'Ukraine, où l'Empereur était attendu pour l'inauguration du monument élevé à son aïeul, l'empereur Alexandre II.

Une série de cérémonies était préparée dans cette ville ; le Tsar devait notamment recevoir les députations des États provinciaux, que mon père avait, par décret impérial, institués quelques mois plus tôt dans les provinces de la Russie occidentale. Ce fut le dernier voyage de mon père. La balle de l'assassin le guettait.

Kiev, berceau de la Russie, ville riante, bâtie sur des montagnes boisées dominant le large Dnièper bleu, était remplie d'une foule énorme. L'Empereur, avec sa Cour et les plus hauts dignitaires du pays, était arrivé. On se répétait à voix basse que la police était mal organisée, les personnages officiels mal gardés. On sentait qu'un drame se préparait.

Cependant, les fêtes se déroulaient suivant le programme prévu. On inaugura solennellement deux monuments ; puis vint le tour de recevoir les députations et enfin les manœuvres des troupes.

Mon père, comme à l'ordinaire, ne prenait nul soin de sa vie. Il ne semblait pas remarquer qu'à Pétersbourg, il était toujours bien gardé et qu'ici il ne l'était pas du tout. Il se promenait seul à pied dans la ville, inspirant les pires craintes à ses amis, qui comprenaient qu'un tel afflux de hauts personnages à Kiev pouvait provoquer facilement un acte criminel.

On savait, d'après les renseignements de la police secrète, qu'une terroriste dangereuse, venant de l'étranger, était attendue à Kiev. On n'avait pas encore arrêté les membres de l'organisation dont cette terroriste faisait partie, afin de ne pas l'alerter et de pouvoir la saisir à son arrivée. Tels étaient les renseignements de la police secrète. Ils provenaient principalement des rapports d'un jeune collaborateur de celle-ci, un nommé Bagroff, nouvellement attaché à ses services. Les chefs de la police semblaient attacher une grande importance aux révélations de Bagroff.

Les fatigantes journées de fêtes officielles se succédaient. L'air était chaud et orageux. On donna une fête dans le jardin de l'Industrie. C'était un parc splendide dominant le Dnièper. À cette fête, les gens de la suite de mon père remarquèrent, ainsi qu'ils avaient déjà eu l'occasion de le faire, la présence, près du photographe des cérémonies, d'un jeune homme pâle. Ce jeune homme fixait du regard mon père et ne semblait voir rien d'autre. Ces personnes furent étonnées du regard obstiné

et fiévreux de celui qu'ils prenaient pour l'aide du photographe. Ce jeune homme était Bagroff, agent secret de la police et assassin de demain.

Dans la soirée du 1^{er} septembre (vieux style) devait avoir lieu au théâtre de Kiev une représentation de gala en présence du souverain et de la Cour. On donnait le *Tsar Saltane*, opéra de Rimsky-Korsakoff. Les spectateurs étaient tous des invités, priés par les pouvoirs locaux qui, naturellement, connaissaient très bien chaque invité ; toutefois quelques fauteuils du parterre étaient mis à la disposition de la police.

Le matin même, mon père demanda si on était parvenu à arrêter cette terroriste arrivant de l'étranger et dont on parlait tant. On lui répondit que non, mais que cela n'avait maintenant qu'une importance secondaire, puisqu'on était au dernier jour du séjour à Kiev et qu'il ne restait, en fait de cérémonie officielle, que le spectacle du soir, dans une salle de théâtre, facile à garder et à surveiller. Le lendemain, tout le monde devait quitter Kiev.

Le soir arriva. La salle de théâtre était comble. L'Empereur entra dans sa loge suivi de ses deux filles ainées et du prince héritier de Bulgarie (actuellement roi Boris de Bulgarie) arrivé à la tête d'une députation de son pays, pour prendre part aux fêtes. Au premier rang des fauteuils d'orchestre était assis mon père.

Entre le second et le troisième acte, alors qu'une grande partie des spectateurs, profitant de l'entr'acte, avait quitté la salle et que la loge impériale était déserte, mon père se leva et, appuyé à la balustrade qui séparait l'orchestre de la salle, parla aux personnes qui, l'une après l'autre, venaient le saluer.

Personne ne prit garde que, de l'un des fauteuils, un jeune homme s'était levé. Il s'avanza dans le passage ménagé au milieu de la salle, entre les fauteuils, et, arrivé à hauteur du troisième rang, il tira un revolver de sa poche et, visant mon père, fit deux fois feu. Les deux détonations s'entendirent très nettement au milieu du silence relatif qui régnait dans la salle.

Au premier moment, mon père, quoique mortellement blessé, sembla ne s'être pas rendu compte de ce qui venait de se passer. Il restait debout, appuyé à la balustrade lorsque,

baissant la tête, il vit son gilet blanc qui s'inondait de sang. Alors, d'un geste tranquille, il posa son chapeau et ses gants blancs, qu'il tenait à la main, sur la balustrade et fit de la main un geste qui voulait dire : « Maintenant tout est fini ». Puis il s'affaissa dans un fauteuil.

Au bruit des coups de feu, la salle se remplit d'un monde affolé. L'Empereur rentra en courant dans sa loge. A la vue du Tsar, mon père, craignant probablement pour sa vie, lui fit de la main signe de se retirer. Mais le souverain, fixant mon père du regard, restait muet et pétrifié. Alors, soutenant de sa main gauche sa main droite blessée, mon père envoya sa bénédiction à l'Empereur et dit d'une voix faible, mais ferme, à ceux qui se pressaient autour de lui :

— Faites dire à l'Empereur que je suis heureux de mourir pour lui et pour la Russie.

Puis il perdit connaissance.

Cependant, l'assassin avait voulu, profitant de la stupeur du premier moment, s'enfuir de la salle quand un officier lui barra le passage. En même temps, des spectateurs, indignés, se ruaient sur lui de toutes parts. Deux invités sautèrent d'une loge du premier étage et, au risque de se blesser grièvement, tombèrent de tout leur poids, l'un juste sur l'assassin, l'autre à côté. Pressé de toutes parts, le meurtrier gisait à terre, au milieu d'un amas de gens, dans une confusion indescriptible. Une minute de plus et il était lynché. C'est alors qu'un officier de police, qui avait gardé son sang-froid, tira son épée et, déclarant l'assassin arrêté, le fit conduire, sous escorte, dans un local du théâtre.

Le chef de la police qui s'était absenté arriva en toute hâte, le visage hagard. Il vit un jeune homme, le visage inondé de sang, les habits déchirés.

— C'est Bagroff qui nous a trahis, cria-t-il au paroxysme de l'émotion, le scélérat !

Et, dans sa fureur impuissante, il le secouait par les épaules.

Dans une autre pièce où on l'avait transporté, mon père recevait les premiers soins des chirurgiens. Il était sans connaissance... On décida de le transporter dans une clinique.

L'Empereur était rentré dans sa loge, car le public ému et terrifié voulait le voir. Le souverain s'avança au bord de la loge et se tint debout, grave, pâle, immobile. On éteignit

en signe de deuil une partie des lustres et toute la salle debout, ainsi que l'orchestre et les acteurs qui s'étaient rassemblés sur la scène, entonnèrent par trois fois l'hymne national russe. Dans les moments d'intervalle, on entendait des pleurs et des cris de femmes.

Le Tsar parti, tous les spectateurs quittèrent le théâtre. Des habitants de Kiev réveillés se joignaient à eux en foule. Il était deux heures du matin, mais personne ne songeait à rentrer se coucher. Le lendemain le haut clergé de Kiev, archevêques et évêques en tête, chanta plusieurs *Te Deum* dans les églises de Kiev. Le désespoir était sur tous les visages. La rue, devant la clinique où mon père avait été conduit, était obstruée par la foule qui stationnait. Tout le monde sentait qu'un malheur venait de frapper la Russie.

La balle qui avait atteint mon père en pleine poitrine avait d'abord heurté la croix de l'ordre de Saint-Vladimir; puis changeant sa direction première vers le cœur, elle avait traversé un poumon et était allée se loger dans le foie.

Saint Vladimir est le patron de la ville de Kiev. C'était lui qui avait empêché que mon père ne fût tué sur le coup et les habitants de Kiev, ainsi que toute la Russie, voyant dans ce fait un miracle, avaient foi dans la guérison. Les *Te Deum* se célébraient dans toutes les églises de l'Empire.

En effet, le second jour, la santé de mon père sembla s'améliorer. Le matin il demanda un miroir et, après avoir contemplé longuement son visage, il déclara qu'il espérait pouvoir encore servir son pays. Il put recevoir la visite de l'Empereur et de quelques hauts fonctionnaires. Il envoya chercher des nouvelles du chef d'orchestre blessé par la seconde balle qui l'avait atteint après avoir traversé la main de mon père. Il continuait à se préoccuper des affaires de l'État. Même blessé, il vouait toutes ses pensées à la Russie.

Ma mère était accourue de notre propriété de Lithuanie. Elle restait nuit et jour au chevet du blessé. Soudain, le mal empira. Le cœur commençait à faiblir, et bientôt après, ce fut l'agonie.

Dans ses longues heures de délire, mon père s'efforçait encore de parler des affaires de l'État. Un de ses secrétaires tâchait de noter chaque parole intelligible. Mon père parlait de la réforme agraire, des États provinciaux et surtout du

problème des régions limitrophes de l'Empire, problème dont il avait voulu s'occuper spécialement à son retour de Kiev.

— Le plus grave problème de ce moment, répétait-il dans son délire, c'est la Finlande.

Dans la nuit du 18 septembre 1911, après cinq jours de souffrance, il rendit le dernier soupir. A travers les immenses plaines russes on entendit le glas funèbre, le glas de la mort. Les *Té Deum* étaient remplacés par l'office des morts.

APRÈS LE CRIME

Le testament de mon père, rédigé depuis longtemps, commençait par ces mots : « Je veux être enterré là où l'on m'aura assassiné. »

Durant les derniers jours du séjour à Kiev, mon père avait accompagné le Tsar dans sa visite à l'ancien et vénérable couvent de Kiev, la *Lavra*. Dans les premiers temps de l'histoire de la Russie, des ermites avaient vécu dans des cavernes creusées sur son emplacement. La montagne, boisée de grands arbres, descend vers le Dniéper. C'est un lieu de solitude et de recueillement. Bien des saints de Russie et de héros dorment leur dernier sommeil dans l'enceinte de la *Lavra*. A l'ombre d'une des églises se trouve exposée à la vue de tous la tombe de deux héros de la Russie, Kotchoubey et Iskra, qui sacrifièrent leur vie afin de sauver l'Ukraine de l'invasion suédoise à l'époque de Pierre le Grand. L'Empereur et sa suite s'arrêtèrent près de ces tombes vénérées.

— On doit bien dormir ici du sommeil éternel, dit mon père à ceux qui l'entouraient.

Et quelques jours plus tard Stolypine, nouveau héros national, fut enterré dans le couvent de la *Lavra* à côté des deux héros de la Russie d'autrefois, Kotchoubey et Iskra.

« C'est une chose qui ne s'est jamais vue, disait-on à ma mère ; l'homme n'est pas encore enterré et déjà, dans toute la Russie, on réunit l'argent pour lui élever un monument. » En effet, la Russie voulut que le monument de son dernier homme d'État fût dressé avec le concours de tous. Les citoyens russes s'empressaient d'apporter leur petite offrande. La première fut celle de l'Empereur.

On nous avait habillés de deuil et amenés à Kiev pour

assister aux longues et pompeuses funérailles. Bien trop pompeuses pour celui qui, durant toute sa vie, fut la simplicité même. Une foule de hauts dignitaires et les députations accourues de toutes les régions de la Russie, pleuraient près du cercueil encore ouvert, et dehors pleuraient des foules innombrables. Parmi les monceaux de couronnes envoyées de toutes parts je distinguai deux croix en fleurs blanches, envoyées par les deux Impératrices. Une image du Christ, encadrée dans une couronne d'épines, fut apportée par la députation du ministère de l'Intérieur. On la mit sur la poitrine de mon père, percée par la balle de l'assassin.

Les régiments rendirent les honneurs, on déposa le cercueil dans la tombe fermée à jamais. Un an après, l'image de mon père devait revivre dans le bronze.

Quelques années auparavant, Stolypine avait dit :

« Chaque matin, en me réveillant, je fais ma prière ; je considère la journée qui commence comme étant la dernière de ma vie, et je me prépare à remplir mon devoir, le regard déjà tourné vers l'éternité ; en rentrant le soir, je remercie Dieu pour la journée de plus qu'il m'a accordée.

« Ceci est la seule conséquence de la certitude que j'ai de la fin non lointaine de ma vie par laquelle je devrai payer pour mes idées. Et parfois je sens nettement que le jour viendra où le projet du meurtrier devra enfin réussir. »

La mort interrompt, dans sa période la plus féconde, l'activité de Stolypine, l'arracha de ce monde avant qu'il eût terminé l'œuvre, but de toute sa vie et pour laquelle il était né.

« Notre but principal, avait-il dit jadis à un journaliste, est de fortifier le peuple agriculteur. En lui réside toute la force du pays. Il compte plus de cent millions d'individus. Si les racines du pays deviennent robustes et saines, croyez-moi, les paroles du gouvernement russe se feront entendre tout autrement en Europe et dans tout l'univers.

« Le travail commun, fondé sur la confiance réciproque, voilà notre mot d'ordre, celui de tous les Russes.

« Donnez au pays dix ans de calme intérieur et vous ne reconnaîtrez pas la Russie actuelle. »

La Russie impériale, disparue depuis, emportant avec elle ses espérances, ses erreurs et tout un passé de gloire, fut

douloureusement émue par cette mort et eut le vague pressentiment de ses désastres futurs. L'empereur Nicolas II exprimait le sentiment de la nation entière, quand, à propos du monument qu'on élevait à Stolypine, à Kiev, il écrivait ces lignes :

« Inclinons-nous devant cette mort exceptionnelle, étonnante et héroïque de Stolypine et apportons notre obole à l'œuvre d'amour et de vénération de sa glorieuse mémoire, à l'élevation d'un monument au plus digne. »

Un tribunal extraordinaire condamna l'israélite Bagroff à la peine capitale. Il fut pendu en frac tel qu'il était vêtu lors de son arrestation au théâtre.

Personne ne sut jamais quels étaient les vrais auteurs du crime, ceux qui avaient armé le bras du jeune fanatique. Il resta muet et l'on ne put rien tirer de lui.

L'enquête et le jugement n'apportèrent officiellement aucune information sur l'affaire. Les vrais auteurs du meurtre restèrent inconnus. La Russie poursuivit son existence; mais une page de son histoire était tournée.

A. STOLYPINE.

LA PROTECTION DES CIVILS CONTRE LE DANGER AÉRIEN

Deux séries d'articles de la *Revue* (1) ont déjà eu pour but d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions générales dans lesquelles se présente le danger aérien et de hâter l'exécution des mesures propres à y parer. Mais les résultats sont lents à venir. Il est donc opportun de signaler à nouveau les mesures grâce auxquelles la protection des populations civiles contre le danger aérien pourra être réalisée, et par suite doit être réalisée. Le Gouvernement vient du reste de marquer l'importance qu'il attache à ce problème en chargeant la plus haute personnalité militaire française, M. le maréchal Pétain, de coordonner les efforts des divers ministères.

Le danger aérien devient en effet chaque jour plus grand à mesure que croissent le rayon d'action des avions et le poids des projectiles qu'ils peuvent emporter. Hier la portée pratique des bombardements ne dépassait pas 200 kilomètres : elle est maintenant de 400 environ, et certains types d'avions peuvent porter leur attaque à 600 kilomètres et même davantage. Les appareils de bombardement de jour portent en moyenne 400 kilogrammes de bombes, ceux de nuit 1 000 à 2 000, et quelques-uns, rares encore, 5 000 et plus.

Les plus dangereux de ces projectiles sont toujours les obus explosifs, dont les petits sont très vulnérants pour le personnel tandis que les plus gros amènent l'effondrement de tout

(1) Voyez *la Maîtrise de l'air*, dans la *Revue* des 15 mars, 1^{er} mai, 1^{er} juillet, 1^{er} novembre 1927 ; et *Préparons la défense anti-aérienne*, dans les livraisons des 15 mars, 1^{er} et 15 avril 1929.

immeuble atteint. Les obus incendiaires sont également capables de très gros dégâts. Les obus à gaz, par lesquels l'imagination des populations est surtout frappée, sont pourtant relativement les moins efficaces, car les gaz de combat, pour agir, doivent être employés en très grande quantité.

Si puissantes que soient les aviations d'aujourd'hui et de demain, elles ne pourront de longtemps concentrer sur un objectif des poids de projectiles comparables aux milliers de tonnes que déversaient les grandes actions d'artillerie de la guerre mondiale, et celles-ci n'ont jamais empêché complètement de vivre et de combattre. Il ne faut pas oublier que l'avion ne peut pas régler son tir : il passe à grande vitesse sur l'objectif et ne peut pratiquement pas y revenir, surtout dans une expédition de nuit, et même s'il y revient, le problème de tir reste chaque fois nouveau. N'oublions pas non plus que la moitié de la superficie d'une ville consiste en rues, places, jardins, rivières, où les bombes tombent sans grand effet.

En outre, parallèlement à la puissance croissante de l'aviation, la défense anti-aérienne a vu croître la sienne. Les méthodes de commandement et de réglage ont progressé d'une manière notable. Les pièces d'artillerie des modèles récents, grâce à l'augmentation de la vitesse initiale, portent plus loin et leurs projectiles ont une durée de trajet moins grande, ce qui rend le tir plus facile et plus efficace. Des mitrailleuses de fort calibre, beaucoup plus puissantes que les modèles précédents, jouissent d'avantages analogues. La chasse de nuit, étudiée et organisée, est devenue pour les avions de bombardement, là où elle fonctionne, un adversaire redoutable.

Si donc on ne doit pas cacher le danger très grave découlant des attaques aériennes, s'il est indispensable d'en avertir la population tout entière, puisque tout entière elle y sera exposée et devra se prêter à l'application des moyens de défense destinés à la protéger, on a également le devoir de lui exposer qu'à ce danger, comme à tout autre, il y a une parade, et de faire en sorte qu'elle ait la certitude que tout le possible a été fait et toutes les mesures soigneusement prises pour la protéger. Ce danger serait terrible et causerait des pertes très cruelles s'il prenait au dépourvu, mais il peut être ramené à des limites admissibles, si on a su prévoir les procédés appropriés et enseigner comment ils doivent être mis en œuvre. Il faut donc qu'on ne

craigne pas d'en parler, qu'on expose franchement la situation, sans bluff et sans exagération, et que la nation, instruite de la part qu'elle aura à prendre à sa propre défense, participe volontairement à la préparation de celle-ci, fournisse le nombreux personnel spécial nécessaire et accepte les charges nouvelles qui résulteront de l'instruction à donner à ce personnel d'abord, à la nation tout entière ensuite, et celles entraînées par la réunion et l'entretien des matériaux indispensables.

LES SERVICES À ASSURER

Avant de parler de ce qui concerne le choix et l'instruction du personnel participant à la défense, il convient de dire au préalable quelques mots des services à assurer pour permettre de juger des besoins à satisfaire.

On distingue en matière de défense anti-aérienne : les moyens actifs destinés à combattre l'aviation ennemie et à lui infliger des pertes; et les moyens passifs de protection destinés à diminuer les pertes en personnel et les dégâts.

Les uns et les autres, pour être mis en œuvre en temps utile, doivent être actionnés par un *Service de guet* capable de découvrir au plus tôt l'attaque aérienne, de discerner son itinéraire, et par suite de préciser les objectifs probables à prévenir.

C'est au ministère de la Guerre qu'incombe la direction d'ensemble des mesures relatives à la défense anti-aérienne. Il est tout spécialement chargé du service de guet et de l'emploi des moyens actifs, à l'exception de la défense active des ports de guerre et du guet sur les côtes dont la responsabilité incombe au ministère de la Marine; le ministère de la Guerre met à la disposition de celui-ci le personnel et le matériel nécessaires au fonctionnement des moyens actifs de défense des côtes en dehors des ports militaires. La liaison entre la défense anti aérienne des côtes et celle des régions militaires qui les avoisinent, est dès maintenant bien assurée par l'agencement du commandement. Il en est de même pour la coordination des moyens de défense anti-aérienne des armées avec ceux de la portion du territoire comprise dans la zone des armées. Le ministère de l'Air doit fournir au ministère de la Guerre et à celui de la Marine, les avions et les ballons nécessaires.

Le ministère de l'Intérieur s'occupe de tout ce qui a trait aux mesures passives de protection des populations. Celui des Travaux publics intervient dans celles relatives aux voies de communication, etc....

SERVICE DE GUET ET SERVICES CONNEXES

Avec le guet proprement dit, composé de postes d'observation travaillant par la vue, par l'écoute et par la radiogoniométrie, se conjuguent : un service de transmissions; des bureaux de renseignements rapprochant les avis fournis, en déduisant l'itinéraire probable des expéditions de bombardement, et avertisissant les points menacés; un service d'alerte et d'extinction des lumières en chacun de ces points.

Le service de guet est organisé par les autorités militaires et est complètement militarisé. Sauf un très petit nombre d'officiers provenant de l'armée et de la marine actives, son personnel est demandé aux réserves.

Dans la zone des armées, le service de guet des troupes concourt, en déclenchant l'entrée en action de leurs moyens propres de défense, à la protection des populations; mais cela ne dispense pas d'y organiser le service général du guet au profit de l'intérieur du territoire.

Sur les côtes, la sécurité sera bien précaire partout où l'ennemi, maître de la mer, empêcherait la sortie des navires légers chargés d'établir au large une première ligne de surveillance. Le guet côtier et les moyens actifs relevant de la marine concourent à la sécurité des populations comme ceux des armées sur le front terrestre. La coordination avec les moyens du territoire est assurée par des bureaux de renseignements communs aux deux services.

L'organisation du service général du guet ne dispense pas de créer dans toutes les localités importantes un service local d'alerte et d'extinction des lumières, en liaison avec les bureaux de renseignements. En raison de son importance, ce service local devra être militarisé.

Jusqu'à présent, on s'était contenté de deux lignes de guet, une voisine de la frontière, l'autre située à peu près à mi-distance entre celle-ci et les principaux objectifs probables. Les nouvelles possibilités de l'aviation, y compris les attaques

aériennes venant de la mer, obligent à tendre sur tout le territoire national un quadrillage de postes de guet situés tous les 40 à 50 kilomètres environ. En conséquence, le personnel du guet et services connexes devra être à peu près décuplé. L'instruction du personnel ancien a besoin d'être sérieusement complétée, celle du nouveau est à faire entièrement. Il s'agit d'environ 20 000 hommes dont une forte proportion d'officiers et de gradés.

MOYENS ACTIFS

Les moyens actifs comprennent : l'aviation de chasse de jour et de nuit; l'artillerie; les projecteurs; les mitrailleuses; les ballons de protection. Ils sont tous servis actuellement par du personnel militaire.

Disons tout de suite, bien que cela paraisse au premier abord paradoxal, que le rôle de l'aviation de chasse n'est qu'éventuel et restera souvent fort restreint dans la défense anti-aérienne du territoire. En effet, nous ne possédons déjà pas assez d'aviation de chasse de jour pour le travail à faire sur le front des armées, et ce serait une lourde faute d'en distraire une partie, pour la maintenir à l'intérieur. Le bombardement aura fatallement l'initiative des opérations. Avec la vitesse actuelle des avions de bombardement les plus récents, il serait rarement possible d'alerter l'aviation de chasse assez à temps pour qu'elle pût les rattraper. C'est sur le front qu'elle travaillera le plus utilement et pourra efficacement attaquer les expéditions de bombardement soit en les interceptant à l'aller, soit en attaquant au retour les équipages fatigués et désunis. Le bombardement lointain de jour ne s'exécutera d'ailleurs en général que par temps couvert permettant à l'assaillant de se dissimuler dans les nuages ou au-dessus de ceux-ci pour échapper à l'artillerie anti-aérienne. La chasse de jour ne pourra donc être informée que bien rarement du passage d'une expédition de bombardement dans des conditions permettant de la rejoindre et de l'attaquer.

Le bombardement aérien sera d'ailleurs surtout exécuté de nuit. La chasse de nuit travaille maintenant selon des méthodes qui, sur une portion de terrain spécialement aménagée à cet effet, la rendent très redoutable pour les avions ennemis. Mais

les points sur lesquels son action aura été préparée seront forcément en nombre limité, car elle exige une préparation minutieuse, la collaboration de nombreux projecteurs et d'importants moyens de transmission. Dès que l'ennemi aura constaté le fonctionnement d'une zone de chasse de nuit, il ira de préférence porter ses attaques ailleurs. La chasse de nuit n'aura donc pas l'occasion de lui démolir beaucoup d'avions.

La vraie protection aérienne consistera en attaques contre les terrains de l'aviation ennemie pour la détruire à terre, et contre ses usines pour tarir ou ralentir le ravitaillement. Elle résultera plus encore de la crainte de représailles par lesquelles nous ferons payer à cette aviation œil pour œil, dent pour dent.

L'aviation de chasse ne pouvant pas empêcher le passage des expéditions de bombardement, il faut recourir, pour le plus grand nombre des points ayant à craindre une attaque, à des moyens de défense actifs installés à terre à proximité de ces points. Le nombre des localités susceptibles d'attirer un bombardement, étant très élevé, il est indispensable d'augmenter le nombre des batteries spéciales contre avions, et de leur adjoindre de nombreuses compagnies de mitrailleurs pourvues de matériels nouveaux (mitrailleuses de 43 millimètres sur affûts spéciaux) plus puissants que les mitrailleuses ordinaires des troupes. Il en résultera un accroissement considérable du personnel employé dans les unités d'artillerie et de mitrailleuses anti-aériennes, qui serait notablement plus que doublé.

Les ballons de protection qu'on peut, en les attelant en tandem, faire monter jusqu'à 3000 mètres, constituent pour les avions, à qui rien ne les signale pendant la nuit ou dans le brouillard, un très gros danger à cause de leurs câbles métalliques de retenue. L'expérience de la guerre a prouvé que les aviateurs évitent en général les zones où la présence des ballons de protection a été constatée.

Mais il faut déclarer nettement que les moyens actifs, si perfectionnés soient-ils, n'auront de valeur que si tous les nouveaux venus appelés à les servir, et en particulier les cadres, officiers et sous-officiers, ont reçu l'instruction soignée exigée par ces moyens de défense dont les conditions de maniement sont tout à fait spéciales, instruction dont ils ne possèdent

actuellement aucun élément. Tout est donc à faire pour l'instruction de ce personnel, en particulier dans les unités de mitrailleurs dont la doctrine même est à créer. On peut admettre qu'il s'agit de 150 000 hommes en chiffre rond pour l'ensemble des moyens actifs.

Notons que, malgré l'augmentation considérable prévue de ceux-ci, il sera impossible d'en affecter une quantité suffisante à tous les objectifs possibles. D'autre part, même là où on en aura placé, on ne sera jamais absolument sûr que leur fonctionnement sera assez efficace pour écarter l'attaque aérienne ennemie.

Il en résulte que, même dans les localités dotées de moyens de défense actifs, les moyens de protection passifs ne doivent jamais être négligés.

MOYENS PASSIFS

Les moyens passifs de protection se répartissent en deux catégories.

L'une comporte tout ce qui a trait à la population elle-même : choix et désignation des abris à occuper, leur amélioration et leur aménagement quand ce sera possible (1) ; consignes relatives à leur répartition et leur occupation ; précautions spéciales contre les gaz, approvisionnement de masques et leur distribution, manière de les utiliser.

L'autre comprend l'organisation de personnels chargés de service spéciaux dont le renforcement ou la création sont indispensables : Renforcement de la police pour parer aux désordres et pillages possibles. Renforcement du service normal de lutte contre les incendies qui pourront être nombreux. Service sanitaire à développer largement pour le recueil des blessés et gazés, leur transport et leur hospitalisation. Service de désinfection pour la neutralisation rapide des substances nocives jetées par des avions ennemis (gaz, vésicants, cultures microbiennes), qui travaillera en liaison avec le service sani-

(1) On a publié, particulièrement en Russie et en Allemagne, des études fort poussées sur les modifications à apporter à la construction des maisons, et même à l'organisation des villes, en vue de diminuer les risques des attaques aériennes (larges avenues, caves profondes ou bétonnées, dispositifs d'aération). Leur examen sortirait du cadre de cette étude.

taire. Camouflage, emploi des fumées pour masquer les cibles éventuelles de l'aviation ennemie.

Un soin tout particulier devra être apporté à l'organisation de ces services de tout genre et à l'instruction à donner à la population dans les zones frontières et côtières, ainsi que dans les grandes villes et les centres industriels destinés à être particulièrement visés par les bombardements aériens. Il sera cependant nécessaire d'en amorcer au moins la formation dans toutes les localités de quelque importance, puisque le pays tout entier peut être exposé aux attaques de cette nature. Ce sont beaucoup de dizaines, peut-être des centaines de milliers de personnes à choisir avec grand soin en raison des qualités morales et professionnelles à exiger d'elles, à encadrer par des chefs sûrs, et à instruire de matières avec lesquelles la vie civile ne les a pas familiarisées.

Une instruction minima est en outre à donner à la population tout entière, en particulier pour la conduite à tenir en cas d'attaque par les gaz.

Un point particulièrement important pour la sécurité de l'ensemble du territoire est le camouflage et la diminution au maximum des lumières dans les grandes gares, visibles la nuit comme de véritables phares à près de 100 kilomètres. Un soin tout particulier est apporté à cette grave question par les compagnies de chemins de fer.

Les villes où le travail d'organisation a dépassé le stade des discussions dans les commissions et est effectivement commencé, constituent actuellement une exception extrêmement rare. Ce n'est pas exagérer que de dire que *presque tout reste à créer en matière d'organisation ; l'instruction du personnel des divers services et celle de la population sont entièrement à faire*. La besogne à accomplir est grande et il est nécessaire de ne plus tarder à l'entreprendre.

Quoi qu'on ait pu décider, c'est l'autorité militaire qui, en temps de guerre, sera regardée comme responsable; en temps de paix, seule elle a la compétence et les moyens de présider à l'instruction, d'en établir les programmes, de fournir les instructeurs et de veiller utilement à l'encadrement du personnel d'exécution. La première chose à faire serait donc de lui rendre sur ce point les pouvoirs nécessaires et de lui donner un droit et un devoir de contrôle et de direction sur

les autorités civiles à ce point de vue. Aucune disposition législative n'est nécessaire pour cela; un décret interministériel suffit.

LE CHOIX ET L'INSTRUCTION DU PERSONNEL

Voyons maintenant les conditions à remplir par les différentes catégories de personnel à utiliser selon les services à entendre, et celles dans lesquelles l'instruction pourra se donner.

Même pour les services militaires de guet et connexes et pour les unités militaires servant les moyens actifs de défense du territoire et des côtes, il conviendrait de faire le moins possible appel aux hommes des classes mobilisables dans les formations destinées aux armées. Le chiffre de notre population ne nous permet pas une telle prodigalité. Une partie des postes, même d'officiers et de gradés, à occuper dans ces troupes et ces services peuvent, sans aucun inconvénient, être remplis par des hommes d'un certain âge, dégagés de toute obligation militaire, ou par des jeunes gens de seize à dix-huit ans, sous la réserve, bien entendu, qu'ils possèdent la vigueur et les qualités physiques nécessaires, qu'ils aient reçu une instruction adéquate, et qu'ils entretiennent cette instruction (1).

Il s'agit en effet de fonctions sédentaires. Ces hommes seront mobilisés au plus près de chez eux, pour qu'ils puissent rejoindre leur poste sans aucun délai, sans passer par un dépôt pour recevoir un uniforme ou un armement: un brassard suffit, au moins pour les premières heures. J'estime qu'on pourrait sans inconvénients prendre environ la moitié du personnel du guet et des troupes servant les moyens actifs de défense du territoire parmi les hommes de cette catégorie, si on y trouve les volontaires nécessaires, le reste étant fourni par des hommes des plus vieilles classes mobilisables. Les lois actuelles prévoient qu'en temps de guerre, les personnes dégagées des obligations militaires, pourront contracter des « engagements spéciaux ». Il suffirait de faire contracter ces

(1) C'est ce qui a été prévu et organisé en Italie, où des unités de la milice fasciste ainsi composées sont spécialement chargées de ce service. En Angleterre, le service de guet est composé de volontaires, dont beaucoup appartiennent à des classes distinguées de la société (officiers en retraite, etc.).

engagements à l'avance dès le temps de paix, en insérant dans leurs clauses l'obligation de s'astreindre à certaines convocations pour recevoir l'instruction nécessaire, et de rejoindre sur ordre spécial le poste assigné, dès qu'une tension politique rendrait prudente cette précaution. Il conviendrait également d'en élargir les dispositions, pour permettre aux anciens officiers et gradés d'être admis avec leur grade dans les diverses formations servant les moyens actifs de défense (1).

Le personnel du guet devra se composer d'hommes remplissant des conditions d'aptitude très strictes en ce qui concerne la vue et l'ouïe, et provenant dans une forte proportion de l'aviation ; il n'y aurait aucun inconvénient à admettre des femmes dans certains postes de transmission. L'instruction de ce personnel devra être tout particulièrement soignée. Il suffira pour cela d'exercices annuels durant quatre ou cinq jours quand on disposera du concours de l'aviation, un ou deux jours quand on exécutera seulement des exercices d'alerte et de transmission, chacun rejoignant son poste et y étant inspecté par des instructeurs compétents. Au bout de quelques années, le personnel serait très au courant de toutes ses consignes et apte à les appliquer sans hésitation. Les exercices annuels permettraient d'éliminer ceux dont l'activité ou la vigueur seraient devenues insuffisantes.

Il n'est nullement nécessaire d'attendre, pour commencer à instruire les cadres des unités d'artillerie et de mitrailleurs à créer, que le matériel soit fabriqué et mis en service. Les officiers et les cadres subalternes devraient être choisis et instruits dès maintenant, avant même que leur désignation devienne définitive, en faisant, ainsi que nous l'avons déjà dit, un large appel aux officiers âgés, même en retraite ou honoraires, et aux anciens sous-officiers. C'est l'artillerie et l'infanterie qui en devront fournir la majeure partie, mais on peut en accepter de toutes armes et services, pourvu qu'ils remplissent les conditions d'activité et d'instruction convenables. De nombreux volontaires sont prêts à répondre à un appel.

(1) D'après les textes législatifs en vigueur, les anciens officiers de réserve honoraires semblent ne pouvoir être employés que comme « assimilés spéciaux ». C'est se priver d'officiers aptes à remplir de nombreux emplois sédentaires et qui ne demandent qu'à s'y préparer.

Pour l'artillerie, ces cadres devraient venir faire dès maintenant une période d'instruction de 8 à 15 jours dans les troupes actives d'artillerie anti-aérienne. Une fois cette initiation faite, des convocations annuelles de 4 à 8 jours seront nécessaires jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire tant que les cadres ne seront pas confirmés. Pour les soldats, ces périodes d'instruction seront à organiser à partir de l'année qui précédera la constitution de chaque nouvelle unité.

Pour les mitrailleurs, tout est à créer, même l'instruction dans l'armée active, où l'enseignement du tir contre avions est à l'état embryonnaire et n'a aucune sanction pratique. Un cours de tir de mitrailleuses contre avions est à monter d'urgence et de toutes pièces. Les convocations pour l'instruction se feront comme pour les unités d'artillerie.

Les manœuvres de défense anti-aérienne déjà exécutées ont montré que les officiers de réserve qui fréquentent les écoles de perfectionnement (1) d'artillerie contre avions sont en général beaucoup plus à la hauteur de leurs fonctions que ceux qui n'y viennent pas. Il est donc très important de les attirer aux écoles déjà existantes, d'en créer pour les mitrailleurs et pour le guet, et de développer ou créer de même des écoles de perfectionnement pour les gradés subalternes. Les engagés spéciaux dégagés d'obligations militaires y devraient être admis dans les mêmes conditions que leurs camarades des classes mobilisables et obtenir les mêmes avantages et récompenses. Le guet et les troupes servant les moyens actifs de défense du territoire devant être répartis sur toute la surface de celui-ci, il en sera de même de ces écoles. Des efforts tout particuliers devront être faits dès maintenant pour les doter de bons instructeurs d'artillerie et pour la préparation préalable des instructeurs de mitrailleurs.

Nous avons vu que l'organisation des moyens passifs est la seule sur le rendement complet de laquelle on puisse compter dans tous les cas, et qu'elle absorbera un personnel énorme à choisir, encadrer et instruire et que, sauf pour le personnel de direction ou de très rares spécialistes dans les localités les plus importantes, il est capital d'y employer exclusivement des personnes dégagées de toute obligation militaire. Nous avons

(1) Voir, au sujet de ces écoles, un article paru dans la *Revue* du 15 janvier 1931 : *les Écoles d'officiers de réserve*.

indiqué plus haut que la haute main devait logiquement être rendue en ce domaine à l'autorité militaire, puisque seule elle peut fournir jusqu'à nouvel ordre les instructeurs nécessaires et que c'est elle qui actionne les services de guet et connexes, desquels tout le reste dépend étroitement. Mais l'exécution de toutes les mesures préparatoires doit cependant rester confiée aux autorités municipales sous le contrôle des préfets, qui ont qualité pour les décider au travail, en raison des nombreux contacts inévitables avec la population et de la nécessité de tenir compte des intérêts de celle-ci.

Une discipline convenable ne pourra exister dans les services nombreux et divers de la protection anti-aérienne, en temps de paix pour l'instruction, en temps de guerre pour l'emploi, que si les cadres désignés possèdent l'autorité morale nécessaire. Il sera donc prudent de les chercher parmi des gens offrant des garanties nécessaires en ce sens, et sur qui on possède des indications générales permettant de les trouver facilement.

Ces conditions amènent tout naturellement à faire largement appel aux anciens officiers et gradés de l'armée active et des réserves. Ils ont déjà fourni des preuves de leur esprit de discipline et de devoir, possèdent des notions de commandement, et l'autorité militaire dispose, en ce qui les concerne, de renseignements permettant de les accepter en connaissance de cause. Cela n'empêchera pas d'ailleurs de s'adresser à tous les hommes de bonne volonté, d'où qu'ils viennent, sous réserve des garanties indispensables.

On n'arrivera à un travail méthodique et fructueux que si les municipalités se décident à créer un bureau spécial chargé de toutes les questions relatives à l'organisation des moyens passifs de protection de la population (recherche du personnel d'encadrement et d'exécution, étude des ressources, consignes relatives à leur utilisation, etc.), le dotent des moyens voulus et consentent les dépenses indispensables.

Le personnel des unités de police, pompiers, sanitaires, de désinfection, doit être choisi parmi des volontaires agréés par l'autorité civile et l'autorité militaire en tenant compte de leur valeur morale et autant que possible professionnelle. Les femmes ont une large place marquée dans le service sanitaire. Ce personnel devra consentir à s'astreindre à des séances

d'instruction réparties sur toute l'année, en nombre et de durées variables selon les services à assurer, et s'engager à participer aux exercices de défense anti-aérienne organisés soit avec le concours de l'aviation ou des troupes spéciales de défense aérienne du territoire, soit spécialement pour le personnel des moyens passifs de protection, soit pour la population civile. Ce n'est qu'à défaut de volontaires dégagés des obligations militaires qu'il serait admissible de faire appel aux plus vieilles classes des réserves.

Ce bureau municipal de défense anti-aérienne présidera en particulier à tout le travail relatif au choix et à la désignation des abris, à l'étude de leur aménagement et de leur amélioration (y compris la détermination, la recherche des matériaux nécessaires, et la préparation de leur réquisition), à l'établissement des consignes relatives à leur occupation, aux signaux d'alerte, aux détails des règles pour le camouflage et éventuellement l'extinction des lumières.

Qu'on ne dise pas que tout cela est compliqué et irréalisable. Il y a au moins une ville où la besogne est sérieusement entamée. C'est Nice, dont le maire a pris l'heureuse décision, il y a déjà plusieurs mois, de choisir pour la diriger un colonel en retraite. Celui-ci a mis tout en train : fractionnement de la ville en secteurs, chacun pourvu d'un chef, recrutement des personnels de toutes catégories, abris, détermination des matériels nécessaires, etc... Le travail déjà fourni montre tout ce qui reste encore à faire, mais qui se fera, car tout est en bonne voie, et permet de constater en particulier l'étendue de la tâche, sa complexité, le temps considérable nécessaire à une réalisation complète. Cet exemple mérite d'être cité, et surtout d'être suivi. *C'est à la population elle-même, renseignée et consciente de ses besoins, d'exiger de ses élus qu'ils se mettent à l'ouvrage.*

Pour fournir les instructeurs et instruire les cadres d'abord, le personnel d'exécution ensuite, il est indispensable de créer des écoles de perfectionnement spéciales, analogues à celles des officiers et gradés des réserves, au moins dans toutes les villes importantes, écoles auxquelles viendra s'instruire le personnel des localités secondaires. Seule l'autorité militaire en peut fournir, sans retard, les moyens.

L'instruction doit du reste s'étendre à la population tout

entière, puisque tout entière elle est menacée. Elle se donnera en partie sous forme d'articles de presse, de tracts très simples, de conférences. Elle comportera des renseignements sur les dangers pouvant résulter de la guerre chimique et la possibilité de s'en protéger par l'emploi des masques, l'aménagement d'abris spéciaux, la désinfection, etc... Elle ne sera complète que si elle va jusqu'à l'exécution d'exercices auxquels la population prendra part, comme il s'en est déjà exécuté en Allemagne, en Pologne, en Russie, au Japon. Pourquoi ces mesures de prudence affoleraient-elles le peuple français plus que les populations de ces divers pays?

Il convient de tenir la main à ce que ces mesures soient prises avec un soin tout particulier dans les grandes usines, en particulier dans celles qui intéressent la défense nationale. Leur exécution doit être confiée à la direction de ces établissements, en liaison avec l'autorité militaire et sous son contrôle, comme il avait été fait pendant la grande guerre en divers endroits, en particulier au Creusot où les plans existants ont été depuis revisés et mis à jour.

En ce qui concerne les précautions contre la guerre chimique, une intervention très sérieuse de l'État est nécessaire pour fournir la documentation nécessaire tenue à jour, guider dans le choix des masques, encourager l'industrie à leur fabrication et à celle des vêtements spéciaux pour certains services, et des désinfectants à prévoir. Il y a là une branche nouvelle et spéciale d'enseignement à créer : c'est une besogne de première importance.

Pour conclure, résumons en quelques lignes les idées exposées dans cet article.

Pour que la nation, et avec elle les pouvoirs publics et le Gouvernement, conserve son calme et sa solidité morale malgré les attaques aériennes auxquelles il faut malheureusement s'attendre, il est indispensable qu'elle soit certaine que tout le possible a été fait pour en limiter les effets. On ne doit donc pas craindre d'en parler et d'exposer l'état de la question. Il convient plus encore de faire constater le travail accompli à cet effet, en donnant fréquemment à la population, dès le temps de paix, le spectacle du bon fonctionnement des moyens de combat et de tous les services militaires et civils créés à

cette fin. On y parviendra en donnant sans se cacher, soigneusement et partout, l'instruction nécessaire aux troupes et aux personnels de tout genre organisés à cet effet. La nation consentira aux dépenses et aux efforts exigés d'elle dès qu'elle en comprendra le bien fondé et en constatera les résultats.

Mais ceux qui ont la responsabilité de la sécurité du pays ne doivent pas oublier que tous les moyens actifs de la défense antiaérienne, y compris l'aviation de chasse, sous quelque forme qu'on l'emploie, et tous les moyens passifs de protection, sont de nature défensive. Or, en guerre, seule l'offensive donne des résultats décisifs. Ils ont donc le devoir, tout en leur accordant les crédits nécessaires à la préparation des moyens dont nous venons de parler, de forger également l'outil offensif indispensable à notre sécurité aérienne, c'est-à-dire une puissante aviation de bombardement capable d'aller préventivement attaquer chez elle, au nid, l'aviation ennemie pour lui infliger des pertes graves, et d'exécuter au besoin des représailles justifiées. Il est essentiel de consacrer à son développement et à son instruction tous les soins et tous les crédits voulus.

GÉNÉRAL A. NIessel.

LOUIS-PHILIPPE

I

LE ROI ET LE RÈGNE

Le 16 mars 1830, les députés avaient, au nombre de 221, refusé tout concours au ministère Polignac et atteint par contre-coup le trône lui-même. Piqué au vif, Charles X avait dissous la Chambre, en gentilhomme offensé qui relève un défi plutôt qu'en monarque avisé qui sait à propos céder. A l'égal du Roi, la nation s'était obstinée : de là, entre le corps électoral et la couronne, une lutte fort aiguisee où le point d'honneur tenait encore plus de place que l'intérêt. Dans cette lutte, ou plutôt dans ce duel, le pays venait de l'emporter, et les 221 avaient été presque tous réélus.

Ils étaient convoqués pour le 3 août. Donc, les voici qui, dans la dernière semaine de juillet, se pressent dans les diligences, à destination de Paris. Aucune inquiétude ne trouble leur sérénité. Ils se sentent doublement glorieux de la besogne qu'ils ont faite et de celle qu'il leur reste à accomplir. Celui-ci trace le canevas d'une lettre à ses électeurs et que d'avance il compose triomphale à souhait ; celui-là médite un discours accablant pour les misérables ministres et respectueusement descendant pour Charles X. Du reste, nulle prévoyance, nul désir surtout d'un total bouleversement. On imagine un roi humilié, diminué, tout meurtri d'une rude leçon et dédaigneusement pardonné, mais qui, pourtant, demeure le Roi.

Aux premiers relais, rien d'insolite : seulement quelques curieux, groupés autour des voyageurs tandis qu'on change les chevaux. Cependant, comme on avance, on croise des voitures publiques qui, faisant la route en sens inverse, arrivent de Paris. Alors, circulent les premiers bruits d'un coup d'État : des ordonnances ont été, dit-on, affichées qui asservissent la presse, mutilent le droit de suffrage, dissolvent l'assemblée récemment élue : on ajoute que le peuple a inauguré la résistance, que le sang a déjà coulé. Ce que, chemin faisant, l'on voit ou l'on apprend, aiguise l'inquiétude : dans les petites villes, autour des bureaux de poste, une foule énorme attendant les nouvelles ; les fonctionnaires mornes ou obstinément silencieux ; des dépêches que d'abord on essaie de cacher, puis qu'on dévoile à demi ; le drapeau blanc flottant encore au-dessus des édifices publics, mais déjà menacé par les plus ardents. Les nouveaux élus remontent en voiture, anxieux pour leur mandat, soupçonnant la vérité, quoique pas tout entière, redoutant une tempête là où ils n'imaginaient qu'une bourrasque ; de leur main s'est échappé le crayon qui avait ébauché un message pour les électeurs ou une harangue pour le Palais-Bourbon. La route se poursuit, jalonnée, pour ainsi dire, de nouvelles qui annoncent tantôt la victoire de l'émeute, tantôt le succès de la répression. Maintenant on n'est plus qu'à quelques lieues de Paris. Or, voici qu'on croise d'autres voitures, et à l'appareil tout à fait surprenant. Elles sont ornées, et à profusion, de petits drapeaux tricolores ; juchés sur l'impériale, des hommes chantent *la Marseillaise*, faux d'ailleurs, tant il ont eu d'années pour l'oublier ! En même temps, contre les perfides ministres, contre Charles X parjure, éclate la colère ou le mépris : « *Hue ! Polignac* », crie le conducteur à ses chevaux qui mollissent en gravissant les côtes.

Pour les 221, hier encore si bâtement confiants, quel n'est pas l'ahurissement de cette entrée dans Paris ! Ils vont à leurs collègues déjà arrivés ; et par eux, toutes les nouvelles se déversent en leur cerveau prêt à éclater : Charles X a tenté de former avec le duc de Mortemart un ministère *in extremis*, mais qui s'est effondré avant même qu'on en publiait les noms : le malheureux roi a quitté Saint-Cloud pour Trianon ; on annonce qu'il vient de rétrograder jusqu'à Rambouillet. Où est le Gouvernement ? Il n'y en a point, à moins qu'on ne désigne

sous ce nom une commission municipale qui essaie, à coups de sacrifices, de glisser un peu d'ordre à travers l'anarchie. Le vrai souverain est à l'Hôtel de ville : c'est La Fayette, et l'on ne sait encore ce que l'amour de la popularité ou l'enivrement des acclamations peut lui suggérer de faiblesse.

A ces récits les nouveaux venus contiennent mal leur trouble. Sans doute, ils sont condamnés à se réjouir, puisqu'ils l'ont emporté, mais comme ils souhaiteraient être un peu moins victorieux ! Cependant, une information tempère l'inquiétude. Le 30 juillet, une quarantaine de députés, réunis au Palais-Bourbon, et devançant leur convocation, ont invité le duc d'Orléans à assumer la lieutenance générale du royaume. Le prince a hésité, a paru d'abord se dérober. On vient d'apprendre enfin qu'il a accepté, qu'il a même, à l'Hôtel de ville, pris contact avec La Fayette. A cette perspective, les visages se rassènerent. Combien avisée, combien géniale, n'apparaît pas la combinaison ! Le duc d'Orléans, ce sera la consécration de la victoire, mais ce sera aussi la Révolution contenue, puisque le Lieutenant général est Bourbon et qu'il pourra se muer en roi.

LE DUC D'ORLÉANS LIEUTENANT GÉNÉRAL

On atteint le 3 août, jour de l'ouverture des Chambres. A une heure, au Palais-Bourbon, 240 députés, 70 pairs sont réunis. Nulle pompe, nulle étiquette : des habits de voyage, soit que la rapidité des événements n'eût permis aucun préparatif, soit qu'une habileté instinctive suggérât de dépouiller de tout appareil un pouvoir qui devait se glisser plutôt que s'afficher et, en maîtrisant la Révolution, la saluer très bas. Le Lieutenant général parut. Son discours, très préparé dans son apparente simplicité, dosait, avec un sens remarquable des proportions, les hommages à l'émeute victorieuse, les appels à la modération. Le prince commençait par célébrer le courage des Parisiens troublés dans leur repos « par une violation déplorable de la Charte et des lois ». Il flétrissait l'article 14 « si odieusement interprété ». Par une allusion habile à son passé militaire et à la journée de Jemmapes, il rappelait qu'il avait porté ces couleurs tricolores qui, la seconde fois, se déployaient pour fêter la liberté triomphante. Il annonçait plusieurs pro-

jets de réforme : « C'est aux Chambres, observait-il avec une insinuante modestie, qu'il appartient de me guider. » Sous ce langage se cachaient, très discrètes, mais très transparentes, de précieuses assurances pour la cause de l'ordre. Le prince insistait sur les périls qui avaient suivi l'insurrection : plus de garanties pour la société, les personnes, les propriétés menacées, les droits les plus sacrés en danger d'être méconnus. C'était pour sauver tout cela qu'il avait accepté le titre de Lieutenant général.

On retrouve dans ce discours les deux traits qui marqueront tout le règne : réverences à la Révolution ; en même temps, esprit de *conservatisme* poussé parfois jusqu'à l'étroitesse. Roi élevé par l'émeute, tel devait être le certificat d'origine accolé par les contemporains au duc d'Orléans. Ce que l'on vient de voir au Palais-Bourbon suffit pour rectifier ce jugement simpliste à l'excès. Dès la première heure, entre le prince et les députés, organes de la bourgeoisie française, une alliance se forme, dissimulée bien plutôt qu'avouée, mais reposant sur une remarquable communauté de vues et d'intérêts. Les nouveaux élus, tout submersés sous les événements, demeurent, au fond, consternés, comme des enfants en face d'un jouet qu'ils ont rêvé de raccommoder à leur fantaisie, et que, tout à fait sans le vouloir, ils ont cassé. Ce qu'ils souhaitent maintenant, c'est recoudre, c'est recoller comme on ferait d'un jouet ; c'est limiter, non pousser à fond la victoire. Et, dans le brisement de l'ancien lien monarchique, ils se tournent vers celui qui peut figurer la royauté, une royauté mise à leur taille, mais tout de même protectrice de leur personne, de leur fortune. Tel est le mandat tacite, très secret, mais éperdument suppliant confié au chef futur. Un sentiment très sensé, mais un peu subalterne, celui de la peur, tel est le fondement du régime. Et là, peut-être, résidera la fragilité du régime lui-même ; car il est rare que Dieu accorde aux œuvres que la peur a suscitées, le privilège de la durée.

Ce qui a pu tromper les contemporains, c'est que cet endiguement de la Révolution s'est poursuivi silencieusement, presque honteusement, tandis qu'une histoire tout extérieure s'étalait, — et c'est là le second trait, — aussi voyante que l'autre était discrète. Il y a eu, dans les journées d'insurrection, beaucoup de vaillance déployée, beaucoup de morts aussi ;

463 du côté de l'armée, 504 du côté des insurgés. Maintenant que la lutte est finie, quiconque a déplacé un pavé décuple ses prouesses; et les *héros de Juillet*, — ainsi les appelle-t-on, — se multiplient comme les pains de l'Évangile. Des récits à foison se publient, — tous authentiques, disent les affiches, — qui célébrent la victoire du peuple. Un nouveau chant patriotique, *la Parisienne*, dont Casimir Delavigne a composé les paroles, commence à se répéter dans les rues, et Adolphe Nourrit le fait applaudir à l'Opéra. Des colonnes de manifestants se forment, tous se dirigeant vers le Palais-Royal où réside le prince. Aux portes, nulles gens en livrée, tant on craint d'offusquer les vainqueurs, mais des gardes volontaires, pas toujours d'aspect rassurant. Qui pourrait dénombrer les députations? Combattants des derniers jours, gardes nationaux qui ont repris leur uniforme, jeunes gens dits des Écoles, polytechniciens en rupture de grille, exaltés de toute nuance, puis gens qui suivent la foule sans savoir pourquoi et s'en relournent de même. Et, de cette multitude, s'élèvent des cris confus : cris de joie, appels familiers, acclamations d'un enthousiasme un peu ironique. On demande le Lieutenant général. Il paraît à l'une des fenêtres, agite un drapeau tricolore, écoute avec gestes le chant de *la Marseillaise* et quelquefois, dit-on, la chante lui-même.

Quelques délégués obtiennent d'entrer ou, plus familiers que les autres, entrent sans rien demander. Ce sont alors des serrements de main à l'infini, et à l'infini aussi, des promesses de liberté. Le prince croit enfin avoir acquis le droit d'être chez lui, mais voici qu'il est réclamé par une seconde, puis une troisième, une quatrième députation. Et de nouveau, il s'exhibe. Derechef, on chante *la Marseillaise*: derechef, on s'applaudit de la tyrannie brisée. Enfin, les manifestants s'éloignent, bruyants, hardis, plus amusés encore qu'enthousiastes, au demeurant très satisfaits d'un chef taillé, pensent-ils, à leur mesure, et qui sera bien le *roi de leur choix*.

Voilà le Prince dont la lithographie a consacré les attitudes et dont les contemporains ont conservé les traits. Mais voici, de nouveau, sous cette histoire bruyante, l'histoire vraie qui reparait. Bien tard dans la soirée, le calme est revenu autour du Palais. Celui qui demain, sans doute, sera roi, dresse le décompte de ce qu'il peut exercer d'autorité, de ce qu'il doit

simuler encore de complaisances populaires. Il espère bien avoir raison des jeunes gens fanatiques qui, dans les premières heures, tenaient l'Hôtel de ville et, dans leurs délibérations du restaurant Lointier, caressaient l'idée de la République; non seulement, il ne les craint pas, mais il serait tenté de leur rendre grâces: car la République est le terrifiant fantôme qui, s'il prenait corps, précipiterait à ses pieds la nation entière. Plus gênant est La Fayette, ce connétable du régime nouveau; mais on le sait d'âme assez vaine, et capable, si on le flatte, de se laisser absorber. La *Commission municipale*, formée pendant la vacance du pouvoir, a créé un ministère provisoire qui dure encore. Là est Dupont de l'Eure, sorte de bonhomme Roland ressuscité à quarante ans d'intervalle, personnage d'esprit vide et faux, d'éloquence déclamatoire, que pourtant il faut conserver, mais à la condition de ne le garder que comme enseigne et de le prendre au mot dès le premier accès de mauvaise humeur démocratique qui lui suggérera de se retirer. En cette supputation, le Prince ne peut négliger Laffitte qui fut de tout temps son familier, son confident, Laffitte qui le premier conçut l'idée de la Lieutenant générale, et qui, si la royauté s'établit, pourra se vanter d'en avoir été le parrain. De Laffitte le duc d'Orléans goûte l'esprit fertile en ressources, l'aimable faconde, la générosité, la parfaite bonne grâce. Il le sait populaire et il est lui-même trop fin pour ne pas utiliser à son profit cette popularité. Laffitte, c'est l'homme moyen en qui se personnifie la Révolution de juillet, pas la plus malfaisante, pas la meilleure non plus. Tel quel, il sera précieux pour franchir les passes dangereuses, et si on doit le congédier, ce ne sera qu'après avoir dépassé la plus critique région des récifs.

Ainsi raisonne le prince dans les conciliabules privés qui se tiennent au Palais-Royal. Les principaux conseillers du roi futur, c'est Sébastiani, ce vieil ami de la maison d'Orléans; Molé que la révolution de Juillet ne surprend guère, car il en a vu d'autres et s'est accommodé de toutes; Dupin, d'esprit lucide, terre à terre, un peu subalterne, mais doué de ce robuste bon sens qui discerne ce qu'on peut retenir, ce qu'il faut concéder. Cependant, en ces délibérations, deux hommes, Broglie et Guizot, tranchent sur le fond commun. Un souci bien net les travaille, celui, non seulement de contenir, mais

de démarquer la révolution. Tandis que d'autres accueillent le duc d'Orléans, *quoique Bourbon*, ils jugent, eux, que son origine est le titre vrai de son élévation. Par une fiction un peu fragile, mais singulièrement bienfaisante, ils aspireraient à souder la nouvelle monarchie à l'ancienne. A leurs yeux, la double abdication de Charles X et du duc d'Angoulême, l'impuissance du duc de Bordeaux entraîné dans la disgrâce de ses parents, tout cela a créé une deshérence du trône ; de là, un glissement quasi légitime de la branche ainée à la branche cadette, en sorte que la dernière crise, perdant son aspect de coupure violente, prendra une certaine apparence d'évolution naturelle. Et le duc de Broglie marque les signes auxquels pourra se révéler la continuité du système monarchique. Par hommage à la tradition, il conviendrait que le duc d'Orléans se nommât Philippe VII, qu'il gardât le nom de roi de France : la pairie serait, s'il était possible, maintenue dans son intégrité ; l'inamovibilité de la magistrature serait conservée.

Le Prince écoute, mais n'approuve qu'à demi. Il redoute toute appellation, toute formule qui semblerait retour au passé. C'est qu'il mesure les démonstrations bruyantes qui retentissent jusqu'aux abords du Palais. Aussi, il se résigne à rendre encore hommage à La Fayette, feint de ne pas remarquer les rusticités de Dupont de l'Eure, se sert de Laffitte comme d'un agent de liaison entre lui et le parti populaire. Plus tard seulement, par degrés, il se relâchera de cette prudence, et encore ne s'en départira-t-il jamais tout à fait. Ce sera chez lui timidité, ce sera aussi répugnance sincère. Prince de branche cadette, il l'a été, il se souviendra toujours qu'il le fut, et même lorsqu'il agira le plus en sens inverse de la révolution, il se plaira à lui rendre d'intermittents hommages.

LOUIS PHILIPPE I^e R, ROI DES FRANÇAIS

On touchait au vote qui consacrerait la nouvelle royauté. Rien ne fut jamais moins solennel ni plus rapide. La Chambre venait d'achever la vérification des pouvoirs quand, le 6 août, un député du nom de Bérard, vint lire à la tribune un projet déjà connu depuis deux jours, déjà communiqué aux ministres, et qui statuait à la fois sur les changements à la Charte

et sur le choix du duc d'Orléans comme roi. La proposition subit, en cours de route, quelques modifications. Les choses une fois mises en train, toutes les formes furent abrégées avec une célérité singulière, comme dans les chapelles de château, au mois de septembre, se précipite une messe de chasseurs. Il s'en fallut même de peu que, bâclant tout en vingt-quatre heures, on n'observât cette unité de temps chère à la tragédie classique. Dès que M. Bérard se fut assis, une commission fut nommée, en cette même journée du 6 août, pour examiner le projet. Puis Dupin fut désigné comme rapporteur, et le soir même, — toujours le 6 août, — déposa son rapport. La discussion, commencée le 7 août, fut close en cette même journée. Elle eût été plus courte encore si l'on n'eût dû entendre les protestations des députés légitimistes qui, jugeant l'ordre de choses nouveau incompatible avec leur serment, déclarèrent pour la plupart qu'ils se retirent de la vie publique. Un seul débat important, à propos de l'inamovibilité judiciaire qui triompha grâce à Dupin. Au vote sur l'ensemble, il y eut, sur 232 suffrages, 219 bulletins favorables, 33 bulletins hostiles. Quand tout fut fini, on se souvint que la Chambre des pairs existait encore. « On nous fit, a écrit plus tard le duc de Broglie, la charité de nous transmettre le projet. » Au Luxembourg, un seul épisode digne de mémoire : ce fut un discours de Chateaubriand, mais d'une fidélité si sévère à l'égard du pouvoir déchu qu'un ennemi n'eût guère dit autrement et eût seulement gravé ses traits avec une moins cruelle éloquence. Assez tard dans la nuit, on alla aux voix ; le projet fut adopté au Luxembourg par 89 voix contre 10, et 14 bulletins blancs.

On ne pouvait tourner court avec plus de dextérité. La Charte elle-même, modifiée plus que renouvelée, supprimait plutôt des formules jugées désuètes ou provocantes, qu'elle ne ravissait au Pouvoir ses essentielles attributions. Au droit héritaire on substituait le droit contractuel, les Chambres offrant la couronne et le prince l'acceptant. Le reste n'était plus que développement des prérogatives parlementaires. Et deux jours plus tard, le 9 août, la Chambre, devenue résolue à force de crainte, et s'érigent en faiseuse de roi, proclama Louis-Philippe I^e, roi des Français.

LE ROI ET SON PEUPLE

Il était roi ; mais combien n'était point fragile le trône qu'on venait de relever ! Quand le prince revint du Palais-Bourbon au Palais-Royal, il put se convaincre que, si l'onction parlementaire avait réussi à le créer roi, il devrait par ses propres moyens conquérir le respect.

Plus que jamais, le Palais semble propriété commune. Tout le monde y entre à son gré. Deux ou trois grands banquets fêtent l'avènement ; il semble que s'y assooit qui veut. Toutes les mains se tendent vers le Prince qui les serre toutes avec la même effusion banale et sourit à toutes les extravagances. S'il se hasarde dans la rue comme il en a pris depuis longtemps la coutume, on l'entoure, on l'enveloppe avec cette griserie impérieuse des foules qui tout ensemble acclament, menacent, risquent d'étouffer. « Je parle au Roi comme à mon égal », tel est le langage de tout bon garde national. Tous les polytechniciens qui ont combattu durant les trois journées deviennent incontinent lieutenants : des croix de la Légion d'honneur sont attribuées à l'École de droit, à l'École de médecine : de là, des fêtes, des congratulations et, avec le Prince lui-même, des colloques d'une familiarité infinie. On assiste à des résurrections inattendues : un jour, surviennent quelques vieillards, naturellement en quête de récompense, et qu'on appelle les vainqueurs de la Bastille. Les vieux amis de la maison d'Orléans ont rêvé une étiquette relâchée, mais pas à ce point, et se prennent à regretter les belles réverences de l'ancienne cour.

Cependant, toute une multitude se précipite à la curée des places, et les antichambres se remplissent de solliciteurs plus que jamais elles ne se remplirent de courtisans. Ce qui enhardt, ce sont les caresses, les coquetteries du Roi pour ceux qu'il craint. Cependant, en ses heures rares de solitude, il peut méditer, non sans quelque mélancolie, sur les leçons dont on a nourri sa jeunesse. Ne lui a-t-on pas appris dans Bossuet, dans Racine, dans Massillon que la flatterie était le fléau corrupteur des rois ? La flatterie n'a-t-elle pas changé de côté ? Une caricature du temps montre Louis-Philippe abordant, la tête découverte, le tout-puissant La Fayette qui a gardé son

chapeau; et La Fayette de dire à son prince avec une courtoise condescendance : « Sire, je vous en prie, couvrez-vous. »

L'IMPRESSION A L'ÉTRANGER

Louis-Philippe a beau se prêter à toutes les fantaisies de son peuple, il y a des heures où l'intérêt supérieur de ce peuple l'arrache aux bruits de la place publique. Quelles répercussions auront au dehors les événements de Juillet? C'est ce que le Prince s'applique à deviner d'après les dépêches qui arrivent de l'étranger.

Le premier courrier est celui de Londres. Là-bas, nous n'avons pas d'ambassadeur, car le duc de Laval est en congé et ne reparaira pas, mais un simple chargé d'affaires, M. de Vaudreuil. M. de Vaudreuil, avec un désir visible de mander les nouvelles qui plaisent, insiste sur les sentiments de la nation britannique, indignée des ordonnances de Juillet. Le Roi est trop perspicace pour ne pas mettre au point ces informations optimistes. Il craint l'hostilité de l'aristocratie anglaise; il redoute un certain mauvais vouloir de la part des ministres tories, Wellington, lord Aberdeen. Cependant un examen plus mûr tempère ses appréhensions. Sous Louis XVIII, sous Charles X, une perpétuelle contrariété de vues a séparé le Cabinet de Paris de celui de Londres. L'opposition s'est manifestée en 1823 dans les affaires d'Espagne, puis tout récemment et avec beaucoup plus de vivacité, à propos de l'Algérie. Sans doute, au *Foreign Office*, on notera avec une secrète joie la fin d'une politique intimement liée à la Russie, négligente, jusqu'à la hauteur, de l'amitié anglaise. Ainsi pense Louis-Philippe. Il juge que l'Angleterre, loin d'être une adversaire, peut devenir une alliée; et, sans trop d'inquiétude, il classe les dépêches venues de l'autre côté du détroit.

Voici, un peu plus tard, les informations venues de Vienne, les informations venues de Berlin.

A Vienne, la Cour et toute la noblesse attachée à la Cour éclatent en indignation, tant émeut l'incroyable scandale du trône renversé! Plus contenu est le prince de Metternich, mais sans qu'il y ait lieu de se rassurer tout à fait. Incontinent, il se rapproche de la Russie. Chez lui, nulle pensée, nul désir surtout d'intervention active. Mais la France redevient la

grande suspecte, celle qu'enserrera la ligue, subitement reformée, des Puissances continentales.

A Berlin, on peut observer à la fois plus d'inquiétude et moins de colère. A quelles inspirations obéira la France ? Si les influences turbulentes, mal contenues, réussissent à y prédominer, une poussée de propagande révolutionnaire ne suggérera-t-elle pas quelques entreprises sur le Rhin ? A cette pensée, le roi Frédéric-Guillaume, prince pacifique et assagi par les années, se sent pénétré d'anxiété. En revanche, si l'apprehension de la guerre fait passer un frisson d'angoisse, on échappe à Berlin à cette impression de stupeur effarée qui trouble la société viennoise au point de lui ravir son sang-froid. Parvenue et traitée en parvenue par l'Autriche, accueillie avec une nuance un peu dédaigneuse dans l'association des grands États, la Prusse ne saurait s'indigner contre cette autre parvenue qu'est la nouvelle monarchie : de là, une attente défiante, mais exempte de cette morgue altière qui, dans les cercles de Vienne, tiendra longtemps à distance le Gouvernement français.

Le courrier le plus lent à arriver est celui de Saint-Pétersbourg. On prévoit un accès de mauvaise humeur, tant la politique de Charles X a lié partie avec celle de la Russie, et tant le Tsar lui-même s'est toujours proclamé le champion de la légitimité ! La réalité devait dépasser toute attente. Notre ambassadeur, le duc de Mortemart, était remplacé par un chargé d'affaires, le baron de Bourgoing. A la première nouvelle des événements parisiens, Nicolas l'avait mandé au Palais et, après avoir déploré les mesures fatales de Charles X, avait manifesté les plus vives inquiétudes (1). Quand il sut, à quelques jours de là, que la révolution était consommée, son indignation ne connaît plus de bornes. Le 17 août, à une heure avancée de la soirée, il appela de nouveau notre chargé d'affaires : « Je veux, lui dit-il, la légitimité avant tout ! » Il ajouta avec véhémence et en frappant sur la table : « C'est un principe dont je ne me départirai jamais ! — Votre Majesté, observa M. de Bourgoing, veut donc mettre le feu à l'Europe ? » Et l'Empereur de répondre : « On ne transige jamais avec ses principes. » Comme, après cette première explosion, le Prince semblait s'amadouer, M. de

(1) Dépêche du baron de Bourgoing, 8 août (Aff. étr., vol. 180, n° 298).

Bou
dit
con
la s
lui
Et j
per
libe
gue
mai
conc
M
vous
L'ob
« Ce
huit
plun
men
rera
natu
de la
de co
de l'
fauss
craig
pour
l'Alg
obser
donn
russe
je rép
je me
l'Emp
going
achev
la pru
ne pa
Rhin (

Bourgoing entreprit de dépeindre l'état de la France : « Le Roi, dit-il, n'a fait qu'obéir à la nécessité. Contre la violence et les conspirations républicaines, la royauté du duc d'Orléans était la seule ressource. Le principe de la légitimité, ajouta-t-il, est lui-même subordonné au temps, aux lieux, aux circonstances. » Et partant de là, le diplomate français osa rappeler que l'empereur Alexandre, en 1814, avait entendu respecter l'entièvre liberté des décisions de la France. « Nous ne ferons pas la guerre, interrompit le Tsar, se modérant de plus en plus ; mais, si nous vous reconnaîsons, ce ne sera qu'après nous être concertés avec nos alliés. »

M. de Bourgoing s'enhardissait peu à peu : « Ne craignez-vous pas, dit-il, l'influence de l'opinion française en Europe ? » L'observation ranima la mauvaise humeur du souverain : « Comment, répliqua-t-il dédaigneusement, voulez-vous qu'à huit cents lieues de distance, nous redoutions votre guerre de plume ? » Rebuté de ce côté, notre envoyé saisit un autre argument : « Si la France, dit-il, se voit abandonnée, elle resserrera ses liens avec l'Angleterre. » La considération était de nature à piquer au vif Nicolas : car l'un des principaux soucis de la politique russe était de tenir le Cabinet de Paris séparé de celui de Londres : « Défiez-vous, répliqua-t-il, des cajoleries de l'Angleterre ; elle se réjouit de vous voir entrer dans une fausse route. » Et, quelques instants plus tard, il ajouta : « Ne craignez-vous pas que les Anglais ne profitent de vos troubles pour attaquer Alger et couper vos communications avec l'Algérie ? — Nous ne nous jetterons dans l'alliance anglaise, observa M. de Bourgoing, que si nos alliés naturels nous abandonnent. » Le Tsar parut touché de cette allusion à l'amitié russe : « Bien que je sois très mécontent de ce qui s'est passé, je répète que je ne vous ferai pas la guerre ; je n'agirai pas seul ; je me concerterai avec mes alliés. » A la fin de l'entretien, l'Empereur s'adoucit à tel point qu'il embrassa M. de Bourgoing. En dépit de cette démonstration, l'envoyé français, en achevant la dépêche où il relatait l'entretien, recommandait la prudence, une extrême prudence : « Surtout, disait-il, qu'on ne parle pas de la Belgique ; qu'on ne parle pas des bords du Rhin (1). »

(1) Aff. étr., Russie, vol. 180, n° 285 à 297.

Rapports de Londres, de Vienne, de Berlin, de Saint-Pétersbourg, le Roi, avant la fin d'août, les possède tous. Il ne les a pas attendus, au moins ceux de Saint-Pétersbourg, pour multiplier à travers l'Europe les déclarations rassurantes. Il expédie à Londres le général Baudrand, à Vienne le général Belliard, à Saint-Pétersbourg le général Athalin, à Berlin le général comte Lobau. Il les charge de lettres autographes à l'adresse des souverains. Pour les écrire, il s'est interrompu de recevoir les députations, d'écouter ou de chanter *la Marseillaise*, de célébrer l'héroïsme du peuple de Paris. Et jamais deux rôles n'ont été poursuivis simultanément avec un plus imperturbable sang-froid. Toutes portes fermées, l'extrême déclamation devient l'extrême prudence; et tout ce qui était sujet de congratulation devient réserve, regret, presque matière à excuse ou à repentir. « Je gémis des malheurs de la branche ainée de ma famille, écrit le nouveau souverain au tsar Nicolas. Ma seule ambition aurait été de les prévenir et de rester dans le rang où la Providence m'avait placé; mais les circonstances étaient impérieuses; j'ai dû me dévouer. La moindre hésitation de ma part pouvait plonger le royaume dans des désordres dont on ne pouvait prévoir le terme. » Et la lettre s'achève en des assurances réitérées que rien ne sera négligé pour le maintien de la paix.

Qu'aucune complication ne surgisse, et alors le temps, les réflexions, la sagesse du Gouvernement français désarmeront les soupçons et remettront toutes choses de niveau. Combien autres seront les conjonctures, si quelque incident de politique extérieure, surgissant comme à point nommé, ranime ce qui sommeille toujours de questions irritantes dans les cartons des chancelleries! Combien le danger ne sera-t-il pas plus grave si cette complication se produit comme suite au moins apparente de la Révolution de Juillet, en sorte qu'elle ensemble la conséquence et la contrefaçon! Que les troubles éclatent presque sur notre frontière, et alors notre rôle sera plus malaisé encore, parce que nous paraîtrons trahir nos propres intérêts si nous nous fixons dans l'indifférence, et dévoiler des intentions de conquête si nous intervenons. Que sera-ce, si les questions pendantes, en touchant aux traités de 1815, suscitent une double tentation: en France, celle de secouer ces traités; à l'étranger, celle de les resserrer contre

tous? Or, successivement, trois foyers s'allumèrent : dans les Provinces belges, en Pologne, en Italie.

Empêcher qu'aucune des flammèches qui volent ne propage l'incendie, veiller à ce que la France sorte des complications européennes, non seulement sans amoindrissement de crédit, mais, s'il se peut, avec quelques avantages, telle est, pendant plus de deux années, la constante sollicitude du Prince... En Pologne, il ne peut rien. En Italie, la seule conduite raisonnable est de maintenir le partage d'influence entre l'Autriche et nous; et le signe symbolique de cet équilibre, c'est notre occupation d'Ancône, occupation assez irrégulière d'ailleurs, opposée à l'occupation autrichienne de Bologne. Cependant en Belgique un intérêt bien plus important nous guide. Il faut assurer notre frontière du nord, détruire ce royaume hollandais dressé en 1815 contre nous, déposséder le roi Guillaume d'Orange, soutenu plus ou moins ouvertement par ses parents, le Tsar et le roi de Prusse. Une politique, à la fois modeste de langage et prudente avec dignité, réalise ce dessein. Ainsi se forme sur nos limites et à la façon d'une barrière, un nouvel État, indépendant, neutre, et rattaché à nous par des liens qu'une alliance de famille resserrera.

Concurremment à ce travail, une autre tâche s'accomplit, tâche poursuivie avec une prudence cautèleuse; car il faut à la fois, — et ce sont là, je le répète, les deux traits principaux du règne, — miner sourdement la révolution sans cesser de lui faire révérence. Dans cet esprit, avec hardiesse, quoique avec une hardiesse un peu tremblante, on pousse La Fayette hors de l'Hôtel de ville; on sauve les ministres de Charles X; on se débarrasse de Laffitte; on lui substitue Casimir Périer. Et cette politique se continue au milieu de tous les troubles qui sont comme le dernier remous des événements de Juillet : émeute pour les salaires à Lyon, agitation carliste en Vendée, insurrection républicaine à Paris.

PSYCHOLOGIE ROYALE

C'est seulement à la fin de 1832 que s'achève la période critique du règne. L'ordre s'affermrit dans la rue, le calme s'opère dans les esprits, la sécurité favorise les transactions; et

de moins en moins brusques et violentes sont les oscillations de la politique.

Cette heure est aussi celle où l'on peut, avec le plus de vérité, démêler, en une atmosphère de paix retrouvée, les caractères du régime et l'influence personnelle du souverain.

En dépit des entraves qui contiennent son autorité, le Roi demeure la clef de voûte du Gouvernement. Ce n'est plus au Palais-Royal, mais aux Tuileries, qu'il faut le chercher. Dès le mois d'octobre 1831, sur les très vives instances de Casimir Périer, il s'y est installé. Ce n'est pas sans regret qu'il a quitté la demeure héréditaire de sa famille. Elle répondait à la modestie relative de ses goûts, à son éloignement pour le faste. « Nous voici dans ces détestables Tuileries », écrit M^{me} Adélaïde, confidente habituelle des pensées royales. Puis une sorte de gène inavouée, une sorte de pudeur ne saisit-elle pas le Prince, quand il se retrouve en maître dans ces mêmes lieux où, tant de fois, il est venu rendre hommage à ses ainés?

La splendeur du palais ne réussit qu'à souligner les étranges vicissitudes qui l'ont amené jusqu'au rang suprême. M^{me} de Genlis qui a présidé à son adolescence lui a enseigné les goûts qui conviennent à un prince et lui a insufflé les maximes qui seyent à un républicain. A plus de quarante ans de distance, quel sujet de méditation pour le Roi quand il repasse sa vie! Il se revoit membre du club des Jacobins; il a combattu à Jemmapes sous Dumouriez, et entendu, sur les massacres de septembre, les confidences de Danton. Jeté plus tard en exil, et un exil doublement douloureux, — car tous les émigrés s'éloignent de lui comme du fils d'un récidive, il a — connu, non seulement la pauvreté, mais la misère, et a donné pour vivre des leçons de mathématiques à Reichenau. On suit ses traces en Suède, en Amérique, en Angleterre, en Italie. Un jour, un rayon de bonheur s'est posé sur lui : il a épousé Marie-Amélie, princesse des Deux-Siciles, noble de race, plus noble de cœur. Avec la Restauration, il a reconquis son rang princier. Louis XVIII s'est défié de lui, Charles X l'a comblé de ses bienfaits. A-t-il conspiré? En aucune façon. Mais, qu'il le voulût ou non, il était pour les mécontents un signe de ralliement; et les mêmes causes qui discrédaient le trône attiraient les regards vers lui.

Tant d'impressions diverses, se superposant, lui ont créé

l'âme la plus compliquée du monde. Comme l'hirondelle de La Fontaine, il a beaucoup retenu, mais il a retenu des choses si contradictoires qu'à entreprendre de le pénétrer, toute logique se sent déconcertée.

Il a eu beau se faire à l'Hôtel de ville le courtisan de la multitude, se mettre humblement à l'école de La Fayette, feindre de ne pas remarquer les rusticités de Dupont de l'Eure, appeler les gardes nationaux « mes camarades », et les étudiants « mes amis »; il se souvient qu'il est prince, prince de la maison de Bourbon et descendant d'Henri IV. Quand, après le sac de Saint-Germain l'Auxerrois, il se résigne, sous la clamour populaire, à effacer de ses armoiries les fleurs de lys, ce n'est qu'en frémissant qu'il consomme le sacrifice; et plus tard, en un entretien avec Arago, Odilon Barrot et Laffitte, il laisse échapper le cri de son orgueil blessé : « Je tenais, leur dit-il, aux fleurs de lys, parce qu'elles étaient miennes, parce qu'elles n'étaient pas plutôt la propriété de la branche ainée que celle de la branche d'Orléans, parce que, de temps immémorial, elles ornaient de père en fils nos écussons. Le public a voulu qu'elles fussent supprimées. Après une longue résistance, j'ai cédé, mais l'exigence était pure folie. »

Entre tous ses souvenirs de famille, le Prince sait faire son choix. L'un de ses plus intimes familiers, M. de Montalivet, a raconté qu'en dix-huit ans, Louis-Philippe ne lui avait parlé que deux fois de son père Philippe-Égalité, tant il avait à cœur d'écartier l'importune image. élevé par la plus sommaire, la plus irrégulière des investitures, il n'a qu'une pensée: dépouiller sa condition de parvenu et prendre rang dans les grandes familles souveraines. Son désir se déguise même trop peu, en sorte qu'il souligne les distances à force de vouloir les effacer. Où le Prince se révèle surtout, c'est dans la colère que suscite en lui toute allusion à l'origine de son pouvoir. Au Faubourg Saint-Germain se répète le mot *d'usurpateur*. A ce seul mot, il bondit; et avec une ardeur presque maladive, il tient à se disculper. Quelque temps après la Révolution de Juillet, en une conversation avec Pozzo di Borgo, il va au-devant du terrible reproche. : « On prétend, lui dit-il, que j'aurais dû proclamer Henri V, mais le pouvais-je? Avant d'arriver à l'Hôtel de ville, nous aurions été massacrés, lui et moi. J'ai dû me dévouer. » Le souvenir, — dirais-je le remords? — le

poursuit. Quatre ans plus tard, comme il reçoit à Neuilly le comte Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, qui est de passage à Paris, il lui tient le même langage : « Je sais, dit-il, qu'on me reproche ma conduite en 1830. Mais il dépendait aussi peu de moi de faire nommer le duc de Bordeaux que d'arrêter les rayons du soleil qui darde sur nous en ce moment ses rayons. »

Par un singulier contraste, ce prince, si soucieux de son origine royale, porte sur le trône toutes les préoccupations du plus calculateur des bourgeois. En homme qui a connu les angoisses de la pauvreté, il est obsédé d'assurer le sort matériel de ses enfants. Or, c'est une règle de l'ancien droit monarchique que quiconque ceint la couronne confond ses biens personnels avec ceux de l'État ; ce qui supprime toute ressource si une révolution brise le trône. Tout possédé de cette crainte, Louis-Philippe a tenté d'établir une cloison étanche entre sa condition royale et sa condition privée. Le 9 août 1830, il a reçu la couronne : voilà l'investiture royale. Le même jour, il a fait donation de ses biens à ses enfants, sous réserve d'usufruit à son profit : voilà la précaution toute bourgeoise contre les coups de la fortune. Et il ne semble pas que cette mesure ait suffi à apaiser les sollicitudes du prince. Dans les temps qui suivront, il importunera les Chambres par ses demandes de dotation pour ses enfants. Les Chambres, en retour, l'accuseront d'avarice, et bien faussement, car il sait, autant que personne, être généreux à l'occasion. Lui, cependant, en une obstination qui contraste avec la magnifique imprévoyance de ses ainés, trainera jusqu'au bout ses appréhensions sur le sort des siens. « Je n'ai pas un écu », disait en 1833 Charles X à Chateaubriand qui le visitait à Prague. Et Chateaubriand de répondre : « Sire, c'est comme moi. » Un peu plus tard, Louis-Philippe, en un entretien avec M. Guizot, proférera d'une voix gémissante : « Mes enfants n'auront pas de pain. » Voilà deux dialogues qui peignent deux états d'àme.

Certains indices ne justifient-ils pas cet excès de prévoyance ? A coup sûr, le Gouvernement s'est affermi ; mais est-ce jusqu'à offrir le véritable aspect de la durée ? Certains menus faits sont suggestifs. Pour les combattants de Juillet, une décoration a été instituée avec cette exergue : *donnée par le Roi*, et, sans perdre une heure, les *héros des trois journées* se

sont indignés qu'on leur conférait comme *don du Roi* ce qui n'était dû qu'à leur valeur. — Un jour, au Palais Bourbon, Montalivet s'est hasardé jusqu'à parler des « sujets du Roi » ; et aussitôt, un formidable tapage de s'élever ! — Aux Tuilleries, le prince s'est entouré d'un petit jardin pour les ébats de ses enfants ; et incontinent, le modeste enclos a été dénoncé comme on eût fait pour la plus redoutable des Bastilles. — Contre le souverain, la presse est sans merci. Au-dessus de la tourbe des journalistes, quelques hommes ont émergé : tel Armand Carrel au *National*, Armand Marrast à la *Tribune*. « Les journaux ont juré de me démolir », dit Louis-Philippe à Odilon Barrot. Aux journaux s'ajoutent les lithographies insultantes, les caricatures injurieuses ou grotesques. Quand l'excès est intolérable, des poursuites sont intentées ; mais souvent les procès sont, pour les accusés, moins disgrâce que triomphe. Que si d'aventure une condamnation intervient, la prison de Sainte-Pélagie s'ouvre pour l'exécution de la peine. Mais est-ce bien une prison ? N'est-ce pas plutôt une sorte d'hôtel meublé où l'on peut à loisir méditer les délits à commettre après la libération ?

Ce prince si attaqué, si ridiculisé, était de ceux qui, par la simplicité de leur vie, semblent faits pour désarmer les critiques. Nul ne fut d'un abord plus facile. Aux Tuilleries, ou, comme on disait en ce temps-là, au *Château*, il tenait réception plusieurs fois par semaine. Pairs de France, députés, officiers supérieurs de la Garde nationale, hauts fonctionnaires, tous étaient admis. Avec une bonhomie familière, le Roi allait de groupe en groupe. Jadis, en ces mêmes Tuilleries, Louis XVIII masquait les lacunes de son instruction pratique sous un auguste silence, et ne s'abandonnait guère à la conversation que s'il citait en lettré ses auteurs favoris. Charles X se croyait quitte envers les autres et envers lui-même par quelque mot heureux que les courtisans répétaient. A l'inverse, Louis-Philippe parlait beaucoup et même trop ; car, en abordant tous les sujets, il montrait parfois son ignorance ou livrait ce qu'il eût mieux valu taire. L'inconvénient était réel, moindre toutefois qu'on ne l'eût cru. Il y a pour les hommes deux façons de dissimuler leur pensée ; si les taciturnes déconcertent par l'obstination de leur silence, les loquaces n'embarrassent guère moins par l'abondance de leurs paroles, en sorte que, dans le

flot désordonné de ce qui leur échappe, on ne sait ce qu'il importe de retenir et ce qu'on doit négliger.

FICTION CONSTITUTIONNELLE ET RÉALITÉ

Près de trois ans se sont écoulés depuis la Révolution de Juillet, et à travers la confusion des premiers jours, tout un personnel gouvernemental s'est dégagé. Après la mort de Casimir Périer, l'interrègne s'est prolongé pendant cinq mois. Le 11 octobre 1832, a été formé un nouveau Cabinet, — un *grand ministère* comme on dirait aujourd'hui, — où se sont associés, sous la présidence du maréchal Soult, ministre de la Guerre, le duc de Broglie, Thiers, Guizot, préposés, le premier aux Affaires étrangères, le second à l'Intérieur, le troisième à l'Instruction publique. A leur égard, le Roi professe des sentiments très différents.

Thiers, « le jeune et brillant ministre », ainsi que l'appellent les journaux, lui agrée fort par sa souplesse, son intelligence féconde en ressources, l'étendue de ses connaissances, une sorte de franchise originale et hardie. Peut-être son esprit tout pétillant d'idées n'est-il pas toujours juste, en sorte qu'il y aurait à se livrer à lui plus d'agrément que de sûreté; mais ce n'est qu'à l'user que le danger apparaîtra. Sur l'heure, tout dans Thiers plaît au prince, tout, jusqu'à la modestie de sa naissance; car les rois ont leur façon d'être démocrates et se persuadent qu'ils se donnent à eux-mêmes une preuve de leur puissance en élevant très haut quiconque est parti de très bas.

Autant Thiers est *persona grata*, autant Guizot rebute par sa rigidité. En lui, une certaine morgue professorale, une certaine raideur protestante qui déplaît. Il ne se laisse point prendre aux cajoleries et n'est point dupe des témoignages de confiance. Sa déférence est cérémonieuse; et le Roi, cérémonieux aussi, ne l'appellera jamais que *Monsieur Guizot*. Plus tard, le monarque vieilli se livrera à lui, et au point de ne plus voir que par ses yeux. Mais comme on est loin de cet excès de crédit! Dans les masses, Guizot est impopulaire. Le Roi le sait; mais s'en afflige-t-il? Les princes se consolent parfois d'avoir des ministres impopulaires dans l'espoir que, par comparaison, cette impopularité se transformera en faveur pour eux-mêmes.

Comme Guizot, le duc de Broglie était doctrinaire, sorte de gens que Louis-Philippe n'aima jamais. Nul n'avait dans l'âme plus d'élévation, dans la conscience plus de droiture, dans l'esprit plus de lumières ; chez lui, une inaptitude absolue à flatter et un langage d'une invariable sincérité. C'était plus d'austérité que n'en tolèrent les cours, même les cours très embourgeoisées. Il eût fallu beaucoup de charme pour compenser tant de vertus. Or la vertu du duc était hautaine, et cette hauteur, ayant par surcroît pour origine la timidité, se compliquait de gaucherie. En son ministère des Affaires étrangères, il était trop indépendant pour agréer au Roi, trop dépourvu de souplesse pour plaire aux diplomates. Lui-même, à la fois fier et emprunté, planait sur toute chose en homme plus propre à méditer qu'à pratiquer la politique, et quand, en 1836, après deux ministères successifs, il quittera le pouvoir, sa retraite lui paraîtra moins disgrâce que libération.

Dans le personnel gouvernemental d'aujourd'hui et de demain, d'autres hommes apparaissent, et au premier rang le comte Molé, doublement apte à réussir dans les conseils du Roi s'il y entre jamais : car à l'école de Napoléon, il a appris l'obéissance ; et il est assez gentilhomme pour que sa souplesse se pare toujours de dignité. Puis voici des noms que, dans les combinaisons ministérielles, on verra paraître ou reparaitre : Humann, un Alsacien probe et instruit qui est proposé aux finances ; Montalivet, un familier du Roi et qu'on ne manque pas de louer quand on veut plaire au monarque ; d'autres encore, qui sont prêts à tout appel et semblent bons pour tous les rôles : tels Barthe qui sera trois fois Garde des Sceaux et d'Argout qui sera appelé tour à tour au Commerce, à l'Intérieur, aux Finances. Enfin il y a les maréchaux, ceux que, dans le langage du temps, on désigne sous le nom d'« illustres épées », tels les maréchaux Soult, Gérard, Mortier. Leur glorieux passé les marque volontiers pour la présidence du Conseil ; et ce sont ceux que le Roi préfère. Pourquoi ? Parce que c'est avec eux qu'il pourra le mieux se tailler sa place dans le gouvernement.

Je touche ici à l'un des traits dominants du règne. Pour qui voit les choses sous l'aspect le plus simpliste, le gouvernement de Juillet semble offrir le type de ce régime parlementaire où le souverain occupe le rang suprême, mais sans prétendre à la direction des affaires. Combien la réalité n'est-elle pas diffé-

rente ! Tout le travail du prince consiste en un effort constant pour élargir son rôle. « C'est moi, qui mène le fiacre », dit-il dans un langage familier. « On ne peut se passer de moi », ajoute-t-il dans ses entretiens avec les diplomates. Lecteur assidu des journaux anglais, il y recherche tout ce qui, dans les coutumes britanniques, pourrait autoriser ses propres ingérences. En un langage qui eût gagné à se déguiser davantage, il laisse entendre qu'aux ministres en exercice sa prévoyance a déjà préparé des successeurs : « Mes relais sont prêts », dit-il, non sans fatuité. Il se défend d'ailleurs de toute usurpation et ne veut, suivant ses propres expressions, que sa *part constitutionnelle*. Les crises ministérielles, si elles sont un embarras, ne lui déplaisent qu'à demi, parce qu'elles lui fournissent l'occasion de montrer qu'il est le maître. Il ne supporte pas sans quelque impatience les éloges que la presse donne à ses ministres ou les succès que ceux-ci remportent dans les Chambres. C'est souvent lui qui, avec son esprit avisé, a suggéré les idées, tracé le cadre des réformes, fourni les arguments; et il ne se console pas d'être, lui le Roi, le seul qui a travaillé à huis clos. « Ah ! si j'avais une tribune ! » se hasarde-t-il à dire.

C'est surtout en matière de politique étrangère qu'il se pique d'exercer son droit d'intervention; Sébastiani lui a fort convenu parce qu'il le laissait correspondre, en dehors de lui, avec Talleyrand. Il garde bon souvenir de Laffitte qui était nonchalant et point jaloux. Si secourable qu'ait été Casimir Périer, il a éprouvé après sa mort un vague sentiment de délivrance. Maintenant son ministre des Affaires étrangères est le duc de Broglie, qui ne se soumet qu'avec mauvaise grâce aux exigences royales. Le Roi veut avoir communication de toutes les dépêches importantes et connaître les réponses. Sur le reste il peut céder, point là-dessus. « C'est, dit-il, — et en cela il perpétue toute la tradition des Bourbons, — c'est, dit-il, que quand il s'agit de la sécurité nationale, je porte avec moi la responsabilité de la France. »

Pour étendre et garder l'influence, nulle témérité, nul éclat de paroles, surtout nulle atteinte aux lois, mais un art de louoyer rarement égalé, jamais surpassé. Quand une difficulté grave surgit, le Prince lève la séance et chapitre séparément ses ministres. Sous une apparence souriante, il cache

les finesse les plus madrées. Il excelle à persuader à chacun de ses conseillers qu'il est le préféré, et l'artifice réussit jusqu'à ce qu'il s'use à force d'être employé. Ses procédés extérieurs ne répondent pas toujours à ses sentiments intimes; car il caresse surtout ceux qu'il craint le plus. Il sait s'élever au-dessus des froissements ou même des offenses, mais point jusqu'à les oublier. Tout ce travail du Prince a pour but d'échapper à l'anonymat royal qui, en le confinant en un isolement superbe, ne lui laisse que la majesté, et répand sur d'autres la renommée. De cette renommée il veut sa part; car il est sage, avisé, bon mainteneur d'ordre et de paix; or il tient à ce que ses contemporains le sachent et à ce que l'avenir ne l'ignore pas.

Encore une double insurrection républicaine à Lyon et à Paris, en avril 1834. Elle est étouffée. C'est la paix civile. Est-ce pour le Prince la sécurité? Les émeutiers ne se découragent que pour faire place aux assassins. Nul souverain au xix^e siècle n'a été, autant que Louis-Philippe, en butte à leurs coups. Je note un premier attentat en 1832. Le 28 juillet 1833, comme le Roi, environné d'un brillant cortège, passe en revue sur les boulevards la Garde nationale, une machine infernale éclate qui est l'œuvre de trois misérables : Fieschi, Morey, Pépin; dix-huit personnes sont tuées, vingt-trois sont blessées. Le 25 juin 1836, un coup de pistolet est tiré sur le Roi par un individu, du nom d'Alibaud, au moment où le Prince quitte les Tuilleries pour se rendre à Neuilly. Et Alibaud aura des imitateurs : tels Meunier le 27 décembre 1836, Darmés, le 15 octobre 1840, enfin un garde-chasse du nom de Lecomte, le 16 avril 1846. Et je néglige les projets, plus ou moins mûris, éventés par la police.

Ce souverain si peu épargné est pourtant, — et c'est là un de ses traits distinctifs, — le plus humain des hommes. La philanthropie du xix^e siècle lui a insufflé la sensibilité, et les proscriptions révolutionnaires l'horreur du sang. Dès le début de son règne, la législation criminelle, terrible sous l'ancien régime, bien rigoureuse encore sous l'Empire, s'est tempérée par de notables adoucissements. Une loi du 28 avril 1832 a supprimé tout ce qui était resté des temps barbares, peine du carcan, marque au fer rouge sur l'épaule des condamnés. Elle a aboli la peine de mort pour vols qualifiés quels qu'ils fussent,

et aussi pour émission de fausse monnaie ou pour contrefaçon du sceau de l'État sur des effets publics. Une innovation plus importante encore a été l'admission des circonstances atténuantes en matière criminelle. En outre, certaines pratiques peu humaines sont abolies : c'est ainsi qu'à la honteuse chaîne des forcats se substitue l'emploi des voitures cellulaires. Plus tard, le même souci se révélera par une enquête aussi vaste que consciencieuse sur le régime pénitentiaire. On a rappelé plus d'une fois le soin scrupuleux du monarque à lire, à annoter lui-même les dossiers des condamnés à mort dans l'espoir d'y trouver un motif à la clémence. C'est qu'il avait horreur des peines irrémisibles qui lui semblaient usurpation de l'homme sur la bonté divine. Autant que le lui permettront ses ministres, il fera grâce, grâce en 1836 à Meunier, l'un de ses assassins, grâce plus tard à Barbès et enfin à Blanqui.

SOUCIS DE FAMILLE

Je m'excuse de ne point suivre toujours l'ordre chronologique et aussi de multiplier les retouches. C'est que j'ai le dessein de faire comprendre le règne plus encore que de le raconter. Il semble que, dans le train ordinaire des Tuilleries, un élément nouveau se soit introduit : à la vie de cour avec son rigide cérémonial se mêle la vie de famille.

Dans le cadre de famille, une image se détache en un relief à la fois très net et très doux, c'est celle de la reine Marie-Amélie. Autant qu'on peut pénétrer le secret des âmes, c'est avec plus de répugnance que de joie qu'elle a gravi les marches du trône. Issue des Bourbons de Naples, elle est la petite-fille de l'impératrice Marie-Thérèse, la nièce de Marie-Antoinette, et se rattache par ses alliances aux plus vieilles dynasties de l'Europe. Elle est la tante de la duchesse de Berry, grand tante du jeune duc de Bordeaux, cousine germaine de la duchesse d'Angoulême, par suite, la proche parente de tous ceux que la Révolution a chassés. Souveraine sans l'avoir désiré, contrainte à subir des contacts ou à entendre des maximes qui contrastent avec tout ce qu'a connu sa jeunesse, elle s'est réfugiée dans sa tendresse pour son mari, dans sa sollicitude pour ses enfants, dans les pratiques d'une charité qui n'aspire qu'à se dissimuler. Neuf enfants dont huit vivants sont issus de son union : cinq

fils, le duc d'Orléans et le duc de Nemours parvenus à l'âge d'homme, le prince de Joinville, le duc d'Aumale qui suit les cours du collège Henri IV, le duc de Montpensier qui est encore enfant; puis trois filles, la princesse Louise, la princesse Clémentine, la princesse Marie. Seul parmi les fils du Roi, le duc d'Orléans a sa place, — et une place déjà dominante, — aux Tuilleries et dans la politique. La nature lui a prodigué toutes les grâces extérieures; ceux qui le connaissent le mieux le jugent brave, actif, généreux, mais n'est-il pas téméraire d'idées et surtout inhabile à se contenir? Il a détesté Casimir Périer; il déteste maintenant les doctrinaires et multiplie à l'opposition les sourires comme fait en Angleterre tout bon prince de Galles.

Cependant l'un des grands soucis du Roi, de la Reine surtout, c'est l'établissement de leurs enfants.

Le 9 août 1832, a été célébré à Compiègne le mariage de la princesse Louise avec Léopold, roi des Belges. Ainsi se nouait un lien de plus entre le jeune royaume et la France. Mais, si nous en croyons les contemporains, la cérémonie fut triste par la différence d'âge entre les deux époux, par le sentiment d'une union où les convenances politiques tenaient plus de place que l'inclination, et aussi par la différence de religion. On vit s'accomplir un double rite : le rite catholique avec l'évêque de Meaux, le rite luthérien avec l'un des ministres du culte réformé; et cette dualité de cérémonie ne laissa pas que d'impressionner comme chose inaccoutumée dans la maison de France.

Maintenant, la principale préoccupation familiale est le mariage du duc d'Orléans. Dans les cercles politiques et mondains, l'événement est très commenté d'avance. Tout ce qui, dans la haute aristocratie européenne, tient à la légitimité, s'efforce de créer le vide autour de l'usurpateur. Il n'est point de race royale qui n'eût été flattée d'une alliance avec le duc de Chartres, fils du duc d'Orléans; mais on repousse ce même prince comme fils du roi des Français. A Saint-Pétersbourg, le Tsar travaille à prolonger cet interdit matrimonial, et à Paris, dans les salons du faubourg Saint-Germain, on compte avec un rancuneux plaisir les mois qui s'écoulent, sans que l'héritier du trône illégitime trouve à qui s'allier. Aux Tuilleries, on devine l'encerclement, et le sentiment des obstacles redouble l'ardeur de les briser. La plus triomphante réponse

serait une alliance avec l'antique maison d'Autriche. Le duc d'Orléans est fait à souhait, spirituel, de haute mine, et même, quand il s'en donne la peine, de grand air princier. Donc il prend la route de l'Allemagne, accompagné de son frère, le duc de Nemours. C'est au printemps de 1836. Le jeune prince visite Berlin où il conquiert toutes les sympathies par sa bonne grâce, et arrive à Vienne où sa présence est un événement.

Les vues se portent sur l'archiduchesse Thérèse, fille de l'archiduc Charles. Le monde diplomatique est fort attentif, et les prévisions s'échangent, on dirait volontiers les paris. Le prince, à force de succès personnels, réussira-t-il à rompre le charme? A la cour de Vienne, on lui rend hommage, mais sans que les répugnances s'apaisent. On a jadis donné à la France deux souveraines, Marie-Antoinette, Marie-Louise : et ni le sort tragique de l'une, ni la prompte chute de l'autre n'invite à un nouvel essai. La plus hostile est l'archiduchesse Sophie, très active et fort en crédit. Sur ces entrefaites, on apprend l'attentat d'Alibaud. C'est le troisième depuis quatre ans : « Vous plait-il, dit-on à la jeune archiduchesse, d'entrer dans une voiture dont, à tout propos, les balles peuvent briser les vitres? » Ce qui s'est ébauché de négociations s'interrompt; et le prince revient en France en passant par Milan où il semble qu'un autre projet n'ait pas eu meilleure fortune. A Paris, la Reine se décourage et, si sainte qu'elle soit, se dépite un peu : « Ah! cette couronne, se surprend-elle à dire, voilà donc ce qu'elle nous coûte! »

Faut-il voir dans ce mot la simple expression d'un mécompte maternel? N'y discernerait-on pas une vague inquiétude sur la solidité du trône lui-même? On a essayé de marquer comment l'habile prudence du Roi avait, en dépit des factions, en dépit des complications extérieures, réussi à établir le régime de Juillet. Maintenant, il faut, après avoir pourvu à l'heure présente, assurer aux institutions la durée. Ici commence la dernière partie du règne, en apparence la plus calme, la plus prospère, mais aussi où se découvre, en un gouvernement très sage au jour le jour, l'impuissance à fonder.

PIERRE DE LA GORCE.

(*A suivre.*)

LES CAHIERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

VI⁽¹⁾

LE CHARBON

Presque tous les bassins houillers du monde ont leur fable : l'enfant qui allume un feu de bois dans un trou creusé par une truie, le feu qui brûle toute la nuit et brûle encore le lendemain ; le berger qui allume un feu de bois autour duquel la terre se met à flamber : d'où le nom de « charbon de terre » donné à la houille, par opposition au charbon de bois.

Ne nous arrêtons pas aux légendes de la préhistoire charbonnière. En fait, une série de documents mentionne, à partir du xv^e siècle, en Allemagne comme en Angleterre, l'emploi du charbon de terre, déjà répandu dans les villes. Des traces de grattage se retrouvent dès le xii^e siècle dans les régions du centre de la France. Mais le paysan se borne à écorcher le sol. Il faut attendre les derniers jours de l'ancien Régime pour voir apparaître la mine.

Elle naît en 1716, lorsque le sieur Désardrouin obtient du Régent l'autorisation d'extraire la houille d'un terr **in situé** entre la Scarpe et l'Escaut, et fonde, pour cette exploitation, la première compagnie minière, celle d'Anzin. Trente ans après, un arrêt du Conseil de 1744 décide que le Roi pourra concéder l'exploitation des mines à d'autres personnes que

(1) Voir *la Revue* des 18 décembre 1930, 1^{er} et 15 janvier, 1^{er} et 15 mars 1931.

les propriétaires de la surface, moyennant pour ceux-ci une juste indemnité. Propriété du sous-sol séparée de celle du sol, possibilité offerte aux groupements puissants de se constituer, — groupements capables d'organiser la recherche et la mise en valeur des gîtes, — notre législation minière est en germe et aussi notre industrie houillère dans cet arrêt mémorable.

A l'aube des temps modernes, la production totale est voisine de 450 000 tonnes. Deux grandes Compagnies dans le nord, Auzin et Aniche, apparues en 1773, — la première fournant, à elle seule, 375 000 tonnes, — deux autres dans le midi, Carmaux et Alais, se postent à l'avant-garde.

C'est l'Empire qui confère à la houillère son statut juridique et administratif. Aux termes de la loi fondamentale du 21 avril 1810, le gisement, réputé *res nullius*, est concédé par l'État à la personne physique ou morale qu'il juge la plus apte à l'exploitation, et mis à fruit sous la surveillance de l'autorité administrative : concession « gratuite », si l'on entend par là que l'explorateur heureux, après avoir dépensé ses soins et son argent en recherches, reçoit, sans autre charge directe qu'une faible redevance fixe à l'hectare, le droit d'enfouir des capitaux dans les puits qu'il creuse pour un résultat qui reste problématique.

La houillère française a vécu un siècle entier sous ce régime, que la loi du 9 septembre 1919 est venue modifier, — peut-être faudrait-il dire : altérer, — en instituant, pour les entreprises nouvelles, la concession temporaire et la participation de l'État aux bénéfices au delà d'un certain taux.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE HOUILLE

Lents au début, ses progrès s'accélèrent sous l'action de deux facteurs essentiels qui décident de son essor : l'apparition des chemins de fer, la production de la fonte métallurgique au coke. Avec la pose du premier kilomètre de rail et la construction du premier four utilisant la houille carbonisée comme agent de traitement du minerai, le règne de la vapeur commence, l'ère industrielle s'ouvre. Agent d'énergie, agent chimique, le charbon va intervenir d'une manière croissante dans l'économie nationale. Il ne cessera d'être la source prédominante et, longtemps, quasi exclusive de la force, animatrice

et servante de l'industrie moderne. L'économie mondiale est pour quelques centaines d'années à « l'âge de la houille ».

C'est de la « machine à feu », du rail, du haut-fourneau, de l'usine naissante que la houillère reçoit l'impulsion, vers les années 30 du dernier siècle. La courbe de développement de la production charbonnière épouse celle de la production manufacturière : développement constant, à peine coupé de paliers, course entre une extraction toujours en progrès et une consommation jamais satisfaite, compétition aussi entre la fourniture indigène et l'importation étrangère, tentée par l'appel de cette consommation et servie par les données naturelles.

Dès l'origine, l'exploitation houillère revêt les caractères de la grande industrie, dont elle apparaît d'ailleurs comme la doyenne : masse de capitaux, masse de production, masse de personnel attirant, fixant autour de la mine une population de densité exceptionnelle, où n'entrent pas seulement les ouvriers des fosses et leurs familles, ceux qui les servent ou les dirigent, mais aussi les effectifs croissants des industries qui, par une loi sans exception, ou peu s'en faut, s'installent sur le charbon. Le bassin houiller devient très vite le substratum économique et ethnique d'une région de production et de peuplement intenses pour l'époque. Jusqu'en 1860, la région de la Loire tiendra le premier rang, parmi les centres d'extraction ; elle sera aussi le berceau de notre industrie lourde, le lieu d'origine, avec le bassin de Valenciennes, d'une série d'activités qui, plus tard, s'exerceront sur d'autres points du territoire, à plus ou moins grande distance, sans rompre jamais pourtant le lien qui les unit à la mine.

Un événement fortuit, la découverte du gisement du Pas-de-Calais, région jusque-là purement agricole, porta vingt ans plus tard ses conséquences. La révélation d'indices charbonniers y date de 1846. En 1852, la première concession y est accordée, celle de Dourges. L'appoint de sa fourniture grossit déjà, vers 1862, l'apport du vieux bassin du Nord, qui disputait la palme à la Loire. Sa richesse s'affirme. Dès 1872, le centre d'équilibre de la production houillère française se déplace. Chaque quart de siècle la double, pour l'ensemble. L'extraction jumelée des bassins du Nord et du Pas-de-Calais double en moitié moins de temps.

C'est la mise en valeur de ce dernier qui a permis de porter la production houillère totale, dans les anciennes limites territoriales de la France, des 8 millions de tonnes de 1836 aux 16 millions de 1872, aux 20 millions de 1885, aux 33 millions et demi de 1900, aux 40 844 000 tonnes en 1913. L'extraction du bassin de la Loire conserve une stabilité remarquable : on peut noter que le résultat de 1930 reproduit, à une centaine de milliers de tonnes près, celui de 1872, sans que dans l'intervalle les chiffres annuels s'écartent sensiblement de la ligne moyenne ; l'expansion des bassins relativement secondaires du Gard, de Bourgogne, du Tarn et de l'Aveyron se poursuit régulièrement. D'autres, prématurément vieillis, et qui faisaient figure à la fin du dernier siècle, étaient déjà sur leur déclin à la veille de la grande guerre : Auvergne, Bourbonnais, Creuse et Corrèze, petites exploitations de l'ouest dont le nom même tend à se perdre.

Ainsi, le bassin septentrional fournissait en 1913, avec 27 389 000 tonnes, les deux tiers de l'extraction globale. L'autre tiers se partageait par fractions sensiblement égales, entre les bassins de la Loire (3 796 000 tonnes), du Gard, de l'Hérault et de la Provence (3 120 000 tonnes), du centre de la France (Auvergne, Bourbonnais, Bourgogne), fournissant ensemble 3 740 000 tonnes. Au sud-ouest, Tarn et Aveyron intervenaient pour un peu moins de 2 millions de tonnes ; au sud-est, les gisements épargnés des Alpes pour un peu moins de 400 000 tonnes.

INSUFFISANCE DE L'EXTRACTION NATIONALE

Si la courbe de l'extraction affecte une allure régulièrement ascendante, la consommation avance à pas plus rapides. L'année 1850 la trouve à 7 millions un quart de tonnes, l'année 1860 au double. Elle double encore au cours des vingt années suivantes, ralentit quelque peu son rythme d'accroissement de 1880 à 1900, — année qui la laisse à 39 millions de tonnes, — et franchit, non sans saccades, pendant les treize premières années du nouveau siècle, l'étape qui la porte à 64 millions de tonnes à la veille des hostilités.

D'une manière générale, les progrès de l'extraction tendent à suivre ceux de la demande, qu'ils ne dépassent que rarement ;

ils n'arrivent guère à modifier le coefficient d'insuffisance nationale, ni à réduire notablement la part de l'importation étrangère.

La production houillère française, organiquement déficiente, n'a jamais suffi à couvrir, et il apparaît improbable qu'elle parvienne jamais à assurer la totalité des besoins de consommation du pays. Il y a toujours eu, en France, une place pour les charbons étrangers, plus ou moins large suivant que le rythme d'accroissement de la demande s'accélérerait ou se détendrait, suivant que les variations du prix de revient et les vicissitudes commerciales favorisaient ou la houillère indigène ou tel des fournisseurs extérieurs : place enviable, en tout cas, et si ample qu'elle a constamment valu à notre pays d'être réputé le débouché charbonnier le plus riche, le plus aisément accessible et, par conséquent, le plus recherché.

Élevé à 67 pour 100 en 1880, à 70 pour 100 en 1900, à près de 75 pour 100 en 1905, le coefficient de couverture de la consommation nationale par la production nationale retombait à 63 pour 100 en 1913 : moins des deux tiers. L'importation montait à plus de 25 millions de tonnes et représentait, dans le bilan commercial, une charge de 583 millions de francs-or.

Une marge variable, mais toujours importante, a dû être laissée, tout le long du siècle, à l'importation étangère. C'est que les gisements français correspondent, les uns, — les secondaires, — à des lambeaux sans puissance et sans régularité, les autres, — le grand bassin du Nord et celui de l'Est, — aux terminaisons amincies et tourmentées des deux grandes formations du continent qui offrent dans leurs parties medianes, chez nos concurrents, des conditions de puissance, de durée et de prix de revient nettement plus favorables. C'est aussi que leur position périphérique grève l'écoulement de leur tonnage de frais de transport élevés, et qu'ainsi cet écoulement atteint plus ou moins vite une sorte de frontière intérieure derrière laquelle le charbon étranger s'établit.

Frontière mouvante d'ailleurs. Dans un pays dépourvu de mines de charbon sur la moitié de son territoire, — à l'ouest de la ligne Dunkerque-Toulouse, — ouvrant sur trois mers, bordé au nord, à l'est de bassins houillers puissants, offrant aux charbons britanniques des centaines de kilomètres de côtes

et la magnifique voie de pénétration de la Seine, la houillère nationale ne peut prétendre au monopole. Même à l'intérieur de ses zones de vente proches, elle a dû souvent se défendre contre les raids du combustible d'importation.

On n'imagine pas qu'aux points de rencontre, les contacts aient pu être toujours paisibles, ni qu'une vie exempte de troubles ait été ménagée à notre industrie charbonnière, au long de sa carrière séculaire. En 1860, au moment où l'afflux des charbons anglais menaçait son existence, une protection douanière lui était accordée. Cinquante ans après, ce droit d'entrée, le doyen de nos droits de douane, demeurait au taux originel de 1 fr. 20 par tonne. Est-il besoin de souligner que son incidence s'était réduite d'un quart dans l'intervalle et ne représentait plus, en 1913, que 4 1/2 pour 100 environ de la valeur moyenne du produit importé?

Contenue par la concurrence extérieure, limitée dans son expansion par la modestie relative des ressources qu'offrait son gisement, la houillère française semblait accoutumée à un rythme professionnel raisonnable et mesuré. La grande secousse mondiale lui réservait une plus dure épreuve.

LES DESTRUCTIONS DE LA GUERRE

La guerre éclate. La mobilisation désorganise l'exploitation des mines, en leur enlevant la plus grande partie du personnel spécialisé. Dès la fin d'octobre 1914, au terme de cette course à la mer où la possession du bassin minier, — une des cartes de la victoire, — se jouait à l'aveuglette, au hasard d'opérations de patrouille et de grand garde sans que l'un et l'autre état-major eussent, semble-t-il, perçu l'importance de l'enjeu, la ligne de front se fixait au cœur de notre grand bassin. Elle en laissait à l'ennemi les trois quarts. La partie non envahie restait exposée au feu direct de l'artillerie adverse. De 27 389 000 tonnes en 1913, la production de ce bassin s'effondre à 6 millions de tonnes, la production totale à 19 millions et demi de tonnes en 1915. L'importation britannique, énergiquement sollicitée, fournit un tonnage sensiblement équivalent.

Devant le tragique du problème de l'approvisionnement en combustible de la nation mobilisée, devant l'incertitude des arrivages de charbon d'outre-Manche menacés par la guerre

sous-marine, il devient indispensable de forcer de toutes les manières la production nationale. Classe par classe, les territoriaux d'abord, puis, — trop tard, — les mineurs des classes anciennes de l'active sont retirés des armées et renvoyés à la mine. Les bassins intérieurs tendent à l'extrême leur force de production. La journée de travail de l'ouvrier s'allonge d'une heure. On ouvre ou l'on rappelle à la vie une série de petites exploitations négligées ou abandonnées, dont l'appoint précieux aide à relever l'extraction nationale au maximum de 28 900 000 tonnes en 1917.

A ce total, les mines non envahies du Pas-de-Calais travaillant sous le feu : Béthune, Nœux, Marles, Bruay, contribuent pour 11 453 000 tonnes, tout près de 40 pour 100 : la Loire pour 4 536 000 tonnes, le bassin de Saône-et-Loire pour 3 470 000, le Tarn et l'Aveyron pour 2 600 000, le Gard pour 3 230 000, le Centre pour 1 900 000. Ce complément d'approvisionnement de 9 millions de tonnes fourni par la houillère nationale, entre 1915 et 1917, — 4 millions par le Pas-de-Calais, 5 millions par les bassins de l'intérieur, — compense le fléchissement des arrivages de houille alliée; il nourrit la défense nationale, porte à plus de 46 millions de tonnes en 1917, — avec 17 millions et demi d'importation, — la disponibilité en charbon du pays en armes, seconde à coup sûr la victoire, aux côtés des pétroles de la Sonde, de la Californie et du Mexique, mobilisés successivement.

1918 voit s'élargir encore la fourniture des mines de l'intérieur, élevée d'un million de tonnes et portée à 18 380 000 tonnes : 36 pour 100 de plus qu'au cours de la dernière année d'avant-guerre. 1918 porte aussi le coup suprême à nos houillères envahies. Par un geste sans excuse ni raison, les armées allemandes détruisent, dans leur retraite, les charbonnages de la zone d'occupation : destruction du fond et du jour dans la zone rouge où les mines sont entièrement noyées, les galeries effondrées, les machines d'extraction, les chaudières brisées, les cuvelages dynamités.

103 sièges d'extraction, comprenant 212 puits, totalement détruits, tous les chevalements abattus, presque toutes les machines, représentant une puissance de 204 000 kilowatts, mises hors de service, 103 ouvrages d'art bouleversés, 800 kilomètres de voies de surface et 3 000 de voies souterraines dis-

parus ou endommagés, 16 000 maisons ouvrières ruinées, la plupart des mines noyées, 110 millions de mètres cubes d'eau à extraire, une capacité de production annuelle de 20 millions de tonnes réduite à néant, voilà les proportions du désastre.

Il fallait, à l'évidence, entreprendre sur-le-champ et conduire sans défaillance le travail de restauration. Il le fallait d'autant plus que la solidarité interalliée, vite relâchée dans le domaine financier et cambiste, s'effaçait également dans le domaine économique et commercial, devant la loi mercantile qui a marqué si lourdement pour les peuples accablés, si dangereusement pour les profiteurs du moment, les deux premières années de l'après-guerre.

A l'intérieur, la neuvième heure de travail est abandonnée, la main-d'œuvre de guerre retirée, le surmenage des années de guerre ressenti par les exploitations et par les hommes; la durée normale du travail dans les mines est ramenée par la loi du 24 juin 1919 à huit heures théoriques, qui se réduisent, avec le mode de calcul adopté et toujours en vigueur, à six heures vingt de présence utile au chantier, — une heure et quart à une heure et demie de moins qu'en 1913. Les conséquences s'inscrivent aussitôt, saisissantes : le rendement ouvrier baisse d'un coup de 30 pour 100 dans le temps même où les deuils de la guerre et les besoins de la reconstitution interdisent toute augmentation du personnel national.

Des 26 millions un quart de tonnes en 1918, la production s'effondre à 22 millions et demi en 1919, malgré l'appoint des 2 millions et demi de tonnes fournies par les charbonnages lorrains. L'année suivante ne la relève qu'à 25 millions un quart. Quand le charbon anglais, roi du marché, culmine à des prix *fob* (1) moyens supérieurs à 80 shillings la tonne, et se vend parfois au-dessus de 130 shillings, la consommation française se voit contrainte d'acheter au dehors l'équivalent de 31 millions et quart de tonnes de houille, pour une valeur de 2 550 millions de francs-or : quatre fois et demie plus qu'en 1913.

(1) *Fob*, abréviation de *franco of board*, c'est-à-dire, comprenant le transport jusqu'au port d'embarquement.

LA HOUILLÈRE FRANÇAISE RECONSTITUÉE

Pouvait-on laisser l'approvisionnement charbonnier du pays à la discrétion de fournisseurs étrangers armés d'un quasi monopole, à la bonne volonté fragile de l'ennemi d'hier, dont les accords de Spa allégeaient déjà la charge des livraisons de charbon prévues, au titre des réparations, par le traité de Versailles? Pouvait-on accepter l'état de dépendance économique, bientôt de déchéance, mesuré en 1920 par un coefficient de couverture inférieur à 50 pour 100, quand une véritable bousculade de charbon s'emparait de l'univers?

A mesure que les différentes industries nationales se reconstruaient, leurs besoins nationaux de combustibles grandissaient. Ils paraissaient insatiables : 33 millions et demi de tonnes en 1920, 50 en 1921, année de déflation universelle, puis successivement, 60, 67 et demi, 74 et demi, près de 76 millions de tonnes en 1923. La consommation française avance à pas de géant.

Pour la suivre, le double effort de restauration du bassin dévasté, de développement de l'extraction dans les autres se tend avec force. La solidarité nationale s'applique, en première urgence, à relever les ruines des mines sinistrées, où la technique guidée, soutenue par l'ordre corporatif, réalise des miracles.

Dès 1924, la reconstitution du bassin septentrional est pratiquement achevée, l'extraction d'avant-guerre recouvrée, la base de départ préparée pour de nouveaux progrès. Les bassins de l'intérieur suivent de leur mieux la courbe ascendante de la demande, les trois houillères lorraines doublent, en six ans, leur production. Ainsi, l'extraction globale, progressant à la cadence annuelle moyenne de 4 millions de tonnes, monte des 22 millions et demi de tonnes de 1919, des 25 millions un quart de 1920 à 29, puis 32, 38 et demi, 45, 48 en 1923. Sans que le volume de l'importation s'abaisse de façon notable, — il atteindra même, au cours de l'année 1924, 33 millions un quart de tonnes, tous combustibles convertis en houille crue, — l'apport régulièrement accru de la houillère nationale corrige l'excès d'insuffisance du coefficient de couverture, redresse celui-ci à 63 pour 100 pour 1923, ramène à 710 mil-

lions de francs-or, pendant la même année, la charge des achats extérieurs de combustibles, neutralise enfin les plus violentes poussées de hausse nées d'événements politiques ou sociaux tels que l'occupation de la Ruhr et les conflits miniers successifs dans les charbonnages britanniques.

Ce résultat n'a été obtenu que par les initiatives les plus énergiques pour remédier au manque de personnel et à la réduction du rendement individuel, pour améliorer sans cesse l'équipement des mines. On se doute, par exemple, que les quelque trois milliards et demi attribués aux mines sinistrées comme indemnité de dommages de guerre et non encore totalement réglés, n'auraient pas suffi, même de loin, à couvrir toutes les dépenses d'établissement et de travaux neufs requises par un tel effort d'extraction qu'accompagnait un effort parallèle dans l'aménagement des industries annexes de distillation et de traitement des charbons. L'appel à l'épargne par l'intermédiaire du *Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais*, qui a émis, en 1921 et en 1922, pour 1 700 millions d'obligations gagées par des annuités de l'Etat, l'effort financier propre des Compagnies, la mise à contribution très large des réserves constituées, année par année, au cours de périodes moins heurtées, ont procuré les ressources d'argent indispensables.

Mais la reconstitution technique eût été insuffisante ou vaine si, devant le gisement réparé, le matériel rénové, l'outil humain avait été déficient. Problème aigu, lancinant que celuï-là, quand il fallait regrouper les effectifs dispersés par la guerre, compenser par un accroissement de main-d'œuvre la perte de durée utile du travail, faire face, en trouvant d'autres bras, aux exigences d'une consommation rapidement croissante.

Le salut vint ici de l'étranger. Par un effort corporatif puissant, grâce à une organisation de recrutement spécialisé, créée de toutes pièces, et, croyons-nous, sans exemple dans le passé, la houillère française jeta, à ce moment, dans la balance de ses chances et de ses difficultés cet élément décisif : plus de cent mille mineurs nouveaux, la plupart étrangers immigrés, Polonais en grande majorité, provenant soit des mines de Westphalie où ils n'entendaient pas rester, soit de leur nouvelle patrie qu'ils avaient rejointe. Le total du personnel ouvrier des houillères passait ainsi des 203 000 de 1913 à l'intérieur

des anciennes frontières, des 221 000 d'avant-guerre dans les nouvelles frontières, à 314 000, fin 1923 : 40 pour 100 de main-d'œuvre en plus pour fournir, avec 48 millions de tonnes en 1923, une production supérieure d'à peine 8 pour 100 aux 44 600 000 tonnes de 1913, Lorraine comprise. Le rapprochement ne parle pas en faveur du régime de travail institué en 1919, qui, complètement dépourvu de souplesse, exclut tout travail supplémentaire, toute dérogation, toute compensation.

On ne doit pas se dissimuler que, sans l'invasion pacifique, reçue avec bonne grâce par le personnel français et fortement encadrée, de ces dizaines de milliers de mineurs étrangers, progressivement incorporés à la population minière française, il eût fallu étaler sur plusieurs décades le travail de reconstitution et d'extension qui a permis à la houillère française de retrouver si vite le plein de sa production, et de tenir, dans l'approvisionnement du pays, six ans après les destructions de guerre, la même place qu'à la veille de la tourmente. Avec l'appoint annuel de 4 à 5 millions de tonnes du gisement de la Sarre, constitué propriété nationale, mais hypothéqué des livraisons nécessaires à l'industrie locale et à des marchés anciens d'exportation, les houillères françaises ou franciséées assuraient, à elles seules, dès 1923, les deux tiers de nos besoins.

Ce rétablissement exceptionnellement rapide a valu à l'économie nationale, quand l'élan général de la production et la fréquence des convulsions sociales tenaient haut le cours mondial du charbon, une fourniture indigène abondante et régulière, à des prix proches de ceux d'avant-guerre, et, par moments, nettement inférieurs. La valeur d'un tel service ne doit pas être vantée. Il serait aussi injuste de la déprécier rétroactivement que périlleux, pour l'avenir, de l'oublier.

ANNÉES DE CRISE

Le conflit minier britannique éclate à la fin d'avril 1926, bouleversant, à l'égal d'une guerre, le marché mondial du charbon. Il fait disparaître 120 millions de tonnes de houille, — le cinquième de l'extraction annuelle de l'Europe, — fondre les stocks dont l'accumulation inquiétante dessinait, l'année d'avant, les prodromes d'une crise d'encombrement ; il surexcite

partout l'activité productrice, tendue, comme au lendemain des hostilités, par la nécessité de couvrir les besoins courants des économies nationales sans verser d'énormes surpries au « tertius gaudens » qu'attire l'appât du gain spéculatif.

A cet instant, l'exécution poussée en hâte des programmes de production préparés par les houillères françaises, abrite le pays de la disette, et lui épargne en grande partie le tribut qui pèse sur d'autres communautés. En 1926, l'extraction nationale monte à 52 millions et demi de tonnes, le coefficient réel de couverture à plus de 70 pour 100.

Dès les premiers mois de 1927, la reprise de l'extraction en Grande-Bretagne, avec un allongement d'une heure de la durée du travail, équilibre, sur le continent, la fourniture aux besoins; puis, l'élan productif se calmant à peine, l'offre dépasse la demande, tente en vain de la forcer. On cherche, par tous les moyens, un exutoire aux excédents de production. La concurrence se déchaîne sous la forme de compétitions armées de « dumpings ». La vente des charbons français, grevés de prix de revient-or que l'arrêt de la dépréciation monétaire, la reprise du franc et la valorisation des salaires majorés d'un tiers pendant le conflit britannique enflent anormalement, recule de mois en mois. Une crise de placement de la production française en France même se manifeste. Un problème de débouchés se pose, pour la première fois depuis la guerre, d'autant plus aigu que la consommation, jusque-là ascendante, se présente comme décidément en régression.

En 1927, l'extraction française marque encore une petite avance de 400 000 tonnes sur l'année précédente. 1928 la laisse en recul modéré, à 52 millions et demi de tonnes. Mais les mines ont dû garder en stock sur leurs carreaux, faute de débit, une fraction importante de cette production, voisine de 3 millions de tonnes, tandis que les fournisseurs extérieurs n'abandonnaient à peu près rien de leurs positions, établies sur une livraison annuelle de l'ordre de 30 millions de tonnes de houille crue. La production indigène couvrait presque seule les accroissements de consommation, de 1922 à 1926. Il lui a fallu, sur les deux années suivantes, faire équilibre au fléchissement de la consommation industrielle, en cédant le pas aux combustibles d'importation : la maison à l'envers. Par la faute de ses habitants ou par la faute de ses hôtes? Ceux-ci impos-

saiient leur présence qu'on eût souhaitée, dans l'intérêt commun, moins pressante.

Un hiver rude, une consommation élargie, exaltée dans certains pays par la tension des activités industrielles dont la courbe atteignait son sommet ramènent, en 1929, une apparence d'aisance sur les marchés charbonniers; les compétitions se calment, les prix s'affermisent. En France, la consommation charbonnière monte, d'un bond, de 10 millions de tonnes à 90 millions, chiffre sans précédent. L'aubaine profite aux fournisseurs extérieurs, qui s'adjugent une livraison supplémentaire de plus de 7 millions de tonnes sur notre marché. L'extraction française, en gain modéré de 2 millions et demi de tonnes, frise 55 millions. Le coefficient de couverture s'abaisse à 60 pour cent.

Mais l'accalmie ne dure guère. Avec la succession de deux hivers doux, surtout avec le déclenchement brutal de la crise économique étendue de proche en proche, les consommations charbonnières, directement dépendantes du niveau général d'activité industrielle dans un monde qui demande encore au charbon les trois quarts de l'énergie qu'il utilise, dans une Europe où cette part est voisine de quatre cinquièmes, s'affaissent ou se contractent. Malgré le freinage général de l'extraction, la mévente sévit, les stocks s'accumulent à nouveau, le chômage s'installe dans les mines. Les luttes reprennent, soutenues par les sacrifices que les grands bassins exportateurs s'imposent et imposent à leur clientèle intérieure, par les facilités fiscales, financières ou ferroviaires, étonnamment larges parfois, que leurs gouvernements consentent en vue du placement à l'extérieur des tonnages excédentaires.

Dès lors, les phénomènes de 1927-1928 se répètent dans notre pays. Un ralentissement dans le travail des industries, perceptible aux derniers mois de l'an passé, plus marqué depuis, ramène la consommation française à 87 millions de tonnes de houille crue (coke et agglomérés convertis en houille), sur l'ensemble de l'année 1930. Les débuts de l'année en cours confirment sa tendance déclinante. Cependant, l'importation conserve en 1930 l'intégralité des avantages acquis, l'année précédente, à la faveur d'une exceptionnelle poussée des besoins. C'est la houillère indigène qui, à nouveau, doit faire équilibre au fléchissement des besoins nationaux de combustibles; sa

production, en palier sur l'ensemble de l'année, était déjà comprimée pendant les derniers mois; elle a perdu, à l'exportation, près d'un million de tonnes, le tiers de ses ventes normales. C'est le travail minier national qui pâtit d'une situation dont ses représentants n'ont sans doute pas tort de souligner le paradoxe : tous nos bassins chôment partiellement, les moins bien placés un jour par semaine. Or, à tonnage égal extrait du sous-sol français ou importé, la perte de travail est ressentie de façon incomparablement plus lourde par le producteur que par le manutentionnaire. Il faut, estime-t-on, 1430 journées de mineur pour produire mille tonnes en France, 16 journées de docker pour décharger mille tonnes dans un port : rapport voisin de 1 à 100.

Ne manquons pas d'ajouter que la pratique du *short time* (1) à laquelle l'anomalie de la situation présente constraint nos mines de recourir, courante à l'étranger, — plus d'un mois de travail a été perdu l'an dernier, par ouvrier inscrit, en Angleterre et dans la Ruhr, — surprend ici d'autant plus qu'elle est inhabituelle. Du moins le mineur français reste-t-il à l'abri de cette catastrophe sociale des congédierments massifs qui, pendant la seule année 1930, ont jeté dans « l'enfer du chômage total » 100 000 ouvriers des charbonnages de la Ruhr, — le quart de l'effectif, — et 80 000 dans les charbonnages d'outre-Manche.

Il reste que l'équilibre de la fourniture indigène et de l'apport extérieur, tel que l'avaient rétabli des années de patients efforts, est maintenant compromis; que le refoulement de la production nationale par les charbons d'importation, d'origines d'ailleurs variées, entraîne, en dehors du risque immédiat de chômage pour la population minière française, une menace durable pour la sécurité de l'approvisionnement charbonnier du pays, gage de son indépendance économique future.

Ne retenons que les résultats essentiels, relatifs à l'année 1930, quitte à reprendre plus loin, avec plus de détail, l'examen des données statistiques. Au point où elle est parvenue, la production française fournit aisément les 55 millions de tonnes auxquelles se chiffre son apport de l'an dernier : c'est, vis-à-vis de la dernière année d'avant guerre (extraction lorraine com-

(1) *Short time*: temps de travail réduit.

prise), un complément d'environ 10 millions et demi de tonnes.

De 74 millions de tonnes dans toute la France d'avant-guerre pendant l'année 1913, — année de très forts besoins, — la consommation (coke et agglomérés convertis en houille) s'est accrue jusqu'au maximum de 90 millions noté en 1929.

Acceptons pour normal, en phase d'activité économique soutenue, sans enflure, le chiffre de 85 millions de tonnes. A ce niveau, la production française pourrait assurer sensiblement les deux tiers des besoins nationaux et, avec le concours des mines domaniales de la Sarre, propriété de l'Etat français, rapprocher le coefficient de couverture de ce qu'il était au début du siècle. L'ambition n'est pas excessive ni déraisonnable. Encore faudrait-il que le charbon français trouvât en France un écoulement régulier, moins directement soumis aux poussées étrangères, aux variations de la demande.

Trois crises de placement commercial de la production française : celle de 1923-26, dénouée par un événement extérieur de caractère massif, le conflit minier britannique; celle de 1927-28, violente, temporairement résolue par un accident heureux, l'augmentation considérable de la consommation nationale; la crise présente, aussi grave que la précédente, traduite par l'accumulation des stocks, l'apparition de chômage périodiques à fréquence accélérée, démontrent qu'il existe un problème de l'écoulement des charbons français sur le territoire national et que ce problème est posé de manière aiguë par moments.

Il l'est surtout par l'afflux des charbons étrangers, par l'excès d'importations gonflées bien au delà des quantités dont l'insuffisance des ressources indigènes justifierait l'introduction.

Y compris les 4 700 000 tonnes fournies par la Sarre, il a été introduit en France, l'an dernier, l'équivalent de 37 millions de tonnes de houille crue. L'année d'avant-guerre la plus favorable aux fournisseurs extérieurs (1913), donnait, dans les frontières politiques actuelles, un maximum de 31 millions de tonnes; l'année d'après-guerre, la meilleure pour l'importation, (1924), 33 millions un quart de tonnes. Si l'on tient compte des 2 millions et demi à 3 millions de tonnes que la houillère belge expédie sur les marchés proches de l'étranger, — la Belgique constitue le débouché extérieur principal des flam-

bants et des gras du Nord et du Pas-de-Calais, — il eût suffi de 34 à 35 millions de tonnes d'apports extérieurs pour assurer très largement en 1930 l'approvisionnement en combustibles du pays. Le surplus d'offres étrangères, troubant davantage notre marché à mesure que les besoins se détendaient, provoque stockage et chômage. Il crée la crise dont souffre le travail national. Il aggrave le déficit de notre balance commerciale, qui atteignait neuf milliards et demi en 1930. La valeur d'ensemble des importations de charbons en provenance de l'étranger s'inscrivait l'an dernier, sans l'appoint de la Sarre, à près de la moitié du total, à 4 338 millions de francs : 880 millions de francs-or.

C'est que l'écart des prix de revient aux points de consommation principaux, entre charbons français et charbons étrangers, s'est modifié au désavantage des premiers. Aux avantages naturels, normaux, catalogués, si l'on peut dire, qui servent la vente en France de certains charbons étrangers ou de certaines catégories de charbons étrangers, s'ajoutent des avantages exceptionnels, la plupart artificiels et anormaux, mais dont la somme est assez puissante pour fausser la balance au détriment du combustible indigène, chassé des régions de vente qu'il tenait.

Mettre la houillère française en mesure de soutenir les poussées qui s'exercent sur elle, déceler ses points de moindre résistance, lui conserver la place qu'un souci attentif de l'avenir recommande de prévoir dans l'approvisionnement national, répartir dans de convenables conditions de qualité et de prix les zones de débit respectives des divers bassins français et des compétiteurs extérieurs, de façon que l'économie nationale tout entière y trouve son compte, là se trouve présentement, semble-t-il, l'essentiel du problème du charbon français.

Qu'a-t-on fait dans cette voie, quelles mesures seraient à prendre, l'examen de la condition de la houillère française au regard de ses concurrents va tenter de le dégager maintenant.

CHARGES FISCALES ET AUTRES

A son passif, malheureusement permanent, il faut porter la qualité seulement moyenne ou même médiocre du gisement. La dotation peut sembler modeste. Les ressources connues, de

l'ordre de 20 milliards de tonnes, ne sont pas inépuisables. Si les chances de développement des bassins de l'intérieur, autrefois exploités, apparaissent en général comme assez faibles, la mise en valeur prudente du bassin septentrional et du bassin lorrain, l'un et l'autre honorablement pourvus et supérieurement équipés, ménage des disponibilités suffisantes sur une très longue série de décades. Mais, sauf exception heureuse, le gisement est plus profond et plus tourmenté, la veine moins riche, le toit plus mauvais, le charbon plus friable et plus sale que dans les grands gisements d'Angleterre, de Hollande, de Pologne ou du bassin de la Ruhr. Il faut laver davantage et le déchet est plus élevé qu'à l'étranger. Ces difficultés naturelles affectent le rendement de l'ouvrier mineur, et rendent le charbon français plus onéreux à extraire que le charbon des grands bassins étrangers.

Compenser l'infériorité physique du gîte par l'effort conjugué de la technique et de l'outillage, le regroupement des chantiers, la révision fréquente des méthodes d'exploitation, l'introduction des grandes tailles là où elle est possible, — tout ce qui, d'un mot, appartient au domaine de la « rationalisation technique », — le personnel d'ingénieurs, de qualité et de compétence universellement reconnues, dont l'industrie minière française a droit de s'enorgueillir, s'y applique avec succès. La mine-modèle n'est pas, en France, l'exception, ni le privilège d'un seul bassin. Dans le principal, l'abatage est « mécanisé » à raison de 80 à 85 pour 100, l'électricité et l'air comprimé secondent le travail de « l'homme de chair », que « l'homme machine », au fond de la mine, ne supplantera jamais et qu'il ne remplace que pour la préparation de la tâche propre du mineur, pour l'évacuation des produits arrachés à la terre. La puissance des compresseurs d'air a quintuplé depuis 1913, la puissance des centrales électriques des mines, portée à 550 000 kw., a plus que quintuplé, dans le Nord et le Pas-de-Calais.

De tels progrès ont contribué à l'amélioration continue du rendement individuel ; ils n'ont pu lever tout à fait l'hypothèque, par trop pesante, de la réduction du temps de travail utile. C'est l'an dernier seulement que le rendement d'avant-guerre, de 693 kilos par homme et par jour, a été restitué, pour l'ensemble de la France. Il reste loin des rendements obtenus

dans les grands bassins étrangers, où la progression, — en partie sous l'influence des congédiements massifs d'effectifs et des chômagés multipliés, — se révèle très rapide.

Moins de moitié du rendement silésien, moitié à peine du rendement de la Ruhr, moins des deux tiers du rendement britannique : l'infériorité relative du rendement français, due, il faut le répéter, à l'ingratitude trop fréquente du gisement, charge la tonne extraite de frais de main-d'œuvre plus élevés qu'à l'étranger. La dernière enquête du Bureau international du travail sur les conditions de travail et de salaires dans les mines de charbon du vieux monde faisait ressortir l'écart en plus à 30 pour 100, vis-à-vis du principal bassin allemand. Il n'a pas diminué, au contraire. Par rapport à l'ensemble des charbonnages britanniques, la différence des frais directs de main-d'œuvre par tonne disponible pour la vente se chiffrait, d'après les données les plus récentes, à 3 francs environ au désavantage de la production minière française, — 61 fr. 40 de notre côté, 58 fr. 50 de l'autre, — bien que le salaire du mineur anglais paraisse se classer en tête de l'échelle internationale.

Les coefficients relatifs de charges fiscales corrigerait-ils l'écart ? Ils ne font que corriger l'impression, trop facilement accueillie à l'extérieur, que l'impôt ménage la production nationale. Pour ne tenter le rapprochement qu'avec la houillère voisine qui ne passe pas pour spécialement favorisée à cet égard, celle de la Ruhr, la charge fiscale à la tonne utile était, en 1928, de 7 francs chez elle, de 9 fr. 60 pour la houillère française. Il entrat l'an dernier, en moyenne, dans le prix de vente de la tonne marchande de charbon français, 10 fr. 45 d'impôt : chiffre qui place la houillère française à l'échelon probablement le plus haut et au rang le moins enviable parmi les charbonnages d'Europe. Un tel rang est lourd à porter.

On doit noter, par ailleurs, — sans qu'à cette constatation se mêle le moindre regret des sacrifices consentis au mieux-être du personnel, — que l'état avancé de l'évolution sociale dans l'industrie minière inscrit au prix de revient une contre-partie assez lourde, qu'il serait déraisonnable et peut-être dangereux de charger présentement.

Un système complet d'assurances sociales abrite depuis près de quarante ans le mineur contre les risques de l'existence ouvrière, sauf le risque de chômage, trop exceptionnel ici pour

donner lieu à cotisations et à prestations spéciales. Le taux de base de la retraite attribuée à 55 ans d'âge, après trente années de service, atteint 3000 francs, ce qui le porte au coefficient 6,83 vis-à-vis de la situation d'avant-guerre. Le service des retraites minières, pensions aux veuves et pensions d'invalidité, réclame de l'ouvrier actif et de l'exploitant un versement égal, pour chacun des cotisants, à 5 et demi pour 100 du salaire. L'État cotise lui-même à concurrence de 4 et demi des salaires totaux. L'assurance-maladie administrée par les Caisses de secours des mines, aux Conseils desquelles les représentants du personnel détiennent actuellement les deux tiers des sièges, préleve 3 et demi pour 100 des salaires, par versements égaux de l'ouvrier et de l'exploitant. Le total monte à 19 pour 100 des trois milliards de salaires en espèces payés en 1930 : la part que l'exploitation minière doit couvrir représente 8 fr. 75 par tonne marchande de houille.

86 000 maisons ouvrières ou logements dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, plus de 100 000 dans l'ensemble des bassins français, le double du chiffre de 1913, sont à la disposition du personnel. La moitié de l'effectif en général, les trois quarts dans le Nord et le Pas-de-Calais, sont logés à titre quasi gratuit, moyennant une contribution mensuelle de l'ordre de 15 francs aux charges d'entretien, qui ne représente qu'une part, à l'évidence insime, des charges de logement assumées par l'industrie.

Fournitures de charbon gratuit ou à prix réduit, allocations familiales pour un montant annuel de cent millions de francs, jardins ouvriers, œuvres variées telles que dispensaires, hôpitaux et cliniques, écoles, terrains de sport, salles de jeux et de récréation, bibliothèques, portent l'ensemble des dépenses sociales à la charge de l'exploitant à près de 700 millions de francs annuellement, le total du « budget social » assumé par la production houillère française à 840 millions de francs.

Il y aurait erreur et abus à porter au passif d'une grande industrie des dépenses de cette nature, dont l'utilité n'est certes pas incomprise : la floraison des œuvres sociales de la houillère en témoigne. On veut simplement, en les chiffrant, rappeler que le progrès social n'est point gratuit, qu'il n'y aurait profit pour personne à en trop presser la marche,

qu'enfin l'avancement inégal des économies charbonnières concurrentes peut desservir les plus évoluées, parmi lesquelles s'inscrit la nôtre.

LES ÉTAPES DU PROGRÈS

On ne comptera pas pour une petite part, dans le maintien, onze années durant, de la paix sociale, le complément d'avantages ménagé au personnel ouvrier des mines françaises. Bien traitée, convenablement rémunérée (le salaire journalier moyen en espèces de l'ensemble des ouvriers du fond et du jour s'établissait, pour l'année 1930, au coefficient 6,8 sur l'avant-guerre, au lieu de 5,7 en 1928), admise par l'intermédiaire de ses représentants qualifiés, à discuter ses conditions de travail et de salaires, qui font l'objet de conventions collectives dans le principal bassin, la main-d'œuvre minière française montre des qualités heureuses de pondération et d'équilibre. Sa valeur professionnelle est appréciée. Son effet utile s'améliore. Les 330 000 ouvriers inscrits en 1927 fournissaient 52 millions et demi de tonnes ; les 300 000 de 1929 et de 1930, — Français pour les deux tiers, — ont fourni 35 millions de tonnes. La marge de progrès reste assez large pour autoriser l'espoir que l'avance du rendement sera la source principale des économies de prix de revient à rechercher plus attentivement que jamais. La nécessité de ne pas amoindrir la production individuelle, de la redresser au contraire, semble comprise. Elle a dicté, spécialement en ce qui concerne l'assouplissement du régime de travail, les dispositions de la convention sur les congés payés, récemment conclue à Douai entre représentants patronaux et ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais.

Saine socialement, la houillère française trouve dans la longueur de son passé, dans son équilibre intime, plus heureusement assis que celui des grands *Konzern* voisins, dans ses vieilles méthodes de gestion patrimoniale dont la crise présente n'est pas faite pour condamner les vertus bourgeoises, une fermeté d'assise qu'il faut porter, sans hésiter, à son crédit. La grande entreprise domine chez elle. Si les quelque cent dix exploitations en activité donnent, en moyenne, un demi-million de tonnes par an, la taille courante de la Compagnie houillère est, dans notre pays, du million de tonnes. Seize

d'entre elles fournissent davantage, onze dépassant le gabarit de deux millions de tonnes, sept les trois millions de tonnes; dimensions que l'expérience montre adaptées aux nécessités d'une concentration efficace de l'exploitation et d'un groupement profitable des services.

Les réserves de prévoyance constituées pendant les années d'aisance commerciale ont alimenté en partie les programmes de modernisation, de développement, de constructions neuves, qu'imposaient à la fois l'évolution de la technique et le souci de mieux servir des besoins beaucoup plus variés qu'autrefois. Programmes coûteux, extensions nécessaires, dans les directions diverses qu'ouvre au producteur une connaissance moins sommaire de la matière qu'il extrait et que lui imposent d'ailleurs les exigences d'une consommation elle aussi plus avertie.

— Améliorer la présentation du produit livré à la clientèle par une série d'opérations mécaniques : triage, dépoussiérage, lavage, mélanges, afin de pousser aussi loin que possible la classification. Agglomérer les poussières de charbons maigres et les menus.

— Élargir l'échantillonnage des qualités qu'offre le gisement national, pour fournir à la cokerie, aux foyers domestiques, par distillation fractionnée préalable et amaigrissement des charbons gras et flambants qui constituent le type dominant de notre production, l'aliment demandé en grande partie, jusqu'à ces dernières années, aux fournisseurs étrangers.

— Trouver sur place, en les livrant à la centrale électrique ou au gazogène, un emploi aux produits inférieurs, barrés ou cendreux, frappés de prix de transport prohibitifs.

— Tirer de chaque tonne de charbon apte au traitement chimique des formes d'énergie de plus en plus raffinées, par la récupération intégrale des sous-produits de la carbonisation : goudrons, benzols, ammoniaque, gaz de fours à coke qui, traités à leur tour, soumis à des réactions diverses, en présence d'agents catalyseurs, deviendront les matières premières d'une série d'activités qu'allongent au jour le jour les progrès de la synthèse chimique : engrais azotés artificiels, alcools industriels, carburants si déficients dans l'apport de notre sol métropolitain.

— Dissocier enfin les constituants du bloc de houille, par des procédés moins brutaux que la cuisson à haute température.

dans le four à coke : traiter par l'hydrogène, sous des pressions et températures diverses, soit la pâte de houille ou de lignite, soit les goudrons primaires qu'élabore le four de distillation, en extraire la série complexe des hydrocarbures liquides qu'ils récèlent.

Dans ces directions multiples, qui prolongent, bien au delà du puits, l'activité du carier souterrain d'autrefois, l'effort n'est pas inférieur à la tâche. Moins du tiers des charbons extraits sont aujourd'hui livrés bruts à la consommation.

Depuis l'installation, vieille d'un demi-siècle, des premiers fours à récupération, l'art de la cokéfaction s'est hautement perfectionné, le montant de la fourniture indigène de coke métallurgique n'a guère cessé de s'accroître : 4 millions de tonnes en 1913, dont 3 élaborés par les cokeries des mines ; 4 760 000 tonnes seulement en 1920, dont 830 000 livrés par les mines, à la suite des destructions de guerre ; plus de 9 millions en 1930, dont 5 représentent l'apport propre des mines. Ainsi la production française de coke métallurgique, alimentée pour les trois quarts en charbons français et sarrois, couvre-t-elle à peu près les deux tiers des besoins de la sidérurgie, moins étroitement dépendants des arrivages de l'extérieur.

L'ensemble des centrales électriques des mines de houille, avec une puissance installée qui excède le million de kilowatts, fournit présentement une production de courant de l'ordre de deux milliards et demi de kilowatts-heure par an, utilisée d'ailleurs, en grande partie, par l'exploitation elle-même.

Les usines annexes des seules mines du bassin septentrional fournissaient, en 1929, 130 000 tonnes de goudron brut ou le quart de la production française, 33 000 tonnes de benzol brut, 50 000 tonnes de sulfate d'ammoniaque par lavage des gaz de fours à coke. Le réseau de transport de gaz à distance qu'elles alimentent distribue 300 millions de mètres cubes annuellement. Leurs usines d'ammoniaque synthétique, construites et exploitées en collaboration avec l'industrie chimique, permettent une production annuelle d'environ 50 000 tonnes d'azote combiné à l'état de gaz ammoniac. L'ensemble des usines annexes des mines pourrait couvrir près de la moitié de la consommation nationale d'engrais azotés.

Ces résultats, il serait tentant de les inscrire, et pour une part assez large, aux « boni » de l'exploitation minière. La

réalité est moins attrayante. Suite logique au travail du mineur, élargissement nécessaire de son activité dans un pays tributaire de l'extérieur, avant les hostilités, pour les trois quarts des fertilisants qu'exigeait son sol, pour plus de moitié du coke indispensable à ses hauts fourneaux, pour la presque totalité, aujourd'hui encore, des hydrocarbures liquides qu'il consomme, les fabrications chimiques auxquelles la grande houillère se livre réclament un appareillage coûteux, soumis à usure rapide, tôt démodé au surplus et tout juste bon pour la ferraille dès qu'un procédé nouveau, plus économique, a supplanté les précédents. Elles comportent, techniquement, des aléas que plus d'une expérience a révélés pesants. Leur floraison s'est faite, dans les centres miniers du continent, à une époque où les marchés de sous-produits donnaient déjà des signes d'encombrement. La crise de mévente est maintenant ouverte. Elle impressionne fortement et, semble-t-il, durablement le niveau des prix.

On ne comptera certes pas pour peu le complément de souplesse que procure à l'exploitation minière moderne la faculté de transformer le produit brut tiré du sol. De tels progrès sont dans la ligne de son devoir professionnel. Ils viennent de moins en moins à son profit professionnel. Ce n'est pas d'eux que l'entreprise évoluée peut attendre, au moins pour l'instant, compensation aux difficultés de vente de la masse de l'extraction.

SITUATION CRITIQUE ACTUELLE

Nous voici ramenés au problème immédiat de débouchés que les conditions actuelles de la concurrence internationale posent en termes pressants.

L'industrie houillère française ne parvient plus aujourd'hui à écouter sur le marché intérieur la totalité d'une production contenue pourtant dans des limites modérées, comprimée même par les chômage partiels qui se généralisent. 3 millions de tonnes sont stockés sur les carreaux des mines. L'afflux des combustibles d'importation refoule les charbons indigènes. Il menace l'équilibre de notre industrie.

Ce recul ne tient pas seulement à la contraction des besoins nationaux de combustibles; il n'est pas seulement la consé-

quence du désajustement des prix de revient de la production charbonnière française et étrangère, qui, — aggravée par les fortes réductions de salaires appliquées chez eux récemment, — confère privilège à nos principaux concurrents, ni des facilités exceptionnelles qu'offre à l'importation la chute des frets maritimes. Il résulte aussi de mesures d'assistance diverses prises à l'étranger, pour favoriser l'exportation charbonnière par des moyens artificiels : subventions, primes directes ou indirectes, réductions considérables des tarifs de transport entre la mine et le port.

L'ensemble de ces avantages permet d'offrir les charbons étrangers sur le marché français, à des conditions de prix qui rendent la lutte par trop inégale sur le terrain commercial.

Il y a surabondance de houille en Europe, bien que la production du charbon ait été accrue de 8 pour 100 à peine sur 1913. Pour écouter à l'extérieur leur trop plein, les grands bassins exportateurs mettent en jeu tous leurs moyens. Ils attaquent, et, jusqu'à ce que l'ordre soit mis dans leur effort, il faut qu'ils attaquent. Comment ne choisiraient-ils pas, comme objectif principal, le marché le plus large et le plus ouvert du monde ? Aucun pays n'importe, comme la France, l'équivalent de 32 millions de tonnes de houille crue annuellement.

Indépendamment des 4 millions et demi de tonnes de coke qui viennent pour 3 millions d'Allemagne, pour 1 million des Pays-Bas, de 1 400 000 tonnes d'agglomérés en provenance d'Allemagne et de Belgique principalement, la France a reçu, au cours de l'année 1930, 24 727 000 tonnes de houille.

De Grande-Bretagne parviennent 13 millions et demi de tonnes, — 60 pour 100 de plus qu'en 1928, — d'Allemagne un peu plus de 5 millions, de Belgique 3 millions et demi, des Pays-Bas un million et demi, de Pologne 760 000 tonnes, deux nouveaux venus qui, sans ménager leurs sacrifices, se taillent leur place sur le marché français.

15 millions de tonnes de charbon, — à peu près la moitié de l'importation totale, — empruntent la voie maritime et débarquent dans nos ports. Rouen seul reçoit près de 5 millions et demi de tonnes, acheminées pour la presque totalité vers la région parisienne. A l'ensemble des importations maritimes, la dépression des frets vaut un avantage de transport d'au moins 10 francs par tonne vis-à-vis de la situation de 1929 sur

le trajet le plus court, Cardiff-Rouen, du double vers la Méditerranée, au départ de la Tyne.

Depuis le mois d'octobre 1928, les charbons anglais destinés à l'exportation bénéficient d'un abattement de 30 à 35 pour 100 des tarifs de transports ferroviaires. Les tarifs côtiers remaniés depuis quelques mois en Allemagne comportent réduction de 30 francs par tonne en moyenne par rapport au barème commun; en faveur des charbons destinés à l'exportation, des réductions supplémentaires sont prévues : elles atteignent 40 pour 100. Ce n'est pas d'hier que les charbons silésiens sortant par Gdynia payent 21 francs par tonne pour être transportés sur 600 kilomètres de Katowice à la Baltique. Ailleurs, par exemple en Belgique, la tarification ferroviaire s'applique à refouler les charbons étrangers, parmi lesquels les nôtres ont leur place.

Si la qualification littérale de *dumping* ne s'attache pas à des pratiques de ce genre, que dire de faits tels que l'élévation à 2,94 marks par tonne, à certains moments, le maintien à 2,25 marks de l'*umlage* (1) prélevée par le Syndicat du charbon de la Ruhr pour soutenir les ventes dans les régions de concurrence : 14 francs par tonne, presque le double du dividende net moyen de 8 francs par tonne que la houillère française répartissait l'an dernier, — ou l'attribution, trois années durant, d'une prime de 2 à 4 shillings par tonne aux charbons anglais exportés du Yorkshire et des districts voisins, qui, à ce prix, ont poussé leurs expéditions vers la France au delà du million de tonnes ? Que dire d'une loi minière telle que le *Coal Mines Act 1930* dont le texte originel, amendé au dernier quart d'heure contre le vœu des gouvernants, codifiait le *dumping* régional, national, qui reste en puissance dans la loi ?

Cet ensemble de phénomènes expliquerait suffisamment l'écart des prix « rendu » entre charbons français et charbons étrangers, dans les grands centres de concurrence : régions industrielles de l'Est, du Sud-Est, du Sud, région industrielle parisienne, hinterland profond du littoral de la Manche et de l'Atlantique, région du Nord elle-même où la mobilité extrême de la politique commerciale de la houillère belge, le

(1) *Umlage*, redevance prélevée par tonne de charbon.

travail de pénétration obstiné de la houillère limbourgeoise exercent leurs effets.

Il y faut joindre l'économie de prix de revient réalisée récemment, au départ des mines, par des réductions du salaire des mineurs : 14 pour 100 pour la Belgique en huit mois, 6 pour 100 pour la Ruhr, 5 p. 100 pour les Pays-Bas, 6 à 8 pour 100 pour la Galles du Sud, qui fournit la part majeure de l'exportation britannique pour la France.

Comment soutenir le choc des combustibles d'importation disposant de tels avantages ?

Un droit de douane de 2 francs par tonne, réduit au tiers de sa valeur-or d'avant-guerre, ne protège assurément pas le charbon national. Il est beaucoup plus qu'annulé, quand le jeu des réparations conduit le Gouvernement français à primer les importations de charbons allemands au titre des prestations en nature, dont la France a reçu, en onze années, cent millions de tonnes pour une valeur globale d'environ 2 milliards de marks-or.

Les trois quarts des expéditions de charbons français voyagent par chemin de fer et payent ce terrible impôt sur les transports dont tant de voix ont dénoncé l'absurdité économique. La position excentrique des bassins principaux masse aux extrémités du territoire les trois quarts de la production française : 33 millions du Nord et du Pas-de-Calais, 6 de Lorraine, et les 13 millions de tonnes de la Sarre. Le régime de barèmes spéciaux et de prix fermes qui avait peu à peu et en partie corrigé ce déséquilibre géographique, en procurant au transporteur un trafic plus abondant, plus régulier, en trains mieux utilisés, est battu en brèche, au moment où les circonstances commanderaient de l'étendre. Pour stabiliser le débit du principal bassin, on reconnaît depuis cinquante ans la nécessité d'aménager, vers la région parisienne, une voie d'eau à grand trafic et à bas prix capable de concurrencer la Seine : le canal du Nord reste en projet.

Que peut faire la houillère française pour ce qui dépend d'elle ? Retenir, par des concessions de prix, les ordres qui s'éloignent d'elle, réduire, sans pouvoir la combler, la marge qui la sépare du concurrent le plus favorisé. D'autres consommateurs que les grands services publics savent l'effort réalisé de ce côté. Les nécessités commerciales obligent maintenant les

mines à reprendre une fraction des majorations de salaires, — 20 pour 100 au total, — accordées depuis la fin de l'année 1928. Qu'on n'impose pas au prix de revient d'autres charges qui rendraient vain le sacrifice.

Que l'ent'aide joue entre producteurs et consommateurs français, comme elle a joué aux époques où la défaillance de certains fournisseurs étrangers exigeait un appel plus large à l'approvisionnement national; que chacun se discipline, que les vendeurs étrangers sachent se discipliner à leur tour; qu'à défaut la législation douanière, armée depuis vingt ans contre le dumping, réprime les mauvaises mœurs commerciales, trop fréquentes pour l'instant sur le marché du charbon.

L'industrie houillère du vieux monde ne portera pas toujours le « monstre dumping » sur son dos. On tentera, quelque jour, de tempérer les concurrences par trop inintelligentes et couteuses, d'éviter le désordre sur le marché, générateur de déficits et de chômage. En attendant, le désordre règne. Il menace de bouleverser l'économie charbonnière française, et de compromettre à longue échéance, avec elle, les sécurités de l'économie nationale. Les positions occupées à l'heure de l'armistice dictent toujours les dispositions de paix. Se laisser déborder aux dernières batailles serait perdre une province. Il y a des luttes à l'apparence pacifiques, dont l'enjeu, discrètement disputé, dépasse celui des guerres sanglantes.

PEYERIMHOFF.

POÉSIES

CHARENTE D'OUTRE-MER

RIVES DU SAINT-LAURENT

Ce grand fleuve frappé d'une mort apparente,
Cette longue prison que subit l'eau courante,
Ce n'est point là l'hiver de ma molle Charente.
Non, ces neiges pesant sur les chéneaux des toits,
Ce n'est point ma Saintonge, et pourtant c'est bien elle,
Riche d'accents railleur en son parler courtois,
Un peu lente et trainante, immuable, éternelle,
C'est elle sur ces bords qui sonne dans les voix :
Gens de chez nous, l'œil fin, affûtant leur malice
Dans l'ombre des cils bruns qu'ils ont toujours mi-clos,
Gens hardis et prudents comme le vieil Ulysse,
Ayant eu comme lui maints hasards sur les flots.

Race aux rires discrets, aux larmes ravalées,
Qui poursuis ton destin delà les eaux salées,
Frères d'Hyperborée et du Septentrion,
Il me souvient de vous, de vous, Arthur Vallée,
Montpetit, Roy, Simard, Desaulniers, Geoffrion,
Et de vous, cher Tessier, prêtre en votre vallée !
Soirs de Québec, ô soirs d'un novembre profond !
Que j'aimais, du chemin qui longe la colline,
Regarder les châteaux que les nuages font
Et l'azur qui verdit quand le soleil décline !

Mais je n'étais point seul à hanter ce rempart,
 Où, jadis, la Licorne, unie au Léopard,
 A sur des fronts têtus fatigué sa colère.
 Un homme de mon nom, soldat des plus obscurs,
 Porché dit la Ramée, est tombé dans ces murs.
 Peut-être y revient-il lorsque la lune est claire...
 Noirs sous l'astre serein, de placides canons,
 Depuis longtemps guéris de leur ancienne rage,
 Quelque mousse de neige aux coins de leurs fanons,
 Semblaient, tendant le cou, des bœufs au pâtureage.
 Une cloche tintait, une autre répondait;
 Un paysan grognon disait à son bicet
 De ces mots qu'on entend, devers Cognac ou Saintes,
 Sortir des tapecus dont le cheval s'endort.
 Ainsi, se confondant avec les choses saintes,
 Les jurons témoignaient d'un vieux sang toujours fort.
 Mon propre sang, le sang qui bat contre mes tempes,
 C'était lui, mais en vous sacré par vos vertus.
 Dans la nuit, je gagnais, courant le long des rampes,
 Le bas Québec penché sous l'abat-jour des lampes,
 Et retrouvais ma rue et ses galets pointus,
 L'enfant sur le trottoir, jouant à la marelle,
 Le petit magasin et sa sonnette grêle...
 Neussent été ce fleuve au volume écrasant
 Et ces souffles aigus, avant-coureurs des glaces,
 J'eusse aux jours d'autrefois mêlé l'instant présent
 Et cru voir dans ces lieux Angoulême et ses places.

NOSTALGIE DU CANADIEN AU CANADA

Sansregret, héros sans gloire,
 A dans l'ile d'Orléans
 Son baldaquin, son armoire,
 Son pot et son écumeoir :
 Orléans non de céans,
 Mais d'un bord très loin de Loire,
 De delà les Océans.

Cheveu châtain, tête ronde,
 La moustache au soleil blonde,

Tel, trapu comme un buffet,
Que sa race et Dieu l'ont fait,
Quand le fleuve se débonde,
Sansregret regarde l'onde
Qui sous la glace étouffait.

Dans le bleu d'une éclaircie,
Un oisillon remercie
Par un minuscule chant,
Un si menu bruit de scie
Que l'azur ne s'en soucie.
Pourtant l'homme, dans son champ
Baisse le front en marchant.

Sansregret (Zéphirin-Blaise)
Éprouve un obscur malaise,
Comme un grand besoin de fuir.
Se peut-il que lui déplaise
Que son île soit anglaise ?
Non. Simplement, sous son cuir,
Son âme se sent languir.

Languir après quoi, Dieu juste ?
Ce rêveur est bien trop fruste
Pour en avoir le soupçon.
Mais d'où vient qu'un léger son,
Perlant du haut d'un arbuste,
Dans une oreille s'incruste
Et rend triste un fort garçon ?

C'est peut-être que, sur l'aune,
En quelque marais d'Aunis,
Tel qu'à présent sur le cône
Du jeune sapin il trône,
Un pareil petit bâjaune,
En les avrilis de jadis,
Fit grincer son tournevis.

Occitanie, Aquitaine,
 Ta souvenance lointaine
 Peut rendre un cœur tout benêt.
 Aïeule en coiffe et mitaine,
 Aïeul en blouse et bonnet,
 Doux ciel perdu, tout renait
 Dans le chant d'un sansonnet.

« MEUNIER, TU DORS »

Autrefois Painperdu possédait vers Brouage
 Un moulin mû des vents par un simple rouage.
 Un jour, las d'accrocher la toile à ces grands bras,
 Et las de respirer dans la tiédeur des draps
 Le sel qui vient de loin sur un souffle sauvage,
 Bref, las d'appareiller sans quitter le rivage,
 Painperdu prit la mer... Ainsi beaucoup ont fait,
 Dont la tête, à la nuit, en rêvant, s'échauffait.
 Là-bas, sur l'autre bord, c'était la grande époque
 Où quelques Récollets luttaient dans leur bicoque,
 L'époque où les mousquets pendaient aux mancherons.
 Painperdu débarqua, salué des Hurons,
 Et vécut malgré lui l'héroïque aventure.

Painperdu, si la peur était dans ta nature,
 Nul ne t'a vu trembler qu'autant qu'il est permis ;
 Tu fus dans les combats fidèle à tes amis ;
 Mais ni la poudre en feu, ni l'écume marine
 Ne devaient dans ton cœur détrôner la farine :
 Il te fallut bientôt, dans un autre air salin,
 Larguer la voile encore aux ailes d'un moulin,
 Vouloir voguer, à terre, étant ta maladie.
 Et maintenant, *meunier, tu dors* en Acadie,
 Sous la neige *tu dors* depuis deux cents hivers,
 Mais ton âme, au printemps, rit dans les gazons verts,
 Et toujours le moulin, second dans ton histoire,
 Profile sa blancheur au haut d'un promontoire.

Ce moulin, je l'ai vu. Comme il est saintongeais !
 Qu'il m'a dit de secrets quand je l'interrogeais !
 Comme, avec son toit plat, sa douce masse ronde,
 Il est ferme, il est calme au bord du flot qui gronde,
 Et que j'étais ému, le trouvant si pareil
 A ceux de nos brouillards et de notre soleil !

Painperdu, quand, l'hiver mollissant sur le pôle,
 Les icebergs passaient, environnés d'oiseaux,
 T'advint-il de chercher par-dessus ton épaulement
 Le vieux pays d'Aunis à l'horizon des eaux ?
 T'advint-il de grimper, bonhomme, à ton échelle,
 Pour « voir à voir » au loin les tours de la Rochelle ?
 Painperdu, lémigré, toi, l'ancêtre, l'âneul,
 Concevais-tu, parfois, quelque orgueil de ta course ?
 Ou bien, aux claires nuits où brillait la grande Ourse,
 As-tu senti l'exil et l'effroi d'être seul ?
 Seul en ton cœur, j'entends, car, déjà, dans ton ombre,
 Ta famille croissait en vertu, comme en nombre.
 Par toute la presqu'île elle semait ton nom,
 Fraîche comme les pois au sortir de leur cosse,
 Jusqu'au jour où l'Anglais vint avec du canon
 Et fit de l'Acadie une Nouvelle-Écosse.

NOSTALGIE DU CANADIEN EN FRANCE

Tessier, ton cœur sous la soutane,
 A Paris, se sent prisonnier,
 Car il te chaut peu du platane,
 Il te chaut peu du marronnier.

Tessier, je vois ce qui te fâche :
 La neige est rare au « pays vieux »,
 Un vent tiède aussitôt la gâche ;
 Paris est noir et pluvieux.

C'est le blanc, Tessier, qui te hante
 Sous nos chênes et sous nos guis,
 Le blanc de la neige craquante,
 C'est après lui que tu languis.

En ce Vaugirard où tu plonges
 Tes souliers à boucles dans l'eau,
 Les doux fantômes de tes songes,
 C'est l'érable et c'est le bouleau.

Tessier, ton âme est veuve en France,
 D'où les tiens pourtant sont issus,
 C'est ton orgueil et ta souffrance :
 Le sort t'a fait de deux tissus.

Ne parlons point de l'Angleterre;
 D'elle jamais tu ne dis mot;
 Mais ton amour, tu ne peux taire
 Qu'il est delà le vaste flot,

Delà le courant chaud qui fume,
 Delà ces mers où le Malouin
 Trempe son filet dans l'écume,
 Vers le Nord-Ouest, toujours plus loin,

Plus loin que le rideau des îles,
 Aux bords où les premiers colons,
 Devant leurs bivacs difficiles
 Rêvaient, assis sur leurs talons,

En amont d'un large estuaire,
 Dans Québec et les bourgs voisins,
 Où chaque vieil obituaire
 Porte des noms angoumoisins.

« JE ME SOUVIENS » (1)

Sur vos pieds, sur vos skis, en carriole, en luge,
 Hommes de Dieu, Noës de cet autre Déluge,
 Venez du fond des temps, témoins d'un long procès,
 Curé de la paroisse, aumônier du refuge,
 Sortez de vos tombeaux, dites, devant le Juge,
 Par quel sanglant miracle on parle ici français!

Comme autrefois, bravant les remous des rapides,
 Bréviaire au col, pagaie au poing.
 Venez, moines bottés, jésuites intrépides,
 L'étole ou le fusil en travers du pourpoint.

Et vous, filles, rempart des anciens diocèses,
 Qui cachiez sous vos saints habits
 Les feuillets manuscrits des grammaires françaises,
 Venez, nonnes sans peur, indomptables brebis.

Et vous, simples laïcs, racontez vos enfances,
 Les classes dans les bois en dépit des défenses,
 Les vieux mots épelés, repris ensuite en chœur,
 Racontez les sursauts d'une race meurtrie,
 Ses ruses, les détours de son esprit moqueur,
 Et ce culte poignant qu'elle garde en son cœur
 Aux souvenirs lointains d'une ingrate patrie.

La feuille de l'érable, au déclin de l'été,
 Se teint de pourpre et d'amarante;
 Elle est l'emblème ici de ta fidélité,
 Charente d'outre-mer, invincible Charente.

FRANÇOIS PORCHÉ,

(1) Devise de la ville de Québec.

LE LANCEMENT D'UNE AFFAIRE COLONIALE AU GRAND SIÈCLE

AU DELÀ DES MERS

La paix en 1664 paraît assurée pour longtemps. Colbert, tout-puissant sur l'esprit du jeune souverain, veut travailler à la fortune de la France, comme il a travaillé, — avec ce mélange d'habileté et de franchise parfois brutale qui le caractérise, — à celle de Mazarin et à la sienne. « La nation française ne peut être enfermée dans l'enclôs de l'Europe. » Pendant la guerre, « l'absence tiendrait lieu de défection et le désir d'acquérir passerait pour une avarice criminelle ». Mais il est temps maintenant de songer au commerce « qui est de la nature des arts libéraux et qui demande le repos de celui qui le cultive ».

Colbert, étroitement traditionaliste, va revenir avec sa méthode, sa vigueur et son entêtement, lui tenant lieu de cette étincelle de génie qui semble bien lui manquer, à l'œuvre des grands ministres dont les yeux se sont tournés vers la mer : d'un Richelieu, d'un Sully. Il va reprendre ces substantielles ordonnances royales sur le commerce si logiquement enchaînées les unes aux autres, jusqu'à la première et peut-être la plus complète de toutes, celle de Charles VII sur le réveil du « navaigage ». Inspirée, rédigée sans doute en partie par Jacques Cœur.

Colbert partage les océans en deux parties. L'une sera réservée à la *Compagnie des Indes occidentales*, l'autre à la *Compagnie des Indes orientales*. Il commence par s'occuper

de cette dernière. Tout ayant été soigneusement mûri et préparé, on va voir que l'on sait être expéditif au grand siècle : ce ne sont pas les pourpoints, les perruques, les longs rapports sur vélin encombrés de salutations et de cérémonies, les lentes et lourdes chaises de poste, qui empêchent, si le Roi le veut, d'enlever les affaires avec une célérité que nous n'aurions point à coup sûr réalisée, — en dépit de nos avions et de notre T. S. F., — pour une opération de cette envergure et de cette complexité. Que l'on en juge !

Les Syndics qui gèrent provisoirement la Compagnie se réunissent, sous la présidence de Berryer, pour dresser les « articles et conditions » de la Société, trois jours, sans désemparer, les 21, 24 et 26 mai 1664. Après avoir examiné à fond la question sous tous ses aspects, ils rédigent leur projet en quarante articles. Neuf délégués partent deux jours après pour le soumettre à l'approbation du Roi, en résidence à Fontainebleau. En cours de route, une lettre de Colbert leur dit les honneurs qui les attendent : ils seront en effet logés par les maréchaux, reçus par les officiers, et magnifiquement traités par le duc de Saint-Aignan, le comte de Béthune, le marquis de Vardes. Le soir même, Colbert tient à s'entretenir avec eux. Dès le lendemain matin, Louis les accueille, avec « cette douceur auguste, cette gravité charmante qui le rendent maître absolument des coeurs ». Maillet, porte-parole de la délégation, veut parler à genoux ; Sa Majesté le relève, l'écoute, promet de répondre sur tous les points le soir même. Il tient parole. Nous ne sommes pas au temps des ministères responsables...

Avant la fin de la journée, le projet leur est rendu, avec les annotations et les réserves royales, de peu de portée d'ailleurs, sauf une toutefois, caractéristique. A l'article 18, les négociants avertis qui ont rédigé la Charte, sachant par expérience que le troc ne permet pas tous les échanges, avaient prévu des licences spéciales pour exporter de la monnaie. Colbert intervient d'une main ferme : les métaux, considérés alors comme constituant la richesse elle-même, ne sortiront pas de France. Jacques Cœur est en grande partie tombé pour avoir enfreint par nécessité cette interdiction, qui s'affirme comme l'un des credos économiques de l'ancien régime. Nous lisons donc en marge : « La sortie de l'or et de l'argent n'ayant jamais été permise en aucun État, si elle est reconnue néces-

saire, sera accordée par une permission particulière ». Dussent toutes ses chères entreprises commerciales en souffrir, Colbert défendra sa caisse sans défaillance. « Vous pouvez toujours ravoir votre argent quand il demeure dans le pays », déclarait-il au Danois Frédéric de Gabel qui l'engageait à donner des facilités du même genre à la *Compagnie du Nord*.

Cinq jours après se tient, dans un enthousiasme apparent, une réunion que l'on pourrait appeler l'Assemblée générale des actionnaires, puisqu'il s'agit d'approuver les statuts, de souscrire des « actions » et de désigner les directeurs. Touchés par les annotations manuscrites du Roi, séduits par les explications données, les assistants, au nombre de trois cents, signent presque tous... sans dire toutefois pour combien ils s'engagent. Au moment psychologique, le bas de laine se referme.

En tout cas, l'une des plus vastes entreprises coloniales de la Royauté a été mise sur pied, — tout compris, on le voit, — en quinze jours !

Il importe toutefois, non seulement de rechercher des concours à Paris, mais aussi dans les bonnes et riches villes du Royaume ; de stimuler les échevins en les documentant et en leur faisant sentir la volonté vigilante du Roi. Colbert décide donc de leur envoyer au plus vite le texte des quarante articles, accompagné des annotations royales, et d'une lettre de cachet de Louis, tirée en cent dix-neuf exemplaires. Chose curieuse, cette lettre insiste sur les avantages offerts par la Compagnie aux particuliers, qui auront ainsi « plus de facilité de se défaire de leurs denrées, à débiter les manufactures ». Mais elle ne souffle mot, — afin de ne point porter ombrage à quelque corps de métier jaloux de son monopole, de ne pas inquiéter quelque fabricant ombrageux, — de ces importations d'or, de pierreries, soie, cannelle, poivre, gingembre et muscade, toile de coton, encens, bezoart, etc., qui formeront pourtant l'objet essentiel de l'entreprise. Elle ajoute que la Compagnie « donnera matière d'emploi à une infinité de personnes de tous âges et de tous sexes » et permettra de combattre le chômage. Déjà !

Mais Colbert sait bien que ce dossier compact et cette lettre, où le Roi ne peut paraître ni pressant ni pressé, ne suffiront pas à enlever les souscriptions. Il y a maintes choses

à dire qui ne peuvent être insérées dans un document officiel, — par exemple que les nobles ne seront admis dans la Société que si les marchands sont d'accord, qu'ils ne pourront jamais être directeurs « afin d'ôter le soupçon aux négociants d'être opprimés par les autres intéressés ». Le Roi lui-même, ce roi généreux « qui a pris sur soi les plus pesantes charges de l'exécution et ne veut point participer à la félicité du succès », qui a « consenti à ce qu'ils formassent l'entreprise pour eux seuls et ne s'est réservé que l'honneur de les protéger de sa puissance », n'exercera pas son droit de reprise. Le lion ne se réveillera pas pour s'emparer de tout, même en cas de guerre. Il y a lieu de faire comprendre que de telles sécurités ne reposent pas seulement sur sa magnanimité. Voudrait-il tout saisir, qu'il ne saurait le faire. « Paierait-il ses soldats avec des sachets de poivre ou de clous de girofle ? »

Des éclaircissements de ce genre ne peuvent pourtant pas être donnés officiellement. Il faut les faire parvenir par une autre voie.

Pour rassembler les fonds « qui doivent être le principal ressort de cette grande machine », faire connaître les modalités rassurantes du contrat, Colbert a décidé d'y joindre un véritable prospectus financier, clair, chaleureux, persuasif, complet. Or, au temps du grand Roi, une telle réclame ne saurait être rédigée que... par un membre de l'Académie française. Nous voyons à cette occasion apparaître le gros Charpentier, entré à l'Académie à trente et un ans, futur secrétaire perpétuel, qui, laissant Socrate, Xénophon et ses chères épigraphes, enlève, avec son zèle et sa flamme habituels, la doyenne des notices de propagande et de lancement, en sept jours, écrivant ainsi, sans s'en douter, ce qu'il a peut-être produit de mieux.

UN BON TYPE D'ACADEMICIEN

Mais pourquoi le choix du surintendant s'est-il porté sur
 Ce pédant enviré de sa vaine science
 Tout hérisssé de grec, tout bouffi d'arrogance

auquel s'est violemment attaqué Boileau, cet érudit dont Mazarin a admiré, à juste titre, la traduction de la *Cyropédie*, faite à vingt-deux ans, mais qui manque tant de mesure et de

goût? L'année précédente, dans une ode au Roi, n'a-t-il pas affirmé, dans un élan poétique, que pour la récompense de ses grandes actions, le grand Cardinal se trouve certainement, dans l'Olympe, parmi les dieux,

Ce sage Cardinal, dont l'âme souveraine
Ajouta tant d'éclat à la Pourpre romaine
Et qui pour juste prix de ses faits glorieux,
Est assis maintenant à la table des dieux!

Il est lourd, gai, bon vivant, avec « un air de confiance et d'intrépidité », bavard avec véhémence et éloquence, poussant la plaisanterie jusqu'à la mystification ; mais avant tout, semble-t-il, homme de lettres. « La vie sédentaire ne lui avait pas laissé une taille aussi fine qu'on pourrait souhaiter, mais il ne laissait pas de marcher aisément, pourvu qu'on ne le pressât pas trop et qu'on ne lui proposât point de se promener en remontant certaine colline dont il aimait mieux boire le bon vin que d'aller par curiosité visiter le plan. »

Pourquoi le troubler dans sa vaste maison délabrée de la rue Champfleury où, célibataire convaincu, livré tout entier à ses chères études, il corrige des manuscrits, rédige des discours académiques, prépare les palmarès pour prix d'éloquence et de poésie, ou travaille au dictionnaire de l'Académie dont il écrira plus tard la préface? Ne sommes-nous pas en présence d'un cuistre enfoui dans l'érudition, capable seulement de lutter à coups de citations, quand il n'emploie point de plus méchants moyens, tels ces vers dirigés contre son mortel ennemi, Furetière, comparé à une araignée :

Je ne vis que de saleté
Je ne me plais que dans l'ordure
Je suis l'horreur de la nature
Et fais un ouvrage empesté.
Les dieux dont je souille l'image
Avec mon seul attachement
M'ordonnent pour mon châtiment
De me pendre à mon propre ouvrage.

Mais, à côté de ses défauts de goût et de caractère, Charpentier possède une ardente et riche nature; c'est le vrai type de l'académicien d'action, de « l'académicien utile », comme dit

Voltaire en parlant de lui. Quelle variété, quel enthousiasme parfois dans son œuvre, si pleine de passion désintéressée pour tout ce qu'il touche! Si le vocabulaire est l'image du tempérament, nul plus que lui ne parle de chaleur, de flamme, d'ardeur au travail; il a constamment peur, lorsqu'une étude lui a été confiée, de se sentir « refroidi », « glacé »! Sans doute son style est-il parfois lourd, ampoulé et faux, mais combien aussi son tempérament de lutteur, d'homme d'action apparaît à propos pour donner du mouvement et de la couleur au discours!

Compréhensif et sensible à toutes formes de beauté, il a du goût pour la peinture dont il parle avec compétence et profondeur, et fait preuve d'un sentiment parfois romantique de la nature. Cette phrase ne mériterait-elle pas d'être illustrée par Bertel ou par Johannot : « Un petit château d'architecture gothique, planté au milieu d'un paysage où l'imagination du peintre s'est égayée, paraît un séjour enchanté »? Il a d'ailleurs le rare mérite d'admirer le gothique et de l'écrire : « On peut dire que les monuments modernes sont d'une dépense bien moindre, et que beaucoup de gens sont capables de bien bâtir comme on fait à présent, au lieu qu'il n'y avait pas trois ou quatre personnes dans un royaume qui fussent capables de bâtir de cette manière. »

Il note ailleurs : « La beauté de la nature m'empêche d'être seul et me dérobe à moi-même : un beau ciel, une verdure agréable, le murmure des eaux me font oublier insensiblement ce que je veux méditer,... il semble que le silence ne me laisse toute mon attention, que pour les considérer avec plus de loisir,... enfin, mon esprit s'abandonne à une volupté secrète qui l'endort et qui l'enchanté. »

Quelle originalité, en plein XVII^e siècle, que ces charmants poèmes en prose tirés de son *Voyage au Vallon tranquille*!

« On n'arrive au Vallon tranquille que la nuit, à la faveur de ce beau clair de lune d'été qu'on peut appeler, avec raison, un soleil qui ne brûle point. »

Et le lendemain :

« L'air était rafraîchi par un vent presque insensible, qui s'était levé avec le jour, et les petits nuages qui couvraient le soleil, ne laissaient échapper de ses rayons que ce qu'il en fallait pour rendre les fleurs plus brillantes, et pour faire

éclater davantage les diamants liquides que les jets d'eau semaient en l'air. »

Et, dissertant sur ces derniers dont le bruit le berce, il écrit cette page, unique en son temps par sa précision descriptive :

« Peut-on rien imaginer de plus charmant, quand on va se promener le matin, que de voir s'élever, dans un grand parterre, plusieurs jets d'eau qui semblent se réveiller après avoir reposé toute la nuit; et de remarquer les divers élans de la force intérieure qui les pousse, et qui leur fait faire des mouvements si brusques et si violents, qu'on croirait que l'impétuosité du feu se mêle à la pesanteur de l'eau? Quel plaisir de les voir, quelques moments après, en leur état de perfection, et de jouir de leur beauté et de leur vigueur pendant le reste de la journée! N'est-il pas agréable encore de les voir sur leur déclin, lorsque la nuit s'approche, et de remarquer comment ils baissent peu à peu, et que les gouttes d'eau qui s'épanouissent de leur sommet deviennent plus languissantes, et ne s'épanchent plus que comme des larmes qui annoncent leur fin prochaine? »

Les manuscrits, de toutes parts, étant donnés son autorité et son crédit, affluent sur sa table. Il les lit avec soin. Il aime les voyages, les narrations venues de loin et de bonne source, et fait paraître le *Voyage du Levant* de Nicolas du Loir, et l'*Athènes ancienne et nouvelle* de Guillet. Il corrige entièrement la *Relation de la mort de Soliman* du chevalier Chardin, rédige la préface de l'*Espion turc dans les Cours d'Europe*, sans compter tant d'autres ouvrages sur lesquels il donne un avis réfléchi, scrupuleux, et qu'il contribue à faire connaître. Nous voyons ainsi apparaître peu à peu ces qualités d'enthousiasme, d'intelligence, de curiosité qui ont séduit Colbert lorsqu'il a rencontré Charpentier dans l'antichambre de Mazarin.

Pendant l'hiver 1639, après le traité des Pyrénées, quand le Roi, au cours de son tour de France, est reçu comme un jeune dieu, Charpentier, par Lyon, Avignon, Nîmes, Montpellier, va rejoindre la Cour à Toulouse. C'est alors que se place peut-être ce voyage dans nos ports de l'ouest, par lequel Colbert le prépare à jouer un rôle dans les futures Compagnies qu'il veut organiser. En tout cas il possède la pleine confiance du surintendant. Il a reçu maintes confidences de lui, comme de Mazarin d'ailleurs. A chaque instant, et même la nuit, il est

mandé par le ministre pour rédiger un papier confidentiel, écrire quelque lettre diplomatique particulièrement délicate. Si cette partie importante de son rôle est demeurée dans l'ombre, c'est que, pour lui comme pour ses amis, un écrivain déchoit lorsqu'il touche aux affaires.

Tel est l'homme à la verve duquel Colbert a recours pour amener les marchands et les étrangers à souscrire largement.

UNE RÉCLAME MONSTRE

Le Discours d'un fidèle sujet du Roi tendant à l'établissement d'une Compagnie française pour le commerce des Indes orientales commence par un chaleureux éloge des colonies. « C'est de ces pays féconds, que le soleil regarde de plus près que les nôtres, qu'on rapporte ce qu'il y a de plus précieux pour les hommes et ce qui contribue le plus, soit à la douceur de la vie, soit à l'éclat et à la magnificence. » Puisque nous jouissons maintenant de la paix, puisque nous possédons ports, vaisseaux, matelots, soldats, pourquoi Hollandais, Anglais, Danois, Portugais auraient-ils seuls magasins et forteresses ? « Il vaudrait miepx être arrêté par impuissance que par défaut de résolution. Ne serait-ce pas une honte que nous n'osassions entreprendre avec assurance ce que d'autres ont entrepris dans le doute, que nous n'osassions traverser des mers où ils se sont exposés lorsqu'elles étaient inconnues ? » Le moment est venu de démontrer aux étrangers que « s'ils ont eu le bonheur d'aller devant nous, nous pouvons avoir la gloire d'aller plus loin qu'eux ».

Charpentier exprime alors sa vive admiration pour les Portugais, « ces nouveaux argonautes qui ont été à la conquête de la véritable toison d'or », pour les Hollandais qui ont acquis une puissance considérable en dépit de tant d'obstacles, ayant eu à combattre non seulement les Espagnols, mais la mer et la terre dans leur propre pays. De même il loue de leurs tentatives, même avortées, Anglais, Danois, sans oublier les velléités coloniales de Gustave-Adolphe. Attitude courageuse au moment où la colère couve déjà contre la Hollande, pour éclater huit ans après dans le conflit économique le plus violent de l'ancien régime, attitude digne aussi d'une nation sûre de sa force, pour laquelle les œuvres des autres constituent un stimulant

et non un sujet de jalouse et d'aigreur. Comparons à ce franc langage celui plein de fiel que l'on tient au royaume d'Espagne qui s'effondre désespérément à cette époque. Quevedo, le plus grand polémiste castillan du XVII^e siècle, n'a pas assez de mépris et de haine pour maudire les Hollandais, « ces affamés du monde, penchés sur un globe et une carte marine, qu'ils scrutent à coups de compas, volant terres et provinces »; ils se conduisent à l'image des Romains qui, « depuis le mince cercle d'un sillon où n'aurait pas tenu un demi-boisseau de semences, avalèrent tous leurs voisins et, déchaînant leur covitise, mirent le monde entier sous le joug de leur premier labour ».

Charpentier ne s'attarde pas davantage aux arguments d'ordre moral et patriotique, car il s'adresse à des négociants, notamment à des protestants, les plus pratiques, les plus serrés de tous. Quels sont donc les résultats obtenus par les Hollandais, et comment pouvons-nous, en créant cette vaste entreprise, non seulement « ramener la bonne foi dans les affaires, discréditer les artifices de la chicane, l'avidité insatiable des gens oisifs », mais nous enrichir à notre tour?

Il brosse alors magistralement, avec la précision d'un homme d'affaires expérimenté, l'histoire de la Compagnie qui possède en Hollande le monopole du commerce avec les Indes. Sans doute les difficultés, les revers mêmes n'ont pas été épargnés à nos concurrents, mais quels profits sont venus récompenser la ténacité de Messieurs des États! Avec un capital de 7 920 000 livres de notre monnaie, la Compagnie possède 12 grands vaisseaux de 800 à 1 400 tonnes, 37 magasins, 20 forteresses; elle occupe 20 000 hommes de troupe; elle a versé régulièrement 7 pour 100 d'impôt sur les importations à l'État, 1 600 000 livres pour le renouvellement de son privilège en 1643. Les porteurs d'actions ont touché 30 et 35 pour 100 de dividende, parfois davantage, et le bilan fait ressortir un imposant excédent d'actif, en ne comptant pour rien ces territoires immenses qui demeurent la propriété de la Compagnie, même si le monopole lui était enlevé.

« Voilà jusqu'à quel point de grandeur cette Compagnie est parvenue, et comment la Société de quelques marchands assez médiocres en biens et en toutes choses a heureusement surpassé leurs espérances et les a amenés plus loin qu'ils ne prétendaient

aller. » Nous Français, dont la situation à tant d'égards est plus forte, ne devons-nous pas, sans plus hésiter, aller de l'avant? Nous possédons, en effet, dans l'île Dauphine, dans Madagascar, le plus sûr, le plus admirable des relais, nous évitant « de faire une heure de chemin de trop pour nous rapprocher de notre pays », alors que ces pauvres Hollandais, non seulement se heurtent à Java à l'hostilité du roi de Mataran, à celle de leur voisin de Maretan, mais sont contraints à d'immenses détours inutiles, sans compter qu'au retour l'hostilité de l'Angleterre les oblige, après avoir affronté « la zone torride, d'endurer le froid du Nord » et de passer au-dessus de l'Irlande et de l'Écosse, payant ainsi trois mois de solde de plus, avant de revenir « tomber dans leur pays par la mer germanique ».

Quel paradis que ce Madagascar, quand on y songe! L'air y est tempéré, la terre, admirable, ne demande qu'à être cultivée; on y trouve de toutes choses en abondance; les eaux y sont excellentes, les fruits délicieux, les mines d'or si abondantes que, durant les grandes pluies, les veines se découvrent d'elles-mêmes le long des côtes et sur les montagnes. Et surtout, quels habitants! « bonasses, faisant paraître beaucoup de dispositions à recevoir l'Évangile, prenant plaisir à voir travailler les chrétiens ».

Ayant vanté la position unique que nous assure l'île Dauphine à la porte de l'Océan indien, Charpentier expose alors le grandiose projet de Colbert, avec d'autant plus de compétence qu'il a très probablement contribué à sa rédaction.

Douze ou quatorze vaisseaux de 800 à 1 400 tonneaux vont être équipés. Le Roi fait remise de la moitié des droits d'entrée et de domaine à la Compagnie dans toute l'étendue du royaume, accorde une prime par tonneau importé et exporté. L'île de Madagascar est donnée à la Société. Louis souscrit un dixième du capital; il accepte de supporter sur sa part la totalité des pertes pendant les huit ou dix premières années. Les artisans, après huit ans de séjour aux Indes, reçoivent le titre de maître de chef-d'œuvre dans leurs corporations; les officiers peuvent espérer des titres de noblesse. Les étrangers qui souscrivent dix mille livres seront naturalisés, et leurs biens, même en cas d'hostilité avec leur pays, ne seront point saisis. Pas de nobles comme directeurs, — toutes contestations réglées par une justice indépendante et sûre.

Pour intéresser les actionnaires au fonctionnement de l'affaire, Charpentier a une excellente idée qu'il formule ainsi : « Tous les particuliers qui s'aviseront de quelque chose pour l'avantage de la Compagnie ou pour la sûreté des intéressés, seront bienvenus à donner leurs avis, qui seront écoutés favorablement et suivis en ce qui sera le plus expédient. Voilà ce que j'ai médité sur ce sujet et ce qui n'a pas déplu à tous ceux à qui je l'ai communiqué. »

Il y a bien là de quoi nous tenter, nous Français. D'ailleurs, nous avons pour réussir l'adresse et le courage; mais pourtant une qualité indispensable nous fait défaut : « l'union; oui, sans doute, c'est cela, il ne faut pas dissimuler, c'est ce qui nous manque et c'est un défaut de notre Nation qui mérite le plus que nous prenions soin de l'en corriger. Quelle honte que nos Français aient tant de peine à se souffrir les uns les autres, que leur union soit si difficile, leurs sociétés si inconstantes, et que les meilleures affaires périssent entre leurs mains par je ne sais quelle fatalité de cette nature, sans laquelle il serait presque impossible de leur résister! »

Cette verte semonce donnée en passant, Charpentier s'attaque de front aux objections que l'on ne va pas manquer de faire, à la « crainte, à la déiance, ces deux passions lâches qui gèlent le cœur ». « Elle a presque toujours été trompée, cette mauvaise prudence qui voudrait tenir ce qui n'est pas encore. »

Sans doute va-t-on s'inquiéter du *dumping* possible des Hollandais. Cette question délicate est discutée de main de maître. Nous n'avons rien à craindre de cette forme scabreuse de la concurrence, en raison de notre situation économique privilégiée. Nous produisons, en effet, blé, vin, sel et chanvre, en sorte que les étrangers venus trafiquer avec nous pour ces choses, enchantés de faire des groupages, seront bien aises de trouver en France nos marchandises des Indes. Peut-être, pour nous dégoûter, les Hollandais « se couperont-ils la bourse eux-mêmes » et sacrifieront-ils un ou deux millions? Mais, cela pourrait-il durer? L'envie de nous nuire pourrait-elle les faire se résoudre à se ruiner eux-mêmes? Et l'appui du Roi, qu'en fait-on? les Hollandais se mesureront-ils à une entreprise soutenue, patronnée par lui?

Oui, mais,... et c'est alors qu'intervient la réserve dont nous parlions plus haut. ... si le roi a besoin d'argent? « Le

Roi, sans doute, a eu de grandes guerres sur les bras, ses finances ont été administrées de manière qui a fait quelquefois crier les peuples. » Mais, a-t-il touché aux Deniers publics qu'il considère comme un dépôt sacré ?

Et si la guerre revenait ? « A regarder la personne royale, la netteté de son esprit, la solidité de son jugement, sa vigueur corporelle, sa santé, sa jeunesse, il y a lieu de croire, — ou rien n'est croyable en ce monde, — que le bonheur dont nous jouissons sera de longue durée. » — « Qu'on ne s'imagine donc pas qu'une fortune si florissante puisse être jamais réduite à la nécessité de se servir d'un remède si odieux », — et Charpentier ajoute... « et après tout si inutile ». Le mot est lâché.

Louis n'endurera pas que des mains ennemis « arrachent les Lys des lieux où ils auront pris racine ». — « Il y a un lien invisible qui joint les parties du monde les plus éloignées quand elles appartiennent à un même maître, et qui fait que l'on ne peut ébranler l'une que l'autre n'en reçoive la secousse. » — « Il ne faut pas douter que l'ombre de ses lauriers ne porte bonheur à nos Colonies ! »

Le prospectus financier s'achève sur cette métaphore. Le souscripteur a été retourné en tous sens, morigéné, mis en présence de merveilleuses perspectives d'avenir.

On voit combien ce document, où il est question d'actions, d'actif, de passif, de *dumping* (la chose y est, sinon le mot), a des résonances modernes. Il date sur un point cependant. Des les premières lignes, Charpentier déclare que ce qui importe, c'est « d'aller chercher dans les parties du monde les plus éloignées ce qui peut contribuer au bonheur et à l'ornement » de la France. C'est bien là le pacte colonial ; les colonies ne sont pas mises en valeur pour elles-mêmes, mais pour la métropole. Conception générale à cette époque ; conception dont la preuve la plus tangible nous paraît donnée par les tableaux de l'École hollandaise d'alors, où les marchands, enrichis par les épices et par les denrées coloniales, sont uniquement peints dans leurs intérieurs strictement hollandais, où l'on ne voit que des paysages hollandais. Hormis les œuvres d'Everdingen, aux réminiscences norvéggiennes, pas une toile ne renferme même un reflet des merveilles tropicales que tant de ces hommes ont vues, et de ses produits si précieux et si variés qui

leur ont permis d'accumuler d'amples réserves dans leurs coffres !

LES DÉBUTS DE LA COMPAGNIE DES INDES

En dépit de la bruyante réclame menée autour de l'affaire, — les versements royaux sont portés au siège de la Compagnie par les chariots de Sa Majesté, accompagnés d'une escouade de cent Suisses conduite par un exempt, — de moyens d'intimidation qui mettent en œuvre le chantage et la menace, — l'Intendant d'Auvergne enferme chez lui les riches bourgeois et ne les relâche qu'une fois leur signature extorquée, — les souscriptions traînent et ne viennent de province que lentement, par tous petits paquets après une bien courte période d'engouement.

Il importe, pour réchauffer les esprits, de montrer maintenant la Compagnie à l'œuvre, et, sans attendre le compte rendu annuel, de la faire vivre sous les yeux du public, de prouver qu'elle est digne de ses armoiries à globe d'azur chargé d'une fleur de lys d'or supporté par la paix et l'abondance, de sa devise : « Je fleurirai partout où l'on me portera », et de faire ressortir surtout qu'elle est si bien organisée que l'on pourra, pour ainsi dire, « suivre l'argent à la piste ».

Charpentier, ayant donné toute satisfaction à Colbert, est alors chargé d'écrire une *Relation de l'établissement de la Compagnie française pour le Commerce des Indes orientales*, dédiée au Roi. Le rapport est à peu près achevé dès janvier 1663. Pourtant, Charpentier se croit en retard et s'inquiète. Qu'on ne l'accuse pas de négligence, car ce n'est pas « un défaut dont il se sente coupable de son naturel ». Il affirme à Colbert à cette occasion son zèle plus « violent » que jamais, la « force » avec laquelle il veut se consacrer à son service; il le salue avec « toutes sortes de respects et de passion ».

Mais Colbert préfère que les choses soient plus avancées, afin de corser le compte rendu, et que la première expédition soit réunie dans le port de Brest. En attendant, il prescrit à Charpentier de suivre l'affaire de près et de s'informer spécialement des actes des vingt et un directeurs qui viennent d'être nommés. Notre auteur s'acquitte de son mandat avec tant de flamme, qu'importun à ces derniers, il se fait mettre purement et simplement à la porte de l'Assemblée par le Prévôt des mar-

chands de Paris. Il proteste, obtient satisfaction. En mai 1663, la *Relation* paraît enfin.

Belle vue panoramique du remarquable effort réalisé en un an, — plus de phrases, plus d'exhortations, mais des faits, des documents, réunis en cinquante-sept articles concis, ramassés, aisés à lire, qui donnent, dans leur sécheresse voulue, l'impression de bourdonnement d'une ruche au travail.

Nous voyons là, dans l'ordre même où les actes se sont succédé, la Compagnie naître, constituer l'administration centrale, rassembler la première flotte d'essai, en attendant la seconde qui déjà se prépare. Trois vaisseaux vont partir : l'un acheté à Saint-Malo, *la Vierge de Bon Port*, de 300 tonneaux et 30 canons, l'autre à La Rochelle, *le Taureau*, de 250 tonneaux et 22 canons, l'autre au Havre de Grâce, *le Saint-Paul*, de 250 tonneaux et 30 canons, auxquels on joint une petite galiote, *l'Aigle Blanc*, de 80 tonneaux et 60 canons trouvée à La Rochelle. Heureuse coïncidence : un chargement d'ébène et de pierreries vient d'arriver à Brest après onze mois et vingt jours de voyage en tout ; il ne manque qu'un homme à l'équipage. Enfin, le capitaine sera ce brave et téméraire Quercadiou qui, du temps de M. de Flacourt, a déjà fait trois voyages à l'île Dauphine.

Les commissions sont formées, chacune ayant un objet bien défini. Quand les questions sont « digérées » en particulier, ces commissions se réunissent en séances plénières, toutes dispositions étant prises toutefois pour « bannir la confusion et la jalouse ».

L'organisation comptable est exposée également avec une rare compétence. Tout le nécessaire est dit sur les livres particuliers, le mouvement général et le contrôle des fonds, jusqu'à ce que tous les comptes viennent s'inscrire sur le *Livre de Raison*, base de la comptabilité publique et privée sous l'ancien régime, livre général de toutes les opérations.

Et l'on équipe activement la grande flotte derrière ces trois premiers vaisseaux : on fera venir les toiles de Bretagne, les mâts de Norvège. Une corderie est installée au Havre ; les canons sont fondus, les magasins remplis. « Votre Majesté a planté la Compagnie de ses mains, l'a arrosée de ses faveurs. C'est une fleur qui vous doit tous ses parfums et toute sa beauté. » Ainsi termine Charpentier.

Quelles seront les récompenses de tant de bonne volonté, d'opiniâtreté, et de courage ? Charpentier aura-t-il contribué par ses conseils à enrichir les actionnaires ?

Les boîtes de fer-blanc renfermant les ordres royaux, qui ne devaient être connus qu'au large du cap de Bonne Espérance, ayant été ouvertes, les chefs de l'expédition commencent à se quereller. A bord de *l'Aigle Blanc*, les rixes se multiplient entre catholiques et protestants. Le *Saint-Paul*, après avoir pris possession de Madagascar au nom de la nouvelle Compagnie, part pour le Golfe Persique ; l'équipage prend peur devant ces océans inconnus, vire de bord au nord de Madagascar et revient en France. Le président de Beausse, le directeur, meurt ; Quercadiou également ; la colonie se désorganise. Seule la *Vierge du Bon Port* a pu réunir un ample chargement et revient bondée de marchandises ; elle va toucher enfin au Havre. Un corsaire anglais la coule le 9 juillet 1666 au large de Guernesey et fait prisonnier le capitaine, Truchot de la Chesnaie, qui meurt en captivité.

Il en sera ainsi, avec de bien rares retours de fortune, pendant quarante-cinq ans. Jamais Colbert, jusqu'à sa mort, n'éprouvera un jour de vraie satisfaction de cette entreprise ; jamais, sur ce point, il ne pourra répondre par des résultats positifs aux attaques de Louvois qui guette tous ses échecs, toutes ses difficultés.

La *Compagnie des Indes orientales*, dont le lancement financier devait servir une cause coloniale, va servir à son tour, ramassée par Law, à soutenir une opération financière. Mais alors, on ne se contentera pas de la réclame de bon ton et de bonne foi d'un Secrétaire perpétuel de l'Académie française. Nous entrerons dans l'ère des affiches, des tracts à domicile, des primes sur titres, du jeu effréné sur les actions étranger à la valeur intrinsèque, à la marche des affaires. Il est difficile, certes, de distinguer, parmi les entreprises maritimes et coloniales impliquant de tels risques, les causes réelles de certains échecs, de certaines chutes. Y a-t-il eu imprudence, spéculation ou malchance ?

ENTRE BOILEAU ET PERRAULT

Et Charpentier, que devient-il?

Il a vécu près de Mazarin pendant la « phase italienne » du grand règne, il a collaboré avec Colbert pendant la « phase française ». Que va-t-il faire après 1665 et jusqu'à sa mort, en 1702, pendant la « phase espagnole » où Versailles fait figure d'Escurial, où le Roi perd contact avec son peuple? Du vivant de Colbert, il restera jusqu'au bout son homme de confiance. Il semble mêlé plus que jamais à d'importantes négociations; c'est lui qui paraît avoir rédigé la lettre si hautaine et si violente, toute chargée de menaces de guerre, que Louis adresse aux États de Hollande en réponse à leurs timides protestations. Son biographe Boscheron l'affirme, et nous croyons bien retrouver la fermeté de son style dans le passage suivant :

« Nous vous disons même que nous augmenterons notre armement par terre et par mer, et que lorsqu'il sera en l'état où nous avons projeté de le mettre, nous en ferons l'usage que nous estimerons convenable à notre dignité, dont nous ne devons compte à personne. Nous nous promettons que Dieu bénira le succès des justes résolutions que nous prendrons et qu'elles auront l'approbation de tous les Potentats qui ne se seront pas laissé prévenir par les sinistres impressions qu'on essaie de leur donner depuis si longtemps contre nous. C'est ce que nous avons bien voulu répondre à votre lettre, quoiqu'elle ait été moins écrite pour nous que pour exciter contre nos intérêts les princes dans les cours desquels elle a été rendue publique, avant que nous l'ayons pu recevoir. »

Parfois il s'emploie à des besognes qui cadrent mieux avec son érudition. Il rédige des propositions pour les sujets des tableaux de Versailles, suggérant de peindre les événements importants de la vie du souverain. Colbert lui fait parvenir cette amusante mise au point : « Il faut réformer le mémoire de M. Charpentier » et ne rechercher à représenter, avec les combats du Roi, « que les villes, qu'il a conquises, même quand elles auraient été reprises depuis par les ennemis »!

Mais de plus en plus l'écrivain se consacre aux lettres. Il devient directeur, en 1665, de l'Académie des Inscriptions

et Belles-Lettres, et continue à jouer son rôle de conseil et d'arbitre avec franchise et bonhomie. Boileau lui-même le ménage, et trouve le moyen de se réconcilier avec lui avec adresse, sans revenir sur ses appréciations injurieuses. « Il me dit un jour en parlant de ses satires, écrit Charpentier : n'est-il pas vrai que j'aurai un grand compte à rendre devant Dieu, d'avoir traité de froids rimeurs les Chapelains, les Cotins, les Cassagnes, etc ? Si ces pauvres poètes-là vivaient encore, ne seraient-ils pas des soleils auprès de ceux que nous avons aujourd'hui ? »

C'est à cette époque que Charpentier s'engage à fond, — aux côtés de son cher Perrault dont il a si souvent subi l'influence, notamment dans son délicieux récit : *le Voyage au Vallon tranquille*, — dans la querelle des Anciens et des Modernes. Il lance dans le débat l'un des meilleurs ouvrages, des plus complets, parfois des plus profonds que l'on ait écrits sur le sujet : *De l'Excellence de la Langue française*. Il défendra sa thèse, non pas avec la « frayeur d'un animal qui tremble devant son accusateur, mais avec la fermeté d'un athlète qui se réjouit de rencontrer un concurrent illustre ».

On le voit, ce brave homme, cet homme franc, demeure, « dans le siècle », tout mêlé aux questions d'actualité. A coup sûr, il ne se doutait point que ce qui devait rester de plus original et de plus marquant peut-être parmi tant d'études, de discours, d'odes et d'éloges qui forment son œuvre, c'est le prospectus financier que, sur commande, il a rédigé en sept jours pour le lancement de la *Compagnie des Indes orientales*.

R. BOUVIER.

LES HISTORIENS AMÉRICAUX ET LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

La question des responsabilités de la guerre est de celles qui, pour la grande majorité des Français, ne méritent même pas la discussion. Que la France ait eu la volonté d'éviter en 1914 un conflit international où se jouerait son existence, si elle pouvait le faire sans sacrifier sa situation en Europe et son avenir de grande Puissance, c'est une conviction qui répond à nos sentiments intimes. Il nous paraît superflu de donner les preuves d'une volonté pacifique qui fait partie de nous-mêmes. Cet état d'esprit explique l'indifférence de l'opinion française à l'égard des discussions ou des polémiques ouvertes autour du problème des origines de la guerre, et l'apathie dont elle a souvent fait preuve.

Mais cette apathie, qui paraît inexplicable aux étrangers, n'est pas sans inconvénients. Hors de France, depuis dix ans, la question des responsabilités de la guerre n'a pas cessé d'être l'objet de discussions arides. Grâce à une activité infatigable, l'Allemagne a réussi à éveiller l'intérêt, à provoquer des doutes, à trouver même, dans beaucoup de milieux, des sympathies actives. L'opinion américaine a été particulièrement sensible à cet appel. Est-il vrai que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie portent toute la responsabilité que leur attribuait, pendant la guerre, la presque unanimité de l'opinion publique, même chez les neutres? Est-il possible aujourd'hui, après la publica-

tion de documents diplomatiques qui ont apporté sur l'histoire des origines du conflit tant de renseignements nouveaux, de maintenir le jugement que l'on avait accepté sans discussion ? Les esprits qui font profession d'indépendance craignent d'avoir subi l'influence de la « psychose de guerre » ; ils veulent aujourd'hui réviser leurs appréciations et sont enclins, souvent, à prendre une attitude de méfiance systématique à l'égard des idées qu'ils avaient jadis partagées.

Cette préoccupation morale a soutenu un mouvement dont l'opinion française ne connaît pas assez l'ampleur. Dans une enquête qu'elle a récemment effectuée, une revue américaine, *The World to Morrow*, a posé cette question : « Croyez-vous que l'Allemagne et ses alliés soient seuls responsables de la guerre européenne ? » Sur 429 réponses, 48 seulement ont été affirmatives. L'Allemagne a-t-elle eu au moins une responsabilité prépondérante ? Ici, les voix se partagent ; mais il existe une légère majorité pour dire *non*. Et cette opinion n'est pas seulement celle d'hommes d'affaires, de fonctionnaires, de journalistes qui n'ont pas eu le loisir de se faire une opinion personnelle, et qui ne sont qu'un reflet. Elle est plus répandue encore parmi les historiens : sur 215 professeurs interrogés, il y en a tout juste 8 pour croire à une responsabilité *unilatérale* des Puissances centrales, et 99 pour admettre la responsabilité prépondérante.

LES DEUX THÈSES

Le succès qu'a obtenu aux États-Unis l'ouvrage de M. Sydney B. Fay (1), alors professeur à Smith College, et aujourd'hui à l'Université Harvard, est une preuve de cet état d'esprit. L'auteur, qui, depuis dix ans, se livrait à l'étude personnelle des innombrables documents diplomatiques, affirmait n'avoir « aucun mobile politique » ; il voulait éviter, disait-il, toute vaine controverse, faire uniquement œuvre d'historien. Et cependant, il n'hésitait pas à écrire que « le verdict de Versailles, aux termes duquel l'Allemagne et ses alliées furent responsables de la guerre, est historiquement sans valeur ». L'ouvrage a trouvé outre Atlantique un accueil chaleureux ;

(1) *The Origins of the World War (1871-1914)* ; New-York, Macmillan, 1928.
2 vol. in-8.

réimprimé quatre fois, en huit mois, il vient de l'être une fois de plus, dans une édition à bon marché, au moment même où paraissait une traduction française.

Aujourd'hui, il est vrai, une réaction va peut-être se dessiner dans l'opinion américaine. Il y a quelques semaines à peine, un professeur de l'Université de Chicago, M. Bernadotte Schmitt, publiait à son tour un grand ouvrage (1), qui, par la sûreté de la documentation, la précision de l'analyse, ne le cède en rien à l'ouvrage de M. Sydney Fay. Sans vouloir essayer, comme l'avait fait son prédécesseur, d'écrire l'histoire des relations internationales depuis 1871, M. Schmitt a porté presque tout son effort sur les origines immédiates du conflit. Les événements qu'il étudie sont ceux-là mêmes que M. Sydney Fay avait étudiés dans le second volume de son ouvrage ; la documentation qui a servi de base à son travail est identique. Et cependant la critique des deux auteurs aboutit, presque toujours, à des résultats bien différents.

Cette divergence est-elle, une fois de plus, la preuve de la fragilité de l'histoire ? Je ne le crois pas. Elle montre seulement quelles difficultés l'on éprouve à garder, dans l'enchevêtrement des faits, une justesse de coup d'œil assez nette pour donner à chacun sa valeur propre ; à écarter les idées préconçues ; à conserver enfin, dans une question compliquée par tant de polémiques, l'indépendance d'esprit et l'impartialité. C'est à ce titre qu'il peut être intéressant de confronter les résultats de ces deux études.

Y A-T-IL UNE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT SERBE ?

Le 28 juin 1914, l'Archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, est assassiné à Serajevo. Le Gouvernement de Vienne, à la suite de ce meurtre, demande des comptes à la Serbie et lui adresse un ultimatum. La guerre austro-serbe entraîne avec elle la guerre européenne. Sans doute, pour comprendre l'évolution de la crise, il faut tenir compte des conditions générales de la politique européenne et des inquiétudes qui troublaient, depuis plusieurs années, l'opinion publique. Mais personne n'a jamais prétendu que la guerre,

(1) *The Coming of the War*; New-York, Scribners, 1930. 2 vol.

en 1914, ait été fatale. La crise ouverte par l'attentat de Serajevo aurait pu, comme tant d'autres, avoir un dénouement pacifique. Pourquoi a-t-elle abouti au plus terrible des conflits? Le débat se concentre sur quelques questions : Le Gouvernement austro-hongrois était-il en droit d'attribuer au Gouvernement serbe une part de responsabilité dans le meurtre de l'Archiduc? L'Autriche-Hongrie a-t-elle eu la volonté de faire la guerre à la Serbie, même au prix d'une guerre européenne? L'Allemagne a-t-elle encouragé son alliée à refuser les tentatives de médiation? La Russie, en intervenant dans le conflit austro-serbe, a-t-elle rendu la guerre européenne inévitable? La France a-t-elle exercé, auprès de son alliée, une action modératrice?

Les deux auteurs principaux de l'attentat de Serajevo, Tchabrinovitch et Printsip, étaient bosniaques, par conséquent sujets autrichiens. Mais tous deux vivaient depuis quelque temps en Serbie; c'est à Belgrade qu'ils avaient établi le plan de l'attentat; c'est un officier serbe, le major Tankositch, qui leur avait fourni des armes; c'est la complicité des gardes-frontières serbes qui leur avait permis de pénétrer en Bosnie. L'enquête effectuée au lendemain du meurtre en avait donné la preuve. Cependant, les renseignements recueillis par le Gouvernement austro-hongrois, en juillet 1914, ne lui permettaient pas de penser que le *gouvernement* de M. Pachitch pût avoir une responsabilité *directe* dans la préparation de l'attentat. C'est dix ans plus tard que des révélations, faites en Serbie, ont mis en cause le colonel Dimitrijevitch, chef du service des renseignements à l'État-major général; mais ce haut fonctionnaire était le chef d'une association secrète, la « Main Noire », qui échappait au contrôle du pouvoir civil et qui était, à ce moment même, en lutte avec le gouvernement. La complicité de Dimitrijevitch et de son groupe n'implique donc pas que le ministère serbe ait eu une part quelconque dans la préparation de l'attentat. Existe-t-il d'autres présomptions? C'est la question que les deux historiens américains étudient, avec une minutie extrême.

D'après le témoignage d'un de ses membres, M. Ljuba Jovanovitch, le cabinet de M. Pachitch avait connu l'existence du complot contre l'archiduc François-Ferdinand. Mais faut-il faire confiance à ce témoignage, dont l'auteur était devenu un

adversaire politique de Pachitch? M. Sydney Fay le tient pour véridique; M. Schmitt n'est pas aussi convaincu, il admet cependant que le président du Conseil a été probablement informé de la conspiration, mais sans en connaître les détails. L'un et l'autre sont d'accord pour constater, — et c'est là l'essentiel, — que le Gouvernement serbe n'a pris certainement aucune part à la préparation de l'attentat, et ne possédait aucun renseignement jusqu'au moment où les conjurés, déjà munis de leurs armes, s'apprêtaient à franchir la frontière autrichienne.

Mais, dès lors qu'il était renseigné, le Gouvernement serbe avait évidemment le devoir de faire tous ses efforts pour rendre vaine l'initiative des conjurés. Dans quelle mesure s'y est-il employé?

Il a donné, semble-t-il, des ordres aux autorités de la frontière pour interdire aux jeunes Bosniaques l'accès du territoire autrichien. Mais ses instructions n'ont pas été exécutées : les officiers des gardes-frontières appartenaient à l'association secrète, la « Main Noire » ; ils ont laissé passer les conjurés, et ont averti le Gouvernement que l'ordre leur était parvenu trop tard. Pour posséder à cet égard les éléments d'une conviction, il faudrait, il est vrai, remarque M. Schmitt, connaître le texte même des instructions envoyées aux gardes-frontières, et du rapport qu'ils ont fourni. Or, ces pièces n'ont pas été publiées. L'indifférence de M. Pachitch à l'opinion internationale est la seule explication que l'on ait pu donner d'un silence, qui ne laisse pas d'embarrasser les historiens.

Alors même que les conjurés avaient franchi la frontière, il était encore possible d'éviter le pire, si le Gouvernement austro-hongrois était mis en garde. M. Pachitch a fait déclarer qu'il avait donné un avertissement. Mais sous quelle forme? Les témoignages sont multiples, partiellement contradictoires. La critique serrée de nos deux auteurs aboutit sensiblement aux mêmes conclusions. Le ministre de Serbie avait fait, au début de juin, une démarche, non pas auprès du ministre des Affaires étrangères, comte Berchtold, mais auprès du ministre des Finances, M. Bilinski, qui avait dans ses attributions l'administration de la Bosnie-Herzégovine. Il n'avait pas dénoncé l'existence d'un complot contre la vie de l'Archiduc. Il s'était contenté de faire allusion, en termes vagues, aux dangers que

pouvait courir François-Ferdinand, s'il assistait aux grandes manœuvres dans une région où le loyalisme des troupes était douteux. Sous cette forme voilée, l'avertissement ne retint pas l'attention du Gouvernement austro-hongrois. En aurait-il été de même si le Gouvernement serbe avait communiqué à Vienne les renseignements qu'il possédait ? Les deux historiens américains lui reprochent cette négligence.

Quelque effort que l'on fasse pour tirer au clair ces incidents, il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui encore, nous ne possédons pas de certitude. Les conclusions de M. Fay, assez catégoriques, celles de M. Schmitt, plus nuancées, ne peuvent être que provisoires, comme toutes celles que d'autres historiens, en France et hors de France, avaient indiquées avant eux. Les Archives serbes, seules, pourront fournir des renseignements précis. Le Gouvernement de Belgrade va, dit-on, publier prochainement ses documents : il sera temps alors de donner à ces longues discussions une conclusion. Elle ne présentera d'ailleurs qu'une importance relative pour l'histoire de la crise, puisque l'Autriche-Hongrie, à l'heure où elle a pris ses décisions, ne savait rien de ce que nous apercevons aujourd'hui.

L'AUTRICHE-HONGRIE ENCOURAGÉE PAR L'ALLEMAGNE

Ce que voulait le Gouvernement austro-hongrois, au lendemain de l'attentat, c'était « mettre à profit le crime de Seraïovo pour régler les comptes avec la Serbie » : le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, l'annonçait, en propres termes, au président du Conseil de Hongrie, le comte Tisza. Les aspirations nationales des sujets yougoslaves de la Double Monarchie, encouragées par la propagande des associations serbes, étaient, à son avis, une menace pour l'existence de l'Empire. Le gouvernement de Vienne, sans vouloir se souvenir qu'il avait lui-même provoqué ce mouvement en décidant, en 1908, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, cherchait le moyen et l'occasion d'arrêter le développement de cette propagande. Au moment où l'Archiduc tombait sous les balles de Printsip, le ministère des Affaires étrangères venait d'établir un programme d'action diplomatique : il songeait à attirer à lui la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie, à former ainsi, sous

l'égide de l'Autriche-Hongrie, une nouvelle Ligue balkanique, dont la Serbie serait exclue. Le meurtre de l'Archiduc permettait de substituer à ce programme à longue échéance, un plan d'action immédiate et énergique.

Voilà dix ans déjà que la publication des documents diplomatiques allemands et autrichiens a permis de suivre pas à pas les décisions du gouvernement de Vienne. Le comte Berchtold demande à l'Allemagne, le 5 juillet, s'il peut compter sur son appui ; averti que l'empereur Guillaume et le chancelier Bethmann-Hollweg se tiendront « fidèlement » aux côtés de l'Autriche-Hongrie, il réunit le Conseil des ministres pour fixer une ligne de conduite. Après deux délibérations, la décision est prise d'envoyer à la Serbie un ultimatum. Le texte de la note est arrêté définitivement le 19 juillet, approuvé par l'Empereur, et envoyé à Belgrade où le ministre austro-hongrois doit exécuter la démarche à la fin de l'après-midi du 23 juillet.

Les faits sont indiscutables. Mais quelles étaient au juste les intentions du Gouvernement austro-hongrois ? Était-il disposé à se contenter d'un succès diplomatique, ou avait-il au contraire le ferme dessein de faire la guerre à la Serbie ? Était-il conscient des dangers qu'un conflit austro-serbe ferait courir à la paix de l'Europe ? Avait-il prévu la vraisemblance d'une intervention russe ?

Le procès-verbal du Conseil des ministres, tenu le 7 juillet, est, à cet égard, le document décisif. L'analyse qu'en donnent les deux historiens américains est intéressante à la fois par ce qu'elle dit et par ce qu'elle néglige. Tous deux constatent que les exigences de l'Autriche-Hongrie avaient revêtu, à dessein, une forme telle que l'acceptation de l'ultimatum par la Serbie était invraisemblable : le rejet de la note devait conduire à la guerre austro-serbe. Cette guerre, le gouvernement de Vienne la désirait. Il n'ignorait pas que le conflit pourrait avoir pour conséquence la guerre avec la Russie. Mais considérait-il cette éventualité comme probable ? Non, dit M. Fay : le Gouvernement austro-hongrois escomptait « une guerre localisée » avec la Serbie. M. Schmitt croit au contraire que la guerre austro-russe était envisagée comme « un résultat vraisemblable » d'une expédition entreprise contre la Serbie : les hommes d'État austro-hongrois étaient convaincus qu'ils ne pourraient venir à bout du danger yougoslave sans entrer en conflit, tôt ou

tard, avec la Russie; la situation militaire était, à leurs yeux, meilleure qu'elle ne pouvait le devenir quelques années plus tard; la promesse de l'appui allemand leur donnait une garantie qu'ils n'avaient pas toujours eue dans le passé. Pourquoi ne profiterait-on pas de ces circonstances favorables? Entre ces deux interprétations, l'hésitation n'est pas permise: les documents mêmes que reproduit M. Sydney Fay contredisent sa thèse. Pour lui donner plus de vraisemblance, il évite de citer textuellement la déclaration décisive du ministre de la Guerre autrichien: « Mieux vaut faire la guerre maintenant que plus tard, car l'équilibre des forces se déplace contre nous. »

Le gouvernement de Vienne avait donc prévu l'éventualité de la guerre européenne, et il l'envisageait de sang-froid. Est-ce à dire qu'il ait été résolu à engager, en tout état de cause, un conflit avec la Russie? Non, sans doute. Si le gouvernement du Tsar restait passif, s'il assistait en spectateur à l'écrasement de la Serbie, il serait inutile de le provoquer. Mais, s'il voulait entraver l'action de l'Autriche-Hongrie, alors ce serait la guerre. Et, par le jeu des alliances, le conflit s'étendrait à l'Europe.

A cette résolution du Gouvernement austro-hongrois, l'Allemagne donne un appui sans réserve. Elle ne cherche pas à connaître le détail des délibérations qui se poursuivent à Vienne; elle n'est pas consultée pour la rédaction de l'ultimatum. Mais n'a-t-elle pas promis, le 5 juillet, d'approuver les décisions de son allié? Lorsque le secrétaire d'État des Affaires étrangères, Jagow, reçoit communication du texte de l'ultimatum, vingt-quatre heures avant sa remise à Belgrade, il estime, il est vrai, que les exigences austro-hongroises sont trop sévères; mais il se garde bien de demander au gouvernement de Vienne une atténuation. En vain essaie-t-on de prétendre (c'est la thèse de M. Fay) qu'il était trop tard pour agir. « A l'âge du télégraphe et du téléphone, dit très justement M. Schmitt, Jagow, qui disposait de vingt-quatre heures, avait certainement le temps d'exercer une action quelconque, s'il l'avait voulu. » D'ailleurs, dès le lendemain, il prenait à son compte, dans une circulaire aux grandes Puissances, les exigences austro-hongroises, « équitables et modérées ».

L'Allemagne ne s'est même pas contentée de cette assistance

passive. La récente publication des documents autrichiens sur les origines de la guerre montre que, par des voies indirectes, le gouvernement de Berlin n'a pas négligé de donner à son allié des encouragements.

Le baron Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, déclarait, le 16 et le 20 juillet, à son collègue autrichien qu'on était absolument décidé, à Berlin, à soutenir la politique de Vienne « contre vents et marées ». Il recommandait « d'aller de l'avant avec énergie et avec une claire conscience du but » à atteindre. Il ajoutait un avertissement, presque une menace : si l'Autriche-Hongrie ne réussissait pas à rétablir sa situation dans les Balkans, « la Triple Alliance perdrat toute valeur », et l'Allemagne alors serait contrainte, pour trouver « un autre moyen de protéger ses intérêts », de songer à un rapprochement avec la Russie ! Comment croire que cette perspective ait été sans influence sur les hommes d'État austro-hongrois ?

Ces interventions si graves, qui paraissent avoir échappé à l'attention des deux historiens américains, confirment le jugement sévère de M. Bernadotte Schmitt : l'Autriche-Hongrie n'aurait certes pas persisté dans son attitude si elle n'avait pas eu « l'encouragement et l'approbation de son allié ». La conduite du Gouvernement allemand, lorsqu'il affirmait aux Puissances qu'il n'avait pas connu d'avance les termes de l'ultimatum, « n'a pas été seulement *déléoyale*, mais *insensée* ».

TENTATIVES DE MÉDIATION

Comme le souhaitait le Gouvernement austro-hongrois, la Serbie ne peut se résoudre à accepter complètement l'ultimatum ; bien qu'elle promette des satisfactions qui paraissent suffisantes à Guillaume II lui-même et qu'elle offre de soumettre le différend au Tribunal international de La Haye, elle repousse nettement un des points de la note, celui qui exigeait la participation d'agents de police austro-hongrois à l'enquête entreprise en Serbie, pour rechercher les complices des meurtriers de l'Archiduc. Ce refus suffit à dicter la conduite du baron Giesl, ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade : il annonce immédiatement la rupture des relations diplomatiques. L'armée serbe commence sa mobilisation ; le Gouvernement austro-

hongrois appelle sous les drapeaux les réservistes de huit corps d'armée.

Les Puissances européennes vont-elles assister passivement à l'« expédition de châtiment » que prépare l'Autriche-Hongrie ? Vont-elles négliger l'appel que vient de lancer le Gouvernement serbe ? L'Allemagne le leur conseille, sur un ton insolite : « Il s'agit dans le cas actuel d'une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie... Toute intervention d'une autre Puissance, vu la diversité des obligations d'alliance, entraînerait des conséquences incalculables. » Mais la Russie ne paraît pas disposée à se laisser intimider. « Si l'Autriche-Hongrie engloutit la Serbie, nous lui ferons la guerre », déclare Sazonoff. En face de la thèse de la « localisation », qui équivaut à laisser le champ libre aux Puissances centrales, la Grande-Bretagne, la première, propose une médiation. Pendant deux jours (26 et 27 juillet), les tentatives de la diplomatie se succèdent, et s'enchevêtrent parfois. La Grande-Bretagne propose de réunir une Conférence pour régler l'affaire austro-serbe ; la Russie se prête vainement à engager avec l'Autriche-Hongrie une « conversation directe », pour trouver un moyen de « donner à la Serbie une leçon méritée, tout en respectant ses droits de souveraineté ».

Les deux tentatives échouent.

Le Gouvernement britannique suggère encore qu'à tout le moins l'Autriche-Hongrie accepte de considérer la réponse serbe « comme base de négociations » et qu'elle s'abstienne, en attendant, de commencer les opérations militaires. Le comte Berchtold se refuse à toute discussion. Pour couper court à une nouvelle tentative de médiation, explique-t-il à l'Empereur, il faut mettre l'Europe en face d'un fait accompli. Le 28 au matin, il adresse à la Serbie la déclaration de guerre, bien que l'armée austro-hongroise ne soit pas encore prête à entrer en campagne. La gravité de cette décision n'est pas contestée ; les motifs qui la déterminent sont certains, puisque le comte Berchtold a pris soin de les exposer lui-même. L'intransigeance de l'Autriche-Hongrie est donc évidente. Mais quelle est la part de l'Allemagne dans tout cela ? Ici commence la controverse.

L'Allemagne a pris sur elle de repousser le projet de conférence suggéré par la Grande-Bretagne. Elle a allégué qu'elle ne pouvait « trainer l'Autriche, à l'occasion de son différend avec

la Serbie, devant un tribunal européen ». M. Sydney Fay se donne beaucoup de peine pour expliquer et pour excuser l'attitude du Gouvernement allemand. Selon un procédé qui lui est familier, il ne veut voir, dans ce refus, qu'une imprudence, « une faute politique grave ». A l'en croire, le Chancelier Bethmann-Hollweg aurait eu « plusieurs raisons plausibles » de repousser la proposition anglaise : quelles étaient-elles ? Il redoutait, paraît-il, que, dans le sein de la Conférence, l'Italie ne prit parti pour la Triple Entente ? Mais il semble bien au contraire que le ministre italien des Affaires étrangères jugeait opportune l'acceptation par la Serbie de toutes les exigences autrichiennes. Il ne voulait pas mécontenter l'Autriche ? Certainement, mais cette explication n'est pas une excuse. Il avait encore l'espoir que le conflit austro-serbe resterait « localisé ». Mais, s'il avait vraiment cette conviction, pourquoi craignait-il que les délibérations des grandes Puissances ne permettent à la Russie de pousser ses préparatifs de mobilisation ?

Les arguments de M. Fay sont contradictoires. La critique de M. Bernadotte Schmitt le démontre parfaitement : « la réponse du Chancelier allemand n'était pas sincère ». En réalité, les renseignements qu'il avait reçus de Londres lui faisaient espérer que la Grande-Bretagne garderait la neutralité en cas de conflit continental. Le prince Henry de Prusse, frère de Guillaume II, avait vu la veille le roi George et prétendait avoir recueilli ce propos : « Nous resterons neutres. » Le grand armateur Albert Ballin, directeur de la *Hamburg-Amerika Linie*, affirmait que les milieux politiques anglais « étaient absolument en faveur de la paix ». Si la Grande-Bretagne inclinait vers la neutralité, pourquoi accepter cette proposition anglaise de Conférence, qui aurait empêché l'Autriche-Hongrie de faire la guerre à la Serbie ?

Le Gouvernement allemand, il est vrai, paraît abandonner, quelques heures plus tard, cette attitude intransigeante. Lorsque sir Edward Grey suggère, le 27 juillet au soir, de prendre la réponse serbe comme « base de négociations », le Chancelier accepte de transmettre à Vienne cette suggestion. Est-ce la preuve d'un revirement ? Le télégramme que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, comte Szögyeny, adressait ce même soir à son gouvernement ne permet pas de croire à la sincérité du Gouvernement allemand. Ce texte est célèbre : l'ambassadeur

annonce que l'Allemagne va transmettre à l'Autriche-Hongrie des propositions de médiation anglaises. Mais le secrétaire d'État Jagow vient de lui déclarer « qu'il ne s'identifie aucunement avec ces propositions, qu'il est même absolument hostile à leur prise en considération, et qu'il ne les transmet « que pour tenir compte de la demande qui lui en a été faite par l'Angleterre ». Ainsi l'Allemagne conseille elle-même à son allié de repousser la suggestion britannique ! Cette duplicité est un des éléments essentiels du réquisitoire que les Puissances alliées et associées avaient dressé contre l'Allemagne lors de la Conférence de la paix.

Depuis dix ans, bien des historiens allemands ont répété les mêmes efforts pour essayer de discréderiter la valeur du document : Szögyeny, à les en croire, était fort affaibli par l'âge; il n'a pas compris les paroles de Jagow et les a relatées de façon fantaisiste. Cette thèse est trop intéressée pour n'être pas sujette à caution. M. Sydney Fay l'adopte cependant. Il y ajoute une autre suggestion, plus ingénieuse que probante : la déclaration de Jagow ne concerneait-elle pas la proposition anglaise de Conférence, que le Gouvernement allemand avait rejetée ? Mais il ne peut apporter à l'appui de cette hypothèse aucun argument valable. M. Schmitt montre au contraire que le télégramme de Szögyeny est confirmé par tout ce que nous savons de l'attitude du Gouvernement allemand à cette date. Le chancelier Bethmann-Hollweg, dans une dépêche qu'il rédigeait le lendemain à l'adresse des représentants de la Prusse auprès des Cours allemandes, n'affirmait-il pas que l'Autriche-Hongrie n'avait d'autre ressource que « d'imposer ses exigences par une forte pression et au besoin par des mesures militaires »?

Ces mesures militaires, le gouvernement de Vienne s'apprêtait à y recourir, puisqu'il allait lancer à la Serbie sa déclaration de guerre. En faisant ce geste décisif, agissait-il spontanément? ou bien tenait-il compte, une fois de plus, des encouragements de l'Allemagne ? C'est une question capitale. A lire l'ouvrage de M. Sydney Fay, il est impossible de le soupçonner. La déclaration de guerre est présentée comme un acte du Gouvernement austro-hongrois, où l'Allemagne semble n'avoir eu aucune part. De la part d'un historien qui connaît si bien les documents allemands et autrichiens, cette omission est fort

étonnante. Le fait est que l'attitude du Gouvernement allemand est assez embarrassante pour ceux qui aiment à lui trouver des excuses. Dès le 25 juillet, il avait fait connaître à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie son opinion. « On considère généralement comme certain ici, écrivait Szögyeny, qu'à un refus éventuel de la Serbie nous répondrons *immédiatement* par une déclaration de guerre, suivie d'opérations militaires »; le lendemain, l'ambassadeur allemand Tschirschky avait insisté « énergiquement » auprès du comte Berchtold et du général Conrad de Hötzendorff pour obtenir une prompte action. Comment méconnaître la gravité de ces conseils? « La déclaration de guerre, dit M. Schmitt, fut lancée pour plaire au Gouvernement allemand. »

Sur tous ces points, les démonstrations de M. Schmitt, qui n'ont d'ailleurs pas le mérite de la nouveauté, sont précises et convaincantes.

L'INTERVENTION RUSSE

La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie entraîne l'intervention militaire de la Russie. Dès le début de la crise ouverte par l'envoi de l'ultimatum austro-hongrois, le Gouvernement du Tsar avait décidé de prendre des mesures de « pré-mobilisation », qui comportaient la convocation de réservistes dans les districts limitrophes de la frontière; il avait aussi résolu « en principe » de mettre sur le pied de guerre les corps d'armée destinés à opérer contre l'Autriche-Hongrie : cette mesure ne devait être exécutée que le jour où l'Autriche-Hongrie voudrait « contraindre la Serbie par la force des armes ». Lorsqu'il apprend que le Gouvernement serbe a reçu la déclaration de guerre, le Gouvernement russe se décide à passer aux actes. La mobilisation, dans son esprit, est le seul moyen dont il dispose pour manifester sa volonté de ne pas permettre l'écrasement de la Serbie. Les troupes, déclare d'ailleurs M. Sazonoff, resteront « l'arme au pied » jusqu'au jour où les intérêts balkaniques de la Russie seront menacés. C'est le 29 juillet que cet ordre de mobilisation est lancé; il s'applique seulement aux treize circonscriptions militaires proches de la frontière autrichienne. Mais l'État-major insiste auprès du Tsar pour qu'un ordre de mobilisation géné-

rale contre l'Allemagne soit donné. Nicolas II hésite ; après avoir cédé aux instances de son entourage, il donne contre-ordre ; dans l'après-midi du lendemain, 30 juillet, il se décide cependant à signer l'ukase.

C'est une initiative grave. Sans doute, l'armée russe se trouve dans une situation particulièrement difficile : l'immensité du pays, la faible densité du réseau ferré ne lui permettent pas de procéder rapidement à la mobilisation. La décision du Tsar n'a donc pas le même caractère qu'une mesure analogue prise en Allemagne ou en France. L'État-major allemand lui-même le reconnaît : « A la différence des mobilisations et des démobilisations qui ont été coutumières en Russie, la mobilisation allemande mènera inévitablement à la guerre », dit Moltke, le 30 juillet, à l'attaché militaire autrichien. Il n'en est pas moins vrai que les Puissances centrales, dont le plan de campagne est basé sur la rapidité des premiers succès, ne veulent pas se laisser devancer. La mobilisation générale russe, qui va avoir pour conséquence la mobilisation allemande, est donc de nature à compliquer l'évolution de la crise, en diminuant le délai utile pour les négociations.

Pourquoi le Gouvernement russe, au lieu de se contenter de la mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie, a-t-il décrété cette mobilisation générale ? Et dans quelle mesure sa décision a-t-elle compromis les possibilités de médiation ?

Les motifs de la décision sont d'ordre technique. Les plans de l'État-major n'avaient pas envisagé l'hypothèse d'une mobilisation partielle. En effectuant la mise sur le pied de guerre des seuls corps destinés à opérer contre l'Autriche-Hongrie, les milieux militaires redoutaient de « détriquer » le mécanisme de leur mobilisation et de rendre impossible, le jour où elle deviendrait nécessaire, la préparation des corps d'armée destinés à opérer contre l'Allemagne. Si l'on adopte cette explication, la seule qui repose sur des témoignages sérieux, il faut donc admettre que le Gouvernement russe était convaincu, le 30 juillet, qu'une guerre avec l'Allemagne même était inévitable. Cette conviction n'était pas fondée sur de simples présomptions. Dans l'après-midi du 29 juillet, le Gouvernement allemand avait fait faire, par son ambassadeur à Pétersbourg, une démarche menaçante : le comte de Pourtalès

avait déclaré que « la continuation des mesures de mobilisation russe » (c'est-à-dire la mobilisation *partielle*) obligerait l'Allemagne à mobiliser. Cette déclaration ne pouvait que donner au Gouvernement russe la conviction que la guerre générale était certaine. Il est étrange que M. Fay se refuse à établir entre cette démarche allemande et la première décision de mobilisation générale un lien direct, malgré les indications précises des documents russes.

Le Tsar, il est vrai, après avoir donné son assentiment à l'ordre de mobilisation générale, l'a retiré. Il a résisté pendant près de vingt-quatre heures aux sollicitations de l'État-major. S'il avait gagné vingt-quatre heures de plus, n'aurait-il pas permis à la diplomatie de trouver un compromis? A en croire M. Fay, la décision du Tsar, à l'heure où elle a été prise, rendait la guerre européenne inévitable. « Ce fut en premier lieu la mobilisation générale russe, faite pendant que l'Allemagne essayait d'amener l'Autriche à un règlement, qui précipita la catastrophe finale. » Serait-il donc vrai qu'en cette soirée du 30 juillet 1914, une formule de paix fut sur le point d'être admise par les Puissances centrales? La démonstration rigoureuse de M. Schmitt montre qu'il n'en est rien. Sans doute, le Gouvernement allemand, conscient, à la dernière heure, du risque d'une intervention anglaise, avait sensiblement modifié son attitude : il donnait maintenant à son alliée des conseils de prudence. « Si Vienne se refuse à toute concession, il n'est plus guère possible de faire retomber sur la Russie la faute de la conflagration européenne qui éclaterait. » Mais les hommes d'État de Vienne refusaient de l'écouter. Accepter une proposition de médiation, ce serait avoir travaillé pour rien. « Dans deux ou trois ans, nous serions de nouveau aux prises avec une nouvelle attaque de la Serbie, dans des conditions beaucoup moins favorables. » Et le chancelier allemand, pressé par le général de Moltke, abandonnait la partie. Il annulait les instructions énergiques qu'il venait d'adresser à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Il renonçait à faire accepter par l'Autriche-Hongrie le compromis nécessaire. Si le Gouvernement russe, conclut M. Schmitt, avait retardé de vingt-quatre heures son ordre de mobilisation générale, « le résultat n'aurait pas été différent ».

LE RÔLE DE LA FRANCE

C'est l'intervention de la Russie qui oblige la France à prendre parti. Le Gouvernement du Tsar, au moment où il a décidé la mobilisation, devait donc s'assurer que sa décision répondait aux intentions de la France. Voilà déjà longtemps que certains historiens allemands ont essayé d'attribuer au Gouvernement français une part de responsabilité dans les décisions russes. Cette thèse, M. Fay n'ose pas la prendre à son compte, mais il insinue que la diplomatie française, toute désireuse qu'elle fût d'éviter une guerre européenne, a manqué d'énergie. Si la France, prétend-il, avait dit à la Russie : « Nordonnez pas la mobilisation générale maintenant, pendant que se poursuivent les négociations diplomatiques!... » il est possible que la guerre eût pu être évitée.

Quels sont donc les conseils qui, de Paris, ont été donnés au Gouvernement russe ? Dans la nuit du 29 au 30 juillet, le Conseil des ministres français, averti par M. Isvolsky que la Russie s'apprétrait à « hâter ses armements », avait décidé l'envoi d'instructions immédiates à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. « La France, disait Viviani, est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance » ; mais il ajoutait : « Dans l'intérêt même de la paix générale, et étant donné qu'une conversation est engagée entre les Puissances moins intéressées, j'estime qu'il serait opportun que dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrirait à l'Allemagne un prétexte pour la mobilisation totale ou partielle de ses forces. » C'était bien dire que la Russie ne devait pas ordonner la mobilisation générale.

Sans doute, l'ambassadeur de Russie à Paris, qui connaissait ce message, s'efforçait d'en affaiblir la portée, en relatant des conseils qu'il aurait reçus du ministre de la Guerre : continuer les préparatifs militaires, en les masquant le plus possible. Mais cet avis indirect pouvait-il avoir aux yeux du Gouvernement russe la même valeur que la démarche officielle de l'ambassadeur de France ? Le fait est que M. Sazonoff avait parfaitement compris la volonté du Gouvernement français ; aussi hésitait-il à faire connaître à Paris qu'il avait passé

outre à ces conseils. Le 30 juillet, après la signature de l'ukase, il se bornait à annoncer à l'ambassadeur de France que le Tsar avait décidé de « procéder secrètement aux premières mesures de mobilisation générale ». Pendant vingt-quatre heures encore, le Gouvernement français ignorera la portée réelle de la décision impériale.

C'est le spectacle de ces réticences qui autorise M. Schmitt à mettre en cause la « loyauté » de M. Sazonoff à l'égard du Gouvernement allié.

LE JUGEMENT DE L'HISTOIRE

A peine la nouvelle de la mobilisation russe est-elle parvenue à Berlin, le Gouvernement allemand proclame « l'état de danger de guerre ». Il adresse à la Russie et à la France un ultimatum, en même temps qu'il refuse de donner à la Grande-Bretagne la promesse de respecter la neutralité belge. Dominé par les exigences de son plan d'opérations, il ne se prête plus à une négociation quelconque ; il n'a plus qu'un souci : commencer sans retard son offensive. Le 1^{er} août, le secrétaire d'État Jagow repousse une dernière suggestion anglaise de médiation : la Russie, dit-il, a pour elle le nombre ; elle peut « rester mobilisée pendant des mois sans faire la guerre » ; en Allemagne, « il n'en est pas de même » : l'Allemagne « a pour elle la rapidité ». Ces exigences militaires déterminent le Gouvernement allemand à prendre la responsabilité de la rupture. Les derniers événements sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de s'attarder à une discussion.

Mais la simple comparaison des résultats auxquels arrivent les deux historiens américains n'est pas inutile. Elle montre que la controverse se réduit aujourd'hui à quelques points précis. La responsabilité directe du Gouvernement serbe est hors de cause. La volonté de guerre de l'Autriche-Hongrie est incontestable. La France n'a pas désiré voir la Russie prendre l'initiative de la mobilisation générale. Seuls, le rôle du Gouvernement allemand, celui du Gouvernement russe prêtent encore à la discussion. Mais la critique serrée de M. Bernadotte Schmitt oppose aux interprétations, parfois tendancieuses, de M. Sydney Fay des preuves solides ; elle montre comment le

Gouvernement de Berlin n'a pas cessé, jusqu'au 28 juillet, d'encourager et d'assister l'Autriche-Hongrie, de la pousser même à prendre l'initiative la plus grave, la déclaration de guerre à la Serbie; elle montre aussi que le Gouvernement du Tsar, s'il a été le premier à décider la mobilisation générale, n'a pas compromis, par ce geste, le sort de négociations sans espoir. Toutes ces constatations ne sont certes pas nouvelles. Il y a plusieurs années déjà qu'elles avaient été nettement indiquées en France. Mais, pour la première fois, elles trouvent, sous la plume d'un historien américain, une confirmation remarquable.

L'auteur, cependant, par un scrupule de conscience, hésite, au terme de sa longue étude, à prononcer un jugement. Si la crise de juillet 1914 a jeté l'Europe dans la guerre, écrit-il, « ce fut en partie, probablement, parce qu'aucune diplomatie, même adroite, n'aurait pu trouver un compromis entre la ferme résolution de l'Autriche-Hongrie de faire la guerre à la Serbie et la détermination de la Russie de ne pas permettre l'écrasement de ce petit État ». Mais cette conclusion timide est démentie par tout le volume. A chaque instant, M. Bernadotte Schmitt apporte la preuve que les Puissances centrales, seules, ont accompli délibérément les actes qui devaient provoquer la réplique russe, qu'elles n'ont voulu se prêter ni aux discussions, ni aux concessions, qu'elles n'ont pas consenti à accepter d'autre solution que l'acte de force. Dès le 5 juillet, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient envisagé, de sang-froid, toutes les conséquences de leur décision; elles avaient conscience que la guerre européenne pouvait être le résultat de leur initiative; elles n'ont pas renoncé à exécuter leur programme, même lorsque la perspective du conflit est apparue avec certitude. Les Puissances centrales ont-elles, en 1914, « imposé la guerre » à l'Europe? Après tant de discussions ardues, la recherche historique répond : oui.

PIERRE RENOUVIN.

LE LIEUTENANT-COLONEL HAPPE

Le lieutenant-colonel Happe est tombé, le 20 octobre 1930, victime d'un accident ; il ajoutait ainsi son nom au martyrologue de l'aviation militaire française, en temps de paix.

Il se rendait à Metz, en passant par le Nord ; il empruntait volontiers cette voie pour aller professer son cours. Non loin de Liège, des témoins l'ont vu, tournant à faible hauteur, chercher un terrain d'atterrissement. Il prit de la hauteur, arrêta son moteur pour descendre en vol plané. Tout à coup, les ailes se retournèrent, puis, arrachées, tombèrent, distantes de plus de soixante mètres l'une de l'autre. L'appareil s'écrasa sur le sol, ensevelissant sous ses débris le pilote et son jeune mécanicien.

La Belgique leur rendit des honneurs dignes d'eux. Par une pathétique rencontre, les funérailles du lieutenant-colonel Happe furent célébrées dans l'église de Saint-Germain-en-Laye, le même jour et à la même heure où un peuple exalté par leur exploit accourrait au Bourget pour acclamer Costes et Bellonte. Poignant contraste entre la gloire remportée par la superbe et pacifique victoire sur les éléments naturels, et la fin tragique d'un soldat, illustré par la guerre.

« Je ne suis ni un héros, ni un saint », m'écrivait-il avec cette modestie charmante qui était la sienne, peu de temps avant sa mort. Héros, le terme semble avoir été créé pour lui : saint, il le fut à sa manière par la victoire constante sur lui-même et par le sacrifice librement consenti.

Il était né le 15 avril 1882, à Saint-Germain-en-Laye, dans une maison de la tranquille rue de Pologne, où son grand père et son père exploitaient un commerce de bois. Il fit ses études au collège Sainte-Croix du Vésinet, puis à Stanislas. Il souffrit, à seize ans, du tourment que Sully Prudhomme a décrit dans *la Première solitude*. Il fut malheureux, si malheureux que ses parents, cédant à ses supplications, le placèrent comme demi-pensionnaire à Condorcet.

Il entre à Saint-Cyr, en octobre 1903. Désormais et jusqu'à son dernier souffle, il aura pour devise ce mot : servir.

Happe eût souhaité appartenir à la cavalerie. Un coup de pied de cheval l'en empêche. La malchance semble s'acharner contre lui. En avril 1904, une grippe infectieuse le condamne à un congé de plusieurs mois. C'était une année perdue. Néanmoins, ses notes le classent 91^e sur 302 élèves, et, bravement, il demeure à Saint-Cyr trente-six mois au lieu de vingt-quatre, pour rattraper le temps dévoré par la maladie. Il est nommé sous-lieutenant au 82^e d'infanterie, à Montargis, mais l'infanterie ne le séduisait pas ; il voulait passer dans l'artillerie. Une nouvelle préparation, un nouvel effort sont indispensables ; il les tentera. Toutes les étapes de sa destinée sont ainsi rythmées par l'effort. Il entre à l'École de Fontainebleau et obtient sa mutation, avec le grade de lieutenant, au 43^e régiment d'artillerie, à Rouen.

En ce temps-là, il se divertissait à afficher, froidement, des opinions paradoxales. Ou bien, pendant les discussions, et, lorsqu'on le priait de formuler son avis, il répliquait : « Je suis du vôtre », à la consternation de tout le monde. Cette affectation dissimulait une profonde sensibilité et il estimait que c'était son point faible. De là cette attitude. Ceux qui l'ont vraiment connu, ne s'y méprenaient pas : il contenait ses sentiments afin de pas dépenser en pure perte l'énergie qu'ils menaçaient d'atténuer. Il lui faut se donner tout entier à ce qu'il aime et son premier amour, celui qui prime tous les autres, est pour son pays.

L'aviation réclame des officiers. Il se propose d'adresser au ministre de la Guerre une demande. Comment ce projet sera-t-il accueilli par sa famille ? Il plaide sa cause par les arguments le mieux inventés pour la convaincre et il réussit.

Maurice Happe est détaché dans l'aviation en 1912. A Ver-

sailles, au cours de son apprentissage, il monte un appareil qui capote. Il a l'épaule démise et le nez endommagé. Cet événement l'émeut. Avant de continuer son instruction, il se recueille : il souffre d'une appréhension qu'il répudie par horreur de ce qu'il appelle une défection. Mais, maintenant, il veut tout savoir de la nouvelle arme. Il ne sera pas un observateur passif et ne se laissera pas conduire par un pilote, il veut son brevet, et le brevet en poche, il sera ingénieur à l'École supérieure d'aéronautique.

C'est là que le surprend la déclaration de la guerre. Il est galvanisé par l'idée de se battre, par l'irrésistible espérance de la victoire. Le ciel s'ouvre devant ses ailes. Il va, durant trois années, de 1914 à 1917, l'emplir de son tragique bourdonnement.

* * *

En juillet 1914, il est affecté à la section technique d'aviation « pour faire le service à l'inspection du matériel », mais il n'est pas employé pendant les hostilités à ce service du matériel. Versé à la 2^e réserve de Saint-Cyr, il ne tarde pas à être désigné comme pilote chargé d'une mission spéciale.

Voici le texte du rapport rédigé par « le lieutenant d'artillerie Happe au sujet d'un atterrissage en Hollande ». Le style militaire sans artifice ressuscite les phases de cet émouvant épisode :

« Le mardi 13 octobre (1914) à 7 heures 15, je partis d'Ostende avec le lieutenant de lanciers aviateur belge, de Cartier, comme observateur, pour faire une reconnaissance sur l'itinéraire Tournai, Mons, Charleroi, Namur, Liège avec 250 litres d'essence. Depuis Mons jusqu'à Huy, par Charleroi et Namur, le temps permit parfaitement l'observation entre 2000 et 2200 mètres. Jusqu'à la fin du voyage, l'altitude oscille entre 500 et 800 mètres, les nuages et la pluie nous empêchant presque constamment de voir le sol et la direction n'étant assurée que par la boussole. Dans une éclairecie, nous voyons le lion de Waterloo : quatre salves d'infanterie nous accueillent. Je remonte dans les nuages... Dans l'incertitude je vole vers le nord pour trouver la mer. Nous atteignons une boucle de l'Escaut auprès d'un village que Cartier reconnaît à ses rues en briques rouges pour un village hollandais. De l'autre côté

de l'Escarant, une longue suite de ratés, et l'hélice s'arrête ; la panne d'essence, me semble-t-il. Il était 15 heures 15. J'atterris sans dommage à B... près d'Y...

« Accueillis sans hostilité par des paysans, nous essayons de nous procurer de l'essence sans y parvenir. D'ailleurs, comme je m'en aperçus plus tard, ce n'était pas une panne d'essence qui nous avait obligés d'atterrir, c'était une panne de carburateur. Cartier va chez le bourgmestre, après s'être débarrassé de ses effets militaires chez un réfugié belge, tandis que je garde l'appareil. Un lieutenant hollandais arrive peu après : je lui déclare que je suis civil, mes effets de cuir cachant mon uniforme. Il visite le fuselage sans voir ma vareuse et mon képi, dans le coffre. Une garde est placée près de l'appareil, et nous recevons l'hospitalité d'un docteur hollandais qui nous accueille avec toute la cordialité possible. Je puis alors me débarrasser de mon uniforme. Deux hommes surveillent la maison, baionnette au canon, avec ordre de tirer si nous cherchons à fuir. Un capitaine et un lieutenant viennent à 20 heures nous dire d'attendre la décision de l'autorité supérieure.

« Le mercredi 14, nous pouvions voir des réfugiés belges à qui Cartier remit son rapport de reconnaissance pour le faire parvenir à l'attaché militaire français ; nous avions vu de nombreux convois à Tournai et vers Charleroi, et des rassemblements à l'ouest de Bruxelles. Le réfugié belge, parti en voiture..., remit le rapport à un Belge qu'il connaissait, partant pour l'Angleterre : le rapport n'est pas parvenu. Toute la journée se passa en attente, sans nous apporter de solution.

« Le jeudi 15, le lieutenant vient nous chercher pour nous accompagner à Y... où le major-chef de l'état-major du commandant des troupes de Neerland, devait nous interroger. Cartier fut interrogé le premier et fit, en ce qui me concernait, le récit que je fis ensuite : « Agent et pilote de la maison Farman, j'étais chargé de voir tous les appareils M. et H. Farman, en France et en Belgique, pour les réparations à faire. Je commençai ma tournée en Belgique par Ostende ; là on me dit que trois appareils H. Farman étaient à Namur : comme j'étais en civil et que par suite je n'avais rien à craindre, j'atterris à Namur, près d'un château, où je vis arriver un de mes très anciens camarades d'aérodrome, l'avia-

teur de Cartier dont le cousin habitait précisément ce château, — ce dernier renseignement eût pu être vérifié, — et qui me demanda de l'emmener, les Allemands prenant tous les hommes de vingt à quarante ans. Apprenant cette nouvelle, je repartis immédiatement avec lui, afin d'atterrir hors des lignes allemandes. Le vent nous porta vers la Hollande et nous fûmes très heureux d'avoir une panne au-dessus de la Hollande, puisque, civils, nous étions complètement à l'abri de l'internement. »

« Le major écrivit ce récit sous ma dictée, me le relut, me demanda si je n'avais rien à ajouter, puis : « Monsieur Happe, vous êtes libre. » Je ne pus cacher mon étonnement, mais, me reprenant : « Et l'appareil ? » demandai-je. — Démontez-le et emportez-le. » Un passeport nous est donné en conséquence. Nous commençons le démontage le jeudi à 14 heures avec l'aide de réfugiés belges. Le samedi 17 octobre, à 17 heures, l'appareil était chargé sur des charrettes.

« Le dimanche 18 octobre, à 3 heures, nous quittions B... avec l'appareil; à 8 heures nous le déchargeons et l'embarquions sur le bateau qui traverse l'Escaut à Breckens pour aller à Flessingue. L'appareil est déchargé et reste à quai toute la journée. Je vais chez le consul français à qui j'avais tout raconté dans une lettre. Le consul français, qui était hollandais, fut singulièrement ennuyé de mes confidences. Cartier rencontre en ville à tout instant des réfugiés belges et des soldats qui le connaissent et l'appellent par son grade. Nous nous sentons peu en sécurité.

« Le lundi 19 octobre, nous embarquons l'appareil à 6 heures et partons à 8 heures pour Folkestone où nous arrivons à 17 heures; l'appareil est mis à quai à 20 heures.

« Le mardi 20 octobre, le consul de France donne les passeports; l'embarquement se fait à 10 heures et le débarquement à Boulogne à midi 30. L'appareil est garé dans un hangar en ville : aucune pièce n'est cassée. Les fils seuls ont été coupés par le remontage. Le mercredi 21 octobre, à Dunkerque, le commandant de la 3^e escadrille belge met deux remorques à ma disposition pour le transport de l'appareil qui sera le jeudi 22 à Buc pour le remontage. »

Tels sont les débuts du lieutenant Happe dans l'aviation. Dans ses papiers figure, en date du 1^{er} novembre 1914, un

« Extrait du décret du Président de la République » qui le nomme capitaine. Avec ce grade il sera affecté à l'armée des Vosges et prendra le commandement de l'escadrille de bombardement de Belfort.

Elle devint vite glorieuse sous l'impulsion d'un semblable chef. Parmi ces officiers et sous-officiers qui méritent tous d'être inscrits sur le livre d'or de la France, comment ne pas songer à ce courageux et calme Charles Devin, le fils de l'ancien et éminent président de l'ordre des avocats de la Cour de cassation et du Conseil d'État, qui, les jours de repos, exécutait des vols au-dessus des montagnes et rentrait l'âme rajeunie par le spectacle contemplé ? — A ce magnifique lieutenant Floch, venu par enthousiasme pour combattre sous les ordres de Happe ? Au retour d'un bombardement, un avion ennemi s'acharne contre lui. Son réservoir d'essence prend feu. Il va être consumé. L'agresseur qui le poursuit lui tire dans le dos. Alors, entouré de flammes, il se retourne brusquement, et, dans un sublime sursaut d'héroïsme, il fonce sur l'adversaire. Tous deux s'écrasent sur le sol. — A ce délicat et charmant lieutenant Dutreuil, l'ami intime du chef qui ne se consolera pas de sa perte, accouru d'Afrique, débarquant à Belfort par une journée de soleil, drapé dans son burnous, suivi de son ordonnance, un spahi, et de son chien ? Un soir, il n'est pas rentré... — Et à tous ceux qui ne sont pas revenus ? Et comment ne pas rappeler aussi ce nonchalant et délicieux Almonacide, Américain du Sud, qui a survécu à ses exploits, on ne sait par quel prodige ? Il s'était engagé par amour de la France. Aux débuts des hostilités, il s'en allait sur son avion, armé de son revolver. Avec un léger zézaiement, il disait : « J'abattais mes adversaires, comme au tir au pigeon. » Après quelles aventures a-t-il été épargné et a-t-il pu rejoindre son pays d'origine !

Happe savait l'art de rehausser le courage par sa tyrannie du devoir et par son indomptable énergie. A Belfort, il était le maître de son unité : il lui fallait cette indépendance. Lorsqu'avait paru l'ordre du 20 novembre 1914, adressé par le général Joffre aux commandants d'armée, le capitaine Happe résolut de l'exécuter jusqu'au bout. Le général Joffre écrivait : « Certaines armées ont hésité à donner à leur aviation l'ordre de jeter des projectiles sur les gares en avant de leur

front. Cependant le bombardement d'une gare par avion ne peut pas provoquer de destructions graves, susceptibles de nous gêner au cas d'une reprise de mouvement en avant. Il ne peut, en détruisant du matériel et du personnel, qu'immobiliser le service des chemins de fer et gêner ainsi l'adversaire sans qu'il en résulte ultérieurement d'inconvénients pour nous. En conséquence, les avions doivent bombarder toute gare où ils distinguent des indices d'activité, au même titre qu'ils doivent bombarder toutes colonnes ou rassemblements de forces ennemis. » Or, en novembre 1914, il n'y avait pas à proprement parler de bombardiers. Il y avait quelques aviateurs qui emportaient des bombes, et qui, à leurs risques et périls, les jetaient sur des objectifs déterminés. Les groupements furent constitués seulement en mars 1915. En dépit de cette difficulté à satisfaire le général en chef, une citation du 20 février 1915 nous apprend, sous sa forme lapidaire, avec quel zèle le capitaine Happe, — à la suite de cet exploit il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, — se conforma aux volontés exprimées :

« Exécute chaque jour, souvent même à plusieurs reprises, les plus longues missions de reconnaissance et de bombardement à l'intérieur du territoire ennemi, faisant preuve des plus belles qualités d'audace et de mépris absolu du danger. Le 11 février, ayant été par deux fois violemment attaqué par un avion ennemi, armé d'une mitrailleuse, et son appareil ayant, au cours du combat dans lequel il eut l'avantage, subi de graves avaries qui en compromettaient sérieusement la sécurité, n'a pas hésité néanmoins à accomplir jusqu'au bout la mission spéciale qui lui avait été confiée. — Signé : Joffre. »

Ainsi Happe commence cette succession d'actions éclatantes qui le rendront justement illustre. Il les accomplit souvent en plein jour, se profilant sur le ciel, provoquant l'adversaire. Il avait pris pour devise : *Ungubus et rostro*. Seul, il incendiera l'usine de Rottweil, sur laquelle il lancera quatre obus. Délesté de son fardeau, il contractera l'habitude de survoler le foyer qu'il aura allumé, un quart d'heure durant, à 1 600 mètres d'altitude, afin de constater de ses yeux les effets de son raid et d'en rendre compte en connaissance de cause.

C'est encore, — au hasard du souvenir, — le bombarde-

ment de V... à 800 mètres d'altitude, c'est une nouvelle visite à Rottweil, ce sont deux zappelins endommagés par ses engins, c'est, le 20 juillet 1915, le départ à quatre heures du matin avec cinq camarades et, à peine de retour, le recommencement de la randonnée, etc.

* * *

Les circonstances qui m'amènèrent à Belfort, en mars 1915, me permirent quotidiennement d'approcher le capitaine Happe et de vivre avec lui dans une étroite intimité. Sa haute silhouette, toute en nerfs et en muscles, dans un uniforme noir d'artilleur sans galons et sans décorations, se détachait sur le bleu des Vosges. Il portait, un peu de travers, son bonnet de police. Il marchait à grandes enjambées, indifférent à ce qui l'entourait, obsédé par un unique souci : accomplir tout son devoir. Ses deux lévriers russes, Fly et Olga, réglaient leurs pas sur les siens. Encadré par une barbe noire, taillée en carré, le visage était assez pâle. Le regard s'attendrissait et se voilait sous l'influence d'une émotion. Entre deux vols son humeur était malicieuse : il y avait en lui du gavroche. Mais lorsqu'il riait, ses dents, d'une éclatante blancheur, faisaient penser à des dents de loup.

Parfois, Happe déclarait :

— J'ai eu de la chance, voilà tout.

De 1915 à 1916, les citations se succèdent. En février 1917, il est promu officier de la Légion d'honneur. Il semble que rien ne doive entraver une si belle carrière. Mais Maurice Happe n'était pas, bien que soldat dans toute la force du terme, un passif. Il avait dû, encore et toujours, faire un effort sur lui-même, — le plus rude peut-être, — pour se soumettre aveuglément aux décisions de ses supérieurs. Il étouffait à grand peine son instinctif besoin d'indépendance. Il acceptait « sans hésitation » les ordres reçus, il ne les acceptait pas « sans murmure ». Il se révoltait, il récriminait même, lorsqu'il les tenait pour erreurs. Violent, impulsif, très doux quand on l'abordait par la persuasion, il ne parvenait pas toujours à taire ses critiques. A différentes reprises, des conflits s'étaient élevés entre certains de ses chefs et lui. Commit-il quelque imprudence de langage ? Ses supérieurs estimèrent qu'il méritait un blâme : ils lui infligèrent le châtiment le plus lourd

qu'il put subir, en le renvoyant à l'arrière. Le 15 mars 1917, il est dit de lui : « Les qualités d'intelligence, de sang-froid, d'énergie du commandant Happe sont indiscutables. Le commandant Happe n'a malheureusement pas réussi dans le commandement du G. A. 4 ; il s'est comporté en enfant gâté vis-à-vis de son chef direct et n'a pas imposé son autorité à un personnel déjà trop enclin à l'indépendance. » Il fut mortifié. Toutefois, il n'était pas de ceux qui se laissent accabler par l'infortune. Le 15 novembre, une citation le réabilita devant lui-même : « Le commandant Happe a servi pendant quatre mois à l'Inspection des écoles. Il a affirmé ses belles qualités de soldat ardent, énergique, convaincu. » Il demanda une récompense qui ne lui fut pas refusée : il passa dans l'infanterie. Affecté au 50^e Rⁱ d'infanterie, il fut appelé sur le front italien.

Il y fit « preuve d'une solidité et d'une ténacité inébranlables ». Le 15 juin 1918, sous un bombardement violent, il brise l'attaque des Autrichiens et leur inflige un sanglant échec. Il ne cède pas un pouce du terrain qui lui est confié, ménage ses recrues et « seconde ainsi utilement le lieutenant-colonel commandant le sous-secteur ». Dans la nuit du 9 au 10 août, il est chargé d'exécuter un coup de main qu'il réussit brillamment. Il « nettoie d'ennemis la zone qui lui a été assignée, capturant 247 prisonniers dont 5 officiers, détruisant un canon de campagne et ramenant dans nos lignes 2 canons de tranchée et 5 mitrailleuses ». Sur terre aussi il est un magnifique soldat.

Jamais, il n'estimera sa tâche comme achevée ; il partira sur sa demande pour la Pologne et participera aux opérations polono-bolchéвиques. Nommé lieutenant-colonel à titre temporaire, lors de la retraite de Brest-Litovsk, il témoigne « d'un allant et d'une énergie remarquables ». Il prend le commandement d'une division polonaise, parcourt en vingt-quatre heures 40 kilomètres et, avec 200 hommes qui composent son avant-garde, s'empare de Putulsk, où il pénètre « avec les éléments de tête des unités combattantes auprès desquelles il intervient directement pour les entraîner ». Son influence est « directe, immédiate, irrésistible ».

Les opérations terminées, il fut chargé en Pologne de contribuer à la réorganisation de l'armée. Nous correspondions à cette

époque assez régulièrement. Le 20 mars 1922, il m'écrivit :

« Depuis février, je ne me sens bon à rien, j'ai un cafard qui m'empêche de travailler, qui a fait de moi vraiment une loque : je n'écris même plus aux amis ; et pourtant, dès qu'une lettre me vient de France, je me sens revivre. Cet état d'âme vous fera comprendre avec quelle joie j'ai reçu votre lettre... Voyez-vous, la France, c'est quelque chose qui manque tellement lorsqu'on est loin, que tout ce qui vous y rattache semble entouré d'une auréole de bonheur... Naturellement sceptique, vous allez vous dire, — et vous vous l'êtes déjà dit, — « cet animal, au lieu de me raconter des billevesées, aurait beaucoup mieux fait de me répondre plus tôt. » Et c'est exact, — mais cela prouve que vous ne voyez qu'un des côtés de la question, en d'autres termes, que vous n'y comprenez rien du tout, que si je ne vous ai pas écrit, c'est parce que je n'avais jamais assez de renseignements intéressants, enfin ce n'est pas la peine de penser des choses désagréables de moi avant d'en avoir reçu les explications. Ça, c'est l'offensive ! c'est la doctrine : avant de recevoir l'attaque, il faut attaquer... même si personne n'a l'intention de vous attaquer. » Cette bonne humeur apparente dissimulait un fond de mélancolie. A rencontrer Happe, on l'eût dit tout d'une pièce, taillé pour la lutte, se riant des difficultés de l'existence. Cette impression correspondait à son allure, lorsqu'un ordre opérait la synthèse de ses facultés et de ses sentiments. Mais il y avait autre chose, de beaucoup plus complexe, des affinités cérébrales subtiles, un cœur tout en nuances, un esprit léger aussi.

En 1923, il rentre en France. Il est affecté avec son ancien grade à un régiment d'aviation en Rhénanie. Sa garnison l'attache à Neustadt. Dans cette ville sans mouvement, sans relations qui lui conviennent, il se consacre à son foyer. A son régiment, il exerce le double prestige de sa renommée et de son autorité. Il n'abuse pas des punitions : il impose à ses subordonnés par son influence morale le respect du devoir qu'il incarne. Il avait chargé d'une mission un officier et celui-ci, n'ayant pas réussi à la remplir, s'attendait à de sévères remontrances. Le commandant Happe l'écoute sans l'interrompre. Puis, lorsque l'officier achève son rapport, il lui dit simplement :

— Vous êtes content de nous ?

Au-dessus de Neustadt, en rentrant d'une reconnaissance,

le passager qui l'accompagne se rend compte que l'appareil ne fonctionne pas normalement. Il en fait l'observation. « Ce n'est rien », réplique Happe qui descend en vol plané pour atterrir. Lorsqu'il touche le sol, les flammes jaillissent de toutes parts. Le pilote s'était aperçu que son appareil brûlait. Ne voulant pas alerter son compagnon, il réussit à le ramener sain et sauf.

Son régiment est ramené à Reims. Il est promu sur place lieutenant-colonel à titre définitif et commandeur de la Légion d'honneur. Il était titulaire de la croix de guerre avec sept palmes et une étoile d'or ; de la croix de Sainte-Anne, accordée par l'empereur de Russie ; de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges d'Angleterre ; d'*Al Valore* en argent d'Italie ; de la croix de guerre des T. O. E. avec palme. Sa maison s'était enrichie de cinq enfants qu'il adorait. La félicité régnait sur sa demeure. Il formait de beaux projets et, aux heures de détente, il s'amusait à cultiver son jardin. Sa jeunesse, aux approches de la maturité, entretenait son caractère alerte et fort, et sa foi chrétienne était restée aussi pure qu'au temps de son enfance.

— Je n'avais jamais redouté d'accident pour lui, me disait M^{me} Maurice Happe, tant j'avais confiance en son adresse et en sa prudence.

Par ce matin du 20 octobre, il est parti, après un au revoir qui ressemblait aux autres et il n'est pas rentré. Son avion l'a trahi...

Ainsi, en temps de paix, succomba ce héros de légende qui avait été miraculeusement préservé et que l'on nommait « le Corsaire de l'air ».

« Le commandant Happe, dit une citation du 18 septembre 1918, qui le définit tout entier, a une volonté égale à son absolu besoin de faire quelque chose de bien toujours. Ne connaît pas d'impossibilités. A obtenu de son bataillon des résultats remarquables. Toujours sur la brèche, ennemi de l'a peu près. Veut bien ce qu'il veut. Pas toujours facile à conduire, mais d'une conscience absolue, d'un dévouement et d'une bravoure indiscutables. »

ALBERT-ÉMILE SOREL.

NOTES ET IMPRESSIONS

LA RÉVOLUTION CHEZ MADAME DE SÉVIGNÉ

Tandis qu'on répète à la Comédie-Française *le Sang de Danton*, et à l'Odéon, *la Conversion de Figaro*, où l'ex-barbier de Séville fait la barbe à Robespierre, voici que Carnavalet, — la chère *Carnavalette* de la marquise de Sévigné, — ouvre ses portes à la plus émouvante exposition d'images et de reliques de la période terroriste qui se puisse concevoir.

Ce qu'il y a d'admirable ici, c'est que ces reliques en rejoignent d'autres et les complètent : depuis le don de Liesville, nos collections parisiennes, en effet, sont extrêmement riches en souvenirs révolutionnaires, si bien qu'on ne saurait visiter cette très belle exposition, sans s'attarder également dans les salles du vieux Carnavalet.

Entre les piques, les bonnets phrygiens, les reliures en peau humaine et les minuscules guillotines d'ivoire, que de témoins éloquents ! Il y a là, vous le savez, des pièces capitales; le dernier ordre écrit par Louis XVI, à la journée du 10 août, un ordre qui équivaut à une abdication : « le Roi ordonne aux Suisses de déposer à l'instant leurs armes et de se retirer dans leurs casernes, Louis »; les souvenirs de la famille royale au Temple : le petit habit rayé du Dauphin, la poudreuse de la Reine, dont il semble que le miroir terni garde encore l'image douloureuse; le fauteuil mécanique qui permettait à Couthon de se rendre à la Convention. Couthon, devenu cul-de-jatte à la suite d'une aventure galante où, dérangé par un mari jaloux, il avait dû passer toute une nuit, caché, jusqu'au cou, au fond d'un puisard rempli d'eau, avait obtenu des administrateurs du Garde-meuble national qu'on lui prêtât ce fauteuil, qui, à Versailles, avait servi à la comtesse d'Artois...

Oui, mais rien peut-être ne vous touchera plus que cette relique puérile, si oubliée, si ignorée du public et qui contient, hélas! une terrible « moralité » : ce couvercle d'une boîte de dominos...

Le 1^{er} janvier 1790, les grenadiers de la garde nationale de Paris, vainqueurs de la Bastille, vinrent, précédés de musiciens, apporter au Dauphin un jeu de dominos, fait avec des pierres et du marbre pris dans les démolitions de la Bastille. La Reine ordonna à M^{me} Campan de garder ce présent.

Au pillage du 10 août, il fut brisé et l'on n'en retrouva que le couvercle cassé. La boîte en était d'une seule pièce, les dominos portant chacun sur le revers une lettre d'or, et ces pièces réunies formant l'inscription : *Vivent le Roi, la Reine et Mgr le Dauphin.* Sur le couvercle étaient écrits les vers qu'on peut lire encore, — leçon caressante et menaçante :

De ces affreux cachots, la terreur des Français,
Vous voyez les débris transformés en hochets.
Puissent-ils, en servant aux jeux de votre enfance,
Du peuple vous prouver l'amour et la puissance !

Dans l'exposition temporaire organisée avec tant de goût et d'érudition sensible par M. Jean Robiquet, véritable animateur de Carnavalet, combien d'autres souvenirs de l'infortuné Louis XVII!

Autour de son portrait au pastel par Dureux, d'une facture un peu lourde et qui appartient au marquis d'Argencé, voici, relique inestimable pour les innombrables fidèles de Marie-Antoinette, ce petit gant du Dauphin, que la Reine portait toujours sur soi et où elle conservait des cheveux et un médaillon de son fils; on le retrouva, après son exécution, dans sa cellule à la Conciergerie. Le conventionnel Courtois, qui s'en était emparé dans le cabinet de Fouquier-Tinville, le restitua, en 1815, à Louis XVIII, lequel en fit don à M^{me} de Tourzel.

Les fidèles de Marie-Antoinette... En contemplant ce gant d'enfant, seul trésor d'une Reine captive, comment ne pas me remémorer certaine soirée d'il y a près de trente ans, chez Georges Cain, alors conservateur de Carnavalet, et si épris de curiosités révolutionnaires? Un amateur de grand talent se mit au clavecin, une épinette qui provenait, prétendait-on, des appartements de la Reine à Trianon... Sur les touches d'ivoire

jauni s'égrenèrent de nobles et tendres harmonies, presque toutes du chevalier Gluck. Je vis alors mon voisin le plus proche, — c'était M. G. Lenotre, — le visage baigné de larmes : « Les airs qu'aimait tant la Reine!... » murmura, comme pour s'excuser, l'auteur de *Vieilles maisons, vieux papiers...*

Tous ceux, plus nombreux qu'on ne pense, qui partagent les sentiments quasi religieux d'un Lenotre pour Marie-Antoinette auront à cœur de faire le pèlerinage de Carnavalet.

« On ne tue pas la reine des abeilles », disait Barrès. Non, l'on ne tue pas impunément la reine de France. On n'a pas même pu tuer ses effigies. Ce pastel inachevé de Kucharski, d'une admirable dignité, avec sa robe candide, à peine indiquée, c'est presque une résurrection.

Quel témoin ! Ébauché en 1791, à demi détruit lors du voyage de Varennes, il fut recommencé en 1792, et à nouveau percé de coups de pique, durant la journée du 10 août. On frémit quand on songe à tout ce qu'a vu ce dernier portrait royal. Car, après ce pastel de Kucharski, provenant de M^{me} de Tourzel, pour qui la Reine l'a fait faire, il n'y aura plus que des effigies de captive : *Marie-Antoinette au Temple*, du même artiste, et enfin *la Veuve Capet*, peinte à la Conciergerie par Jean-Louis Prieur, juré au Tribunal révolutionnaire, et l'atroce dessin de l'ingrat David.

Ces souliers de soie, d'un bleu si pâle, ont été portés au Temple par Marie-Antoinette; ce nécessaire de voyage fut commandé par M^{me} Campan, sur l'ordre de la Reine, à la veille de la fuite de Varennes. Le Musée de Châlons-sur-Marne a confié à Carnavalet cette dernière prière de Marie-Antoinette, écrite le matin même de son exécution, sur une page de son *Office de la Divine Providence*. « Ce 16 octobre, à 4 heures et demie du matin. Mon Dieu ! ayez pitié de moi ! Mes yeux n'ont plus de larmes pour pleurer pour vous, mes pauvres enfants ; adieu, adieu ! Marie-Antoinette. »

Chargé, après le 9 thermidor, de l'enquête sur les actes de Fouquier-Tinville, le conventionnel Courtois s'empara de ce livre et de divers souvenirs dans le cabinet de l'ancien accusateur public. Un descendant de Courtois apporta ce livre à Châlons-sur-Marne; le dernier possesseur, M. Garinet, en fit don à la Bibliothèque de la ville.

Faut-il mettre sur le compte de l'épuisement, de la douleur,

les différences surprenantes qui existent entre l'écriture de ces lignes et celle bien connue de la Reine? Au cours d'une simple visite, il est malaisé de rien affirmer; mais on conçoit les doutes qu'ait pu faire naître une telle pièce.

De même, tel fragment autographe ne paraît pas avoir été écrit par le Dauphin, mais bien par Madame Royale, puisqu'il y est question de cette citoyenne Chantereine, chargée en 1795 de veiller sur la future duchesse d'Angoulême. On y peut lire ces mots bien douloureux : « Tour du Temple, triste prison ».

Cette coiffe de pauvresse fut celle de Madame Élisabeth, pendant sa captivité. Rapprochez-la de telle coiffé élégante de tricoteuse, et vous jugerez!

Autre portrait lacéré aux Tuileries, le 10 août : celui de Louis XVI. La duchesse d'Angoulême en fit don à l'aïeul du marquis d'Argence, M. Descloseaux, pour le remercier d'avoir acheté et conservé la partie du cimetière de la Madeleine où avaient été inhumés Louis XVI et Marie-Antoinette.

Des reliques du roi martyr, provenant de Cléry, son fidèle valet de chambre : une plaque du Saint-Esprit, en étoffe brodée d'argent, un petit couteau à bout rond, le seul qui, au Temple, fût permis à Louis XVI; le carnet de blanchissage du « ci-devant roi », qui appartient à M. Henri Lavedan; enfin, venu des Archives nationales, le texte du discours prononcé par « Capet » lors de son procès en janvier 1793...

La famille royale, nous la voyons déjà bien menacée dans l'émuovante petite toile peinte par Hubert Robert et qui, avant de revenir à M. Henri Loyer, fit partie de la collection de M^{me} du Barry. Cette messe de la famille royale au palais des Tuileries, dans la galerie de Diane, le 9 août 1792, quelle page d'histoire, saisie au vol par un grand artiste délicat et sensible! A la veille de l'assaut où va sombrer la monarchie, quelle piété chez ces princesses vêtues de blanc, quelle résignation chez ce souverain débonnaire; à droite, Madame Élisabeth et M^{me} de Tourzel, gouvernante des enfants de France, prosternées plus qu'agenouillées. Plus loin, un militaire paraît distrait : songe-t-il déjà à faire cause commune avec l'émeute. Derrière l'officiant, de grandes tapisseries de Van der Meulen, représentant les guerres des Flandres. En les interprétant à sa manière, spirituelle, légère, ce jovial Hubert Robert y a-t-il songé? Je ne connais rien de plus tragique que ce Louis XIV caracolant sur

son genêt d'Espagne et contemplant l'agonie de son successeur.

Il est d'autres victimes. Cette charmante princesse de Monaco, née Choiseul-Stainville, dont nous pouvons contempler, non seulement un bien joli pastel, souple, gracieux, spirituel, mais encore une merveilleuse natte de cheveux, d'un or cendré, étonnamment jeune et vivante.

Condamnée à mort le 8 thermidor, la princesse de Monaco déclara tout d'abord être enceinte. Ce n'était point pour sauver sa vie, c'était pour gagner quelques heures qui lui permirent de casser un carreau de sa prison et de couper, à l'aide d'un fragment de vitre, ses beaux cheveux...

Dans la lettre que voici, d'une émotion si contenue, elle en fit don à ses enfants :

« Mes enfants,

« Voilà mes cheveux. J'ai différé ma mort d'un jour, non point par crainte, mais je voulais pouvoir couper moi-même cette triste dépouille pour vous la donner. Je ne voulais point qu'elle le fût par la main du bourreau et je n'avais que ce moyen; j'ai passé un jour de plus dans cette agonie, mais je ne me plains pas.

« Je demande que ma chevelure soit sous un bocal, couverte d'un crêpe noir, serré dans le courant de l'année, et seulement trois ou quatre fois par an, dans votre chambre, que vous ayez devant les yeux les restes de votre malheureuse mère qui mourut en vous aimant et qui ne regrette la vie que parce qu'elle ne peut plus vous être utile... »

Après quoi, la condamnée écrivit à Fouquier-Tinville, ces lignes si fières, si héroïques, où, en cet âge dévoué à la République romaine, résonne l'accent de Régulus :

« Je vous préviens, citoyen, que je ne suis pas grosse. Je voulais vous le dire; n'espérant plus que vous veniez, je vous le mande. Je n'ai point sali ma bouche de ce mensonge dans la crainte de la mort, ni pour l'éviter, mais pour me donner un jour de plus, afin de couper moi-même mes cheveux et de ne pas les donner coupés par la main du bourreau. C'est le seul legs que je puisse laisser à mes enfants. Au moins faut-il qu'il soit pur.

« Choiseul-Stainville, Joseph Princesse Grimaldi Monaco, étrangère et mourant de l'injustice de juges français. »

La princesse de Monaco fut conduite à l'échafaud le 9 ther-

midor, dans une des dernières charrettes. L'accusateur public, entraîné dans la chute de Robespierre, et dont les jours étaient comptés, avait alors d'autres soucis que de transmettre aux enfants de sa victime la tresse et le billet qui leur étaient destinés.

Autre victime de la Terreur : la douce et touchante Lucile Desmoulins. Avec l'encrier de Camille et sa tabatière ornée de fleurs, peintes par Lucile, voisinent la ceinture de mariée de Mme Desmoulins et les bas blancs ajourés qu'elle portait, le jour de son exécution. Quelle bonne petite ménagère ! Regardez, sur le bas, à la place de la jarretière, la marque pour la blanchisseuse, un L. de soie bleue, et puis surtout ces reprises soignées sous le pied, afin d'être décente jusque dans la mort.

Et voici les autres ! Quelle surprise ! Si dans l'étude de Boze pour le tableau d'Aix-en-Provence, déjà Mirabeau, le sang corrompu par le vice et le génie, se décompose, sous quel jour imprévu les acteurs du grand drame se révèlent à nous !... Élégiaques, bucoliques ; pour reprendre un mot dont on a cinglé l'un d'eux, ce rusé Gascon de Barère (il est ici, présent, peint par David, à la tribune), la plupart de ces montagnards, si redoutés, apparaissent ici comme autant d'*Anacréons de la Guillotine*.

Bien en chair, la physionomie jouisseuse, le Fabre d'Églantine de Greuze (il faut voir dans le musée son curieux portrait par Laneuville, tout fleuri de fleurs d'églantiers) paraît bien plus rêver à *Il pleut, il pleut, bergère* qu'à la mort de Louis XVI. Ce Barnave, si finement modelé par Houdon, ne lui trouvez-vous pas un air équivoque, à force d'être efféminé ? Voici un *Ami du Peuple*, — je parle ici de Marat, tout à fait gentil. Le sculpteur Martin de Grenoble a évidemment flatté son modèle, et pourtant, ce gilet de soie ayant appartenu à Marat, autre merveille de la collection Lavedan, nous en dit long sur les élégances de ce buveur de sang. Pas un bouton ne manque à ce beau gilet de soie blanche, semée de bleuets brodés et de palmettes pailletées d'or.

Il est vrai, le gilet de Robespierre, en velours épingle tricolore, dénote un autre civisme. On y peut lire la célèbre devise : *Vivre libre ou mourir...* Oui, mais Robespierre lui-même ! Cela, c'est la grande surprise, la grande révélation, apportée par cette exposition. Ce chérubin fûté, tout prêt, dans son habit

bleu barbeau, à chanter la romance à Madame, ce minois de renardeau à la Debucourt, un renardeau « Rosati », qui aurait pensé que jamais?... Le cadre de cette mignarde peinture de Boze porte un cartouche et l'on est tout surpris d'y déchiffrer ces mots : *dix-sept ans, né en 1759 ; frappé par le ciel trop tard, le 28 juillet 1794...* Robespierre?

Pas possible. Il y a eu erreur. On nous l'a changé.

Mais voici un autre Maximilien. Celui-là, peint par M^e Labille-Guiard, portraitiste de la Reine, n'est pas un enfant. C'est le député à l'Assemblée constituante, portant ce même costume du Tiers, noir et fort beau, ma foi, dont nous pouvons admirer, non loin de là, l'original (je vous recommande cette confrontation saisissante de Robespierre constituant avec le costume du Tiers-État, ayant appartenu à Champon, maire d'Uzès). Ce Maximilien est-il redoutable? Évoque-t-il déjà le tribun aux pommettes saillantes, au sec profil, au regard félin, dont nous avons à Carnavalet plus d'un exemple? Pas le moins du monde. Dans ce portrait *au vif* qui provient de la célèbre collection Marcille-Chevrier, tout est rondeur : perruque calamistrée, lèvres rieuses, menton grassouillet, mains douillettes sous la manchette de linon plissé. Quelle grâce pour tenir l'épée et quelles jolies breloques pendent des poches du gilet!... Un sensible petit bourgeois qui se nourrit d'*Émile*, de *Paul et Virginie*, et déclame gentiment contre la peine de mort... Le bon apôtre! Dans quatre ans, vous m'en donnerez des nouvelles.

Malgré l'attribution qui lui en est faite, on a peine à croire que le gracieux portrait de Saint-Just soit de David. Ce n'est point là l'œuvre d'un maître, mais de quelque charmante artiste femme, élève sans doute de Louis David, comme par exemple la citoyenne Adèle Romance ou Romani, qui nous laisse un bien joli portrait de Vestris, tout à fait dans ce goût. Une belle fille travestie en conventionnel, ce Saint-Just. Quel ovale délicat, quelles paupières lourdes sur les yeux en amande, quelle courbe pure a ce nez, et ces lèvres au beau dessin!... Il n'y a de volonté que dans le menton qui n'en finit plus, malgré l'immense cravate où s'engonce le cou, voué à Sanson.

Des victimes si touchantes, des bourreaux si élégiaques, telle est la première impression qu'on emporte de cette exposition terroriste; et puis aussi, que de belles sentences gravées sur les panneaux des armoires ou imprimées sur placard :

« La vigilance et la justice caractérisent un peuple libre »

« Le vrai Républicain est celui qui chérit la vertu et la liberté... »

« La Convention nationale rappelle à tous les citoyens et à tous les fonctionnaires que la justice et la probité sont à l'ordre du jour dans la République française... »

Un de nos édiles communistes a proposé qu'on conduisit à Carnavalet les enfants des écoles, afin sans doute de leur inspirer l'horreur des révoltes : ne pensez-vous pas que cette proposition gagnerait à être étendue et qu'on pourrait mener en corps, à cette exposition, bien d'autres gens que des enfants ?

AU CONCOURS HIPPIQUE

« Voilà qui nous ramène à John Lewis-Brown et à Crafty... »
gouaille un petit homme noir qui ressemble à Sem.

Le fait est que, tout d'abord, on est un peu dépayssé. Ces commissaires en redingotes contemporaines de M. Carnot, ces éleveurs venus de leur lointain château provincial et dont les cheveux poivre et sel gardent obstinément la raie à la Boni, ces tubes qui évoquent la période Cronstadt, ces capes à bords plats, ces paletots courts fendus dans le dos, ces pantalons collants comme ceux que dessinaient Mars et le petit Bob, ces cavaliers au monocle périmé, ces dames qui posèrent pour Helleu et pour Boldini, tout cela compose un spectacle d'un autre âge, qui, au demeurant, a bien son charme.

Concours hippique : première solennité du printemps parisien. Dans cette immense nef du Grand Palais, sous le ciel de verre où, il y a quelques mois, les avions géants semblaient prêts à prendre leur vol, une foule d'amateurs, de fervents, d'abonnés se presse, jugeant avec autorité des performances d'*Anatomiste* ou de *Charmantine*, de *Tortillard* ou de *Robespierre*.

En un temps où il n'est plus de bon ton de payer sa place au spectacle, on ne saura jamais combien est sollicité le président de la Société hippique française, le colonel baron du Teil, détenteur de ces fameux cartons, qui donnent libre accès à ces fêtes du cheval, tout le temps de la durée des épreuves, et qu'on porte avec ostentation à la boutonnière.

Heureusement, il y a la province, la province qui, des Flandres aux Pyrénées, continue à nous donner de beaux chevaux, pleins de force et de feu, dont c'est aujourd'hui le triomphe. La province, elle, paie sa place. Le Concours hippique garde pour elle son prestige d'antan ; et ce sont des voix de Normandie, de Bretagne, de Gascogne qui commentent avec passion les épisodes de chaque épreuve :

— *Tapageur* est le premier.

— Non, c'est *Rossignol*. *Tapageur* a accroché un taquet.

— Alors, c'est *Conquérant*. Voyez quelles foulées et comme il se ramasse avant le saut...

Durant des jours et des jours, on jasera ainsi le long des barrières ; et tout comme au temps jadis, des intrigues s'ébaucheront. Car, il est encore des jeunes filles de province qui se marient au Concours hippique.

La jeunesse, c'est elle qui donne tant d'éclat au grand carrousel militaire. Ce carrousel de lances donné par l'École d'artillerie de Fontainebleau, n'est-ce pas le dernier tournoi ?

Dans la tribune officielle tendue, comme toujours, d'or et de grenat, le Président de la République sourit, entouré du baron du Teil, du ministre de la Guerre, de M. Tardieu, qui prend à cœur sa mission de ministre de l'Agriculture. L'armée d'hier et d'aujourd'hui contemple celle de demain. Le maréchal Lyautey en bleu horizon ; le général Gouraud qui a délaissé le kaki pour la nouvelle tenue, assez semblable à celle d'avant-guerre ; le général Brécard, inspecteur général de la cavalerie ; le généralissime enfin, mince, svelte, jeune d'allure, le général Weygand, qui n'oublie pas qu'il fut hussard ; tous s'épanouissent devant tant de jeunesse, vive, souple, élégante, ardente, comme les fins Tarbais qu'elle chevauche.

Quatre quadrilles de seize sous-lieutenants, sévèrement vêtus de kaki, coiffés du képi noir, tenant haut la lance épinglee, aux fanions rouge et blanc, vert et blanc, bleu et blanc, jaune et blanc ; selles à la française, dont le tapis rouge, jaune, bleu, vert, exalte la blancheur ; chevaux fringants, bais, bais foncés, alezans et blanes : ceux des deux capitaines instructeurs, MM. de Castelbajac et Lebœuf, ont leur crinière nattée de soie amarante comme dans les tableaux de Velasquez.

Que de grâce dans ces figures de carrousel : le doublé par demi-quadrille, la Croix de Saint-André, le doublé par

reprises de quatre, les huit cercles, la Croix de Malte, les ailes de moulin ! Ces lances qui lèvent ou abaissent leurs fanions, ces chevaux dansants et capriciens, ces beaux visages imberbes qui passent et s'entrecroisent, tout cela conquiert les cœurs.

Mais ceci est plus grave encore et surprend, parmi ces pompons, ces cocardes, ces flots de rubans et tant de jolies toilettes printanières : là-bas, du côté des Champs-Élysées, une grande porte s'ouvre et une dure image apparaît. Au pas, puis au trot, puis au galop, défile une batterie avec ses pièces gris souris, ses caissons, ses servants, ses conducteurs, ses trois officiers, tous casqués d'acier. Hormis que les cuirs et les ferrures sont astiqués, que la tenue est impeccable, que les lourds Boulonnais sont étrillés de frais, cette batterie est bien la sœur de celles qu'on rencontrait, — il y a si longtemps et il y a si peu d'années, — entre la Somme et Verdun.

Ce 75, qui, tout comme le poilu, nous a sauvés, il est juste qu'il soit à l'honneur, et pourtant, malgré la magnifique allure de ces quatre pièces, malgré la rapidité de la mise en batterie et la puissance de la charge, le cœur demeure étreint, des yeux se mouillent... Ah ! comme c'est loin, maintenant, Lewis-Brown, Crafty, Garan d'Ache, le marquis de Massa !... Une grande ombre vient de passer sur cette fête, une grande ombre bien plus proche qu'on ne pensait : celle de la guerre.

LES MOINS DE TROIS ANS

« Je veux de l'enfance partout », disait Louis XIV, quand, à Versailles, il ordonnait les plans de l'Allée d'eau.

Ce jour-là, au théâtre Pigalle, — bois et métal, — sur la scène comme dans la salle, au balcon, aux galeries incurvées, aux avant-scènes pansues, aux baignoires, à l'orchestre, sous le plafond gorge de pigeon, aux reflets aussi changeants que le prisme, hormis quelques artistes charmés, il n'y avait guère que des enfants et leurs parents enthousiastes, transportés.

Ce n'est point là l'école d'Isadora, ni celle de Lisa Duncan. C'est quelque chose d'infiniment plus moderne d'accent et pourtant beaucoup plus près de l'antique, de la Grèce archaïque.

Surtout, qu'on ne nous parle plus des moins de trente ans, pas même des moins de vingt ans. M^{me} Marie Kummer nous a montré bien mieux que cela : les moins de trois ans !

Comme ils lisaient sur le programme : « Un peu de technique par les moins de trois ans », on vit errer sur les lèvres de certains membres de l'Académie des Beaux-Arts, conviés à ce « récital », un petit rire sceptique. Mais quand tout à coup apparurent ces amours de Boucher, ces petits génies de Prud'hon, aériens et voltigeants, l'ironie tomba et fit place à l'émerveillement.

Après, c'était bien le tour des « plus de trois ans ». *Pantins* de Schubert, auxquels quatre fillettes en pantalons clownesques à losanges prêtent leur grâce; Sonia, la belle monitrice, mimant avec Béatrice et Léna la *Mort d'Aas*: beau bas-relief bien plus hellénique que scandinave et qui continue, en les renouvelant, les métopes d'Égine.

Douloureux, obsédants, d'une cadence désolée, un peu slave, les *Forcats* de Schumann ont exigé la présence de femmes faites. A la suite de Sonia, les voici, moulées dans le maillot rouge, livides, éblouies dans un halo d'opale, bras levés, tendus, les mains crispées sur la barre d'esclavage, la tête en arrière. Image saisissante de la détresse. Pleureuses pathétiques, telles qu'on en peut voir sur le sarcophage d'Alexandre, au musée des antiques, à Constantinople.

Pieds nus, jambes nues, ce pifferari vernissé, cette Napolitaine aux jupes ballonnantes et cirées, Arlette et Rose-Marie dansent une polka de Schubert (à elles deux, elles ont bien vingt ans). Sont-ce pas des jouets mécaniques, échappés d'un conte d'Andersen ? On cherche le petit Elfe Ferme-l'œil.

Enfin la *Marche militaire*, de Schubert, nous vaut, de la part des jeunes monitrices de Marie Kummer, une véritable pyrrhique lacédémonienne, du plus grand style.

Chorégraphie éminemment suggestive, danse ayant une âme, selon un vœu de M. Paul Valéry. Aussi plusieurs de nous regrettaien l'absence du poète à qui nous devons *l'Ame et la Danse*. Il est vrai que nous prendrons bientôt notre revanche, puisque M^e Ida Rubinstein prépare, en grand secret, pour le mois prochain, un ballet de M. Paul Valéry.

RAYMOND ESCOLIER.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA DIRECTION DANS LA BRUME PAR LA T. S. F.

Le problème le plus important de la navigation, on pourrait presque dire : l'unique problème, est de savoir où l'on est. Très souvent le navigateur doit « faire le point » et noter ensuite ses observations pour en déduire sa route. Celle-ci est portée sur le registre de bord qui donne la véritable histoire du navire.

En pleine mer, par beau temps, le tracé est facile à faire. La boussole et la montre, avec le soleil pendant le jour ou les étoiles pendant la nuit, donnent les renseignements nécessaires pour se placer sur la carte. Près des côtes, la navigation est particulièrement aisée de jour. De nuit les phares permettent de prendre des alignements. Mais par brouillard toute observation devient impossible. Le commandant du navire n'a qu'à s'arrêter, jeter l'ancre, et attendre que le temps veuille bien s'éclaircir.

S'il s'agit d'un navire aérien, aéroplane ou ballon dirigeable, le problème est exactement le même, avec cependant une inconnue en plus, l'altitude, et une possibilité en moins, celle de s'arrêter et d'attendre. L'avion fuyant le mauvais temps n'a qu'une ressource : trouver un terrain d'atterrissement et s'y poser. Encore faut-il qu'il sache exactement où celui-ci se trouve.

Sans doute pourrait-on imaginer que bateaux comme avions choisissent les jours pour voyager, comme les voiliers attendaient autrefois les vents favorables. Mais les nécessités des

trafics imposent une certaine rigidité aux horaires; et puis les traversées sont longues, tandis que la validité des prévisions météorologiques est courte. Il est donc de plus en plus nécessaire de doter la navigation aérienne, comme la navigation maritime, d'un moyen de faire le point dans la brume, alors que tous repères, soleil, étoile, phare, côte, restent cachés.

Notre sort peut être lié un jour à celui du paquebot ou de l'avion qui nous transportera; à quoi allons-nous demander la sécurité de sa marche? C'est la T. S. F. qui apporte la solution de ce problème.

LES PHARES HERTZIENS

L'idée la plus simple est de créer des phares hertziens comme il y a des phares lumineux. C'est le procédé où nous conduit le raisonnement analogique, le plus naturel, le plus immédiat de tous. Une antenne de T. S. F. jouera le rôle de phare. Le bateau déterminera la direction de l'émission hertzienne, comme il détermine la direction d'un feu.

Lumière et ondes de T. S. F. ne sont-elles pas d'ailleurs la manifestation d'un seul et même phénomène, l'émission électro-magnétique? C'est simplement le nombre de vibrations par seconde qui les différencie. Par seconde une source lumineuse vibre environ cent milliards de fois plus qu'une onde de T. S. F. C'est pour cela que la pluie, le brouillard arrêtent rapidement la lumière, tandis que l'émission de T. S. F. n'est pas absorbée. Ondes lumineuses et ondes électro-magnétiques sont exactement de même nature : leur longueur seule diffère. On conçoit donc que si nous avons des appareils d'émission et des appareils de réception de chacune d'elles, les méthodes d'utilisation puissent être les mêmes. Alors, installons sur la côte deux antennes de T. S. F., deux phares hertziens, comme nous avons construit des phares lumineux. Ceux-ci se différenciaient par leur couleur, ou par la fréquence de leur éclat : il y a des feux blancs, rouges ou verts, c'est-à-dire des feux de fréquence lumineuse différente. Il y aura de même, par analogie, des antennes pouvant faire des émissions de longueurs d'onde différentes. Cette notion de longueur d'onde est devenue familière à tous les « sans-filistes ». D'autre part les appareils de réception de T. S. F. pouvant s'accorder sur une longueur d'onde déter-

minée reconnaîtront, — comme notre œil le fait pour les couleurs, — les types d'émissions momentanément reçues.

Il y a des feux fixes, des feux tournants, des feux à éclipse; il y aura de même des émissions de T. S. F. rayonnées uniformément, ou dirigées, ou rythmées. Les possibilités sont ici particulièrement nombreuses.

On fera, par exemple, des émissions de « points » et de « traits » suivant le code Morse; ou encore l'émission coupée un très grand nombre de fois par seconde, — par exemple, 400 fois, — donnera au casque d'écoute récepteur un son musical de fréquence 400 facilement repérable. De toute façon chaque antenne aura ainsi son « indicatif » caractéristique et sera immédiatement reconnue. Une difficulté apparaît cependant. L'œil, muni ou non de lunette, repère sans ambiguïté la direction d'une source lumineuse. Une antenne au contraire reçoit indifféremment ce qui arrive de tous les côtés. Pour la rendre directive, il faut associer entre elles plusieurs antennes et orienter le tout de façon que la réception ait une intensité maxima. Cette manœuvre est familière aux amateurs de T.S.F. qui utilisent des « cadres » récepteurs. Le cadre tourne. Il reçoit au maximum quand son plan est dirigé vers le poste d'émission. A angle droit de cette position il ne reçoit plus ou presque plus. L'audition est minima. D'où deux procédés pour reconnaître le « relèvement » d'un phare hertzien. Le cadre orientable est comparable à la lunette mobile autour d'un cercle gradué..

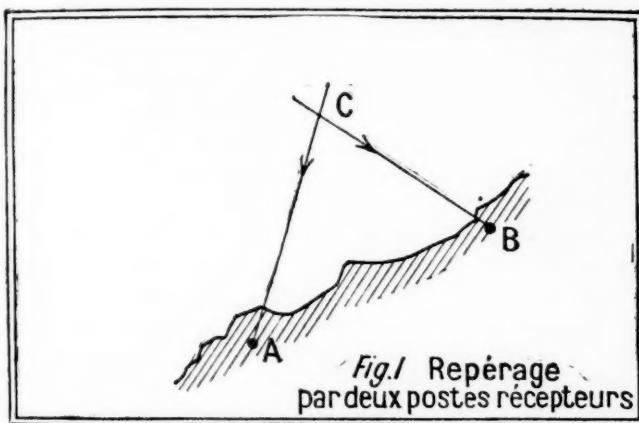
L'antenne pourra être placée à côté d'un phare ordinaire et fonctionnera par temps « bouché ». C'est ainsi que, vers 1912, les deux feux de l'île d'Ouessant et de l'île de Sein furent doublés par des antennes de brume, pour signaler aux bâtiments l'entrée du port de Brest.

On possède actuellement 25 phares de brume (portée 50 milles), plus quatre de grand atterrissage (portée 230 milles). Le bateau-feu du Havre, en plus de son feu lumineux, possède un émetteur de brume.

Toutefois, pour peu qu'on ait réalisé sur les côtes un certain nombre de phares hertziens, l'éther se trouvera rapidement encombré par toutes leurs émissions. A celles-ci se superposeront les messages ordinaires de télégraphie ou de téléphonie sans fil. L'observateur ne saura plus se reconnaître au milieu

de toutes ces ondes qui se « brouilleront » les unes les autres.

Il a donc fallu tourner la difficulté. Ce ne sont plus les phares côtiers qui émettent et le bateau qui écoute, mais l'inverse : le bateau fait une émission : « Je suis un tel, dites-moi où je me trouve. » Sur la côte (figure 1) deux postes récepteurs A et B disposés à quelques kilomètres de distance repèrent respectivement la direction d'où vient l'émission. Ils tracent ces directions sur la carte, ce qui leur donne immédiatement



la position C du navire. Cette indication est transmise aussitôt par « sans fil » au bâtiment.

Ainsi, par ce procédé, ce n'est pas le bateau qui fait le point : on le fait pour lui. De plus on ne le fait qu'à sa demande. On n'encombre donc pas l'atmosphère d'émissions permanentes inutiles. C'est par ce procédé que les Zeppelins se sont fait guider dans leur marche sur Paris. Les deux postes récepteurs étaient sur le bord du Rhin, inconnus de nous ; le Zeppelin faisait un bref appel : il était immédiatement repéré en direction, ou, comme disent les spécialistes dans leur jargon, « goniométré », puis on lui envoyait immédiatement le nom de la région qu'il survolait. L'appel était bref, la réponse rapide, et l'on pouvait espérer que tout passerait inaperçu. Mais nos services veillaient. Il fut relativement facile d'envoyer de faux renseignements et au lieu d'indiquer la route de Paris, de donner celle de la vallée du Rhône... on sait la suite.

Ce procédé est très employé en Europe pour les navires. La France et l'Algérie possèdent seize stations, l'Angleterre neuf, l'Allemagne trois, les États-Unis cinquante environ.

Il est très en faveur pour les avions. Un service fonctionne couramment sur la ligne Paris-Londres. Les postes d'observation sont : le Bourget, Valenciennes, Croydon.

Toutefois si le procédé est simple pour le bâtiment qui demande sa route, il est assez délicat pour les postes observateurs. Ceux-ci doivent écouter en permanence, être rapidement reliés entre eux, construire sur une carte le triangle de leur observation et donner réponse aux bâtiments. Si les demandes sont nombreuses, ne peut-il y avoir d'erreur ? et un bâtiment peut-il se fier aveuglément à des mesures qu'il ne contrôle pas ? S'il est enfin dans une situation critique, n'aimera-t-il pas mieux faire lui-même son point que de le demander à des services inconnus ? Au surplus il y a des cas où l'on a besoin d'un renseignement immédiat, ou de plusieurs renseignements très rapprochés : ne risque-t-on pas de gêner les postes côtiers par des appels réitérés au détriment d'autres navires ? et faudra-t-il attendre son tour ? Ce système nécessite évidemment le minimum d'effort pour le pilote et c'est au fond son caractère le plus séduisant. Ne peut-on cependant imaginer un procédé, qui, avec le maximum de simplicité, permette au navire, — sur mer ou dans l'air, — de déterminer lui-même et à chaque instant sa position et d'avoir toute la responsabilité de sa route ?

BOUSSOLE HERTZIENNE

Il s'agit d'un appareil à lecture directe, c'est-à-dire dont l'emploi ne nécessite aucun calcul, et qui donne immédiatement la direction d'un phare hertzien, comme la boussole magnétique donne le Nord. Si le navigateur se propose d'aller directement vers un port ou un aéroport muni d'un dispositif d'émission, il n'aura qu'à maintenir le cap de son bâtiment dans la direction indiquée par la boussole hertzienne. Le procédé est d'une simplicité absolue.

L'appareil, automatique, comporte à la fois une antenne et un cadre tournant jumelés. Le cadre tourne. Quand son plan passe par la direction du poste émetteur, le courant qui le tra-

verse est maximum. Ce courant est lancé dans un galvanomètre dont l'aimant tourne en même temps que le cadre, de sorte que l'aiguille du galvanomètre s'oriente en permanence dans la direction de l'émission. On n'a donc plus qu'à l'observer comme on observe l'aiguille d'une boussole.

ÉMISSIONS TOURNANTES OU OSCILLANTES

Les appareils dont les résultats se prêtent aux interprétations les plus simples et les plus immédiates, ont souvent l'inconvénient d'exiger des organes délicats. L'automatisme se paie toujours par de la complication. Peut-on songer raisonnablement à installer un galvanomètre sur un avion ? Les vibrations ne vont-elles pas secouer l'aiguille de façon intempestive, ne risquent-elles pas de casser son fil de suspension ? Et puis, qui fera tourner le cadre ? Un moteur électrique est encombrant et délicat, un moteur mécanique demande à être remonté assez souvent. Peut-on demander tous ces soins à l'aviateur qui a par ailleurs de bien graves responsabilités ?

Nous sommes ainsi conduits à supprimer tous les appareils délicats à bord du navire ou de l'avion, à lui laisser seulement un casque ordinaire d'écoute de T. S. F. Mais il faut trouver un expédient pour que la simple écoute donne au pilote une direction. C'est une affaire d'ingéniosité et sur ce point les Français sont passés maîtres. Nous n'indiquerons pas toutes les solutions qui ont été proposées, nous en mentionnerons seulement deux, car elles sont effectivement réalisées.

Elles utilisent toutes une émission dirigée. Si au lieu d'antenne on se sert d'un cadre, l'émission se fait principalement dans la direction du plan du cadre. Dans la direction perpendiculaire elle est presque nulle. Si le cadre tourne, l'émission tournera en même temps. Imaginons que dans un certain angle on envoie ainsi la lettre A, puis dans l'angle suivant la lettre B, dans le troisième la lettre C, etc... Il suffira d'écouter et de savoir son alphabet pour en déduire immédiatement le secteur où l'on se trouve. Le premier « sans-filiste » venu, sans appareil spécial, sans éducation préalable, est donc capable de faire une observation.

Dans bien des cas, comme par exemple dans le trajet Paris-

Londres, l'avion allant en ligne droite doit rester dans un secteur donné. Il est alors inutile de faire une émission tournante, ce qui entraîne naturellement une complication d'ordre mécanique. Un cadre fixe, convenablement dirigé, une fois pour toutes, indiquera en permanence la direction. Il suffit d'entrer et de se maintenir dans le faisceau. Tant que l'avion entendra le signal du phare, il n'aura qu'à voler droit devant lui. Si le son faiblit, c'est qu'il s'éloigne de la route. Mais comment s'en écarte-t-il ? par la droite ou par la gauche ? Dans quel sens faudra-t-il faire agir le gouvernail pour revenir dans le droit chemin ? L'aviateur l'ignore. Il faut donc perfectionner le dispositif. Le système employé au Bourget pour guider les avions Paris-Londres, et dû à Du Bourg de Bozas, est particulièrement séduisant. Au lieu d'un seul cadre, on en utilise deux placés à angle droit. Pendant que l'un émet, l'autre se tait. Un des cadres émet par exemple la lettre N qui, dans le code Morse, est formée d'un trait et d'un point, séparés par des silences. C'est précisément pendant ces silences que l'autre cadre fonctionne. Cela lui fait émettre le signal « point-trait », inverse du précédent. Dans le code Morse, il correspond à la lettre A. Par suite, si l'on entend les deux émissions également, elles s'emboiteront en quelque sorte l'une dans l'autre, donnant l'impression d'un son continu. Or, ceci a lieu si l'on se trouve dans la bissectrice des deux cadres. Si l'on s'en écarte d'un côté, il y aura prédominance de A; de l'autre, prédominance de N. L'aviateur saura donc ce qu'il doit faire pour revenir dans sa route. Deux radiophares de ce genre avaient été installés, en août 1927, lors du raid à travers le Pacifique de San-Francisco à Honolulu, aux deux postes de départ et d'arrivée. Le vainqueur n'abandonna pas un instant la route indiquée. A deux mille kilomètres en mer, il ne s'en écarta que d'une dizaine de kilomètres. Depuis, le système a été généralisé aux États-Unis.

Pour indiquer au loin la direction du port du Havre aux paquebots venant d'Amérique, et la direction du champ d'atterrissement aux avions arrivant à Saint-Cyr, la Société des ondes dirigées a monté un dispositif similaire dû au capitaine de corvette Aicardi. Mais, ici, tout est automatique. On ne demande aucune interprétation au pilote. Un faisceau très étroit oscille de part et d'autre de la direction à indiquer; quand il passe

suivant cette direction, un « top » est émis par une antenne et le fait d'enregistrer simultanément le faisceau et le top est la preuve que l'on se trouve dans la bonne direction. Si l'on reçoit le top avant le faisceau, ou au contraire le top après le faisceau, c'est que l'on est d'un côté ou de l'autre de la bonne direction. Grâce à un appareil relativement simple, la première combinaison allume une lampe rouge, la seconde une lampe verte. Il n'y a donc qu'à regarder pour savoir où l'on se trouve. Nous passons, bien entendu, sur les détails techniques du dispositif et en particulier sur l'artifice qui a permis avec deux antennes immobiles de créer cependant un faisceau oscillant. Le fait important est que le système marche.

INDICATION D'UNE ROUTE SINUEUSE

Indiquer à un navire l'endroit où il se trouve sur la carte, ou lui donner la route rectiligne qu'il doit suivre est relativement aisé. Le problème est beaucoup moins simple si le chemin à lui indiquer est sinueux ; c'est le cas de la navigation autour des îles ou de l'entrée d'une passe, ou de l'arrivée aux abords d'un aérodrome. La route peut changer très rapidement. Il sera délicat de la suivre fidèlement. Une bonne solution, étudiée en Allemagne pendant la guerre pour guider les sous-marins à travers les champs de mines barrant l'entrée des ports et réalisée en France avec beaucoup de ténacité par M. William Loth, consiste tout simplement à immerger un câble le long de la route à suivre. Ce câble est isolé électriquement, sauf à ses deux extrémités (figure 2).

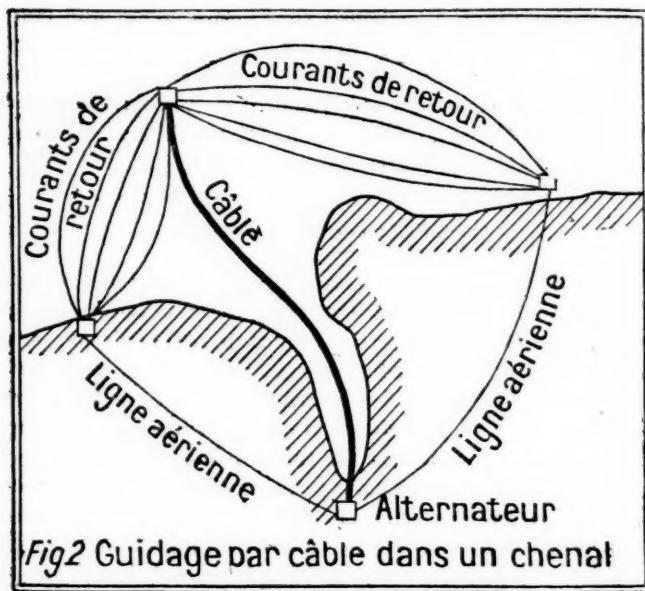
L'une en mer est réunie à une plaque métallique de façon à avoir une bonne surface de contact avec l'eau.

L'autre, à terre, est réunie à l'un des pôles d'une machine à courant alternatif de basse fréquence, donnant par exemple du courant alternatif à 1000 périodes par seconde.

Le second pôle de la machine est au sol. Dans ces conditions, le courant débité par la machine part par le câble et revient, en s'épanouissant dans la mer, à l'autre pôle de la machine. Si celui-ci est relié à la mer en des points éloignés (figure 2) au moyen d'une ou de deux lignes aériennes, les courants de retour s'écartent du câble.

Remarquons bien qu'il ne s'agit plus ici d'émission radio-

électrique proprement dite : la fréquence de l'alternateur est basse et le câble ne joue pas le rôle d'antenne. C'est un simple conducteur qui, autour de lui, et par simple effet d'induction, crée un champ magnétique alternatif. Il en est de même des nappes de courant qui passent dans la mer. Mais, pour les



capter, on utilise des appareils récepteurs semblables à ceux employés en T. S. F. : cadre, amplificateur, téléphone.

Le bateau cherchant toujours à avoir l'effet maximum suivra par cela même le câble, véritable fil d'Ariane. En venant du large, il l'atteindra facilement grâce aux deux nappes de courant de retour qu'il lui sera facile de déceler. Craignons-nous de ne pouvoir les distinguer l'une de l'autre ? Un simple artifice empêchera le doute : l'alternateur connecté rapidement, tantôt à droite, tantôt à gauche, émettra d'un côté des points et de l'autre côté des traits. Toute ambiguïté est désormais levée.

Les lignes de courant de retour, dites « lignes garde-côte », peuvent dans certains cas prendre une importance prépondé-

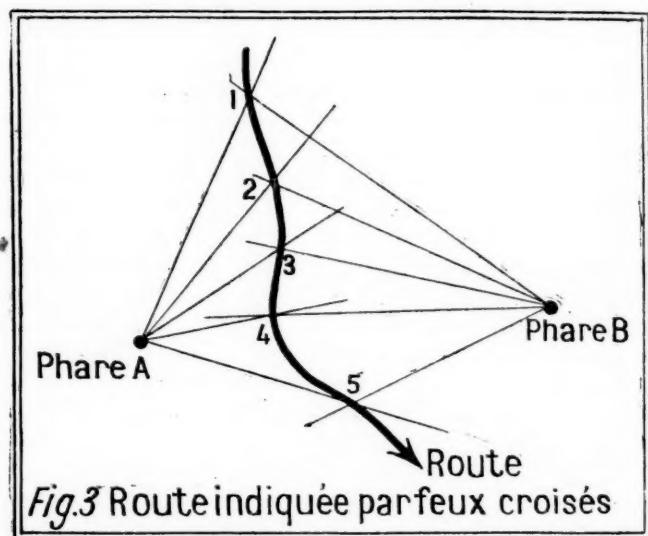
rante. En aboutissant à la côte, en des points éloignés, elles en dessinent en quelque sorte le contour et peuvent la signaler à cinq ou six kilomètres de distance. Ainsi fut fait par exemple au Havre durant quatre kilomètres au nord du cap de la Hève. On peut même imaginer que ces lignes de courant enveloppent complètement une petite île. C'est ce qui a été réalisé à Ouessant, qui est ainsi signalée au navigateur dans toutes les directions.

Le câble, tendu sur terre, se prête bien évidemment au guidage des avions, et de la même manière. L'avion cherchant dans la brume la route qu'il doit prendre, soit pour gagner son aérodrome, soit au contraire pour en partir, se placera dans le champ du câble et ne le quittera plus. Une ligne pilote a été ainsi étudiée à Chartres. Une autre est à l'essai au Bourget. On peut admettre qu'une ligne aérienne de 5 kilomètres de long alimentée seulement avec un demi-kilowatt peut être décelée à 2300 mètres et à 2 ou 6 kilomètres de part et d'autre, suivant l'altitude.

Le câble, et surtout le câble sous-marin, a cependant un grave inconvénient. Il est cher; sa longueur est nécessairement limitée; il peut être détérioré. Sa relève et la pose d'un nouveau câble ne sont pas aisées. Enfin il ne peut être changé de place. Or, en temps de guerre, notamment par suite de mouillage de mines, il peut être utile de modifier le chemin d'accès d'un port. Le câble ne s'y prête pas. Des conditions météorologiques, direction du vent ou de la houle, peuvent faire modifier également la meilleure route à prendre. Il a donc été imaginé, — toujours par M. Loth, — un dispositif de conduite par « faisceaux croisés » qui s'applique tout aussi bien aux radiations hertziennes qu'aux radiations lumineuses et dont le principe est d'ordre géométrique.

La figure 3 fait immédiatement comprendre l'artifice auquel on a recours. Deux phares A et B émettent des ondes dirigées quelconques, et tournent de telle sorte que les faisceaux qui se croisent se rencontrent successivement aux points 1, 2, 3, 4, 5. Les points de croisement définissent ainsi une certaine route. Un bâtiment saura qu'il tient cette route s'il perçoit en même temps les deux phares. S'il s'agit d'ondes lumineuses, la vérification de cette condition est relativement facile. S'il s'agit d'ondes hertziennes, comme cela est

nécessaire en temps de brume, l'opération est plus délicate. Le maximum de perception peut être flou et sa détermination



demande beaucoup d'attention. En revanche, la route peut être indiquée de très loin. Elle est transformable à volonté en modifiant corrélativement les vitesses de rotation de l'un des phares, ou même des deux.

CONCLUSIONS

Notre arsenal de procédés pour guider dans la brume des bateaux ou des avions, est, on le voit, extrêmement riche, et encore nous n'avons parlé ni de l'utilisation des rayons infrarouges qui semblent devoir passer à travers le brouillard, ni des signaux sonores, très simples mais à portée limitée. Et cependant, aucun de ces procédés n'est encore complètement satisfaisant. La multiplicité des méthodes et le nombre des réalisations déjà effectuées prouvent en effet que la solution parfaite n'est pas encore trouvée.

Mais, d'abord, peut-il y avoir une solution unique de la question ? Peut-on rapprocher le problème de la conduite d'un

avion qui quitte le Bourget pour filer droit vers Londres, avec celui de la conduite d'un bâtiment qui veut gagner la rade de Brest en évitant Ouessant et l'île de Sein? Le guidage en pleine mer à très grande distance, en plein Pacifique par exemple, n'est pas identique à la conduite dans une passe étroite, et ne demande ni la même précision, ni la même rapidité. Ce que l'on peut exiger, c'est que les appareils de réception soient les mêmes. On ne peut demander, en effet, au navigateur quel qu'il soit, d'emporter avec lui plusieurs appareils, et de connaître le maniement de chacun d'eux. Il faut bien voir que toute invention, en apportant une amélioration dans les conditions d'existence, apporte en même temps une complication. Celle-ci sera-t-elle compensée par celle-là? ou bien, par un désir pueril de progrès, allons-nous imposer le maniement d'appareils lourds, encombrants, peu sûrs et exigeant une attention de tous les instants, au détriment de celle que nous devons prêter dans les manifestations les plus ordinaires de la vie normale? C'est tout le problème de l'utilité d'une invention qui se pose ici. Dans le cas qui nous occupe, les intérêts mis en jeu sont importants. Il s'agit du sort d'un bateau, ou d'un avion. On ne paiera donc jamais trop cher, — en argent, en temps, en soin, en attention, — un dispositif permettant de savoir où l'on se trouve. Est-ce à dire pour cela qu'il faille multiplier les solutions et ne reculer devant aucune complication? Des esprits très ingénieux ont consacré à ce problème de longues années de leur vie, des sociétés se sont formées pour mettre au point et exploiter des dispositifs variés. Les ministères de l'Aéronautique, de la Marine, de la Guerre, ont favorisé ces essais et pris à leur charge bien des dépenses. Des prix académiques ont récompensé et encouragé plusieurs chercheurs. Certains ont même démissionné de leur fonction, pour se consacrer entièrement à ces problèmes.

On peut donc affirmer que de gros efforts ont été faits, grâce auxquels des résultats brillants ont été obtenus. Toutefois, n'hésitons pas à le dire, ces efforts n'ont pas été coordonnés. Nous touchons ici à une question très grave : celle de l'organisation de la Recherche scientifique. L'exemple que nous avons choisi à dessein l'illustre merveilleusement. Beaucoup d'ingéniosité, beaucoup de travail, beaucoup d'intelligence, de

savoir et de sens technique, mais un manque complet de vues d'ensemble, un éparpillement d'essais, au lieu d'une concentration de moyens. Nos qualités et nos défauts héréditaires apparaissent bien là. Y a-t-il vraiment encore beaucoup à faire ? N'aboutirons-nous jamais ? Nous ne le croyons pas.

La France, probablement grâce à la souplesse de ses institutions, a d'admirables qualités de redressement. Déjà, le Comité international de la sécurité aérienne, réuni à Paris à l'instigation du Comité français de propagande aéronautique, vient d'étudier, en les groupant, les différentes manières de guider des avions dans la brume. De cet examen ne peuvent naître que de bonnes directives en vue d'une solution rapide. Le Parlement, en décidant de donner cette année plus de dix millions à la caisse des Recherches scientifiques, a marqué sa volonté de soutenir les chercheurs. Une fondation pour la recherche, d'origine toute récente, dont nous entretiendrons prochainement les lecteurs de la *Revue*, va permettre en les contrôlant très largement de subventionner des savants, en leur traçant à eux aussi dans sa très grande ligne la route à suivre, mais en leur laissant une latitude complète dans le choix des moyens.

Tous les efforts faits jusqu'à présent, judicieusement classés, habilement coordonnés et organisés, aboutiront certainement à des résultats tangibles, à des dispositifs qui s'imposeront, et qui fonctionneront partout régulièrement, sans aléa, contribuant largement à donner ainsi à la navigation, et en particulier à la navigation aérienne, cette sécurité presque absolue qui lui manque encore.

François CANAC.

LE CINQUANTENAIRE DU "MONDE OU L'ON S'ENNUIE"

Lorsque, le 25 avril 1881, notre doyen Edmond Got, après les trois saluts d'usage, — car à cette époque on saluait encore le public, en s'avancant, en habit, pour une « annonce », en allant une fois à droite de l'avant-scène, une fois à gauche, puis au milieu, — lorsque, dis-je, Got vint, avec le branlement de tête et l'émission verbale saccadée qui lui étaient si personnels, prononcer la formule d'usage, au soir de la première représentation du *Monde où l'on s'ennuie* : « Mesdames, Messieurs, la pièce que nous avons eu l'honneur de représenter devant vous est de M. Édouard Pailleron... », l'interprète de Bellac ne se doutait guère, en recueillant les bravos des spectateurs restés dans la salle, que cette satire parisienne traverserait le cours des années sans rien perdre de son mordant et que son cinquantenaire serait un événement célébré avec éclat par la Comédie-Française.

Je viens de relire ce que Got, dans son *Journal*, notait au soir même de la répétition générale, sans m'étonner trop de ces lignes d'où s'exhalte une certaine mauvaise humeur.

« 24 avril 1881. — Demain la Comédie-Française donnera une pièce en trois actes d'Édouard Pailleron : *le Monde où l'on s'ennuie*. Il y a eu ce matin répétition générale devant une centaine de personnes (1) et cette salade parisienne a eu un très

(1) Cette répétition privée ne ressemblait en rien aux répétitions-premières d'aujourd'hui. L'auteur n'aménait que quelques amis se mêlant au personnel de la maison, et l'on se plaçait où l'on voulait, selon le goût de chacun.

vif succès. La lecture au comité, puis la lecture aux artistes en avait d'ailleurs donné déjà l'impression unanime.

« Quant à moi, je joue là-dedans, par un incorrigible don-quichottisme de doyen et d'ancien ami de l'auteur, un rôle exécrable pour moi, Bellac (le Trissotin), que tous les sociétaires avaient nettement refusé les uns après les autres. Je ne crois pas pourtant que ni le Théâtre, ni l'auteur, ne m'en sauvent gré !... Quel vieux naïf suis-je donc ? »

Émile Perrin, l'administrateur du Théâtre-Français, dont l'admiration pour notre doyen était réelle et profonde, mais dont la perspicacité « scénique » était grande, — Perrin ne voyait pas Got dans le personnage bellâtre, bêtard, de Bellac. Il est certain que le rôle eût mieux convenu à Prudhon, qui y triompha plus tard, mais dont la situation était alors modeste dans la maison. On ne choisit Got, qui n'avait réellement pas les qualités du rôle, que pour son nom et sa célébrité.

Pailleron, en effet, qui voulait mettre tous les atouts dans son jeu, souhaitait une interprétation éclatante. Il se montrait déjà déçu de n'avoir pu décider M^{me} Arnould-Plessy, retirée le 1^{er} juin 1876, à reparaitre rue de Richelieu pour y créer la duchesse de Réville, rôle « en or » que devait remplir si brillamment l'adorable Madeleine Brohan.

D'autre part, Coquelin qui jouait le rôle de Paul Raymond, le sous-préfet, ne consentait à le jouer qu'une dizaine de fois en se réservant naturellement l'honneur et le plaisir de la création. Et voici la seconde note que notre doyen inscrivait sur son *Journal* le 12 mai 1881 : « Ne voilà-t-il pas que Coquelin va partir trois semaines, non plus seul cette fois, mais en emportant demi-troupe et costumes de la Comédie-Française, avec permission authentique de l'administrateur et complicité convenue de Pailleron lui-même, à la douzième représentation de son *Monde où l'on s'ennuie* !

« On prévoit toujours tout... excepté l'inavaisemblable vérité.... Et j'apprends cela *subito*... Je me permettrai donc à mon tour, cher Pailleron, de ne jouer ton Bellac que jusqu'à la quinzième, ce qui n'est encore qu'une trop amicale concession... Mais, le plus fort, c'est sûrement à moi que tu en voudras. »

Pailleron n'en voulut point d'ailleurs à son vieux camarade.

* * *

Les répétitions s'effectuèrent sans événements notables. Émile Perrin mettait en scène avec l'auteur : l'un et l'autre consultaient à l'occasion Got, Delaunay... et Coquelin, quand il était là ! Tout se passait correctement, mais sans excès de cordialité.

De tous, c'était Pailleron le plus accommodant. Il apparaissait, chaque jour, en veston, dans son costume bleu (tel qu'on le voit dans le beau portrait de Sargent) avec ses chemises de couleur à larges rayures, ses lavallières flottantes, ses cheveux bouclés et sa belle barbe parfumée. Quand il arrivait de bonne humeur, il était intarissable en bons mots et en à peu près sur tout et sur tous. Les anecdotes se succédaient rapides et topiques. Quand il s'échauffait, il hâtait le débit et, sans perdre le trait, il terminait ses phrases dans un bredouillement voulu du plus comique effet.

Il était, quand il le voulait, le plus exquis des hommes. Je ne le vis qu'une fois hors de lui, certain après-midi où, par un concours de circonstances dont je ne me rappelle plus les causes, nous nous trouvâmes seulement quatre ou cinq avec Madeleine Brohan pour répéter le second acte où doivent grouiller près de vingt personnages ! Perrin, glacial comme à son ordinaire, ne bronchait pas sous son chapeau haut-de-forme qu'il inclinait de plus en plus en avant ; il se contentait de dire à Léautaud notre souffleur, ancien premier prix du Conservatoire, intelligent, sachant son affaire comme personne, bien qu'affligé d'un terrible accent savoyard écrasant les mots, tel un bâlier tombant sur pilotis : « Lisez pour les absents ! »

Au bout de quelques répliques, Pailleron qui arpentait l'avant-scène en sursautant à tous les coups phonétiques assénés sur sa prose légère, s'arrêta, pourpre de colère, devant l'impassible Perrin, et dit, en faisant tournoyer son pardessus déposé sur une chaise, afin de le remettre, à l'envers, sur ses épaules : « Je reviendrai quand vous aurez le pouvoir de rassembler vos comédiens ! » Il enfonce son chapeau furieusement et sortit avec rapidité, laissant Émile Perrin, appuyé d'une main sur sa canne, toujours droit sur sa chaise. Perrin, sans broncher, se contenta de redire à Léautaud, de sa voix nasillarde et trainante : « Continuez. Lisez pour les absents. » Nous

parvinmes ainsi cursivement jusqu'à la fin de l'acte; après quoi Perrin, se levant sans regarder personne, ajouta : « Nous répétons demain non pas à une heure et demie, mais à midi et quart. Je serai là! » Puis il sortit de son pas mesuré, fantomatique, le tube sur l'oreille, et tenant sa canne, à gauche, à la hauteur de son cœur. Le lendemain tout le monde était en scène à midi et demi, et l'on pouvait lire une liste d'amendes infligées aux gros bonnets, sous le cadre grillagé du bulletin de service.

Il y eut bien quelques autres discussions bénignes, mais elles ne méritent guère d'être relatées hormis peut-être celle-ci, concernant l'aimable femme qu'était Émilie Broisat, laquelle ne consentit à jouer son rôle de Miss Lucy Watson que sous trois conditions : 1^e Qu'elle aurait vingt-quatre ans et non vingt-cinq; 2^e Que ses lunettes consisteraient en un binocle sans verres; 3^e Qu'elle aurait de la gorge, ou plutôt que la duchesse le ferait entendre au public en disant à part (d'où la phrase) : « Tiens, tiens, elle est moins maigre que je ne le croyais »... etc...

Sait-on que tout le « morceau » de Raymond sur l'ennui ne fut plaqué qu'après coup à la demande de Coquelin, qui désirait avoir une tirade à dire? La scène auparavant filait ainsi :

JEANNE.

Mais c'est le monde où l'on s'ennuie, cela.

PAUL.

Précisément.

JEANNE.

Mais si l'on s'y ennuie, quelle influence peut-il avoir?

PAUL.

Quelle influence? L'ennui? Ah! ma chère enfant, mais c'est-à-dire qu'il n'y a que deux sortes de gens au monde : ceux qui ne savent pas s'ennuyer et qui ne sont rien, et ceux qui savent s'ennuyer et qui sont tout!... après ceux qui savent ennuier les autres!

Paillyron, à la requête de son interprète, dut enfler la réponse de Paul, et en fit le « couplet » appelé à une si belle fortune.

A la répétition générale, un tiers seulement de la salle était rempli. Je vois encore, entre le deuxième et le troisième actes, Coquelin, grimé de son blanc, de son rouge et de sa moustache en crêpé, venir s'asseoir au balcon, à côté de M^{me} Juliette Adam. « Ces deux premiers actes vous amusent, disait avec joie Coquelin; vous allez voir le troisième! »

Tout ce que Paris comptait d'« illustrations » assistait à la première. Dans une baignoire contiguë à celle de Gambetta, se trouvait Henri Rochefort, qui ne cessait de dauber sur l'ancien chef du gouvernement de la Défense nationale. Les deux hommes se croisèrent durant le premier entr'acte. On remarqua que Gambetta, d'un air de fausse bonhomie, était sur le point de s'avancer vers son adversaire en esquissant un sourire de camarade, afin de l'aborder cordialement, mais Rochefort, l'ayant toisé avec dédain, lui tourna le dos et laissa le tribun bouche bée, pâle de colère.

* * *

Voici la distribution des principaux rôles de la pièce avec le nom des artistes qui remplacèrent les premiers titulaires.

BELLAC. — MM. Got, Prud'hon.

PAUL RAYMOND. — Coquelin, Truffier.

ROGER DE CÉRAN. — Delaunay, Baillet.

LA DUCHESSE DE RÉVILLE. — MM^{mes} Madeleine Brohan.

JEANNE RAYMOND. — Reichenberg.

SUZANNE DE VILLIERS. — Jeanne Samary.

Chose curieuse, la presse fut excellente pour l'œuvre et pour certains artistes; sévère plus que de raison pour Got, Delaunay et M^{me} Broisat. On mit hors de pair Jeanne Samary, débordant de jeunesse et de santé, dans Suzanne de Villiers, et Madeleine Brohan, l'ex-grande coquette de Molière, de Marivaux et de Musset. La créatrice des *Caprices de Marianne* parut, avec des cheveux blancs, dans la Duchesse, pleine de bonhomie souriante; elle joua le personnage avec plus de finesse distinguée que de verve en dehors; c'est sans doute ce qui explique l'étrange préférence que manifesta Pailleron en l'honneur de Céline Montaland, lorsque celle-ci reprit le rôle après la retraite de Madeleine Brohan.

Quant à Jeanne Samary, dont l'emploi officiel était celui des soubrettes, elle triompha, comme dans *l'Étincelle*,

qu'elle avait jouée deux ans auparavant, avec autant de comique ingénú, de sensibilité attendrie allant jusqu'aux larmes.

Coquelin dans le sous-préfet et Reichenberg dans la sous-préfète, extériorisaient une gaminerie parisienne à double face du plus plaisant effet, réglant le jeu de leur visage, solennel ou rieur, selon les circonstances.

On fut, j'y insiste, injuste pour Got que Pailleron avait choisi aussi parce que notre doyen se montrait excellent dans le Trissotin des *Femmes savantes*... mais Trissotin date de trois siècles, et Bellac est près de nous! Got, très fin dans sa conférence du second acte, manquait par trop d'élégance. Il avait eu la fâcheuse idée de coiffer une perruque blond-roux épaisse et bouclée qui le marquait plus encore. Il était, en toilette de soirée, chaussé de bottes vernies dont les tiges rouges faisaient le plus déplorable effet! Et il s'éventait avec un chapeau-claque doublé de satin vert!

Quant à Delaunay, supérieur à mes yeux de « professionnel », il parut trop parfait, trop « Musset » dans la première partie du rôle de Roger, lequel demande de la « composition », en sa physionomie de jeune puritain se transformant petit à petit en amoureux fougueux et lyrique.

Ajoutons que ces critiques de détail ne nuisirent en rien au succès général.

* * *

A la douzième représentation, je fus chargé du rôle du sous-préfet. L'auteur, l'administrateur, voulurent bien m'exprimer leur satisfaction ; cette lettre de mon grand et vénéré maître Regnier me récompensa largement du petit chagrin que, tout jeune homme, j'avais pu éprouver à ne point paraître à la première.

« 19 mai 1881. — J'avais appris votre succès, mon cher enfant, et il m'a été confirmé hier soir par plusieurs peintres et gens de lettres qu'un hasard m'a fait rencontrer, et qui tous, m'ont-ils dit, vous ont applaudi de grand cœur. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'en ai été très heureux et peu surpris; ce rôle convenait à votre jeunesse et à votre esprit, et je conçois le regret que vous avez dû éprouver à ne le point créer.

« Ce que vous a dit M. Perrin est de bon augure pour l'avenir, mais quels que soient les dégoûts que vous pourrez encore avoir à éprouver, — quoique à cette heure vous n'en ayez pas, je l'espère, de bien amers à prévoir, — ne vous découragez jamais; n'imitez pas ce fou de Joumard (1), accrochez-vous à la Maison à laquelle vous appartenez chaque jour davantage: c'est la seule, dans notre profession, où l'on soit sûr de trouver la satisfaction de ses goûts d'artiste et le bien-être. *Otium cum dignitate.*

« Compliments bien affectueux à votre chère femme, et à vous toutes mes amitiés. — REGNIER. »

Édouard Pailleron m'écrivit, quelques jours après, afin de m'encourager à rendre visite, un matin, à François Sarcey que je n'étais jamais allé voir. Je me rendis donc chez l'éminent critique, rue de Douai, où je trouvai mon camarade, Georges Peyrat, le peintre Clairin et Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra. Sarcy, qui me donna, dans la suite, tant d'excellents conseils, nous retint tous à déjeuner.

La réussite de la pièce fut complète. Le bureau de location ne désemplissait pas, et le succès ne faiblit point lorsque Prud'hon prit le rôle de Bellac, à la quinzième représentation. Les recettes ne firent même qu'augmenter, et, chaque soir, Delaunay signalait avec un petit rire narquois l'ascension toujours plus haute de la feuille de location. « Est-ce que, par hasard, disait-il, en scandant ses mots de la façon que se rappellent ceux qui l'ont connu, il n'y aurait pas d'acteurs indispensables? »

Prud'hon, convenons-en, était d'une élégance parfaite. Son profil bourbonien, ses cheveux bruns pommadés, ses favoris châtaignes, son grand air solennel, sa haute taille se dressant au milieu des dames inclinées autour de lui, sa voix timbrée, chantante, un peu... creuse, tout cela rendait bien le spectacle que Pailleron avait voulu peindre.

Que de camarades des deux sexes, depuis ce temps, se repassèrent, à la longue, tous les rôles de cette pièce dont la

(1) Joumard, Joseph-Ferdinand, 1^{er} prix de comédie et 2^e prix de tragédie au Conservatoire, en 1870. Débuta en 1872 à la Comédie-Française, et la quitta brutalement en 1876 pour aller à Saint-Pétersbourg, où il ne réussit qu'à demi. Courut après la province et disparut de la circulation...

longévité finissait par exaspérer les confrères et les critiques! J'ai vu de mon temps, je le répète, se succéder dans la Duchesse, après l'inimitable Madeleine Brohan, Céline Montaland et Blanche Pierson. Dans la Sous-préfète, où Reichenberg resta sans égale, mes jolies amies Bertiny, Müller, Marie Leconte, Lifraud, Jeanne Provost et plusieurs autres dont le nom m'échappe. Dans Suzanne de Villiers, après Jeanne Samary, Marguerite Durand, d'un charme inexprimable, d'une poésie très personnelle; Jeanne Ludwig, Marthe Régnier, Constance Maille, Marie Leconte...

J'en passe et des plus exquises! Dans Paul Raymond, me succédèrent dans les dernières années de ma carrière, Georges Berr, Numa, Jacques de Féraudy, Charles Granval. Dans Bellac, dont Prud'hon demeura le type accompli, Louis Delaunay, Henry Mayer, Fenoux... Sans parler des «jeunes» qui brillent depuis ma retraite.

Le succès dura, puisque, pour ma part, j'ai joué quelque six cents fois le rôle du Sous-préfet. On pourra trouver étrange que, au cours de tant de représentations, je n'aie rien à signaler, à part les visites d'illustres visiteurs à qui je fis souvent l'historique de notre Foyer et de nos toiles de maîtres?.. C'est peut-être parce que les pièces heureuses, les carrières heureuses sont comme les peuples heureux... sans histoire. Au reste, mon ami Paul Gaulot, dans ses souvenirs du *Foyer de la Comédie-Française*, parus ici même, a délicatement évoqué le souvenir de nos joyeux entr'actes. Nous fûmes obligés de mettre sur l'affiche quatre fois la semaine (fait unique), cette œuvre que l'on va reprendre avec les costumes de l'époque!

La pièce a été traduite dans toutes les langues. Je l'ai vue jouer, entre autres villes, à Vienne, avec une massive emphase, à Naples, avec une exagération bouffe. Ça marchait quand même... Mais que l'on ne vienne pas nous affirmer que notre art peut être européen et qu'il n'a pas de patrie! *Le Monde où l'on s'ennuie* est, — et c'est sans doute l'explication de son rapide et durable succès, — essentiellement français.

JULES TRUFFIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Non sans heurts, le budget a été voté à temps pour éviter le recours aux douzièmes provisoires, les Chambres se sont ajournées au 5 mai. Le Gouvernement a résisté, tant bien que mal, à ces surenchères électorales qui faussent de plus en plus le fonctionnement du régime parlementaire et compromettent l'équilibre des finances, mal remises de leurs émotions de 1926. Au cours des « navettes » finales entre la Chambre et le Sénat, M. Pierre Laval a dû poser plusieurs fois la question de confiance et une forte majorité lui est restée fidèle. La Chambre se rend bien compte qu'en surchargeant un budget qui dépasse 30 milliards, en amorçant, à propos du budget, quelques-unes de ces innovations mal étudiées que l'on est convenu d'appeler réformes, elle rompt avec les traditions d'un régime parlementaire sain et normal; mais les appétits électoraux et les intérêts de partis sont les plus forts.

Le contraste était lamentable, en ces dernières séances, entre les médiocres et dangereuses agitations démagogiques de l'intérieur et l'importance dramatique des questions extérieures. Plusieurs commissions, celle des Douanes notamment, celle des Affaires extérieures, plusieurs délégations de groupes, ont rempli utilement un rôle de contrôle et de stimulant. Il faut que le pays se rende compte que la crise extérieure, provoquée par l'union douanière austro-allemande, n'aurait peut-être pas été possible si le Parlement français, au lieu de renverser des ministères, avait voté, quand M. André Tardieu le lui présentait, le plan d'équipement national et s'il s'était attelé à établir une politique commerciale.

M. Duchemin, président de la Confédération générale de la production française, disait, le 27 mars, dans un remarquable discours : « Nous souffrons aujourd'hui du fait qu'on a laissé l'Allemagne

reprendre, au 1^{er} janvier 1926, sa liberté contractuelle sans avoir préparé et voté un tarif douanier. Il a donc fallu, pour parer à cette carence, établir les tarifs par des accords commerciaux, et chaque tractation a entraîné, non seulement une réduction des protections nécessaires, mais une série de consolidations qui portent sur près de 73 pour 100 des positions de notre tarif. » Là encore, n'apparaît pas le souci de l'intérêt général et d'une politique à larges vues; ce sont des intérêts locaux qui se heurtent, non des doctrines qui s'affrontent; et le souci de la position de la France en face des pays étrangers s'obnubile et s'amenuise dans l'ambiance parlementaire. Le public ne se doute pas combien l'absence d'une politique douanière fermement établie gène notre politique générale en des circonstances délicates comme celles que nous traversons, où il s'agit de savoir si nous voulons nous retrancher à l'abri de nos vieux tarifs protecteurs ou entrer dans la voie des ententes douanières. Réforme des mœurs et des méthodes parlementaires; rénovation des procédés administratifs; rajeunissement de notre économie nationale : tel devrait être le programme de la prochaine législature. C'est, pour le système parlementaire et pour le pays, question de vie ou de mort.

M. Caillaux a rappelé, au Sénat, en invoquant l'autorité de M. Guglielmo Ferrero, que le principe d'autorité est « la clef de voûte des civilisations ». On le savait de reste; mais il n'est pas indifférent que ce soit M. Caillaux qui l'ait rappelé. Le ministre du Budget, M. Piétri, a excellemment défini le péril et montré sur quelle pente risquent de glisser les démocraties que leurs gouvernements ne mettent pas en garde contre leurs entraînements inévitables. « Le budget national tend à devenir une énorme organisation d'assistance. Je dirai plutôt : un budget de facilité, de faiblesse devant les groupements qui assaillent le Gouvernement et le Parlement, en réclamant des avantages dont le total déborde les possibilités budgétaires... Bientôt, il faudra prendre dans la poche droite du contribuable pour mettre dans sa poche gauche. » L'État, quoi qu'en disent les socialistes français, n'est pas une émanation des organismes syndicaux, pas plus qu'il n'est la somme des intérêts professionnels; il reste, au-dessus d'eux, le représentant des intérêts généraux de la nation, leur défenseur en face de l'étranger. Il s'agit, si l'on veut éviter le glissement vers la solution fasciste ou vers la solution communiste, de restaurer la notion de l'État.

Après la rentrée des Chambres, nous aurons, le 19 mai, une

représentation extraordinaire donnée par le Sénat constitué en Haute-Cour de justice. Nous avons dit ici ce que nous pensons des abus qui conduisent quatre anciens ministres ou sous-secrétaires d'État, MM. Raoul Pétret, René Besnard, Gaston Vidal et Albert Favre, devant cette juridiction exceptionnelle mais constitutionnelle et respectable; nous n'en sommes que plus libre pour regretter que la France, au moment où elle a besoin de toutes ses forces morales, donne à l'étranger l'impression fausse d'une corruption politique qui n'est que peccadilles à côté des scandales dont d'autres États étouffent soigneusement l'éclat. Gardons-nous de nous représenter nous-mêmes plus noirs que nous ne sommes, alors que tant d'envieux sont acharnés à nous noircir. Il est nécessaire que les coupables, s'il en est, soient punis; mais il est indispensable de mettre un frein et un terme au zèle d'une commission d'enquête parlementaire où trop souvent souffle le vent des passions politiques et qui, sortant de son rôle, confond les pouvoirs et prend avec le code d'instruction criminelle, précieuse garantie des accusés, des libertés qui constituent un dangereux précédent.

Les ministres allemand et autrichien des Affaires étrangères, avec un remarquable esprit de décision, ont saisi l'occasion que semblaient leur offrir les embarras de notre situation intérieure et les tâtonnements d'une politique extérieure dont l'idéalisme à longue échéance risque de se trouver débordé par les revendications immédiates d'un programme précis dont la réalisation a été préparée comme un complot. Les essais d'organisation européenne se heurtent aux intérêts particularistes de chaque État; bien accueillis tant qu'ils ne se précisent pas, ils sont arrêtés dès qu'on en vient au faire et au prendre. Au contraire, la destruction des traités est un programme simple, de nature à rallier toutes les rancunes, à concentrer toutes les énergies des États qui souhaitent la destruction de l'Europe de 1919. Tel est l'objectif. L'échec de la convention générale de la trêve douanière de mars 1930 a été l'occasion, non la raison, d'une manœuvre préparée de longue date et qui a abouti à l'accord du 19 mars pour « l'assimilation des positions douanières de l'Autriche et de l'Allemagne ».

Dans quelle ambiance politique a été préparé et réalisé, en Allemagne, le « coup » de l'union douanière qui, comme l'a justement observé M. Victor Bérard au Sénat français, continue fâcheusement la tradition du « coup » de Tanger, du « coup » d'Agadir et res-

suscite les procédés politiques de l'ère de Guillaume II? La situation intérieure est évidemment l'une des influences qui ont précipité l'initiative de M. Curtius. Le Gouvernement du chancelier Brüning, que soutient par esprit politique et « afin d'éviter un plus grand mal », le groupe social-démocrate, croit avoir besoin d'apporter un succès, fût-il plus apparent que réel, aux appétits impatients du nationalisme, dans l'espoir d'arrêter l'essor du mouvement hitlérien. Ce n'est là qu'une illusion, et fort dangereuse. Le racisme n'aurait pas fait les progrès formidables qui inquiètent les hommes d'Etat allemands si tous les partis n'avaient rivalisé de surenchères verbales pour la révision, ou plutôt pour la destruction des traités de 1919.

Personne ne doute que la crise économique dont souffrent les peuples d'Europe et d'Amérique ne soit le résultat de phénomènes très généraux et n'ait un caractère universel; pourtant les Allemands se sont persuadés, à force de l'entendre dire par la presse et les hommes politiques, que la crise allemande, qui n'est qu'un cas particulier d'un phénomène mondial, est la cause qui a déterminé la crise générale et qui elle-même a son origine dans l'injustice des traités et le paiement des réparations. Il se forme ainsi, dans l'esprit grégaire du peuple allemand, des vérités officielles qui finissent par s'imposer à tous les esprits et qui se traduisent, à un moment donné, par une sorte d'impatience collective qui devient, à certaines heures, une redoutable frénésie. Il est dangereux d'y résister, plus dangereux encore d'y céder. Le Gouvernement, qui est responsable de ces manifestations d'une opinion qu'il a volontairement égarée, s'en sert pour exercer sur l'Europe une pression morale qui, si l'on y cérait, s'accentuerait jusqu'à ce qu'il ne restât plus rien des traités de 1919. Mais, objecte-t-on, si la révolution hitlérienne emportait la constitution de Weimar? Eh bien! la situation serait plus claire et l'on peut espérer que les États qui, en face de l'acte ostensible d'aujourd'hui, tardent encore à ouvrir les yeux, seraient enfin édifiés.

L'initiative de M. Schober, ministre des Affaires étrangères de la république d'Autriche, a été, pour une grande partie du public français, une surprise et une désillusion. Comme préfet de police, M. Schober, en effet, avait tenu tête aux éléments révolutionnaires socialistes qui sont, en général, favorables à l'*Anschluss*. Mais, depuis son passage à la Chancellerie, il est devenu le rival du chef du parti chrétien-social, Mgr Seipel. Contre lui, il prend appui sur les Grands-Allemands qui sont, avec quelques chefs socialistes, les

seuls partisans convaincus d'une fusion complète de l'Autriche avec le Reich allemand. Parmi les *Heimwehren*, que M. Schober a combattus avec succès, on compte des hitlériens, mais aussi beaucoup de conservateurs restés attachés aux Habsbourgs et, par suite, à l'indépendance de l'Autriche. Les chrétiens-sociaux, malgré certaines déclarations de Mgr Seipel qui ont été mal interprétées en France et qui d'ailleurs s'expliquent par des nécessités parlementaires, n'entendent pas aliéner l'autonomie de leur pays.

Si nous voulons empêcher l'*Anschluss*, qui serait la restauration de l'hégémonie allemande sur l'Europe centrale et orientale, c'est d'abord en Autriche même, sur les éléments qui ne veulent pas s'anéantir dans le Reich, qu'il convient de chercher appui. L'organe des chrétiens-sociaux, la *Reichspost*, a milité sa tiède approbation de l'accord du 19 mars de réserves significatives ; il n'y faudrait voir, disait elle, « qu'un projet de résolution présenté devant le forum international, et dont seul le consentement des Puissances dirigeantes de la Société des nations décidera efficacement au point de vue de la politique réelle ». Depuis son retour au pouvoir, M. Schober se comporte comme s'il travaillait, d'accord avec Berlin, à la réalisation, par étapes, de l'*Anschluss*. Peut-être souhaiterait-il de s'arrêter au premier palier ; mais il n'en aurait la possibilité que si on l'y aidait. Sa formule d'autrefois : « une nation, deux États », est dépassée et lui-même a abusé de notre confiance. Si nous voulons assurer l'indépendance de l'Autriche, ce n'est pas en épousant les haines des socialistes contre Mgr Seipel et les chrétiens-sociaux que nous y parviendrons.

Les chancelleries et la presse des différents pays ne sont plus occupées, depuis trois semaines, que de l'union douanière austro-allemande. La consigne, à Berlin comme à Vienne, est de ne parler que du côté économique de la question ; on nie qu'elle ait un aspect politique. On veut que cet innocent accord soit un commencement de réalisation du plan paneuropéen d'entente économique de M. Briand ; l'accord n'est ni exclusif, ni fermé et il est loisible à toute Puissance de négocier son admission dans la combinaison économique austro allemande. On évite de rappeler le texte décisif du discours de M. Briand que nous avons cité dans la précédente chronique et qui précise que les ententes régionales ainsi comprises sont en contradiction avec l'esprit de l'entente européenne telle que la conçoit M. Briand. Notre ministre des Affaires étrangères, dans son discours au Sénat, a déclaré que ce qui lui paraît

sait surtout déplorable dans l'union douanière en voie de réalisation, c'était le procédé. Nous dirions volontiers, et cela revient au même, que c'est l'hypocrisie.

Elle n'a d'ailleurs trompé personne. Les intérêts économiques et politiques sont trop étroitement associés pour pouvoir être dissociés et lorsqu'il s'agit d'une nation de plus de 60 millions d'habitants qui prétend réaliser une union économique avec un Etat beaucoup plus petit, le fait de l'absorption serait patent même si l'intention n'y était pas. M. Benès, dès le premier jour, a dit à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre tchécoslovaque : « Le point de vue économique et le point de vue politique ne peuvent et ne doivent pas être séparés. Le plan austro-allemand pose directement la question de l'*Auschluss* sur laquelle notre point de vue est connu. » En effet, M. Benès a dit à plusieurs reprises : « L'*Auschluss*, c'est la guerre. » On ne l'ignore pas à Berlin, et c'est pourquoi on prétend réaliser l'union sans en prononcer le nom, par petites étapes, par paliers successifs. Hier, unification de la législation, aujourd'hui union douanière. On s'abrite derrière des formules que l'on détourne de leur sens ou que l'on interprète sans bonne foi. M. C. J. Gignoux, dans un de ses articles lumineux de la *Journée industrielle*, intitulé *la Doctrine usurpée*, définit en ces termes les procédés équivoques de M. Curtius et de M. Schober : c'est « l'utilisation de la politique de coopération européenne contre le statut politique de l'Europe ». Le Reich ne poursuit d'autre dessein que d'employer toutes les circonstances économiques, y compris les plus défavorables, à la réalisation de ses fins politiques qui tendent à la révision des traités et à la destruction de l'Europe de 1919. C'est très clair : l'équivoque n'existe que dans les moyens. Les procédés exégétiques des Allemands sont assez souples pour tout expliquer, tout justifier ; seulement, il ne faut pas qu'ils s'étonnent s'ils découragent toutes les bonnes volontés et éloignent toutes les sympathies.

Le prétexte économique est particulièrement mal choisi, quand il s'agit d'associer deux Etats dont l'économie est concorrente et non complémentaire. Ce dont l'Autriche a besoin, c'est d'un marché pour sa production industrielle et elle ne peut le trouver que par un accord avec les Etats danubiens et balkaniques producteurs de céréales, non avec l'Allemagne qui lui fait concurrence pour tous les principaux articles. L'*Auschluss* économique ne serait pas une association, mais une absorption. A la récente réunion du Comité de direction de l'Association des industriels autrichiens (*Hauptver-*

band der Industrie), 80 pour 100 des participants se sont prononcés contre toute union douanière ou ont entouré sa réalisation de conditions telles qu'elles équivalent à un rejet ou à un ajournement indéfini; ils demandent notamment la constitution de cartels réservant à l'Autriche certains contingents de vente sur le marché intérieur. On cherche en vain à persuader aux Autrichiens que l'union douanière sauvera leur économie : c'est le contraire de la vérité. Les 300 000 chômeurs autrichiens auraient plus de chances de retrouver du travail en restant isolés que si s'ils associent leur misère à celle de près de 5 millions de chômeurs allemands. L'économie allemande n'y gagnera rien non plus. Tout cela est trompe-l'œil. Sous des dehors économiques, nous sommes en présence d'une manœuvre politique : question de prestige, épreuve de force.

Aussi convient-il de prêter une vigilante attention au fait que l'union douanière austro-allemande serait ouverte à tous les États qui demanderaient à y participer, notamment à la Hongrie avec laquelle l'accord serait, dit-on, très avancé, avec la Roumanie, la Yougoslavie. C'est la réalisation complète de la Grande-Allemagne, l'achèvement du programme *gross-deutsch*, avec sa conséquence historique, la poussée vers l'Est, l'hégémonie économique et politique sur le Danube et les Balkans. La Grande Guerre est sortie de là; une nouvelle guerre sortirait infailliblement de la reprise de cette politique, à moins que l'Europe n'abdiquât devant la puissance allemande douze ans à peine après l'avoir écrasée.

Un journal radical-socialiste de l'Paris, qui s'accommode des perspectives d'*Anschluss*, allègue que la politique Curtius-Schober est contraire à celle de Bismarck ; c'est là une vue superficielle et fausse. Bismarck, qui savait ménager les transitions, n'a pas voulu, en 1866, réaliser le programme grand-allemand et il a laissé subsister l'empire des Habsbourg, se contentant de le rejeter hors de l'Allemagne. Mais, à partir de 1876, Bismarck, placé dans l'épineuse nécessité d'une option entre la Russie et l'Autriche, choisit l'Autriche sans se dissimuler les périls qui pourraient en résulter pour l'Empire allemand. Son choix se manifeste au Congrès de Berlin ; en poussant l'Autriche à occuper la Bosnie et l'Herzégovine, il l'engage dans les difficultés balkaniques qui l'éloignent de Munich et du Rhin et l'obligent à s'appuyer sur les vainqueurs de Sadowa. Après Algésiras, Gui laume II décerne à François-Joseph le titre de « brillant second », mais second. Après l'annexion de la Bosnie, Bulow fait sentir à Vienne sa hauteine protection et dégage la poli-

tique austro-hongroise par une intervention décisive à Pétersbourg. En 1914, c'est pour continuer à tenir à sa merci la politique de Vienne et de Budapest que Guillaume II et l'Etat-major soutiennent jusqu'au bout l'aventure périlleuse ouverte par l'ultimatum à la Serbie. Les deux Empires en sont morts; mais l'idée de l'union pan germanique et de la suprématie danubienne et orientale subsiste et reprend vie. Si on perd l'occasion de l'arrêter à sa première poussée, elle conduira de nouveau l'Europe par les mêmes voies aux mêmes catastrophes : guerre ou suprématie germanique. Est-ce cela que l'on veut à Paris, à Londres, à Rome ?

En présence de l'émotion soulevée en Europe par l'accord du 19 mars, la Wilhelmstrasse répond que l'Allemagne a agi dans la plénitude de son droit et que personne n'est fondé à s'opposer à son union douanière avec l'Autriche. Elle peut soutenir à la rigueur que l'article 80 du traité de Versailles, par lequel elle reconnaît l'indépendance « inaliénable » de l'Autriche, n'est pas directement violé. Mais il n'en va pas de même pour l'Autriche. Nous avons reproduit, dans la précédente chronique, les textes qui lui font une stricte obligation de ne pas aliéner son indépendance économique. Sa souveraineté est-elle donc limitée ? objecte la diplomatie allemande. Elle l'est, en effet, par une hypothèque, au profit des Puissances qui l'ont sauvée financièrement, à la requête de la Société des nations, en 1922. Mais cette hypothèque est un bienfait, puisque c'est la vie et l'indépendance qu'elle impose à l'Autriche comme un devoir envers la collectivité européenne et que, par là-même, elle s'engage à lui assurer les moyens de vivre. L'indépendance politique et économique de l'Autriche est la clef de voûte de la sécurité, de l'équilibre et de la paix.

La revue *le Monde slave* a consacré un numéro entier, celui de décembre 1928, à l'Autriche: il commence par un article anonyme très remarquable qui pose dans ses vrais termes la question d'Autriche, c'est-à-dire sous son aspect européen. « Chaque peuple peut, par droit de nature et dans l'intérêt de l'humanité, prétendre à la possession d'un foyer national ou développer librement sa civilisation. Les Allemands l'ont, chaud et rayonnant, dans le Reich, sans rattachement. Après le rattachement, aucun des autres peuples de l'Europe centrale ne serait plus en sûreté au sein. Ces aspects européens du problème méritent peut-être d'être considérés autant et même plus que son aspect allemand, le seul que, conscientement ou inconsciemment, envisagent les rattachistes actifs ou passifs. »

En France, on place la question d'Autriche sur le plan de l'équilibre de l'Europe et de l'indépendance des petits États; ce n'est pas seulement un problème politique, mais un problème de civilisation, un problème spirituel. Le célèbre économiste berlinois Werner Sombart a montré que le caractère propre de la civilisation autrichienne ne doit pas disparaître : « Pratiquement l'Autriche devrait devenir le centre du crédit pour l'Orient... Son devoir primordial est naturellement de préserver en tout état de cause sa civilisation. » Il n'y aura de paix stable que si l'Europe centrale est organisée : l'indépendance de l'Autriche est la première condition d'une telle organisation à laquelle il faut aussi que les « États successeurs » apportent toute leur bonne volonté et peut-être quelques sacrifices. En tout cas, « si l'équilibre et la paix de l'Europe exigent le maintien de l'indépendance autrichienne, on ne peut invoquer en sens contraire ni une nécessité économique inéluctable, ni la puissance d'un sentiment public précis, unanimie, irrésistible ».

Cette organisation de l'Europe centrale, trop longtemps ajournée, c'est la question que pose l'accord austro-allemand du 19 mars. Aucune grande Puissance, pas plus l'Allemagne que la France ou l'Italie, ne devrait entrer dans le groupement de l'Europe centrale sous peine d'en détruire l'équilibre. Il va de soi que le rôle que Werner Sombart souhaite pour Vienne ne peut s'exercer sous le contrôle d'une grande Puissance, quelle qu'elle soit. Si l'Allemagne persiste dans son dessein de réaliser sous son hégémonie un plan de *Mittel-Europa*, c'en est fait de l'équilibre, de l'ordre et de la paix. Et qui donc en profiterait ? Pas même l'Allemagne qui retomberait dans le même cycle d'ambitions, et celles-ci soulèveraient contre elle l'opposition et l'animosité de toutes les Puissances. Au contraire, une Europe centrale organisée deviendrait, pour ainsi dire, l'école d'application de ce rapprochement franco-allemand auquel la politique de Locarno a sacrifié les garanties positives que la France tenait des traités. L'accord du 19 mars pour l'union douanière, même si l'intention provocatrice, la volonté prémeditée de faire naître des incidents et d'établir des précédents, n'était pas évidente, — et elle l'est, — ne soulève donc pas seulement une difficulté d'ordre juridique, mais pose une question essentiellement politique et d'importance vitale pour l'avenir de l'Europe.

Sur le terrain juridique, en présence de textes précis et d'engagements formels, il était difficile à l'Allemagne et à l'Autriche de décliner la compétence de la Société des nations. Le chancelier

Bruning l'essaya d'abord. Il répondait, le 25 mars, assez cavalièrement à sir Horace Rumbold, ambassadeur d'Angleterre, que l'entente germano-autrichienne, purement économique, ne regardait personne en dehors des deux Puissances intéressées et, parlant peu après au Congrès de l'industrie et du commerce, il ajoutait que l'Allemagne et l'Autriche étaient « décidées à suivre jusqu'au bout, avec une calme fermeté, la voie dans laquelle elles se sont engagées ». Et puis, il fallut bien jeter du lest. M. Henderson, sur ce point, était d'accord avec M. Briand et demandait que l'accord fût soumis au Conseil de la Société des nations, en mai, et que, d'ici là, on s'abstint de placer l'Europe en face d'un fait accompli. M. Curtius, dans un discours de ton modéré, affirmait, le 31 mars, que, bien que l'accord du 19 mars fût exclusivement économique et ne cachât aucune arrière-pensée politique, il ne se refusait pas à le soumettre à l'examen du Conseil de la Société des nations. M. Schober tenait le même langage. En même temps, la presse des deux pays affirmait sur le mode lyrique que, par l'union douanière austro-allemande, le programme paneuropéen de M. Briand entrait dans la voie des réalisations et que les États germaniques étaient seuls capables de réussir là où les ex-alliés avaient échoué.

On pouvait cependant percevoir, tant en Autriche qu'en Allemagne, quelques timides réserves. M. Theodor Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, estime que le moment fut mal choisi et que le mode de publication de l'accord ne fut pas heureux. « La politique extérieure allemande, actionnée par un puissant besoin d'activité, poursuit trop de combinaisons à la fois, en Autriche, en France, en Russie, et court le danger de contrecarrer à tout moment une chose par l'autre, de manquer les objectifs réellement importants et les tâches nécessaires. » On ne saurait indiquer plus exactement pour quoi la politique allemande décourage tous ceux qui ont été tentés de faire fond sur elle et pourquoi l'Allemagne en république reste, comme au temps de Guillaume II, l'inquiétude de l'Europe. Le gouvernement du Reich a engagé, au moment où les conditions lui paraissaient favorables, une bataille diplomatique dont il mesure l'importance. Il est difficile de ne voir qu'une coïncidence fortuite entre la campagne pour le rattachement économique de l'Autriche au Reich, la première et décisive étape de la destruction de l'Europe nouvelle, et la nouvelle application de l'article 48 qui place l'Allemagne, jusqu'à l'automne, sous le régime dictatorial et suspend la plupart des libertés constitutionnelles.

Les jours du ministère travailliste semblent comptés, en Angleterre, et il est possible que la perspective de prochaines élections ait hâté la décision des Gouvernements de Berlin et de Vienne. A vrai dire, c'est l'opinion britannique, dans son ensemble, qui a de la peine à se rendre compte de l'importance exceptionnelle de la question autrichienne : il faut habiter le continent et avoir appris par une dure expérience les inconvénients de certains voisinages pour réaliser tous les dangers que recèle une tentative telle que l'accord du 19 mars. L'opinion travailliste penche nettement en faveur du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne : il n'est, pour s'en convaincre, que de lire le *Daily Herald* et de se souvenir que M. Henderson, en 1929, a pris position. Aussi convient-il que nous lui sachions gré des efforts qu'il a faits pour rester d'accord avec M. Briand. Sa préoccupation dominante paraît être de ne pas compromettre la conférence pour la limitation des armements, qu'il voudrait voir se réunir à Londres en février 1932 et dont il aurait la présidence. Les travailleurs ont besoin de jeter quelque lustre sur une gestion qui ne fut pas glorieuse. Ils étaient si pressés de réaliser l'accord naval franco-italien qu'ils ont négligé de transmettre à Rome certains points sur lesquels Paris croyait l'entente acquise et que les experts, au moment de rédiger le texte définitif, se sont aperçus qu'il subsistait des lacunes et des malentendus. L'accord naval ne nous intéresse que subsidiairement et le Gouvernement français s'y est prêté surtout pour donner satisfaction aux vœux du Gouvernement britannique ; puisqu'il est remis en question, n'hésitons pas à faire savoir à M. Henderson que nous ne nous prêterons à une entente que si nous sommes assurés de son complet appui pour l'organisation de l'Europe centrale. Il est temps de parler net avant que M. Bruning et M. Curtius ne se rendent en Angleterre où ils sont invités à passer un *week-end*. La solution des difficultés actuelles dépend, pour une large part, de Londres. L'attitude du Gouvernement britannique ne sera pas sans influence sur les dispositions de M. Mussolini qui, jusqu'ici, se tient sur la réserve, partagé entre la crainte d'une hégémonie allemande dans le bassin du Danube et jusque sur le Brenner, et le désir de ne pas accroître l'influence française en Europe centrale.

Le Conseil de la Société des nations étudiera, en mai, l'accord austro-allemand. Quel que soit son avis, une question politique de haute portée reste posée, autour de laquelle s'exerce l'activité des diplomates. Le *Times* du 6 avril indique que des conversations très

importantes sont engagées entre M. Briand et M. Henderson pour un projet de coopération européenne sur des points économiques bien définis, tels que les crédits agricoles, la transmission de l'énergie électrique, la vente des céréales. Ces accords généraux engloberaient et recouvriraient l'accord particulier austro-allemand. C'est, répétons-le, par une construction positive, non par des négations juridiques, qu'il sera possible d'assurer à l'Europe centrale une organisation qui ne portera ombrage à aucune des grandes Puissances, mais qui n'en favorisera aucune aux dépens de la sécurité et de la prospérité des autres. Le *Times* ajoute que les représentants des petits Etats prennent une grande part aux négociations. C'est, en effet, de leur avenir indépendant et libre qu'il s'agit.

M. Benès, parlant au Congrès de son parti, le 6 avril, a montré, en termes très forts, les dangers politiques de l'accord douanier austro-allemand : il diviserait l'Europe en deux camps et discréditerait la grande idée de coopération européenne ; il ne saurait aider personne, car il est trop exclusif, mais il léserait les intérêts vitaux de la Tchécoslovaquie ; « nous désirons une solution européenne par une collaboration de tous et non par une coopération des uns contre les autres ». Le langage de l'éminent ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque, dont l'esprit est si patriote et si européen à la fois, que nous regrettons de ne pouvoir citer *in extenso*, mentionne l'accord parfait avec la France, la Petite-Entente et la Pologne, et l'espoir d'une entente générale ; il est donc de bon augure et fait un heureux contraste avec le pessimisme exagéré d'une partie de la presse française. C'est, selon nous, la note juste, la note constructive.

Le problème de la sécurité et de la paix reste toujours, — l'affaire de l'union douanière le prouve une fois de plus, — d'articuler à l'Europe pacifiée une Allemagne pacifique. C'est pourquoi, dans la crise actuelle, il est indispensable, comme le croit M. Benès, de lui résister fermement, afin que puisse enfin venir le jour où le peuple allemand finira par comprendre que personne ne cherche à lui enlever son droit à la vie, mais que la tendance toujours renaissante de l'Allemagne prussianisée à considérer son avantage au-dessus de tous les droits finit par ameuter contre elle les Puissances gardiennes de l'équilibre et de la paix.

RENÉ PINON.

HUITIÈME PÉRIODE. — CI^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

DEUXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1^{er} mars

	Pages.
MAGNIFICAT, deuxième partie, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française.	5
LE CHÔMAGE MONDIAL, par M. LOUIS de LAUNAY, de l'Académie des Sciences.	49
VERS LE CONSULAT À VIE. — I. LES DERNIERES OPPOSITIONS A BONAPARTE, par M. LOUIS MADELIN, de l'Academie française	62
LES CAHIERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE. — IV. LA SOIR, par M. AUGUSTE ISAAC.	89
UN COLLÈGE DE JEUNES FILLES EN AMÉRIQUE. — BRYN MAWR, par M. PAUL HAZARD.	110
DU CHAFFAULT ET LES CORSAIRES DU MAROC, par M. PAUL CHACK.	126
POÉSIES, par M. ALIBID DROIN	151
LES MAITRES DE LA STATUAIRE CONTEMPORAINE. — I. BOURDELLE, par M. R. DE LA SIZERANNE	160
MARAMURS ET BUKOVINE. — IV. par M. LUCIEN ROMIER	174
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — LA RECHERCHE DES TRÉSORS CACHÉS, par M. CHARLES FABRY, de l'Académie des Sciences	191
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — UN LIVRE ALLEMAND SUR SHAKESPEARE, par M. LOUIS GILLET	205
REVUE MUSICALE. — CANTIGERIL A L'OPERA-COMIQUE, par M. LOUIS LALOY . .	218
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON . .	230

Livraison du 15 mars

MAGNIFICAT, troisième partie, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française .	241
LA LANGUE FRANÇAISE EN EXTRÉME-ORIENT. — I. AU JAPON, par M. GEORGES DUMAS.	289
VERS LE CONSULAT À VIE. — II. LA PAIX IMPOSÉE A L'EUROPE, par M. LOUIS MADELIN, de l'Academie française	316
LES CAHIERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE. — V. LE SUCRE, par M. E. SOMMIER.	343
LES YEUX CLOS. — UNE EXPÉRIENCE PERSONNELLE, par M. RENÉ ROY . . .	369
LETTRES DE LOUIS-PHILIPPE A CASIMIR PÉRIER, publiées par M. JEAN CORDEY .	388
LES CHEMINS DE FER EN DÉFICIT, par M. LOUIS de LAUNAY, de l'Académie des Sciences	428

	Pages.
CHOSES VUES EN ESPAGNE. — <i>LE DEMAIN DE CRISE</i> (18 février-1 ^{er} mars), par M. ANDRÉ NICOLAS	448
NOTES ET IMPRESSIONS, par M. RAYMOND ESCHOLIER	460
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	470

Livraison du 1^{er} avril

MAGNIFICAT, dernière partie, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française	481
LES TROIS FANTÔMES DE L'AMÉRIQUE, par M. ANDRÉ MAUROIS	526
A LA LÉGION. — I. <i>ANS LA TACHE DE TAZI</i> , par le prince AAGE DE DANEMARK	533
UN COLLABORATEUR DE NAPOLEON III : W. FROEHLER, par M. FRANZ CUMONT, de l'Institut	569
SOUVENIRS DE LA COUR IMPÉRIALE, par W. FROEHLER	577
VISITES À LA PRESSE DE PROVINCE. — LE CENTRE. — CONCLUSIONS, par M. ANDRÉ DEMAISON	597
VERS LE CONSULAT À VIE. — III. <i>LA NÉGOCIATION DU CONCORDAT</i> , par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française	620
REQUÊTE FOUR LES CRIS DE PARIS, par M. JEAN RENOARD	654
LE BILAN TECHNIQUE DE L'ACCORD NAVAL, par M. RENÉ LA BRUYÈRE	659
EN RÉVANT DANS LE GRAND SÉJAIL, par M. ALBERT FLAMENT	666
REVUE LITTÉRAIRE. — <i>ROMANCIERS EN VOYAGE</i> , par M. ANDRÉ CHAUMEIX, de l'Académie française	681
REVUE MUSICALE. — <i>L'ILLUSTRE FRÉGONA</i> . — LA BATAILLE, par M. LOUIS LALOY	693
REVUE DRAMATIQUE. — PIERRE OU JACK ? — BALTHAZAR, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française	705
CHARLES GENIAUX, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française	709
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	711

Livraison du 15 avril

RBOU, première partie, par M. MAURICE GENEVOIX	721
LE PRINCE DE BULOW ET SES MÉMOIRES, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française	751
LE TRAGIQUE DESTIN DE MON PÈRE, par A. STOLYPINE	766
LA PROTECTION DES CIVILS CONTRE LE DANGER AÉRIEN, par M. le général NIessel	795
LOUIS-PHILIPPE. — I. <i>LE ROI ET LE RÈGNE</i> , par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française	810
LES CAHIERS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE. — VI. LE CHARBON, par M. HENRI DE PEYERIMHOFF	835
POÉSIES, par M. FRANÇOIS PORCHÉ	862
LE LANCEMENT D'UNE AFFAIRE COLONIALE AU GRAND SIÈCLE, par M. R. BOUVIER	869
LES HISTORIENS AMÉRICAINS ET LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE, par M. PIERRE RENOUVIN	886
LE LIEUTENANT-COLONEL HAPPE, par M. ALBERT-ÉMILE SOREL	904
NOTES ET IMPRESSIONS, par M. RAYMOND ESCHOLIER	915
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — <i>LA DIRECTION DANS LA BRUME PAR LA T. S. F.</i> , par M. FRANÇOIS CANAC	926
LE CINQUANTEANIÈRE DU « MONDE OU L'ON S'ENNUIE », par M. JULES TRUFFIER	939
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	947

